









BREVSKABER

OM

DE SLESVIGSKE FORHOLD.

(TRYKTE SOM MANUSKRIFT.)



KJÖBENHAVN.

TRYKT HOS KGL. HOFBOGTRYKKER BIANCO LUNO.

1848.

BRENSKJØTT

DE SPESIELLE KOMIKER

Lokalsamling / handlog

08.964

ll. 1

1993

0000 0000 0000 0000 0000 0000 0000 0000

(1993)

N° 1.

Procès-verbal

d'une séance tenue par le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Danemark et les Ministres plénipotentiaires de — et de, — accrédités à la Cour de Sa dite Majesté,

Copenhague le 28 mars 1848.

Sur l'invitation du Soussigné, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Danemark, M. M. les Ministres plénipotentiaires de Russie et de la Grande Bretagne accrédités près la Cour de Sa dite Majesté, se sont réunis ce soir chez lui pour recevoir quelques explications franches et sincères que le Roi, son Maître, lui a enjoint de leur donner simultanément dans le plus court délai possible, vu que dans les circonstances difficiles du moment on se voit hors d'état de disposer des moyens de communication ordinaires.

Le Ministre des affaires étrangères a commencé d'abord par leur donner un exposé succinct de la situation où se trouve actuellement la Monarchie Danoise par suite des évènemens qui viennent de troubler le repos de l'Allemagne, et ensuite il a plus spécialement appelé leur attention sur les points suivants:

1. Que le Roi, son Maître, se trouve, en Sa qualité de membre de la Confédération Germanique, dans la nécessité absolue de S'associer aux vues manifestées par la plupart des Souverains de cette Confédération et de concourir avec Eux à l'établissement d'un parlement allemand, auquel participerait alors Son Duché de Holstein;
2. Qu'il s'ensuit de cette détermination du Roi que le Slesvig doit à l'avenir être administré séparément pour conserver à ce Duché la position où il se trouve de fait comme de droit vis-à-vis de la Couronne de Danemark;
- et 3. Que le Roi de Danemark S'est déjà publiquement énoncé dans ce sens.

Après ces observations, le Ministre des affaires étrangères a cru devoir fixer l'attention des Ministres réunis chez lui sur les faits notoires suivants:

- a. Qu'une insurrection a éclaté jeudi passé le 23 mars le soir à Slesvig, par suite de la proclamation du Roi de Prusse au peuple allemand, et qu'un Gouvernement provisoire s'est organisé le lendemain, sans attendre la réponse du Roi de Danemark, donnée le même jour à Copenhague à la députation venue pour Lui soumettre les demandes des insurgens;
- et b. Que le Gt. Prussien a pris dans cette affaire une attitude peu conforme aux rapports de bonne harmonie qu'il entretient d'ailleurs avec le Gt. de S. M. Danoise.

En conséquence des explications ainsi données, le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Danemark a exprimé le désir du Roi, son Maître:

que la non-intervention dans les affaires intérieures du Danemark fût posée en principe par le Gt. de Russie et de la Grande Bretagne, et que, vu l'urgence du cas, une déclaration collective à cet égard pût être donnée le plus tôt possible (ce ne serait que dans une déclaration collective des deux puissances que le Roi de Danemark verrait l'appui moral dont Son pouvoir légitime a besoin dans cette pénible circonstance; — ce n'est que par ce moyen qu'il réussira à rétablir Son autorité Royale là où elle a été compromise);

que de même la différence essentielle qu'il y a entre le Holstein, comme faisant partie de la Confédération Germanique, et le Slesvig (Duché indépendant de cette Confédération) y fût expressément reconnue,

sans toutefois toucher à la question de succession ;

qu'un pouvoir étendu pût être donnée aux Ministres des deux Cours résidant à Copenhague d'entrer en pourparlers et négociations avec le Gouv. du Roi sur les mesures à prendre d'un commun accord pour appuyer une telle déclaration.

Les Ministres de Russie et de la Grande Bretagne, ne se trouvant pas munis d'instructions pour un cas si extraordinaire, et ne pouvant ni n'osant préjuger en rien les dispositions de leurs Cabinets à se prêter au désir ci-dessus énoncé, sont cependant tombés d'accord de soumettre l'affaire à la décision de leurs Gouvernements respectifs aussitôt que faire se peut.

Nº. 2 med Bilag.

Den Kongelige Gesandt i Berlin Grev Plessens Skrivelse til den Preussiske Udenrigs-Minister v. Arnim,

dat. Berlin 3 April 1848

med

Sammes Svar til Grev Plessen,

dat. Berlin d. 5 April 1848.

Le Soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark, a eu l'honneur de déclarer avant-hier, par ordre de son Gouvernement, à S. E. M. le Baron d'Arnim, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, que la dislocation de troupes Danoises qui se fait dans ce moment, ainsi que toutes les mesures militaires, n'ont, et n'ont jamais eu d'autre but que le maintien de l'ordre et de la sûreté dans l'intérieur des Etats du Roi son Souverain, et que, très résolu de prouver la vérité de Ses intentions pacifiques, Sa Majesté aime à croire que Son auguste Allié, le Roi de Prusse,

y répondra avec la même sincérité et qu'ainsi il n'y aura pas, entre les deux Souverains et leurs États respectifs, un sujet quelconque de soupçon ni de méfiance.

Néanmoins le Soussigné a appris, à sa grande surprise, dans l'entrevue qu'il a eue hier avec S. E. M. le Baron d'Arnim, que le Gouvernement de S. M. Prussienne a donné l'ordre à un corps d'armée de franchir les frontières des États de S. M. Danoise et d'occuper la forteresse de Rendsbourg, située sur la limite des Duchés de Holstein et de Slesvig.

Le Roi de Danemark, Se trouvant en mesure de rétablir Lui-même l'ordre légitime dans Ses États, n'a pas jugé de Sa dignité de Se prévaloir du droit qui Lui revient, en qualité de Membre de la Confédération Germanique, de réclamer la coopération de la Prusse.

Le Roi de Danemark ne peut reconnaître à aucune Puissance étrangère le droit d'intervenir, sans Son aveu, par la force armée dans Ses affaires intérieures.

Le Soussigné aime à croire que l'intention du Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse n'est pas de soutenir des sujets en révolte ouverte contre leur Souverain légitime, qui a signalé Son avènement au trône très récemment par la promesse parfaiteme nt libre et spontanée d'institutions constitutionnelles, et qui vient d'engager Sa parole Royale de seconder les désirs de Son Duché du Holstein d'obtenir sa part légitime au développement de l'unité et de la liberté Allemandes.

Toutefois, l'attitude prise par la Prusse vis-à-vis du Danemark et la communication que S. E. M. le Baron d'Arnim a bien voulu en faire au Soussigné, sont de nature à faire supposer que la Prusse pourrait être tentée de vouloir résoudre par la force une question de droit qui certainement n'est que purement intérieure ou, tout au plus, Européenne, et même de la décider, avant qu'elle n'ait été préalablement discutée.

Une pareille mesure serait tellement contraire au droit des gens et à tous les usages internationaux que le Soussigné se refuse à croire que le Gouvernement Prussien voudrait en prendre la responsabilité sur lui.

Si néanmoins le Gouvernement Prussien s'y décide, malgré les sérieuses remontrances du Soussigné, il ne lui resterait qu'à protester, comme il le fait par la présente, au nom de son Gouvernement et de la manière la plus formelle, contre une violation aussi manifeste des droits de Souveraineté de son auguste Maître.

Le Soussigné a l'honneur d'offrir à S. E. M. le Baron d'Arnim,

Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, les assurances renouvelées de sa plus haute considération.

Berlin ce 3 Avril 1848.

(signé) W. Plessen

À

S. E. Monsieur le Baron d'Arnim,
Ministre des affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi de Prusse.

(Reponse.)

Le Soussigné a eu l'honneur de recevoir la note que M. le Cte. de Plessen, Env. extr. et Min. pl. de S. M. le Roi de Danmark, a bien voulu lui adresser avant-hier relativement à l'envoi de troupes Prussiennes dans le Duché de Holstein.

En réponse à cet office le Soussigné ne peut que répéter ici ce qu'il s'est déjà empressé de déclarer de vive voix à M. le Cte de Plessen, en lui donnant l'assurance positive que la mesure militaire dont il s'agit, loin de porter un caractère hostile ou agressif contre le Danemark, n'avait été prise que dans le double but de protéger le territoire de la Confédération Germanique contre une violation dont il semble menacé, et de sauvegarder, en faveur d'un état Allemand et confédéré, des droits acquis auxquels un acte récent du Gouvernement Danois vient de porter une si grave atteinte. Mu par le sentiment des devoirs que lui impose l'esprit et la lettre du pacte fédéral, et fort de l'appui de la volonté nationale, le Roi, en présence d'un danger qui paraît imminent, n'a pu hésiter à prendre, de concert avec plusieurs de Ses Alliés Allemands, l'initiative d'une attitude qui ne tardera sans doute pas à recevoir la sanction formelle de la Confédération Germanique, et dont celle-ci, par l'organe de la Diète, s'empressera de se déclarer solidaire.

La Prusse, en prenant cette attitude, ne méconnaît nullement les droits de Souveraineté que possède S. M. le Roi de Danemark en Sa qualité de Duc de Schleswig-Holstein. Aux yeux du Gouvernement Prussien ces droits ne sont pas moins sacrés que ceux des Duchés eux-mêmes. Il est fermement résolu à respecter et à maintenir les uns et les autres, et la protestation éventuelle que renferme à cet égard la note de Mr. le Cte de Plessen lui semble dès lors sans objet.

D'ailleurs afin de donner une preuve éclatante de ses sentiments pacifiques ainsi que de son désir sincère d'écartier, par une entente amiable, toute possibilité d'une rupture ouverte, le

Roi vient de charger M. le major de Wildenbruch de se rendre sans perte de temps auprès du Roi de Danemark pour offrir à S. M. Danoise, sur les motifs et le but de la politique du Gouvernement Prussien, tous les éclaircissements qui semblent les plus propres à rassurer la Cour de Copenhague sur nos intentions et à opérer un rapprochement entre des vues dont le Cabinet du Roi déplore vivement la divergence.

En exprimant l'espoir que cette démarche sera appréciée par le Gouvernement de S. M. Danoise comme elle mérite de l'être, et qu'elle ne restera pas sans quelque résultat satisfaisant, le Sous-signé saisit &c. &c.

Berlin ce 5. Avril 1848.

signé Arnim.

Nº. 3.

Vertrauliche Mittheilung

(fra Udenrigs-Ministeriet til den Preussiske Regjering,
dat. Kjøbenhavn den 1ste April 1848.)

Von Sr. Majestät dem Könige, meinem allergnädigsten Herrn beauftragt:

alle immer mögliche Mittel zu versuchen, um jedem Mißverständnisse vorzubeugen, welches auf die zwischen Dänemark und Preußen seit so vielen Jahren glücklich bestehenden freundschaftlichen Beziehungen einen nachtheiligen Einfluß äußern könnte, glaube ich die nachstehenden Maßregeln als die einzigen bezeichnen zu dürfen, welche die Aussicht einer heilbringenden unter Preußischer Mitwirkung einzuleitenden Vereinbarung, behufs Wiederherstellung der in Holstein gefährdeten gesetzlichen Ordnung und Unterdrückung stattfindenden aufrührerischen Widerfechtlichkeit gegen die legitime Regierung Seiner Majestät des Königs, würden offen erhalten können;

1. Die Königl. Preußische Regierung verpflichtet sich Ihrerseits den Preußischen an der Grenze cantonierenden Truppen den Befehl beizulegen, die Preußische Landesgrenze nicht zu überschreiten.

2. Die Königl. Hannoversche Regierung zu ersuchen, ein ähnliches Verfahren rücksichtlich Ihres Bundescontingents einzutreten zu lassen, und mit selbigem ebenfalls nicht die Hannoverschen Grenzen zu überschreiten.
3. Würde man es besonders nothwendig erachten, die Königliche Preußische Regierung wolle geneigen die Hansestädte Hamburg und Lübeck aufzufordern, die zwischen Dänemark und letzteren bestehenden freundnachbarlichen Verhältnisse kräftig aufrecht zu erhalten, mithin der in Holstein ungesetzlich angeordneten provisorischen Regierung jedwede Anerkennung und Unterstützung zu versagen.
4. Es würde ferner als sehr wünschenswerth angesehen werden müssen, wenn es der Königlich Preußischen Regierung gefallen möchte, Sich zu demselben Zwecke bei den beiden Großherzoglich Mecklenburgischen Regierungen thätig zu verwenden.
5. Dass ferner sämmtlichen concentrirten Bundesstruppen die Weisung ertheilt werde, sich dem Eindringen der aus Deutschland eventualiter herbeikommenden Freischaaren zu widersezzen, indem durch die Ankunft solcher Schaaren die Ruhe, das Eigenthum und die Sicherheit der friedlichen Bewohner Holsteins auf die gefährlichste Weise bloßgestellt werden würden.
6. Dass, für den Fall, dass Preußische Offiziere sich zur Disposition der sogenannten provisorischen Regierung in Holstein gestellt haben sollten, es ihnen sofort zur Pflicht gemacht werde, sich wieder nach ihrer Heimath zu begeben.
7. Dass die sogenannte provisorische Regierung in Holstein aufgefordert werde, den in Rendsburg versammelten Truppen nicht zu gestatten, mit ihren am weitesten gegen Norden vorgerückten Vorposten die auf der beifolgende Charte mit blauer Farbe bezeichnete Linie zu überschreiten, welche westlich von der Eidermündung anfängt, und alsdann dem Strom der Eider bis nach Süderstapel folgend, und von dieser Ortschaft östlich über Meggerdorff und Bünge den Wittensee berührend, von diesem See weiter bis an die Osssee zwischen Noer und Eckernförde fortläuft.

Dagegen würde man hiesigerseits sofort nachstehende Vorlehrungen treffen:

Sr. Majestät der König, mein allergnädigster Herr, von vielen Bewohnern des Herzogthums Schleswig dringend aufgesondert, dieselben gegen die im Aufruhr befindlichen Truppen, so wie gegen etwa eingerückten Freischaaren zu beschützen (welches um so dring-

licher ist, als eben diejenigen Bewohner, die in unwandelbarer und pflichtmäßiger Treue gegen ihren Landesherrn verharren, den ungerechtesten Verfolgungen am meisten ausgesetzt sind) sind entschlossen, einen Theil dieses Herzogthums von allen Rebellen und Freischäaren säubern zu lassen.

Sobald dieses aber geschehen, würden Sr. Majestät den Marsch der Truppen bei der auf der Charte mit rother Farbe bezeichneten Linie zwischen Eckernförde und Friederichstadt anhalten lassen, und diese Linie nicht eher überschreiten, als nach Empfang und dem nächstigen reiflichen Erwägung derselben Propositionen, welche Allerhöchstenselben Königlich Preußischer Seits zur Widerherstellung der Ruhe und Ordnung in den Herzogthümern gemacht werden möchten.

Copenhagen, den 1sten April 1848.

Nº. 4.

Den Kongelige Forbundsdays Gesandt Baron v. Pechlin's definitive Erklæring og Reservation mod det forhenværende thidse Forbund,

dat. Frankfurt a. M. d. 28de April 1848.

Der Unterzeichnete hat die rücksichtlich des Bundesbeschlusses wegen der Angelegenheit der Herzogthümer Schleswig und Holstein in der 29sten Bundestagssitzung vom 4ten dieses seiner allerhöchsten Regierung eventuell vorbehaltene Erklärung, in deren Auftrag, noch dahin abzugeben, daß sie dem Bunde durchaus keine Befugniß einräumen könne, hinsichtlich des Herzogthums Schleswig Bestimmungen irgend einer Art zu treffen, um so viel weniger den Anschluß Schleswigs an den Deutschen Bund gegen den Willen und die Protestation des legitimen Landesherrn auszusprechen. Eine solche Beschlusnahme würde ohnehin, kraß der Art. VI. und XIII. 3, der Wiener Schlussekte nichtig sein, da zur Aufnahme eines neuen Mitgliedes in den Bund, welches auch der König als Herzog von Schleswig sein würde, nicht Stimmenmehrheit, sondern nur Stimmeneinheit zu ent-

scheiden vermöge, Seine Majestät aber als Herzog von Holstein und Lauenburg Seine Zustimmung aufs entschiedenste versage.

Der Unterzeichnate hat, weil der Sinn dessen was er in der 27sten Bundesitzung vom 2ten dieses über die gegen eine Einverleibung Schleswigs in den Bunde manifestirte Dänische Nationalgesinnung, als Beweis in welchem Grad das Einverständniß Dänemarks ihr fehlen würde, geäußert hat, in öffentlichen Blättern dahin missdeutet worden als wenn Seiner Majestät persönliche Gesinnung wohl eine andere sein dürfte, nur zu wiederholen was er hoher Bundesversammlung gleichzeitig in der authentischen Weise in der Königlichen Erklärung vom 24ten v. M. darlegte: daß nämlich Seine Majestät so wenig das Recht als die Macht und Willen habe, das Herzogthum Schleswig dem Deutschen Bunde einzuerleiben. Wie König Friedrich der VI. bei Stiftung des Bundes demselben wegen des Herzogthums Schleswigs nicht beitrat weil Er es nicht wollte und konnte, so haben auch die Könige Christian VIII. und Friedrich VII. aus den nämlichen Gründen nie eine andere Gesinnung gehabt. Der Unterzeichnate ist also so entfernt davon gewesen ein Anderes andeuten zu wollen als er sonst gleich Instructions- als Wahrheitswidriges angedeutet haben würde.

Wenn nun auch dem Herzogthum Holstein die Fortdauer der Verbindung mit Schleswig versprochen worden, so kann doch die Königliche Regierung deshalb dem Bunde eine Einmischung in die inneren Angelegenheiten Schleswigs um so weniger einräumen als derselbe sonst, bei der garantemäßigen Verbindung Schleswigs mit Dänemark, in weiterer Folge auch einen Einfluß auf die inneren Verhältnisse Dänemarks und dessen Einverleibung in das Bundesgebiet mit gleichem Zug beanspruchen könnte.

Dagegen liege urkundlich vor, daß dem Bunde eine Competenz wegen Schleswig nicht allein nie zugestanden sondern bis jetzt von demselben auch nicht prätendirt worden sey. Dies erweise eben der dafür in Bezug genommene Bundesbeschluß vom 17ten September 1846, indem der König, unter Ausschluß Seiner Eigenschaft als Herzog von Schleswig, nur als Herzog von Holstein und Lauenburg dabei in Betracht gekommen; hiernächst aber näher, aufs förmlichste und ausdrücklichste, die ganze Bundestagsverhandlung des Jahrs 1823 über das Gesuch von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständischen Verfassung, indem das Herzogthum Schleswig von aller Beteiligung hiebei ausgeschlossen, und deshalb namentlich von Preußen in der 20sten Sitzung von 10ten July 1823 wörtlich erklärt wurde:

„Dass die von den Reklamanten gewünschte Aufrechthaltung der Verbindung des Herzogthums Holsteins mit dem Herzogthum Schleswig in einer und derselben Ständeversammlung, welche Verbindung als ein wesentlicher Bestandtheil der ständischen Gerechtsame von Holstein im Jahre 1816 angeblich mit bestätigt sein soll, abgesehen von jedem sonst dagegen zu erhebenden Bedenken, schon um deswillen kein Gegenstand ist, auf welchen sich eine denkbare Einwirkung des Bundesstags erstrecken könnte, weil das Herzogthum Schleswig nicht zu den deutschen Bundesländern gehört und daher ganz außerhalb des Einflusses des Bundes liegt“.

Auch hat der Unterzeichnete für die Königliche Regierung, welche eine administrative Verbindung zwischen Holstein und Schleswig hauptsächlich darauf beruhend findet, dass beide Herzogthümer unter dem Königlichen Scepter vereint bleiben, hinsichtlich der nunmehrigen Stellung dieser Verbindung noch folgendes zu äußern:

- a) dass Schleswig, welches nie einen Theil Deutschlands oder des Bundes ausgemacht habe, sich in unzertrennlicher Verbindung mit Dänemark befindet und dass diese Vereinigung von den Großmächten, namentlich von Großbrittanien, von Frankreich, von Russland und von Österreich garantirt sey. Der König sei demnach völlig befugt diese Verbindung aufrecht zu erhalten und gegen Aufruhr sicher zu stellen, wobei Se. Majestät aber gesonnen seien die Selbstständigkeit Schleswigs möglichst zu schützen.
- b) Bei der Entwicklung einer völligen Umgestaltung, worin der deutsche Bund begriffen, würden, bei der Kräftigung der Einheit Deutschlands, die einzelnen Bundesstaaten, mit Aufgebung eines wesentlichen Theils ihrer Selbstständigkeit, mehr das Verhältnis von Bundesprovinzen annehmen. Indes sey der König völlig bereit dieser Umgestaltung auch Seinerseits für Holstein und Lauenburg beizutreten. Allein je inniger hiedurch der Anschluss jener beiden Herzogthümer an den Bund ins Leben trete, um so schwächer müssten im nämlichen Maße die Bände werden die Holstein an Schleswig knüpften.
- c) Dass über die Erbfolge in Holstein allerdings Zweifel obwalteten, die eine dureinstige Trennung dieses Herzogthums von Schleswig herbeiführen könnten.

Wenn nun auch der König innigst wünsche durch alle ihm zu Gebot stehenden loyalen Mittel, namentlich durch Unterhandlungen mit den Beteiligten, diese Ungewissheit zu beseitigen und die bestän-

dige Fortdauer der Personal-Union mit Holstein sicher zu stellen, so liege Sr. Majestät vor allem am Herzen. selbst den Schein zu vermeiden die Gerechtsame der bei der Aufrechthaltung dieser Einheit Beteiligten im Geringsten zu beeinträchtigen, welches aber geschehen würde, wenn man durch einen Machtsspruch die ewige Unzertrennlichkeit beider Herzogthümer aussprechen wollte.

Insofern von dem Bunde auf Wiederherstellung des status quo ante gedrungen und in diesem Falle die Bundesvermittelung verheißen werde, könne eine solche Wiederherstellung selbstverständlich nur dahin begriffen werden, daß solche erst dann eintrete wenn der König sich als Herzog von Holstein wieder in vollem Besitz Seiner souverainen Gerechtsame befindet. Die Wiederherstellung der rechtmäßigen Ordnung und inneren Ruhe seyen die ersten Bedingungen der politischen Feststellung gegenseitiger Verhältnisse. Es sey der Bundesgesetzliche Beruf des Bundes für die Unterdrückung des Aufstandes in Holstein und die Wiedereinführung des Königs als Herzog von Holstein in den vollen Genuss Seiner Gerechtsame mitzuwirken, wozach erst der status quo ante als festgestellt zu betrachten und vermittelnde Verhandlungen, wozu die Königliche Regierung bereitwillig die Hand bieten würde, mit Erfolg eintreten könnten.

Dieseits habe man nichts versäumt um eine gütliche Verständigung herbeizuführen; allein alle Bestrebungen und Vorschläge seien Königlich Preußischer Seite unberücksichtigt und unbeantwortet geblieben. Sollte, gerechteste Erwartung zuwider, Preußen und der Bund bei dem bisherigen Verfahren beharren, so bleibe der Königlichen Regierung nichts übrig als ihr gutes Recht mit allen Mitteln, worüber sie verfügen könne, zu vertheidigen. Würde nun gar noch der Bund die Einverleibung Schleswigs aussprechen oder auch nur Bundesstruppen in dieses Herzogthum einrücken lassen, so müßte die Königliche Regierung dies wie ein offenbar feindseliges Einschreiten betrachten.

Frankfurth a. M. den 28sten April 1848.

(Unterzeichnet)

F. v. Pechlin.

No. 5.

Verbal-Note

til Preussen om Danmarks politiske Tilstand og om
Hertugdømmenes Forhold.

In Veranlassung einer von dem Königlichen Preussischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten an den Königlichen Preussischen außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlichen Dänischen Hoflager Freiherrn Schoultz v. Ascheraden gerichteten Depesche, welche vom Letzterem in Auftrag einer allerhöchsten Regierung dem Königlichen dänischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten Grafen Knuth vorgelesen worden, fand eine Conferenz Statt, bei welcher von Seiten der Königlichen Dänischen Regierung dem Königlichen Preussischen Gesandten nachstehende vertraulichen Gröfnnungen gemacht wurden:

- 1) Die Königliche Dänische Regierung habe gleich nach Erlass der allerhöchsten Antwort Sr. Majestät des Königs auf die bekannten von der „S. H.“ Partei in einer Versammlung in Rendsburg gestellten Anträge, ihrem bei Sr. Preussischen Majestät accreditedirten Grafen v. Plessen durch eine genaue und offene Erklärung über die Beweggründe, welche bei Abgabe jener Antwort für S. M. der König leitend gewesen, die Mittel in die Hände gegeben die Königliche Preussische Regierung von der wahren Sachlage in Kenntniß zu sezen.
- 2) Um diesen Zweck noch vollständiger zu erreichen habe die Königliche Dänische Regierung ein Mitglied des jetzigen Cabinets Sr. Majestät des Königs den Minister Lehmann nach Berlin abgesandt, um dem Königlichen Gesandten und wo möglich durch dessen Vermittelung auch dem Königlichen Preussischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten über das hieselbst in den letzten Tagen Vorgefallene eine vollständigere Mittheilung zu machen.
- 3) Aus der von dem Herrn Freiherrn Schoultz v. Ascheraden mitgetheilten Depesche ging hervor, daß die Königliche Preussische Regierung zu der Zeit wo die Depesche von Berlin abging von den umfassenden Concessionen, welche dem Holsteinischen Volk durch die Königlichen Antwort mit so

vieler Bereitwilligkeit zugesichert worden waren, noch keine Kunde erhalten hatte. Durch diese Concessionen wurde den seit vielen Jahren theils in der Holsteinischen Provinzial-Ständeversammlung, theils durch die Presse geäußerten Wünschen, namentlich rücksichtlich der getrennten Finanzen der Freiheit der Presse, des Militair Commandos ic. völlig entsprochen, und war man demnach allerdings zu der Hoffnung berechtigt, daß diese Concessionen mit großer Befriedigung aufgenommen werden würden. Dieses wäre auch sicher der Fall gewesen, wenn die insurrectionelle Parthei nicht, ehe die Concessionen zur Kunde des Holsteinischen Volks gekommen waren, die Aufrührersfahne ausgepflanzt hätte, wobei jene Parthei es sich besonders angelegen sein ließ die Königliche Antwort dem Volke möglichst zu verbergen.

4) Es ließ sich demnach mit der größten Wahrscheinlichkeit voraussehen, daß die Königliche Preussische Regierung, wenn derselben die so offen ausgesprochenen durchaus foederativen Absichten Sr. Majestäts des Königs mit bekannt geworden wären, ihre unter andern Voraussetzungen geäußerten Ansichten ändern würde, und erschien es daher hiefelst unnöthig auf eine fernere Widerlegung der von die provisorischen Regierung fälschlich dargestellten Vorgänge weitläufig einzugehen.

Nichts destoweniger glaube man nicht Anstand nehmen zu dürfen folgende Thatsachen besonders hervorzuheben:

- a) Die insurrectionelle Bewegung trat bereits am Freitag den 24ten März ohne Scheu hervor und wurde man zu Kiel darüber einig eine provisorische Regierung zu errichten, und das bevor die nach Kopenhagen abgesandte Deputation zurückgekehrt und die Antwort der Königlichen Regierung zur öffentlichen Kunde gebracht worden war.
- b) Um sich einen Anschein von Legitimität zu geben machte die provisorische Regierung bekannt, wie sie im Namen Sr. Majestät des Königs aus dem Grunde fungiren werde, weil Sr. Majestät durch eine aufrührerische Bewegung des Volks Ihrer Freiheit beraubt wären.

Es ist indes sattsam bekannt, daß diese so arglistige Behauptung durchaus unbegründet war, und daß man sich in dieser Rücksicht auf das Zeugniß des Königlichen Preussischen Gesandten berufen konnte der zu jener Zeit Gelegenheit hatte sich der Person Sr. Majestät zu nähern. Der König befand Sich zu jener Zeit in dem uneingeschränktesten Genuß Seiner Machtvollkommenheit und erhielt von Seinem getreuen

Völke unzählige Beweise der aufrichtigsten Ergebenheit und Dankbarkeit.

Folgende Bemerkungen dürften noch hieselbst füglich ihren Platz finden:

Durch die in neueren Zeit an den Tag gelegten Bestrebungen deutscher Fürsten eine bisher nicht kundgewordene Einheit Deutschlands ins Leben zu rufen wird das Herzogthum Holstein mit einer von Sr. Maj. dem Könige, der Sich jenen Bestrebungen nicht entgegenstellen wird, anerkannten Nothwendigkeit, in jene Combination hineingezogen.

Als folgerechte Consequenz hiervon erscheint es aber nöthig eine Modification der jetzigen zwischen Holstein und Schleswig bestehenden rein administrativen Verbindung eintreten zu lassen, und wird das Recht administrativen Reformen vorzunehmen von Sr. Maj. dem Könige mit allem Zug in Anspruch genommen werden können.

Dass das Herzogthum Schleswig nie zum deutschen Reich gehörte ist offenkundig, und von allen Europäischen Staaten stets anerkannt worden. So wie es thatsächlich ist, dass der König Friedrich VI. im Jahre 1815 auf dem Wiener Congresse nur mit Rücksicht auf das Herzogthum Holstein dem deutschen Bunde beitrat.

Von Seiten des Bundes ist dies auch stets gewissenhaft und in Uebereinstimmung mit den Grundgesetzen des Bundes erkannt worden und ist namentlich in den Bundesbeschluss vom 17ten Septbr. 1846 selbstverständlich durchgängig nur von dem Herzogthum Holstein als Bundesstaat die Rede, so wie die Bundesversammlung sich vor kommenden Falles nur die Geltendmachung ihrer verfassungsmäßigen Consequenz vorbehalten hat.

Es springt demnach in die Augen wie die von der sogenannten provisorischen Regierung aufgestellte Auslegung des gedachten Bundesbeschlusses als durchaus falsch und aller rechtlichen Begründung entbehrend angesehen werden muss.

Kopenhagen den 1sten April 1848.

Nº. 6.

Instructions préalables

pour M. le Comte de Reventlow, Ministre du Roi à Londres, expédiées le 25 mars 1848.

Vous aurez sans doute déjà appris les grands évènemens qui viennent de s'accomplir chez nous. Vous aurez également appris, M. le Comte, qu'une fermentation longtemps fomentée et grave éclate et se propage dans les Duchés.

Il importe que les vues qui dirigent en cette circonstance la politique du Gouvernement du Roi Vous soient bien connues, et je ne fais que remplir un devoir urgent, en Vous transmettant sans délai par ma présente dépêche quelques données générales qui régleront Votre attitude et qui Vous permettront de parler avec plus d'assurance et de précision le langage qui convient aux intérêts du Danemark.

Je remplis encore un devoir et des plus agréables, en Vous exprimant ici, M. le Comte, combien je suis persuadé du zèle éclairé et de la loyale franchise, avec lesquels Vous m'accorderez Votre concours si nécessaire. J'ai une confiance entière et illimitée en Vous, je serai heureux de mériter la Vôtre. C'est là une des premières conditions de notre coopération heureuse. La dépêche de S. E. M. le Comte de Reventlow-Criminil du 29 Janvier dernier, en Vous donnant un tableau de la situation politique intérieure du Danemark du moment, avait le but spécial de développer les motifs et les bases de l'ordonnance Royale émanée la veille. Le Roi, en accomplissant par cet acte la promesse qu'il avait faite dans Ses lettres patentes du 28 du même mois, sans Se dissimuler les obstacles qu'il aurait à surmonter, a dignement continué l'œuvre progressive de réformes régulières et sagement mesurées que Lui avait léguée Son auguste Père et Prédécesseur.

Vous Vous rapellerez, M. le Comte, que suivant les dispositions de la Constitution ainsi promise il serait établi des États communs pour le Royaume de Danemark proprement dit, et les Duchés de Slesvig, de Holstein et de Lauenbourg; ces États

s'assembleraient régulièrement à des époques fixes, et alternativement dans le Royaume et dans les Duchés; — la nouvelle Constitution consacrerait le principe du vote de l'impôt par les États communs, ainsi que leur participation au pouvoir législatif; Elle ne changerait en rien les rapports du Holstein et du Lauenbourg avec la Confédération Germanique; Elle conserverait l'usage facultatif de la langue allemande et de la langue danoise dans les districts mixtes du Duché de Slesvig. — La Constitution serait soumise à l'examen des députés dont la majorité serait élue par les états provinciaux. Malgré la grande majorité de la population du Royaume comparée à celle des Duchés, le nombre des députés serait égal, non seulement dans la commission, chargée des travaux préparatoires, mais aussi dans la représentation définitive. Dans le terme de deux mois après les élections, cette assemblée se réunirait à Copenhague et continuerait ses travaux jusqu'à ce que le Roi en aurait prononcé la clôture; — l'usage des deux langues enfin y serait également facultatif.

Ces points principaux que je viens de retracer ici, M. le Comte, témoignent de la haute impartialité, de la vive sollicitude et du sincère bon vouloir du Gt. du Roi de satisfaire aux voeux légitimes des deux nationalités, allemande et danoise; aussi cette généreuse entreprise n'a été méconnue non plus par les hommes éclairés et modérés des Duchés, lorsque soudainement les événements survenus en France et l'immense et rapide réaction qu'ils ont exercée sur l'Europe entière, et surtout sur l'élément germanique, ont détrompé nos justes attentes.

Au milieu des bouleversemens et des révolutions qui menacent tous les Gouvernements de l'Allemagne, les Princes allemands viennent d'adopter des mesures qui sont en contradiction ouverte avec les bases fondamentales de la Confédération Germanique. Selon notre opinion, en voulant associer à la Confédération une représentation nationale et concilier ainsi le mouvement actuel avec le principe monarchique, la Diète exposera ce principe et l'indépendance des États de second ordre aux dangers les plus graves.

Mais quelque graves que soient les inconvénients de cette marche des choses pour les États réunis sous le sceptre de Sa Majesté, Elle n'a jamais entendu mettre un obstacle à la fondation d'un parlement allemand pour le Holstein. Au contraire Elle vient de déclarer, comme Vous le verrez plus tard, qu'Elle S'associera de plein cœur aux vues de Ses confédérés.

Après avoir pesé mûrement les suites fâcheuses d'une position presque entièrement isolée vis-à-vis de l'Allemagne, ainsi que

les voeux prononcés de Ses sujets Holsteinois, S. M. a pris la résolution dont je viens de parler.

Mais cette concession est la dernière qui soit compatible avec les devoirs de la Couronne Danoise envers le Slesvig et le Royaume. Elle trace de la manière la plus impérieuse la marche que doit suivre le Gt. quant à ce dernier pays.

Comme il était à prévoir, — les évènemens de l'Allemagne ont jeté dans les Duchés une agitation très grande. Vous connaissez, Monsieur, celle qui y existait déjà et qui provenait des projets et des prétentions chimériques du parti Slesvig-Holsteinois. Il était à prévoir aussi que ses exigences ne tarderaient pas à se manifester ouvertement. Nos prévisions n'ont été que trop justifiées.

Les nouvelles apportées le 20 de ce mois par le bateau à vapeur de Kiel, la nature des délibérations de l'assemblée à Rendsbourg qui révélèrent que nous nous trouvions à la veille d'un mouvement insurrectionnel et de la proclamation d'un État indépendant, formé par les Duchés de Slesvig et de Holstein, et en union purement nominelle avec le Royaume, — étaient de nature à éveiller ici un mouvement des esprits aussi grave que général.

Le Roi, cédant aux voeux de la population de Copenhague et des provinces, de s'entourer en ce moment critique d'hommes jouissant de la confiance entière du peuple, a accepté la démission de son Ministère. Un nouveau ministère a été formé sous les auspices et la présidence de S. E. M. le Comte de Moltke-Bregentved et composé de M. Bardenfleth, Ministre de la justice, M. Bluhme, Ministre du commerce, M. Monrad, Ministre du culte et de l'instruction publique, M. Tscherning, Ministre de la guerre, et par MM. Hvidt et Lehmann, nommés membres du Conseil sans portefeuilles.

Le nouveau Ministère a été immédiatement appelé à s'énoncer vis-à-vis de la députation qu'on était convenu lors de l'assemblée de Rendsbourg d'envoyer à Copenhague et qui est arrivée ici le 22 de ce mois.

Animé par le désir de tenter et d'épuiser toute possibilité d'une réconciliation, le Gouvernement du Roi ne s'est point refusé à se laisser soumettre les propositions de ces délégués, malgré les formes peu régulières qui ont précédé et établi leur mission. Les points suivans formaient leurs demandes:

- 1) Convocation immédiate d'une assemblée commune pour le Slesvig et le Holstein.

- 2) Projet de constitution pour ces deux Duchés réunis, à soumettre à cette assemblée.
- 3) Organisation immédiate d'une garde nationale dans les Duchés.
- 4) Accession immédiate du Duché de Slesvig à la Confédération Germanique.
- 5) Entière liberté de la Presse;
- 6) Droit illimité de réunion et d'association;
- 7) Démission immédiate de M. Scheel, président actuel du Gt. pour les Duchés.

Après de mûres réflexions S. M. a fait répondre à la députation.

„Nous avons résolu d'accorder à Notre Duché de Holstein comme État indépendant, faisant partie de la Confédération Germanique, une Constitution vraiment libérale, fondée sur la base d'un droit d'élection étendu; dans cette constitution seront notamment réglés l'armement du peuple, la liberté de la presse et le droit de réunion.

En conséquence de ces dispositions il sera accordé à Notre Duché de Holstein, outre un Gt. et une administration militaire spéciaux, de même une administration financière séparée, et cela aussitôt que la séparation réciproque, de même que les autres conditions d'une union entre le Danemark et le Slesvig auront été réglées.

Nous promettons en même temps de vouloir Nous associer sans réserve aux efforts tendant à établir un parlement allemand puissant et national.

Que Nous n'avons ni le droit, ni le pouvoir, ni la volonté d'incorporer notre Duché de Slesvig dans la Confédération Germanique, mais que c'est Notre intention de consolider l'union inseparable du Slesvig avec le Danemark par une constitution commune et libérale.

Nous protégerons en même temps l'indépendance du Slesvig par des institutions provinciales étendues; nommément par une assemblée nationale et par une administration spéciale.

Nous énonçons en même temps Notre voeu ardent de consolider, en harmonie sincère avec Nos sujets chérirs et fidèles, la paix et la liberté dans nos États.

Nous reconnaissons en outre comme étant le devoir le plus sacré des princes légitimes de protéger de toutes nos forces l'empire de la loi et la conservation de la paix intérieure.”

Cette réponse indique clairement notre politique. Nous ne voulons que ce qui est juste. Nous n'avons aucun dessein, aucun

désir, comme le prétend le parti opposé, d'incorporer le Slesvig. Nous voulons conserver intacte notre intime union avec ce Duché, union basée sur le développement historique et sur les traités les plus solennels, sans toutefois lui ôter en rien sa légitime indépendance et ses immunités locales. Mais nous ne voulons ni ne pouvons admettre que les formes constitutionnelles qui vont être introduites dans tous les États de S. M. soient organisées de manière à mettre le Duché de Slesvig sous la fatalité irrésistible d'une incorporation dans l'Allemagne, et qui compromettrait ainsi de la manière la plus grave non moins les droits imprescriptibles de la Couronne Danoise que l'honneur national. Le Ministère a adopté la seule ligne de conduite qui pût prémunir contre cette éventualité funeste, en conseillant à S. M. de repousser définitivement l'alternative posée par le parti qui domine dans le moment actuel les deux Duchés.

Nous revendiquons le droit de régler, sous l'égide de l'impartialité et de la justice les plus parfaites, nos affaires intérieures. C'est là la base fondamentale du droit international; c'est là la garantie de l'existence des États faibles, ainsi que de l'équilibre et de la paix entre les grandes puissances.

Nous aimons à espérer que l'Angleterre rendra pleine justice à cette politique franche et ouverte. C'est au nom, non seulement des intérêts les plus sacrés pour nous, mais de l'intérêt commun de l'Europe, que dans ce moment critique nous faisons appel à toute l'élévation et à toute la prévoyance de la politique de la Grande Bretagne.

Si, et nous serons les premiers à le déplorer, les évènemens se développent de manière à nous imposer la triste nécessité de faire usage de la force pour sauver l'honneur national et pour remplir nos plus sacrés devoirs, nous nous abandonnons à l'espoir, que la Grande Bretagne ne souffrira point qu'une intervention armée d'une puissance étrangère quelconque vînt paralyser les justes et légitimes efforts du Gt. du Roi pour rétablir l'ordre et la paix dans les Duchés.

Nous ne voulons pas fonder cet espoir sur les garanties solennelles que nous a données la Grande Bretagne de la paisible possession du Duché de Slesvig. Le moment suprême de recourir à ces garanties n'est pas encore venu et ne viendra pas non plus avec l'aide de Dieu.

Tout en nous réservant, en l'apprécient insinément, ce moyen supérieur, il nous importe essentiellement, à l'heure qu'il est, de

bien connaître les vues et les dispositions du Gt. de S. M. Britannique à notre égard.

Veuillez bien, je vous en prie, M. le Comte, prendre tous les renseignemens nécessaires à ce sujet.

Vous êtes autorisé à donner lecture à S. E. Lord Palmerston de ma présente dépêche. Je n' ai pas besoin de Vous dire que j'attends impatiemment une réponse de Votre part, et je n' ai pas besoin d'ajouter, combien il nous importe de recevoir des données précises sur les vues du Gt. de S. M. Britannique, sur son assentiment et Sa coopération éventuelle.

Nº. 7.

Note verbale

(afgivet til den Preussiske Regierung i Anledning af
den Preussiske Armees Indmarsch i Holsteen,
dat. Kjøbenhavn den 6te April 1848.)

C'est avec l'étonnement le plus douloureux que le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark vient d'apprendre qu'un corps d'armée Prussien est entré dans le Duché de Holstein, actuellement en insurrection ouverte contre son souverain légitime. Cette mesure a fait une impression d'autant plus profonde sur le dit Gouvernement que, d'après les relations d'amitié et de parfaite entente qui l'unissaient au gouvernement de S. M. le Roi de Prusse, il ne pouvait nullement s'attendre à ce que celui-ci, sans son aveu, voulût intervenir dans les affaires du Duché de Holstein d'une manière qui ne saurait être favorable qu'aux insurgés. Le gouvernement Danois peut d'autant moins se rendre compte de la précipitation du Cabinet de Berlin dans cette affaire, qu'il a fait auprès de lui des démarches pour assurer à S. M. le Roi de Prusse le temps et la faculté d'exercer une influence large et honorable sur le rétablissement de l'état régulier dans les duchés. Le Gouv. Danois, tout en se réservant de protester formellement contre le fait qui vient de se passer, espère cependant que le

Gouv. de S. M. le Roi de Prusse ne permettra jamais à ses troupes d'entrer dans le Duché de Slesvig, une pareille mesure ne pouvant être envisagée par S. M. le Roi de Danemark que comme un acte directement hostile qui compromettra gravement la paix de l'Europe.

Copenhague ce 6 avril 1848.

Nº. 8.

Sir Henry Wynn's Note

af 16de April,

hvori Storbrittanien tilbyder sin venskabelige Intervention i det slesvigiske Spørgsmaal.

The Undersigned, Her Britannic Majestys Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, has the honour to inform Count Knuth, that he has been instructed to express the regret with which Her Majesty's Government has heard of the differences which have arisen between the King of Denmark and certain of the German States with respect to the Dutchie's of Slesvig and Holstein. Her Majestys Government anxiously hope that no steps may be taken by either side which might bring in a collision, and lead to hostilities between the troops of the respective Parties.

With a view of bringing about an amicable arrangement of these unfortunate differences, Her Majesty's Government would willingly employ its good offices if the Parties should concur in accepting the friendly intervention of Her Majestys Government.

The Undersigned has the honor of renewing to Count Knuth the assurance of his high Consideration.

H. W. William Wynn.

To

Count Knuth,
Minister of Foreign Affairs.

Nº. 9.

Sir Henry Wynn's Note

af 19de April,

hvori alt muligt Hensyn bedes taget til britisk Eiendom
ved den forestaaende Blokade.

Copenhagen 19 April 1848.

Monsieur le Comte,

Her Majestys Government having received several applications from Merchants praying them to make representations to the Danish Government for the protection of the property of British subjects on board German Vessels in the case of Hostilities, I have been instructed to bring the matter under the consideration of the Danish Government, and to express the hope that the property in question may be as little interfered with as possible.

I seize this opportunity of renewing to you, Monsieur le Comte, the assurance of my high Consideration.

W. H. William Wynn.

Monsieur le Comte de Knuth.

Nº. 10.

Dépêche

adressée au Ministre du Roi à Londres

e. d. du 15 Avril 1848.

Monsieur le Comte,

M. le Comte de Knuth venant d'être appelé hier au soir pour une seconde fois au quartier général de S. M., ce Ministre m'a chargé derechef de Vous faire parvenir quelques nouvelles ultérieures sur la situation actuelle des choses. Encore avant son départ, le Comte de Knuth a reçu des mains de M. Sick,

retourné ici avant hier, vos derniers rapports du 9 d. c., et il m'a enjoint de vous faire parvenir l'expression de sa vive satisfaction du zèle et de l'énergie que vous avez déployés pour engager le Cabinet de St. James à se prononcer promptement en notre faveur. Nous apprenons que le premier effet qu'ont produit vos instances, est une lettre adressée par M. le Vicomte de Palmerston à Lord Westmorland, Mr. Bligh et Mr. Hodges, et par laquelle il les charge de recommander sérieusement aux Cours, auprès desquelles ces Ministres sont accrédités, de ne pas intervenir dans les affaires du Slesvig et du Holstein d'une manière qui entraînerait une guerre, qu'il importe d'éviter, surtout dans l'état actuel de l'Europe. Quel que soit le prix que nous mettons à cette première démarche, nous devons ardemment désirer qu'elle soit promptement suivie de mesures encore plus décisives qui, en calmant l'exaltation du Cabinet de Berlin et de la Diète Germanique, permettront à la Grande Bretagne d'exercer conjointement avec la Russie leur puissante médiation dans cette affaire, et c'est dans ce sens que vous êtes invité à diriger tous vos efforts auprès de Lord Palmerston et de M. de Brunnow.

Les suites de l'affaire de Flensbourg ont eu encore plus d'importance qu'il ne paraissait d'abord. Non seulement les troupes du Roi se trouvent maintenant au delà de Slesvig, pour ainsi dire en face de Rendsbourg, mais, à ce que nous apprenons, l'armée des insurgés peut être considérée comme entièrement détruite. Leur déroute a été tellement complète que les fuyards ont jeté ça et là leurs armes et se sont dispersés de tous côtés. La lâcheté avec laquelle les Princes qui s'étaient mis à la tête de l'insurrection ont abandonné leur avant-garde, composée en grande partie des fils des meilleures familles, pour songer uniquement à leur propre sûreté personnelle, doit faire naître en Holstein et à Berlin de singulières réflexions sur les personnes qu'on a tant à cœur de maintenir. Le général Bonin qui commande les troupes prussiennes à Rendsbourg vient de demander e. d. du 12 au général des troupes du Roi un armistice de 3 jours. Dans cette demande, il se fonde sur une décision de la Diète Germanique qui délègue au Roi de Prusse l'office de médiateur dans les affaires du Slesvig et du Holstein, et qui exige avant tout le rétablissement du status quo ante. Il ajoute que chaque attaque dirigée après cette demande contre les troupes prussiennes ou celles qui agissent conjointement avec elles, serait regardée comme une déclaration de guerre, non seulement contre la Prusse, mais contre l'Allemagne entière. Le général Hedemann a répondu e. d. du

13 que le Duché de Slesvig n'appartenant pas à la Confédération Germanique, et le Roi n'ayant ni demandé ni accepté à son égard la médiation de la Diète, ce Duché ne saurait être l'objet d'une négociation, mais que lui (M. de Hedemann) était disposé à faire conclure aux conditions militaires susmentionnées un armistice de 15 jours pour entamer en attendant des négociations ultérieures sur le rétablissement de l'ordre dans le Holstein et sur les relations de ce Duché vis-à-vis de la Confédération Germanique. Nous ignorons encore si cette dernière proposition a été acceptée, et c'est pour n'avoir pas à se reprocher plus tard d'avoir négligé un seul moyen de conciliation, que M. le Comte de Knuth s'est rendu au quartier général.

J'ai l'honneur d'être
(signé) Reedtz.

No. 11.

Note fra Kammerherre Reedtz,
til
den herværende Engelske Gesandt Sir Henry Wynn,
dat. den 18de April 1848.

Le Soussigné, secrétaire des dépêches par intérim au Département des affaires étrangères de Sa Majesté Danoise, a l'honneur d'accuser à Sir Henry W. W. Wynn, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, réception de l'Office qu'il a bien voulu adresser à Monsieur le Comte de Knuth e. d. du 16 du courant, pour exprimer les regrets du Gouvernement de Sa Majesté Britannique des différends qui se sont élevés relativement aux duchés de Slesvig et de Holstein entre S. M. le Roi de Danemarc et plusieurs États de la confédération Germanique,

et pour offrir les bons offices et l'intervention amicale de ce Gouvernement afin de prévenir une collision hostile entre les troupes des parties respectives et d'amener à l'amiable un arrangement de ces différends.

Durant l'absence de Monsieur le Comte de Knuth, le Soussigné vient d'être chargé d'offrir préalablement à Sir Henry W. W. Wyn l'expression de la vive reconnaissance avec laquelle le Gouvernement de S. M. Danoise a reçu l'offre bienveillante de Sa Majesté Britannique.

Le Gouvernement du Roi espère en attendant que, si d'une part ses dispositions conciliantes et vues modérées, et de l'autre l'offre du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne suffisaient pas pour parvenir au but indiqué, le Cabinet de St. James n'hésitera pas à prendre promptement les mesures plus sérieuses qui pourraient devenir nécessaires pour assurer à la Couronne Danoise le Duché de Slesvic, dont la possession lui a été garantie dans l'année 1720 par la Grande Bretagne.

Le Soussigné saisit avec empressement cette occasion pour prier Sir Henry W. W. Wynn d'agrer l'expression de sa plus haute considération.

(Signé) Reedtz.

Nr. 12.

**Officiel Note til den henværende Preussiske Gesandt
om Preussens Optræden som Mægler,**

dat. Kjøbenhavn den 22de April 1848.

Seiner Hoch- und Wohlgeborenen Herrn Baron Schoultz
von Ascheraden, Königl. Preuß. außerordentl. Gesandten
und bevollmächtigten Minister.

Der unterzeichnete Königl. Dänische Minister der auswärtigen Angelegenheiten giebt sich die Ehre dem Königl. Preussischen außeror-

bentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Baron Schoultz von Ascheraden den Empfang der Note von 19ten d. M. zu bescheinigen, wodurch der Herr Gesandte Namens Seiner Allerhöchsten Regierung erklärt, dieselbe sei nur eingeschritten um die Rechte der Herzogthümer Schleswig und Holstein zu wahren, und dem ihr vom Bundestage aufgetragenen Amte eines Vermittlers den Nachdruck zu geben, der durch die Verlezung des Status quo Seitens Dänemarks nothwendig geworden ist.

In demselben Sinne hat der Commandeur der Preußischen Truppen im Herzogthum Holstein, Obrist Bonin am 16 d. M. ein Schreiben an den Commandeur der Dänischen Truppen im Herzogthum Schleswig erlassen und darin Namens des Deutschen Bundes auf Wiederherstellung des status quo ante dahin gedrungen

daß die Königl. Truppen aus dem Herzogthum Schleswig zu ziehen, die Königl. Kriegsschiffe aus den Gewässern beider Herzogthümer zu entfernen, und alle Dänisches Seitgemachten militair und civil Gefangene sofort auf freien Fuß zu setzen wären.

Würden diese drei Forderungen nicht Dänischerseits bis zum 18ten Abends bewilligt, erklärte Herr Obrist v. Bonin seinen Instructionen Folge geben zu müssen.

Da man abgesehen davon, daß schon ein nicht allein ohne Einstimmung des Landesherrn, sondern selbst gegen dessen ausdrücklichen Einspruch vorgenommenes bewaffnetes Einschreiten in Holstein und die Anerkennung einer insurectionellen Regierung daselbst durchaus gegen das Grundgesetz des Bundes streitet und an und für sich als eine offenbar feindselige Maafregel angesehen werden konnte, da ferner das Herzogthum Schleswig mit Dänemark durch die feierlichsten Garantien der Europäischen Großmächte vereinigt, kein Theil des Deutschen Bundes ist und weder derselbe noch Preußen irgend einen Anspruch oder eine Besugniß zur Uebernahme einer Vermittelung in Betreff dieses Herzogthums haben können, so bleibt S. M. dem Könige von Dänemark nur übrig ein auf keine Weise zu rechtfertigendes Einschreiten mit allen Allerhöchstdemselben zu Gebote stehenden Mitteln zu bekämpfen. So sehr die Königl. Dänische Regierung auch innig bedauert, daß derselben nur die übrigens keinen Augenblick zweifelhafte Wahl zwischen feigem Eingehen auf herabwürdigende Bedingungen, und entschlossenem Widerstand übrig bleibt, so ist es ihr indeß andererseits ein befriedigendes Bewußtsein kein Mittel versäumt zu haben um eine friedliche Uebereinkunft herbeizuführen. Als Folge ihrer conciliatorischen Gesinnung hat sie es vermeiden zu müssen gesglaubt, die Besetzung des Herzogthums Holstein von Preußischen

Truppen als eine an und für sich durchaus feindselige Handlung anzusehen. Unter jedem Stadium der Entwicklung der Begebenheiten hat sie der Königl. Preußischer Regierung wiederholt den Abschluß militairischer Conventionen angeboten, wodurch der Königl. Preußischen Regierung ein entscheidender und ehrenvoller Einfluß auf Ordnung der Angelegenheiten des Herzogthums Holstein gesichert worden wäre, allein keinem einzigen ihrer dessfälligen Anträge ist von Seiten der Königl. Preuß. Regierung ein Antwort oder auch nur eine Berücksichtigung geworden. Auch ist keine Spur davon vorhanden, daß die freundshaftlichen Aufforderungen zur Unterlassung der Feindseligkeiten und das Anerbieten einer Vermittelung von Seiten einer dritten Macht, wenn auch Preußischerseits selbst gewünscht, und Dänischerseits mit Freude angenommen, auch nur den geringsten Einfluß auf das Verfahren der Königl. Preußischen Regierung ausgeübt hätte.

Unter solchen Umständen und in Folge der von dem Obersten v. Bonin selbst abgegebenen Erklärung, hat die Königl. Dänische Regierung nicht umhin können, obwohl ihr bis jetzt keine offizielle Nachricht über den factischen Anspruch der Feindseligkeiten zugegangen ist, den 18ten April Abends als den Augenblick des Eintretens des Kriegszustandes anzusehen. Sie hat sich demnach veranlaßt sehen müssen vom 19ten an Preuß. Schiffe in Dänischen Häfen und im Sunde vorläufig mit Embargo zu belegen. Sollte indessen die Königl. Preuß. Regierung von einem feindlichen Eindringen in das Herzogthum Schleswig abstehen wollen, und bereit sein, etwaige zu einer friedlichen und ehrenvollen Lösung der obwaltenden Zerwürfnisse geeignete Unterhandlungen einzuleiten, würde selbstverständlich die Freigabe des vorläufig angehaltenen Preuß. Schiffe sofort verfügt werden.

Der Unterzeichnete erneuert bei dieser Veranlassung dem Herrn Baron Schoultz v. Ascheraden die Versicherung, etc.

unterz. Knuth.

Nº. 13.

Historisk Oversigt

til den Kongelige Gesandt i London om den henværende
Tilstand,

d. Kjøbenhavn d. 19de April 1848.

Et til Lübeck udenfor den sædvanlige Posttour afgaaende Dampskib giver mig Lejlighed til, om end kun med ganske saa Ord, at underrette Deres Høivelb. om den henværende Tilstand.

Den 16de indgav Sir H. Wynn en Note hertil, hvori han tilbyder den Engelske Regjerings „friendly intervention with a view of bringing about an amicable arrangement of the insortunate differences between the King of Denmark and certain German States with respect to the Duchies of Slesvig and Holstein.“ Herpaa har jeg under Gaars Dato svaret foreløbig, at den Danske Regjering med oprigtig Erfjendtlighed havde paafjønnet den Britiske Regjerings velvillige Tilbud, og tillige nærede det Haab, at dersom dette i Forening med den Danske Regjerings forsonlige og maadeholddende Sindelag ikke maatte være tilstrækkeligt til det paapegede Niemeds Opnaaelse, at den Britiske Regjering da ikke vilde betænke sig paa at gribe til de alvorligere Forholdsregler, der maatte blive nødvendige for at sikre den danske Krone den af Storbritanien i 1720 garanterede Besiddelse af Hertugdommet Slesvig. Den iastes hertil ankomne Londoner Post fra den 14 April medbragte ingen Beretning fra Deres Høivelb., da den Danske Consul i Hamborg havde sendt den og Berliner Beretningen pr. Estafet til Hans Majestæts Hovedqvarter. Sir H. Wynn erholdt ei heller noget Officielt fra London med denne Post. Derimod modtog jeg intat en Estafet fra Helsingør, som bragte en med det til St. Petersborg afgaaede Engelske Dampskib befordret Beretning af 13de Dennes fra Geh. Statsminister Lehmann til Grev Knuth, og hvorved vi erholde Underretning om den Samtale, denne Minister og Deres Høivelb. havde den 12te med Lord Palmerston.

Vi erfare deraf, at det Engelske Ministerium desværre endnu ikke har villet erklære sig over det Tilsælde, at dets Interventionstilbud ikke blev paaagtet af Preussen, eller ikke formaade at standse de frigerste Operationer. Imorges indtraf Grev Knuth tilbage hertil,

men paa Grund af Statsraads Samling og pressante Forretninger har han overdraget mig at tilskrive Deres Hoivelb. disse Linier.

Nogle Breve ere imidlertid blevne verlede mellem General Hedemann og Oberst Bonin, der ufravigeligen er blevet ved sine oprindelige Fordringer, og under 18de har begjert:

- 1) at de Danske Tropper skulde romme Hertugdommet Slesvig og indtage samme Stilling som for 28de Marts.
- 2) at alle danske Krigsskibe skulde forlade Farvandet ved begge Hertugdommerne.
- og 3) at alle de fra Dansk Side gjorte Fanger, civile og militaire, sieblikkelig skulde loslades.

Man meldte, at han vilde forholde sig passiv indtil den 18de om Aftenen, og dersom hans Fordringer ikke da varer opfylde, maatte han rette sig efter sine Instructioner. Baron Schoultz har erholdt en den 15de dateret Ordre fra Baron Arnim om her at gjøre en lignende Meddeelse, som vi kunne vente sieblikkelig. I intet af disse Actstykker er der mindste Hentydning til Englands Mediation.

Da der naturligvis ikke kan være fjernehed Tanke om at gaae ind paa slige Betingelser, synes Krigen aldeles umiddgaaelig, og maaafree ere Fiendtlighederne allerede begyndte. Ved første Efterretning herom vil naturligvis Krigen blive erklæret, og preussiske Skibe blive behandles som fiendtlige, samt Blocade af preussiske Havne anordnet. De vil imidlertid funne forsikre Lord Palmerston, at de alleromhyggeligste Forholdsregler ville blive tagne, for ikke at fortædige den Engelske Sofart, og for at respectere Engelsk Ejendom paa neutrale Skibe; men Deres Excell. vil derhos sege paa den meest indtrængende Maade at forestille ham vor Stilling, og om det kan være Englands Interesse at see roligt paa, at Danmark ene med ringere Kræfter maa afholde det første overmagtige Stod i en Krig, som ved det preussiske Hofs nuværende Anstuelser og Fremgangsmaade sikkert ei kan undgaae at blive en almindelig Europæisk Krig. Det forstaer sig, at Deres Hoivelb. tillige herved vil sege at benytte Baron Brunnows gunstige Sindelag, saavel med Hensyn til hans Indflydelse paa det Engelske som paa hans eget Hof.

I dette Døblik modtage vi Efterretning om Kammerherre Ørholms Ankomst til St. Petersborg, men han havde endnu hverken seet Keiseren eller Grev Nesselrode.

(Undert.) Reedb.

No. 14.

Preussens officielle Meddelelse af den tydste Forbundsforsamlings Beslutning af 12te April,

dat. 19de April 1848.

Dem Unterzeichneten, Königlich Preußischen Außerordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister, ist von seinem Allerhöchsten Hove unterm 15ten d. Mts. derjenige Beschuß mitgetheilt worden, welchen die deutsche Bundes-Versammlung in der Schleswig-Holsteinischen Angelegenheit am 12ten d. Mts. gefaßt hat, mit dem Auftrage denselben amtlich zur Kenntniß Seiner Excellenz des Königlich dänischen Geheimen Staats Ministers und Chefs des Departements der auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Grafen von Knuth zu fördern. Der Unterzeichnete hat die Ehre an diese hier gehorsamst angeschloßene Uebersendung, folgende Bemerkungen zu reihen.

Preußen und dessen Bundesgenossen liegt die Pflicht ob, diesen Beschuß zur Ausführung zu bringen. Unsere bisherigen Versuche, die Königlich Dänische Regierung zur Einstellung der Feindseligkeiten gegen Schleswig und zum Eingehen auf eine Ausgleichung des Streites im Wege der Vermittelung zu bewegen, sind ohne Erfolg geblieben.

Die Königlich Dänische Regierung hat es vorgezogen in Schleswig mit Gewalt der Waffen vorzugehen, um den Streit faktisch zu Gunsten der dänischen Ansicht zu entscheiden. Der Bundesbeschuß tritt dieser thatsfächlichen Entscheidung entgegen.

Die Regierung Seiner Majestät des Königs kann, nachdem Sie die Mittel der Vertheidigung erschöpft hat, jetzt nur dann wieder in vermittelnde Verhandlungen eintreten, wenn es der Königlich Dänischen Regierung gefallen sollte, zunächst die Feindseligkeiten einzustellen und Schleswig von ihren Truppen räumen zu lassen. Geht dieselbe hierauf nicht ein, so ist die Regierung Seiner Majestät des Königs in die Nothwendigkeit versetzt, dem ihr vom deutschen Bunde gegebenen Mandate gemäß zu handeln.

Zu welchen Schritten die Regierung Seiner Majestät des Königs in Folge dessen auch genöthigt werden möchte, immer wird sie daran festhalten und sie spricht es hiermit nochmals feierlich aus:

daß sie nur einschreitet, um die Rechte der Herzogthümer zu wahren und dem vom Bundestage ihr aufgetragenen Amte

des Vermittlers den Nachdruck zu geben, der durch die Verlehung des status quo Seiten Dänemarks nothwendig geworden ist, daß sie die Souveränitäts-Rechte Seiner Majestät des Königs-Herzogs in keiner Weise zu beeinträchtigen beabsichtigt, daß sie am wenigsten daran denkt, etwaige ehrgeizige Absichten dritter Personen zu fördern oder zu unterstützen.

Preußen wird bei den Maßregeln, welche es zur Ausführung des Bundesbeschlusses zu treffen genöthigt sein wird, streng innerhalb der Grenzen bleiben, welche der Beschluß ihm vorzeichnet. Es wird nur dann über dieselben hinausgehen, wenn es dänischer Seite dazu gezwungen werden sollte.

Indem sich der Unterzeichnete des ihm gewordenen höchsten Auftrages zu entledigen die Ehre hat, bittet er Seine Excellenz den Königlich Dänischen Geheimen Staats-Minister und Chef des Departements der auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Grafen von Knuth, die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung entgegen zu nehmen.

Copenhagen den 19ten April 1848.

Schouls von Ascheraden.

An
des Königlich Dänischen Geheimen
Staatsministers und Chef des
Departements der auswärtigen
Angelegenheiten
Herrn Grafen von Knuth,
Excellenz.

Frankfurth a. M., den 12ten April 1848.

Die Bundes-Versammlung sieht sich veranlaßt, im Verfolg ihres Beschlusses vom 4ten April, die Schleswig-Holsteinische Angelegenheit betreffend, zu erklären:

- 1) das Falls Königlich Dänischer Seite die Einstellung der Feindseligkeiten und die Räumung des Herzogthums Schleswigs von den darin eingerückten dänischen Truppen nicht erfolgt sein sollte, dies zu erzwingen sei, um das durch den Bund zu schützende Recht Holsteins auf die Union mit Schleswig zu wahren, und

- 2) da nach ihrer Ueberzeugung die sicherste Garantie jener Union durch den Eintritt Schleswigs in den deutschen Bund erlangt werden würde, Preußen zu ersuchen, bei dem Vermittelungs-Geschäft möglichst auf diesen Eintritt hinzuwirken; endlich
 - 3) auszusprechen, daß der Bund die provisorische Regierung von Schleswig-Holstein, welche sich mit Vorbehalt der Rechte ihres Herzogs und Namens desselben zur nothgedrungenen Vertheidigung des Landes constituirte, als solche und in diesem Maafse anerkenne und von der vermittelnden Königlich Preussischen Regierung erwarte, daß sie die Mitglieder dieser provisorischen Regierung und ihre Anhänger in Schutz nehme.
-

Nº. 15.

Lettre

adressée par les envoyés d'Angleterre et de Russie
au Général de Cavalerie Wrangel, Commandant des
troupes allemandes dans les duchés de Holstein et
de Slesvig. Copenhague ce 30 avril 1848.

L'Angleterre et la Russie s'étant déclarées prêtes à interposer leurs bons offices dans les différends qui ont éclaté entre le Danemark et l'Allemagne, cette offre a été acceptée par l'une des parties contendantes, et le sera sans doute aussi par l'autre.

En attendant, des conflits sanglants ont eu lieu, et l'armée sous les ordres de V. E. a occupé les duchés de Holstein et de Slesvig, qui forment l'objet des différends dont il s'agit.

Dans cet état des choses les représentans d'Angleterre et de Russie près la cour de Copenhague, informés officiellement des vues conciliatrices de leurs Gouvernemens, croiraient manquer aux devoirs de l'humanité s'ils ne faisaient pas des efforts pour arrêter l'effusion du sang, qui n'a malheureusement que trop coulé

de part et d'autre, et pour préparer par-là les voies d'une entente qui puisse préserver l'Europe de la conflagration générale dont elle est menacée par la lutte actuelle.

Nous avons par conséquent l'honneur, M. le Général, de nous adresser à Vous, en faisant appel aux sentimens bien connus de loyauté de V. E. et en lui proposant, de concert avec le Gouvernement danois, les points ci-après.

1. MM. les Commandans en chef des armées opposées conviendront d'un armistice de trois semaines.

2. Les troupes sous les ordres de V. E., ainsi que les troupes danoises, garderont leurs positions actuelles pendant la durée de l'armistice.

3. Dans le cas où des troupes de la confédération germanique fussent entrées dans le Jutland, elles seront immédiatement rappelées.

4. Pendant l'armistice, le Gouvernement Danois ne fera saisir aucun bâtiment marchand, ou autre, appartenant à la Prusse ou aux états et villes libres avec lesquels il est en hostilité. Les navires qui, faute d'avertissement, seraient saisis à dater du jour de la conclusion de l'armistice jusqu'à son expiration, seront relâchés du moment où ce fait sera constaté.

Nous aimons à espérer, M. le Général, que Vous trouverez ces stipulations fondées sur l'équité et que V. E. sera d'autant plus portée à y donner son assentiment, que le Slesvig, à la seule exception de l'île d'Alsen, qui est dans des rapports différens du reste de ce duché, étant évacué par les troupes danoises, la condition que le Gouvernement Prussien avait exigé avant d'entamer des négociations se trouve complètement remplie, et que d'ailleurs l'honneur militaire des troupes de la confédération a eu sa satisfaction.

Le premier secrétaire de la légation de Russie à Kopenhagen, M. le Conseiller de Collège d'Ewers, est chargé de remettre la présente entre les mains de V. E. Veuillez, M. le Général, honorer cet employé d'une entrevue, et lui faire connaître Vos décisions, afin qu'il puisse en informer sans perte de temps le Général de Hedemann.

Nous saisissons etc.

Nº. 16.

D e p e c h e

til den Kongelige Gesandt i London om Tilstandene i
Hertugdømmene,

d. Kjøbenhavn den 22de April 1848.

(En mutatis mutandis ligelydende Deyche afgif til den Kongelige Charge d'Affaires i St. Petersborg.)

Monsieur le Comte,

Je Vous adresse une dépêche qui résume la politique du Gouvernement du Roi en présence des grands et graves événements, qui se passent dans les duchés.

Sans avoir pour but de Vous munir d'instructions spéciales, elle renferme quelques données générales, que Vous voudrez bien utiliser, Monsieur le Comte, toutes les fois que des occasions se présentent, pour faire bien connaître et apprécier la politique que nous suivons.

Vous êtes autorisé à laisser une copie de ma présente dépêche entre les mains de Lord Palmerston et de Monsieur le Baron de Brunnow, si toutefois Vous le jugez convenable. Vous pourrez même dans la conversation avec Messieurs les Ministres, Vos Collègues, afin de les éclairer sur les vrais motifs de notre conduite, leur en faire officieusement lecture de quelques fragmens. Je m'en rapporte sur la mesure et le choix à Votre discernement.

Les appréhensions que je Vous ai exprimées, Monsieur le Comte, n'ont été que trop justifiées. Après des hésitations contradictoires, la politique du Cabinet de Berlin s'est présentée enfin le front découvert, et à l'heure qu'il est la guerre est devenue inévitable entre le Danemark et la Prusse.

Le Gouvernement du Roi sent toute la portée d'un incident si grave et devant nécessairement ajouter une complication des plus funestes à la crise du moment. Mais, fidèle à ses devoirs et à ses principes, le Gouvernement du Roi est fermement résolu à ne point réculer dans la voie actuelle. Il ne l'a pas abordée, Vous le savez, Monsieur le Comte, sans avoir tenté et épuisé tous

les moyens de réconciliation compatibles avec la dignité de la Couronne et l'honneur national.

Le Cabinet de Berlin a pris sur lui une terrible responsabilité, en troubant la paix du monde. Sa politique menace l'Europe d'une conflagration générale.

Les changemens que les populations germaniques rêvent pour l'Allemagne, ne pourront s'accomplir que par le remaniement territorial et le bouleversement de l'ordre social Européen.

Repuissés en Italie, rencontrant une forte opposition dans le grand élément Slave, froissés dans les collisions qui jadis eurent lieu dans le Luxembourg, les Allemands, au lieu de s'occuper sérieusement de leur grand but, l'institution d'une confédération forte et vraiment nationale, jettent le défi à tous les pays avoisinans, en exigeant que chaque pays, où la langue allemande est prédominante, devra leur appartenir. C'est demander à la Suisse ses cantons allemands —, à la France l'Alsace et la Lorraine —, à la Russie ses provinces allemandes sur la baltique, et au Danemark enfin la partie méridionale du Slesvig.

Sous l'empire de l'entraînement populaire, la Prusse n'a pas tardé à favoriser ses velléités conquérantes, et l'Allemagne fond d'abord sur le Danemark, cette Puissance étant la plus faible. Les prétextes, les subterfuges, les apparences de tout genre, dont on a voulu décorer cet acte de violence et d'iniquité inouies, Vous sont suffisamment connus, Monsieur le Comte. La nation Danoise, qui ne saurait assister de sang-froid au démembrément de la patrie, est représentée comme aspirant à l'oppression et à l'agrandissement, tandis qu'au contraire c'est la confédération germanique qui a l'intention, hautement avouée maintenant, d'incorporer le Slesvig. Le but secret de ces projets d'envahissement est de se créer un littoral plus vaste, des ports et des débouchés. La prévoyance des grandes Puissances maritimes y trouvera, nous n'en doutons pas, le noeud de nombreuses et graves complications. Car avec le Slesvig, uni au Holstein, et formant la limite septentrionale du „Zollverein”, l'Allemagne dominera les portes de la Baltique, dicterait la loi à l'industrie étrangère y cherchant des débouchés ou des matières premières, et bientôt sa flotte entraînerait avantageusement en ligne avec celles des grandes Puissances.

N'oublions pas que les villes libres et anséatiques devraient alors forcément entrer dans la ligne douanière Allemande.

Il est connu avec quelle résistance opiniâtre les villes de

Hambourg et de Lubeck se sont jusqu'ici opposées au projet favori de la politique commerciale du cabinet de Berlin.

Mais dès le moment où nos duchés seraient associés à cette union, l'indépendance commerciale de ces villes aurait cessé d'exister.

Nous voyons déjà comment ces villes sont obligées d'abandonner leur neutralité et de suivre, bien malgré elle et au mépris de leur propre intérêt, l'entraînement des Puissances limitrophes.

C'est par ce motif surtout que l'Allemagne, — nous disons l'Allemagne, car la Prusse a entraîné sur ses voies le Hanovre, le Brunsvic, le Mecklembourg et l'Oldenbourg —, veut arracher au Danemark une portion de son antique et homogène noyau. Et la Confédération germanique, instituée par des Princes Allemands dans le but du maintien de l'indépendance réciproque et de la garantie mutuelle des États confédérés, permet qu'on attaque l'arme à la main un de ses membres, sans que dans sa qualité de Duc de Holstein le Roi de Danemark ait jamais manqué à un seul de ses devoirs fédératifs! — Bien loin de là, ce Souverain est pour ainsi dire le seul parmi les Princes, possédant des provinces allemandes, qui, par la spontanéité la plus libre, ait accordé à Ses duchés allemands le développement et l'indépendance, conformes aux voeux de la nation Allemande.

La Confédération, appelée à maintenir et à défendre l'état des choses institué en 1815, et à conserver intactes les limites de l'Allemagne —, au lieu de remplir cette mission, a foulé aux pieds sa loi fondamentale et les traités qui lui servaient de base. Placée sous le coup des passions effrénées, et après s'être abaisnée au point de sanctionner une révolte ouverte contre un Souverain légitime et d'accorder sa protection tutélaire à des rebelles —, la diète de Francfort ne saurait en vérité plus être envisagée comme l'organe légal de la Confédération Allemande.

C'est dans les décrets émanés d'une telle assemblée que la Prusse cherche son appui moral des décrets que, dans les derniers temps du reste, Elle a pris l'habitude de provoquer et d'anticiper.

Profitant d'un moment où tous les Cabinets de l'Europe sont plus ou moins préoccupés de leurs affaires intérieures, la Prusse s'est crue en mesure de se permettre et d'accomplir impunément les iniquités les plus injurieuses envers le Danemark.

Vous trouverez ci-jointe la copie d'une lettre renfermant

l'ultimatum du Général en chef des troupes Prussiennes, le Colonel Bonin :

- Évacuation du Duché de Slesvig.
- Disparition simultanée de notre force navale des ports et des parages des Duchés.
- Élargissement immédiat de nos prisonniers de guerre.

Telles sont les conditions que la Prusse a osé nous offrir comme bases de toute négociation ultérieure.

Ce n'est pas assez qu'on veuille empêcher le Roi de réprimer et d'apaiser la révolte et l'anarchie dans le Holstein, — duché qui depuis longtemps, et sans que la confédération y ait fait la moindre objection —, s'est trouvé uni par des liens administratifs non seulement au Slesvig mais aussi au Royaume proprement dit; — mais on veut même défendre au Roi de retrouver l'ordre et la tranquillité dans une partie intégrante de Sa monarchie, qui est restée complètement en dehors de la confédération, et que Sa Majesté possède d'une souveraineté pleine et indivise.

Non seulement on exige du Roi de ne point franchir la frontière fédérale du Holstein, dans lequel les troupes de la confédération sont entrées pour favoriser et appuyer une révolte ouverte contre Son pouvoir et Son autorité légitimes; mais on veut en outre Lui enjoindre de retirer Ses troupes d'une de Ses provinces étant entièrement hors d'une influence quelconque de la diète; — on veut Lui défendre de rétablir l'ordre légal dans Ses duchés —, on veut Lui interdire de faire apparaître Ses bâtiments de guerre dans des parages placés sous Sa domination!

Impossible de s'imaginer des stipulations plus humiliantes, plus outrageantes —; aussi ont-elles été accueillies par un cri de réprobation universel. — De telles conditions imposent nécessairement la guerre.

Sans la craindre, nous ne nous dissimulons nullement combien la lutte qui va s'engager est inégale. Nous ne nous faisons aucune illusion sur nos ressources; nous savons très-bien qu'à la longue nous ne saurions guère continuer le combat contre une supériorité aussi démesurée.

Mais nous espérons avec confiance en l'assistance des Puissances amies et alliées. — Leurs sympathies pour le Danemark deviendront, nous l'espérons, plus vives, elles se manifesteront plus hautement, elles seront plus efficaces dans leurs effets à mesure que les dangers qui menacent notre existence deviendront plus imminents, — et lorsque les Danois dans un chaleureux dé-

vouement pour leur patrie et pour leur juste et sainte cause repousseront courageusement l'invasion, et seront toujours prêts à soutenir la lutte jusqu'à la dernière extrémité.

Je ne doute pas, Monsieur le Comte, que, guidé par Votre patriotisme, Votre zèle éclairé et Votre parfaite connaissance de notre politique, Vous n'ayez adapté Votre langage d'après la marche et le développement des événements qui rendent de jour en jour, d'un moment à l'autre, les circonstances plus critiques et le besoin d'une assistance prompte, d'un concours efficace, plus pressant.

Il nous est donc de la plus haute importance de connaître à fond la politique du Gouvernement de S. M. Britannique, ses vues et ses intentions à notre égard, enfin de savoir au jnste ce qu'il veut faire pour nous. — Vous savez avec quelle confiance nos regards se sont portés vers la Grande Bretagne, — Vous comprendrez l'anxiété que l'incertitude sur ses intentions, sur l'étendue de son assistance, fait naître dans le peuple; je Vous prie, Monsieur le Comte, de n'épargner aucune représentation, aucun moyen, aucune instance auprès de Lord Palmerston pour obtenir dans le plus bref délai possible une réponse claire, propre à accomplir nos justes attentes, et propre à nous rassurer contre la triste perspective qui se déroule devant nous.

Il n'aura point échappé à la haute sagesse, à la pénétration d'esprit de cet illustre homme d'état, que ce n'est pas seulement l'honneur de la Grande Bretagne qui se trouve engagé ici — cet honneur que Lord Palmerston sait si bien défendre partout et contre tous — mais que les principes conservateurs, les intérêts commerciaux et industriels de l'Angleterre sont compromis, mais que sa grande et salutaire influence morale a été sensiblement atteinte par la manière d'agir de la Prusse. Cette Puissance, après avoir demandé elle-même la médiation de la Grande Bretagne, est la première à la repousser!

Vous savez, Monsieur le Comte, que Sir Henry Wynn a été chargé d'offrir au Gouvernement du Roi les bons offices et l'intervention amicale de la Grande Bretagne afin de prévenir une collision entre les troupes des parties respectives. Je Vous fais tenir sous ce pli des copies des notes échangées à cette occasion.

Je n'ai pas besoin de Vous dire, avec quelle reconnaissance nous avons accueilli ce premier effet des bonnes dispositions dont l'Angleterre est animée à notre égard, et combien nous apprécions à sa juste valeur l'offre qu'elle vient de nous faire par l'entremise de son Représentant à la Cour du Roi.

Nous aimons à y voir une nouvelle preuve de ces mêmes efforts loyaux et modérés par lesquels cette grande Puissance a réussi pendant de longues années à conserver la paix générale.

Je ne saurais cependant Vous dissimuler, Monsieur le Comte, que j'ai la conviction personnelle et intime, que dans les circonstances actuelles une telle intervention amicale ne saurait aucunement plus suffire pour atteindre, à elle seule, le but que s'est si généreusement proposé la Grande Bretagne, de conserver la paix, fondée sur le respect des droits d'autrui.

Les procédés de la Prusse envers nous, les conditions qu'elle nous a posées et que je viens de retracer tout à l'heure, ne l'attestent que trop.

Tout ce que le Cabinet de St. James a fait jusqu'ici pour arrêter les démarches hostiles, les actes illégaux et illégitimes de la Prusse et des autres Puissances du nord de l'Allemagne, est resté, jusqu'à l'heure qu'il est, sans effet sur les Cabinets de Berlin et de Hanovre, et sur la mauvaise volonté surtout du premier d'entre eux. Je dois reconnaître ici, et je le fais avec un vrai plaisir, que les démarches du Gouvernement de S. M. Britannique, guidées par la sagesse qui les distingue toujours, ont été secondées par un loyal concours de ses agents diplomatiques, qui souvent même ont dû agir d'après leur inspiration, quand la marche rapide des évènemens rendait impossible la demande d'instructions spéciales pour les cas qui se sont présentés.

Mais dans la grande affaire qui nous préoccupe, il n'est plus question seulement d'une différence d'opinions entre les Gouvernements Allemands et le notre. Une telle divergence d'avis aurait incontestablement pu devenir l'objet d'une intervention amicale et de négociations futures, auxquelles nous serions heureux et fiers de pouvoir assigner à la Grande Bretagne une très large part.

Mais l'état des choses s'est subitement et beaucoup changé.

Après la défaite complète de l'armée des insurgés et l'occupation du Slesvig, la sédition aurait été entièrement réprimée, et l'ordre et la paix, ces grands biens de l'humanité, n'auraient pas tardé à être rendus largement et de grand coeur aux populations des Duchés, si la Prusse n'avait placé son bouclier devant les rebelles.

C'est ainsi que doivent recommencer les hostilités et que le sang coulera de nouveau.

Ce n'est plus pour apaiser une insurrection que nous com-

battrons, mais pour défendre notre patrie contre une agression étrangère.

Sérieusement menacés que nous le sommes dans la possession du Slesvig, nous nous adressons une seconde fois, par Votre intermédiaire, Monsieur, à la Grande Bretagne pour lui demander l'accomplissement de sa garantie.

Vous seconderez, Monsieur le Comte, nous n'en doutons pas, cette juste et légitime demande des sollicitations les plus pressantes, et Vous réclamerez, non seulement l'accomplissement de cet engagement solennel, mais encore une coopération active et efficace en notre faveur entre le Cabinet de St. James et celui de St. Pétersbourg.

Vous savez, Monsieur le Comte, combien nous devons désirer cette coopération, et combien nous sommes fondés à la regarder comme indispensable pour assurer la réussite de toute intervention, pour mener à heureuse fin toute œuvre de négociation.

J'approuve donc entièrement le langage que Vous avez tenu dans Vos entretiens avec Monsieur de Brunnow, et je vois avec plaisir que Vous fréquentez ce Ministre influent. La loyale franchise, avec laquelle Vous lui avez fait part de tout ce qui a rapport à notre grande question, répond à la fois à notre politique et à Votre caractère. Les remarques et observations judicieuses du Ministre de Russie méritent toute notre attention en même temps qu'elles témoignent de l'intérêt que Vous avez su lui inspirer pour notre cause. Vous lui direz que nous tiendrons ferme jusqu'au bout.

Vous verrez, Monsieur le Comte, par la copie ci-jointe d'une dépêche, que Monsieur le Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Suède et de Norvège a adressée à Monsieur le Baron de Rehausen, et que Monsieur de Lagerheim a bien voulu nous communiquer, que, pour le moment, le Gouvernement Suédois désire ne pas sortir des limites d'une stricte neutralité.

Il est possible cependant que cette Puissance voisine et amie abandonne ce rôle passif, aussitôt que la Russie et la Grande Bretagne, comme du moins nous l'espérons, se seront prononcées d'une manière qui ne laissera aucun doute sur leur ferme volonté de nous venir en aide, et dès que son représentant à Londres aura de cette sorte été mis à même de donner à sa Cour les assurances les plus positives sur les bonnes dispositions du Cabinet de St. James à notre égard, ainsi que sur les relations de bonne et cordiale intelligence, subsistantes entre ce dernier et le Cabinet de St. Pétersbourg.

Il nous importe, par conséquent, de bien connaître l'esprit dans lequel les rapports du Baron de Réhausen sont dictés.

Je crois utile de Vous transmettre une copie exacte et dûment légalisée de l'acte du 28 Juillet 1720, par lequel la Grande Bretagne a garanti au Roi, Frédéric IV de Danemark, à Ses héritiers et successeurs, la possession du duché de Slesvig.

La lecture d'une note d'aujourd'hui, à Monsieur le Baron Schoultz d'Ascheraden, Vous mettra à même de Vous former une opinion arrêtée sur notre position vis-à-vis du Cabinet de Berlin.

Depuis le 19 de ce mois il a été défendu aux navires marchands Prussiens de sortir de nos ports; cet embargo frappe également les bâtiments Prussiens qui passent par le Sund et les Belts. Ils ne seront pas déclarés bonnes prises avant que la Prusse ait commencé les hostilités ouvertes en nous attaquant dans le Slesvig. Durant le cours de la guerre des lettres de marque ne seront, selon toute apparence, point délivrées à des armateurs particuliers. Quelles que soient du reste les mesures que prendra le Gouvernement du Roi, placé comme il l'est dans la nécessité d'user de représailles, Il ne perdra jamais de vue les égards dûs aux pavillons et aux sujets des Puissances alliées, amies ou neutres, et Il veillera à leurs intérêts avec un soin non interrompu.

La lecture d'une note que j'ai adressée à ce sujet à Sir Henry Wynn, et que je Vous fais tenir également ci-jointe en copie, Vous sera connaître plus amplement les vues et les principes du Gouvernement du Roi, les mesures qu'il a prises, touchant cette importante question.

N° 17.

**Den Svenske Udenrigs-Minister Baron Stierneld's
Svarskrivelse angaaende Sverrigs Stemning for den
Danske Sag.**

d. Malmö 11te Juni 1848.

Monsieur le Comte,

Je n'ai point manqué de mettre sous les yeux du Roi, mon auguste Souverain, la note que Votre Excellence a bien voulu m'a-

dresser en date de Malmö, le 9 d. c., et c'est par ordre de S. M. que j'ai l'honneur de Vous transmettre, M. le Comte, la réponse suivante. L'intérêt amical que le Roi porte à la cause du Danemarc ne saurait paraître douteux, et j'aime à croire que Votre Excellence en trouvera une nouvelle preuve dans la communication que je viens Lui faire, et par laquelle Elle se convaincra, que le désir de S. M. de prêter Son appui à une Puissance amie et voisine est toujours le même, n'étant borné que par les considérations que Lui inspirent Sa sollicitude pour ses propres sujets, ainsi que les termes dans lesquels Il s'est énoncé dès le principe à l'égard de cette affaire.

La Note susmentionnée de Votre Excellence comprend deux points: le premier, relatif à la demande que le Gouvernement Danois désire que celui du Roi adresse à la Cour de Prusse, à l'effet d'obtenir de sa part une garantie que l'invasion dans la Jutlande ne sera dans aucun cas renouvelée, et qu'une pareille invasion serait envisagée, si elle avait lieu, comme un cas de rupture entre les Royaumes unis et la Prusse. Le second point, se rapportant au désir, éprouvé par Sa Majesté le Roi de Danemarc, d'apprendre les vues du Gouvernement du Roi à l'égard du contenu des propositions adressées à la Grande Bretagne, en sa qualité de Puissance médiatrice, dans le but d'amener une cessation des hostilités; propositions que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me communiquer et dont il a été fait part également à la Cour de St. Pétersbourg.

Quant au premier point, le Roi se fait un plaisir de se rendre au désir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté Danoise, et le Roi expédie demain un de Ses Aides-de-Camp à Berlin, avec des Instructions au Ministre de Sa Majesté dans cette capitale de faire au Ministère de Sa Majesté le Roi de Prusse une communication à l'effet d'exprimer que, pour le cas où le Gouvernement Prussien voulait donner à celui du Roi l'assurance formelle et positive, que dans aucun cas, et quelle que soit l'issue des engagemens qui continuent malheureusement encore dans le Slesvig, les troupes Prussiennes ou celles de la Confédération ne dépasseront point la frontière de la Jutlande, et qu'elles n'opéreront point de descente dans aucune des îles Danoises, Sa Majesté S'engagerait, de son côté, à suspendre tout mouvement ultérieur de Ses troupes, dans l'espoir que le différend, renfermé dans les limites des Duchés, pourrait être arrangé sans son intervention active. Il sera demandé une réponse explicite dans le plus bref délai possible, afin de nous mettre à même de régler nos opéra-

tions ultérieures d'après le contenu de cette communication, et en conformité avec les engagemens que nous avons contractés avec le Gouvernement Danois.

Pour ce qui regarde le second point, Votre Excellence connaît déjà, par nos communications verbales, que le Roi, fidèle aux termes de la déclaration que Sa Majesté a fait adresser à la Cour de Prusse, ne se croit point appelé à prendre l'initiative à l'égard de ce qui concerne le Slesvig, puisqu'une pareille initiative appartient de droit aux Puissances qui ont garanti la possession de ce pays au Danemark, mais que pour le cas que les Puissances garantes consentiraient à appuyer les propositions faites maintenant par le Gouvernement Danois pour la conclusion d'un armistice, et au moins l'une d'elles par une coopération effective, sur terre et sur mer, le Roi n'hésiterait point à agir de concert avec cette dernière Puissance, non seulement par son appui moral, mais aussi par les moyens dont à cette époque Sa Majesté pourra disposer, pour l'acceptation de ces propositions de la part de la Prusse et de la Confédération Germanique.

J'ai communiqué ces propositions aux Ministres du Roi à Londres et à St. Pétersbourg, en leur prescrivant de les recommander à l'attention sérieuse des Ministères respectifs.

Je me flatte, Monsieur le Comte, que cette réponse à Votre Note du 9 courant paraîtra satisfaisante au Gouvernement de Sa Majesté Danoise, et je profite de l'occasion pour prier Votre Excellence d'agrérer les assurances de ma plus haute considération.

Malmö, le 11 Juin 1848.

Stierneld.

A Son Excellence

Monsieur le Comte de Knuth,
Ministre d'État et des Affaires Étrangères de
Sa Majesté le Roi de Danemark &c. &c.

Copenhague.

Nº. 18.

**De af den danske Regjering foreslaede Vaabenstil-
stands-Betingelser, meddelte som Grundlag til Con-
ventionen.**

1. Toutes les troupes des deux côtés se retireront des Duchés de Slesvig et de Holstein, qui resteront ainsi entièrement libres de troupes, d'où il suit que les soldats et les corps francs, sous les ordres immédiats des insurgés, seront désarmés et licenciés. Les troupes confédérées évacueront le Jutland.
2. Toutes les hostilités par mer, blocus et capture de navires marchands, cesseront immédiatement, et tout vaisseau pris après la signature de l'armistice sera d'abord restitué.
3. Les rapports ordinaires du commerce etc. recommenceroent.
4. Pendant la durée de l'armistice, l'administration civile du duché de Slesvig relèvera en tout cas de l'autorité du Roi, mais nous sommes disposés à nous soumettre, s'il le faut, à ce que l'administration civile du duché de Holstein soit organisée pour la durée de l'armistice par la diète de Francfort.
5. Pour maintenir l'ordre et la paix intérieure pendant l'armistice, on conviendra d'un nombre, égal pour chaque duché, de troupes de gendarmerie, lesquelles troupes seront sous le commandement du Roi dans le Slesvig, et sous les ordres de la diète dans le Holstein. Les troupes de gendarmerie seront les seules qui porteront des armes.
6. Les vaisseaux pris avant l'armistice seront rendus quand la base d'un arrangement définitif aura été arrêtée, mais on saurait d'autant moins les rendre au moment de la signature d'un simple armistice, qui par lui-même ne renferme pas une garantie absolue de la paix éventuelle, que d'autre part des contributions de guerre énormes ont été levées par les troupes de la Confédération dans les États du Roi.

7. Le Gouvernement du Roi est prêt à accepter cet armistice sous les auspices de la Grande Bretagne seule, puisque le temps ne lui permet pas de consulter préalablement la Russie, mais il se réserve la pleine liberté de demander que la Russie soit admise aux négociations qui auront lieu après la signature de l'armistice.

J'ai l'honneur d'être etc.

Nº. 19.

Det af Lord Palmerston billigede og med denne diserterede Vaabenstilstandsforstag af 18de Mai.

- 1) Suspension of hostilities by sea and by land.
- 2) The two Duchies to be left unoccupied by Troops of either side as soon as can be managed.
- 3) Furlough to be given to the Sleswig and Holstein Troops of all kinds now serving with the Troops of the Confederation.
- 4) Provisional Government to be established in each of the two Duchies; the one for Sleswig to be named by the King. That for Holstein by the Confederation.
- 5) An equal and limited number of gendarmerie for Police purposes to be established provisionally and during the armistice in each Duchy.

The Gendarmerie for Sleswig to be appointed by the King, that for Holstein by the Diet of the Confederation.

- 6) All Prisoners and Vessels detained on each side to be released; and all Contributions in money or kind, which have been levied, to be returned or repaid.

Nº. 20.

**Chevalier Bunsens Bemærkninger, af 18de Mai, til
det af Greve Neventlov og Lord Palmerston, samme
Dag, antagne Baabenstilstands-Forslag.**

The Undersigned Envoy Extraord. & Minister Plenipot. of his Prussian Majesty at the Court of St. James has already had the honour of dignifying repeatedly to Viscount Palmerston in the course of conferences respecting the Schleswig-Holstein question, that His Majestys Gov^t. accepts the offer of the good offices of Gr. Britain as a new proof of the friendly sentiments of Her Brit. Majestys Gov^t. towards Prussia and Germany and of the sincere interest of the same for the maintenance of the general peace of Europe. The Prussian Gov^t. does so in the name of the whole Germanic Confederation, having been charged by the High Germanic Diet with the negotiations resulting from that offer of mediation. His Majestys Gov^t. thinks that the best and indeed the only mode of at once putting an end to the calamities of near and allaying the existed national feelings on both sides, would be the same, which Viscount Palmerston proposed last year as basis for the mediation between the two contending parties in Switzerland.

The cessation of hostilities was in that case also named as the first necessary step towards the attainment of the desired end. But this proposal was accompanied by terms proposed as a basis of mediation.

Indeed a cessation of hostilities can only be considered as a measure productive of real good and therefore acceptable to those, who sincerely wish for peace, if there is a bona fide prospect of peace, in consequence of the mutual acceptation of certain preliminary terms of reconciliation. The Prussian Gov^t. therefore accepts the proposals of the English Gov^t. in the understanding that Viscount Palmerston will follow in this mediation the same methode which he adopted in the case of Switzerland. The complaints of the two Duchies and of the Germanic Confederation have been repeatedly stated and have lately been laid before Viscount Palmerston in a memoir which the Undersigned had the honour of presenting to His Lordship and the tenour of which is entirely approved by His Majesty's Gov^t.

The view which the Danish Gov^{t.} takes of the question is also undoubtedly known to Vicount Palmerston. It is clear that the incorporation of Sleswig into Denmark, officially declared by the Danish Gov^{t.} in the Decree of the 24th March (Chev. Bunsens Memoir, Appendix pag. 154) (in a consequence of the popular movements of the 21st et 22nd to which allusion is made in that decree) and attempted to be carried into effect (as announced in the decree) by the march of the Danish army into the Duchy, is considered both by the Duchies and by the Germanic Confederation as the cause of the war.

The Germanic Confederation is resolved not to allow such an incorporation, for the following reasons:

First, because it considers it (as do the Estates of the Duchies and the population) as a direct violation of that one of the three fundamental Laws of the Duchy of Holstein, according to which Sleswig is never to be separated from that member of the Germanic Confederation.

In the second place, because such an incorporation apparently endangers the two other fundamental laws which the Duchy of Holstein has in common with that of Sleswig.

The one of these laws is that those two inseparably united Duchies are independent States, connected with Denmark only by a personal union, through the reigning Dynasty: the other that they have the same law of succession, excluding the female Line. There can therefore be no peace as long as this point is not conceded.

But as it has been stated by Denmark that there exists in the northern districts of Sleswig a Danish majority, which, although united with the rest of Sleswig by the same Law of Succession, is rather desirous of becoming united with the Kingdom of Denmark and incorporated into the same, the Prussian Gov^{t.} is ready to accede to any decision of the population upon this point which would result from a fair appeal to the same.

Such districts, then becoming a part of the Danish Monarchy, it would be understood that His Majesty the King of Denmark would consent to the only satisfactory arrangement. This is, that (with the exception of those districts manifesting their wish for that purpose) the Duchy of Sleswig (the mainland and the islands) be incorporated into the Germanic confederation, according to the formally expressed wish and determination of the people, announced to the Diet. It is only thus that future collisions and never ceasing conflicts can be avoided. It is an arrangement

of this sort which the Prussian Gov^t. would consider as a sufficient basis for a bona fide armistice upon the terms proposed by Viscount Palmerston.

Upon these preliminaries beeing agreed upon, the Prussian Gov^t. would accede immediately to the armistice proposed by Viscount Palmerston, and the Germanic Troops would immediately leave both the Duchies.

The Undersigned has the honour of presenting Viscount Palmerston two short Memoires.

The one (I) contains some explanatory remarks as to the terms of the armistice proposed by Viscount Palmerston. The objections there stated to the fourth point are of course to be considered as withdrawn as soon as the preliminaries of peace are agreed upon.

The other (II) gives a detailed account of the view, which the Prussian Gov^t., on the strength of the decision of the High Germanic Diet, takes of the Sleswig Holstein question and of the basis of its settlement.

The Undersigned etc.

(signed) BUNSEN.

Bilag I.

Lord Palmerstons proposals for the conclusion of an armistice between the German Confederation and Denmark.

- 1) The hostilities to cease instantly by land and by water.
- 2) All Prisoners of war and the ships captured or detained to be given up from both sides.

Observations of the Prussian Gov^t. upon the same.

It is understood that all those who, since the entrance of Danish troops into the Sleswig territory, have been arrested for their political opinions or actions and carried to the Islands, are to be comprised among the Prisoners of war: and that all objects of public or private property, taken away during that period from the Sleswig territory, are to be restored by the Danes.

As to the ships it is understood that their cargoes are to be delivered as they were before the embargo.

- 3) The Danish troops to evacuate Sleswig. This evacuation has been effected in consequence of the engagements and military operations which have taken place since, with the exception of the Island of Alsen and perhaps some small islands besides.

As Alsen and Aerœ belong to Sleswig, they must be considered as bona fide comprised in the terms of the article: but it will be well to state this circumstance expressly, as the Danes have concentrated all their forces in Alsen (separated from the main only by a small channel passable by a ferry) and as they have already used it as starting point for harrassing incursions on the opposite coast.

- 4) The German troops to evacuate Jutland and the territories of the Duchies.

The Prussian Gov. cannot accede to the evacuation of Holstein, but must propose the line on the German side of the Eyder occupied before the war. The Diet has declared Holstein in danger and this declaration is not yet revoked.

The Diet has decreed that the reestablishment of the *status quo ante* is to be the condition of any negotiation upon the subject. This decree was given when the Germanic troops had already taken the line of the Eyder and occupied the whole of Holstein.

Lately the Diet has authorized Prussia to agree to the evacuation of Sleswig, subject (at least for the southern part) to the consent of the provisional Gov. It would at all events take a fortnight to write to Berlin and thence to Rendsbourg and Francfort to obtain and receive in London a new decree annulling those three resolutions, and the assent of the provisional Gov. The Diet cannot be expected to take a step so contrary to the openly and universally declared German Feeling without the Consent of the national Parliament (which assembles on this day) or at least a communication to the same, which might frustrate all expectations of a speedy and satisfactory result of the mediation.

At all events the decision cannot be doubtful.

The only expedient possible, in order to obtain and secure a speedy termination of the present interruption of trade and of hostilities and armaments every day increasing would be this.

The Prussian Gov. is not even authorized to concentrate the Germanic troops at the opposite side, by withdrawing them from the position on the Eyder towards the southern and western part of Holstein. But in order to relieve the Duchy and spare all its resources as much as possible the additional 15,000 men of the tenth Federal Corps, already ordered (in consequence of the incursion from Alsen and the threats of the Swedes) to march from their cantonments near the Elbe, into the Duchies, would be countermanded, and those already entered sent back over the Elbe.

All this, of course, under the supposition, that the Swedish troops evacuate Fünen, if they should have occupied it.

Finally it must be understood, that if the negotiations do not lead, within a month, to at least the preliminaries of peace, both armies are to resume their respective positions, for which a fortnight time must be given.

Of course a bona fide acquiescence of the Danish Gov. in the continuation of the provisional Gov. is understood, as well as the principle of admission of a Delegate or Delegates from the same, to the Conferences to be held in London.

London May 18. 1848.

Bilag II.

Prussian Memoir on the settlement of the Slesvig-Danish question.

The Prussian Gov. considers as the *causa belli* the two following circumstances:

First, the attack of Denmark upon the constitutional Rights of the Duchies.

Secondly, the conflict of the two nationalities in Slesvig: the German and the Danish. A sincere and durable Peace must be founded upon a clear understanding of and a due regard to mutual rights and upon the good will of the Population. For this reason alone, it would be impossible, even if the existing national feelings on both sides would allow it, to return to the in-

definite and unsatisfactory state of things which existed immediately before the letters patent of 1846. These letters certainly brought the matter to a crisis, but there had been complaints from both sides, the German and Danish, immediately after the treaty of Vienna, and the complaint of the Duchies were not at all silenced, nor their causes removed by the separate constitutions of Schlesvig and Holstein in 1831 and 1834.

After such occurrences guarantees are required for the future, and unless an honest definitive settlement has been come to, what guarantee could be given that the same or similar attacks of the Danish Gov. would not be renewed and produce similar disastrous consequences?

The same reasoning applies to the conflict between the nationalities. The complaints are reciprocal. They ought reciprocally to be respected, and their position secured, as much as possible, to mutual satisfaction.

A definitive and equitable settlement therefore is absolutely necessary at this moment respecting the two points above stated.

But, on the other side the Prussian Gov. is far from intending to propose a change in the personal union which exists between the Reigning dynasty in Denmark and the Duchies. On the contrary, the Gov. is of opinion that this union is as much to be preserved as the three constitutional Provisions which constitute the Duchies independent (*selbstständige*) States, which unite them inseparably and which exclude the Female succession.

The Prussian Gov. thinks that it is only necessary to carry out that personal union in all its consequences with a due regard to those rights upon which it rests, to satisfy all just demands and expectations on both sides.

Finally the Prussian Gov. is of opinion that the principle of Danish nationality can be satisfied without infringing the right of inseparable union with the whole of Slesvig, which the Germanic Diet acknowledges and maintains for Holstein.

Starting from these Principles the Prussian Gov. proposes an agreement upon the following basis:

- 1) The King of Denmark revokes the decree of incorporation of Slesvig into Denmark and acknowledges the right of Holstein to remain united with Slesvig and vice versa. This acknowledgement implies the admission that, in consequence of this right, the two united Duchies are connected with Denmark only by the Person of the Sovereign, as

long as the male line of the house of Oldenborg governs in Denmark.

- 2) By an amicable arrangement the conditions of a complete separation will be established with respect to the administration, the Finances, the Army, the Fleet and the public debt of Denmark.
- 3) The King consents to the incorporation of the united Duchy of Schlesvig-Holstein into the Germanic confederation.

The Prussian Gov. admits as object of compensation that such a part of northern Slesvig as will, upon the question being put to them freely and fairly, pronounce itself in favour of an union with Denmark, be excluded from the united Duchy of Schlesvig-Holstein and incorporated with Denmark after having been constituted into a Duchy, with such a provisional constitution, as conformably to the promise made by the King of Denmark to Schlesvig, will secure to the German minority a due regard to their nationality, as to the use of their language in schools and in the provincial representation.

No. 21.

Lord Palmerstons Svar til Chevalier Bunsen af 19de Mai.

M. le Chevalier,

I will send a copy of Your proposed note this evening to Sir Henry Wynn together with its two annexes, but I beg to make some Remarks on those annexes. And in the first place with regard to the proposed conditions of armistice I would suggest some slight modifications as equitable between the parties, and so entirely in accordance with the general principles upon which an armistice would be founded, I can have little doubt that You would, on behalf of the Confederation agree to them.

With regard to Your remark on Art. 2 it would certainly be right that all Prisoners of all kinds on both sides should be released whether confined as Prisoners of War or as Political

Offenders; with regard however to property taken away from Sleswig by the danish troops no sufficient information is in the possession of H. M. Government as to what circumstances that stipulation applies to; and it would seem rather to be a matter for consideration as part of a final settlement, than as forming part of a preliminary armistice. With respect to the Cargoes of detained ships, they would of course be restored with the ships without any other detriment than that which may have been the unavoidable result of the detention of the vessels. With regard to Your remark on Art. 3 and 4, Her M. Gov. have proposed that the Duchies of Sleswig and Holstein shall be left free from occupation either by Danish or German Troops, and that arrangement seems upon a full consideration of all the complicated circumstances of the case to be the one which would be the most conclusive to the pacific objects which H. M. Gov. have in view, and as it is stated that the Island of Alsen is part of the Duchy of Sleswig that Island would according to such an arrangement be unoccupied by any Danish Force.

It is obvious, that the stationing in Holstein the large German Force, which is now in Sleswig and Jutland would be attended with a heavy burthen upon the people of Holstein, for which there would seem to be no adequate necessity, and H. M. Gov. would therefore earnestly recommend that both Duchies should be left free from military occupation.

If you are precluded from exercising any discretion on these points until you have consulted the Diet at Frankfort, the Cabinet of Berlin, and the Provisional Gov. at Rendsburg, I much fear that these questions will be decided in the field instead of by negotiation.

With regard to any Swedish troops which may have entered the Danish territory it is to be presumed that they would of course return home as soon as the armistice had been agreed upon.

With regard to the second annex Sir H. Wynn shall be instructed to recommend for the consideration of the Danish Government an arrangement founded on the principle proposed in that annex, namely that the Duchy of Sleswig shall be divided into 2 parts with reference to the national character of its inhabitants, and that the southern or German part shall like Holstein become a member of the German Confederation, and that the northern or Danish part shall then be constitutionally incorporated with the Kingdom of Denmark. It being of course to be

understood that any German inhabitants of the Danish portion should enjoy perfect liberty to educate their Children in the German language if they chuse it, just as any Danish inhabitants of the German part should be free to educate their children in the Danish language, if such should be their desire. It is indeed understood that in Sleswig as in most other Countries in which 2 different races are settled, and 2 different languages are spoken, the 2 races are not locally separated by any one line which divides every thing that is of one race from every thing that is of the other; and that although in one part of the country one race predominates, and in the other part the other race is the most numerous, yet there are many portions of the territory where one race is partially mixed with the other. Therefore the line of demarcation, wherever it may be drawn, can only separate Majority from Majority, but cannot be expected to leave all the Germans on one side and all the Danes on the other.

With regard to the mode of drawing such a line, if the principle of doing so should be agreed upon, I would suggest for the consideration of the parties, whether it might not be possible for the Danish Gov. and the Diet to come to an understanding upon this matter with reference to known or ascertainable statistical facts, without going through the difficult process of a detailed appeal to all the inhabitants of each district. Such an appeal must be conducted by some executive authority, and it might not be easy for all the parties concerned to agree as to the constitution of such an authority.

I have etc.

(signed) Palmerston.

Nº. 22.

I.

Den Preussiske Regerings (Baron v. Arnims) Vaabensstiftstands Forstag.

1. Die Feindseligkeiten zu Lande und zur See werden sogleich und vollständig eingestellt;

2. Alle Gefangenen werden freigegeben;
3. Alle mit Beschlag belegte oder weggenommene Schiffe werden sogleich freigegeben, alle Blokade aufgehoben;
4. Das Herzogthum Schleswig, seinem ganzen Umfange nach, wird von den Truppen des Bundes wie von denen Dänemarks geräumt;
5. Die provisorische Regierung führt bis zu einem definitiven Abkommen die Verwaltung des Landes Namens S. M. des Königs von Dänemark. Dasselbe wird von allen Eingriffen von dänischer Seite durch die Gewährleistung Englands sichergestellt.
6. Preußen verpflichtet sich bei dem deutschen Bunde dahin zu wirken, daß die Zurückziehung der Bundesstruppen aus Holstein ebenfalls erfolge, sobald die Punkte ad 1—4 ausgeführt sind und beiden Herzogthümern die ad 5 gedachte Sicherheit gegeben worden ist.
7. Es wird ein angemessener Zeitraum für die Annahme der Präliminarien eines definitiven Abkommens bestimmt, nach dessen fruchtlosem Ablaufe beide Theile berechtigt sind die Positionen, welche sie vor Abschluß des Waffenstillstandes innehalten, wieder einzunehmen.

II.

Den preussiske Regjerings Vaabenstilstandsforstag,
 saaledes som de bleve redigerede af dens Befuldmægtigede i London, Chevalier Bunsen, og indsendte til Lord Palmerston i Note af 12te Juni, som Contrapositioner imod det danske Forstag.

1. Die Feindseligkeiten zu Lande und zur See hören augenblicklich vollständig auf.
2. Alle Kriegs- und politischen Gefangenen werden in Freiheit gesetzt.
3. Alle genommenen und mit Embargo belegten Schiffe seit dem Anfang des Krieges werden augenblicklich mit ihren Ladungen zurückgegeben, alle Blokaden werden aufgehoben.
4. Das Herzogthum Schleswig mit Inbegriff der Inseln wird in seiner ganzen Ausdehnung geräumt, von den Truppen des deutschen Bundes, wie von denen Dänemarks.
5. Die provvisorische Regierung fährt fort die Verwaltung des Landes zu leiten im Namen Seiner Majestät des Königs

von Dänemark, bis daß die Streitfrage definitiv geschlichtet ist. Das Land wird gegen jeden Angriff von Seiten Dänemarks sichergestellt durch die Garantie Englands.

6. Preußen fordert den deutschen Bund auf, die Bundesstruppen aus Holstein zurückzuziehen, sobald die Artikel 1 und 4 ausgeführt sind und sobald die im Artikel 5 vorgesehene Sicherheit beider Herzogthümer gewährleistet ist.
 7. Ein Zeitraum von vier Monaten wird festgesetzt für die Annahme der Präliminarien einer schließlichen Uebereinkunft. Wenn die ersten drei Monate verlaufen sollen ohne daß dieses Resultat erreicht wäre, haben beide Theile das Recht, im Laufe des vierten Monats die Stellungen wieder einzunehmen, die sie vor Abschließung des Waffenstillstandes inne hatten.
-

No. 23.

Note verbale

til den Svenske Udenrigsminister, Baron Stjerneld,
om

Modificationer i Vaabenstillsstands-Betingelserne,

dat. Malmoe d. 10de Juni 1848.

Pour fixer plus précisément un des principaux objets de la conversation qui vient d'avoir lieu entre Son Excellence Monsieur le Baron de Stjerneld, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Monsieur le Baron de Mandersström, Secrétaire au Cabinet de Sa dite Majesté, d'une part, et Monsieur le Général d'Oxholm, Aide-de-camp de Sa Majesté Danoise et le Soussigné de l'autre, la présente note verbale a été tracée par ce dernier.

D'accord avec le Gouvernement de S. M. Britannique sur la nécessité absolue d'une suspension des hostilités entre le Danemarc et la Confédération Germanique, avant que les négociations d'une paix future puissent offrir des chances de succès, le Gou-

vernement Danois a fait des propositions dans ce but, qui sont connues au Cabinet Suédois. Un mois s'est écoulé depuis, sans qu'une réponse officielle soit parvenue à la connaissance du Gouvernement Danois, mais par la voie d'une puissance amie ce Gouvernement a été informé que le Baron d'Arnim vient de faire des contre-propositions, dont le contenu se trouve dans l'annexe ci-jointe.

Ces propositions sont de nature à confirmer le Gouvernement Danois dans sa conviction de l'impossibilité de pouvoir conclure avec la Prusse un armistice dont les conditions ne soient pas appuyées fortement et de manière à les imposer par les deux Puissances qui se sont prononcées en faveur du Danemark, la Suède et la Russie. Mais de l'autre côté, animés du désir le plus sincère de contribuer, autant qu'il dépend de nous, au rétablissement de la paix, nous avons soumis les contre-propositions de la Prusse aux plus mûres délibérations, et nous sommes prêts à les admettre comme base d'une cessation des hostilités, si la Prusse veut adhérer aux modifications que nous y avons portées, et les accepter dans la forme suivante :

1. Les hostilités par terre et par mer cesseront immédiatement après la signature;
2. Tous les prisonniers seront mis en liberté;
3. Tous les bâtimens capturés seront relâchés aussitôt qu'une indemnité pour les contributions en argent ou en nature, levées par les troupes Allemandes, sera allouée au Gouvernement Danois; — tous les blocus cesseront;
4. Le Duché de Slesvig, dans toute son étendue, sera évacué par les troupes de la Confédération Germanique comme par les troupes Danoises. Les troupes au service du Gouvernement provisoire et les corps francs seront désarmées.
5. L'administration civile du Duché de Holstein sera confiée à des fonctionnaires désignés, au nom du Roi de Danemark, par la Confédération Germanique, celle du Slesvig à des fonctionnaires nommés par ce Souverain, qui s'engage à choisir à cet effet des personnes qui, dans les localités respectives, jouissent de la confiance publique, sous la seule réserve qu'elles n'aient point pris une part active aux événements politiques des derniers temps.
6. La Prusse ayant offert de s'engager, au nom de la Confédération, à amener l'évacuation du Holstein par les troupes allemandes, aussitôt que les 4 points ci-dessus

mentionnés aient été exécutés et que la garantie voulue par le 8^{me} point ait été donnée, le Danemark accepte cette condition avec les modifications ci-dessus indiquées. Le Duché de Lauenbourg sera également évacué par les troupes de la Confédération.

7. Les négociations pour la conclusion de la paix s'ouvriront incessamment, après que cet armistice aura été effectué, mais pour le cas que dans l'espace d'un mois les préliminaires de la paix n'eussent point été convenus, les troupes Allemandes auront le droit de reprendre les positions qu'elles occupaient avant l'armistice dans le Holstein, mais le territoire du Slesvig continuera à être évacué par les deux parties, pendant le temps qui, d'après l'avis des puissances amies et médiatrices, sera jugé indispensable au Souverain de ce pays pour en réorganiser les institutions sur des bases libérales et avec les égards dus aux nationalités respectives de ses habitants.
8. L'exécution fidèle des conditions susmentionnées sera soumise à la garantie des Puissances médiatrices et amies.

Le Soussigné saisira la première occasion pour demander au Gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie de vouloir bien appuyer, par tous les moyens dont il dispose, les propositions ci-dessus indiquées, auxquelles le Gouvernement s'oblige à adhérer pendant l'espace de quinze jours, à partir du 10 du courant. Il espère que la Russie, de même que la Suède, s'opposera à toute nouvelle invasion dans le Slesvig, laquelle serait en contradiction ouverte avec les conditions sur lesquelles nous serions convenus, et qu'un temps suffisant sera laissé au Roi pour réorganiser l'administration de ce Duché. En définitif, le Soussigné exprime la confiance que, dans le cas où la Russie se prête au désir du Danemark et se décide, en cas de refus des conditions susmentionnées, à prendre des mesures coercitives pour parvenir à une telle suspension d'hostilités, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ne tardera pas, de son côté, à se joindre à des mesures du même genre, et spécialement à placer le corps d'armée qui se trouve en Scanie et en Fionie, sur des lieux où ce corps d'armée pourrait servir comme réserve à l'armée Danoise opérant dans le Slesvig.

Le Soussigné informera sous le plus bref délai le Gouvernement de S. M. Britannique des démarches dont il est question dans la présente, et qui n'ont d'autre but que de rendre possible

l'heureuse issue de la médiation dont cette Puissance a bien voulu se charger.

Malmö ce 10 Juin 1848.

Knuth.

Nº 24.

Lord Palmerston's Forstlag til en Vaabenstilstand og senere Afsjørelse af Stridighederne mellem Danmark paa den ene og Preussen samt det tydiske Forbund paa den anden Side,

dat. London 23. Juni 1848.

Monsieur le Comte,

Her Majesty's Government have highly appreciated the confidence which has been manifested towards the British Crown by the consent of Denmark on the one hand, and of Prussia and the German Diet on the other, to accept the good Offices of Great Britain as Mediator in a negotiation for the settlement of the Differences which have arisen upon the subject of the Duchy of Sleswig; and Her Majesty's Government have been fully sensible of the vast importance of the possible events which might result out of those Differences, if the Negotiations set on foot for a friendly arrangement of them should unfortunately fail.

Her Majesty's Government have therefore laboured assiduously by written and by verbal communications to bring the two parties to agree upon Conditions to which both of them might be willing to consent.

The first idea of Her Majesty's Government was that an Armistice might at once be concluded; and that the Terms of a final arrangement might be more easily discussed and settled when hostilities had ceased.

But the Prussian Government as the Organ of the Confederation expressed a repugnance to this course of proceeding, and strongly urged the expediency of settling, conjointly with the Armistice, at least the general principle of a final arrangement. An endeavour was accordingly made to accomplish this object, but that

endeavour did not succeed; and in the mean time the hostilities began to spread over a wider range and to assume a more serious character.

Her Majesty's Government then again pressed the conclusion of an immediate Armistice, suggesting that the Terms of the final arrangement might be considered and determined afterwards.

But the German Troops having withdrawn from Jutland, and the Danish naval Forces having relaxed some of the Blockades which they had established, an opportunity seemed again to present itself for a renewed endeavour to combine, with the Terms of an Armistice, an Agreement as to the general Principle upon which a final Arrangement might be concluded.

Her Majesty's Government accordingly invited the Two Parties to communicate their respective views of that matter in order that if those views should be coincident, an Arrangement might at once be concluded.

The Communications which Her Majesty's Government have received from the two Parties in reply do not, indeed, afford the means of an immediate settlement, but nevertheless they have supplied materials out of which Her Majesty's Government hope that they have been enabled to frame Propositions, which may so far meet the views of each Party as to be acceptable to Both.

I beg accordingly to submit for your consideration, and for that of the Danish Government the following Articles which Her Majesty's Government would propose to the two Parties for an Armistice accompanied by an Agreement as to the General Principle upon which the Sleswig Question should be settled.

Proposed articles.

- 1) Hostilities between the Danish and German Forces shall cease by sea and by land as soon after the signature of these Articles as the necessary Orders can be given. — All Blockades will at the same time be raised.
- 2) All Prisoners, civil as well as military, shall on both sides be set free, and no Person shall on either side be proceeded against, or be in any way molested for any part taken in recent political events in Sleswig or in Holstein.
- 3) The Danes having used their belligerent Right of seizing and detaining German Merchant Wessels; and the German Troops having, as is occasionally practised in war, levied in Jutland Contributions in money and Requisitions in Kind, these mutual exercises of belligerent Rights shall

be set the one against the other; and if upon a comparison of accounts it shall appear that either Party has, in this manner levied or seized a greater Amount of value than has been levied or seized by the other, the excess of value so levied or seized shall be restored to the other Party.

- 4) Immediately on the conclusion of this Armistice the Troops of Both Parties shall evacuate the whole of the Duchy of Sleswig, the Island of Alsen being deemed and considered as Part of that Duchy; the Danish Troops retiring to the North, and the German Troops to the South.

Any free Corps which may have been raised in Sleswig shall be disbanded, the Men and Officers being sent to their Homes; and any regular Sleswig Troops which may have been serving, either with the Danish or with the German Troops, shall either retire out of the Duchy with the Troops with which they have been serving, or be sent to their Homes on furlough.

- 5) It being necessary to provide for the temporary administration of the Duchies of Sleswig and Holstein during the interval, which may elapse before a final settlement of all matters in dispute shall be so completely adjusted as to allow of the entire re-establishment of the regular order of Administration in both Duchies, it is agreed that a temporary administrative Commission shall be appointed to conduct the Affairs of the two Duchies in the name and on behalf of the King-Duke. This Commission shall consist of seven members, three whereof to be named by the King-Duke; three by the Diet; and the seventh, (who is to act as President) in a manner hereafter to be agreed upon.

This Council is simply to carry on the usual administration of the Duchies, and is not to be invested with any legislative Power.

As the appointment of this Commission is intended to be a step towards conciliation and Peace, and is meant for the purpose of allaying those Party Animosities, to which recent events have necessarily given birth, the Persons, who are to be named as members of this commission, are to be Persons, who have not taken any active part one way or the other in the late political Transactions in the two Duchies.

- 6) The future condition of the Duchy of Sleswig shall be

settled upon one or other of the two following Plans according to the choice of the King-Duke:

First. The Duchy of Sleswig might be divided into two parts with reference to the German or Danish Nationality of its inhabitants: the southern and German part being to be called the Southern Duchy, the northern and Danish part being to be called the Northern Duchy. The King would then become a Member of the German Confederation in his capacity of Duke of southern Sleswig as well as in his capacity of Duke of Holstein; and southern Sleswig would, like Holstein, form part of the Territory of the German Confederation and the Sovereignty of southern Sleswig would follow the same line of Succession as the Sovereignty of Holstein.

On the other hand, northern Sleswig would be attached by its law of succession to the Crown of Denmark, and the sovereignty of that Duchy would be inseparably united with the Danish Crown.

Secondly. If this arrangement should not be thought expedient, the Duchy of Sleswig might remain entire and undivided such as it now is: it might continue to be administered, as it has been, by an administration established for Sleswig and Holstein jointly; and there should also be provincial states in which the Representatives of the two Duchies would be assembled together in their proper respective proportions. In this case the King of Denmark would remain, as he now is, a Member of the Germanic Confederation in his capacity of Duke of Holstein; but he would not become a Member of the Confederation in his capacity of Duke of Sleswig. No change would in this case be made in the law of Succession in Sleswig.

Such are the conditions of the arrangement, which the British Government proposes for the consideration of the Danish and German Governments. These conditions may not perhaps entirely realize the wishes of either Party, nor contain exactly the stipulations which each Party may think itself entitled to demand. But in a case like the present, a Mediating Power anxious for the restoration of Peace, and having no particular Interest of its own in the matter in dispute, may fairly appeal to the generous Feelings, and enlightened judgement of both Parties — may entreat each Party to abate somewhat from those Conditions which it may

conceive Itself justly entitled to enforce at the point of the sword, if by the sword the matter was to be finally decided, and may recommend concessions in the spirit of conciliation and for the love of Peace.

However just each Party may think its own Pretensions and however confident it may be in the amplitude and efficiency of the Resources on which it may reckon for the maintenance and assertion of those pretensions, each Party should nevertheless remember that the convictions of its Adversary may be as strong and as sincere as its own; and that though the commencement of war is simple and ready, the issue of war is concealed in the doubtful darkness of the Future, and is hid from the foresight of Man.

I have then to request of You to transmit these proposals for the consideration of Your Government; and I trust You will allow me to entreat that you will also support them by Your own recommendation.

I have the honour to be with distinguished consideration,

Monsieur le Comte

Your most obedient and humble servant

(Signed) Palmerston.

2. Copy of a Despatch of 26th Decr.
from Mr. Palmerston to the
French Minister of Foreign Affairs.

N°. 25.

Gammenvælling af det danske, præussiske og engelske Udfald til en Næabenstænd.

Projet du Cabinet de Copenhague du 10 Juin.

1. Les hostilités par terre et par mer cesseront immédiatement après la Signature.

Projet du Cabinet de Berlin du 24 Juin.

1. Les hostilités sur terre et sur mer cesseront immédiatement et entièrement.

Projet du Cabinet de St. James du 23 Juin.

1. Hostilities between the Danish and German Forces shall cease by sea and by land as soon after the Signature of these Articles as necessary Orders can be given. All Blockades will at the same time be raised.

2. All Prisoners, civil as well as military, shall on both sides be set free, and no Person shall on either Side be proceeded against, or be in any way molested for any part taken in recent political events in Sleswig or in Holstein.

2. Tous les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté sans délai ni réstriction.

2. Tous les prisonniers de guerre seront mis en liberté.

3. Tous les bâtimens capturés seront relâchés aussitôt qu'une indemnité pour les contributions en argent ou en nature, levées par les troupes allemandes, sera allouée au Gouvernement Danois; tous les blocus cesseront.

3. The Danes having used their belligerent Right of seizing and detaining German Merchant Vessels; and the German Troops having, as is occasionally practised in war, levied in Jutland Contributions in money and Requisitions in Kind, these mutual exercises of belligerent Rights shall be set, the one against the

3. The Indemnity claimed by the Denmark for the requisitions levied in Jutland, de même que l'indemnité

revendique par la Confédération Allemande pour les bâtiments et cargaisons condamnés avant le 20 Juin, seront discutées et réglées lors des négociations qui s'ouvriront sous la médiation de l'Angleterre pour la conclusion d'une paix définitive.

4. Le Duché de Slesvig, dans toute Son étendue, sera évacué par les troupes de la confédération Germanique ainsi que par les troupes Danoises. Les troupes au service du Gouvernement provisoire et les corps francs seront désarmés.

4. Les deux duchés, ainsi que les îles qui en dépendent, seront évacués dans toute leur étendue par les troupes de la Confédération Germanique et par celles du Danemark. Toutefois, comme l'évacuation complète du Holstein ne saurait avoir lieu sans le consentement de la Diète Germanique, les troupes Allemandes se concentreront dans la partie méridionale du Duché sur les bords de l'Elbe. L'évacuation de l'île d'Alsen aura lieu simultanément avec la Retraite définitive des troupes de la Confédération au delà de l'Elbe.

the other Party.

4. Immediately on the conclusion of this Armistice the Troops of both Parties shall evacuate the whole of the duchy of Sleswig, the Island of Alsen being deemed and considered as Part of that Duchy; the Danish Troops retiring to the North, and the German Troops to the South. Any free Corps which may have been raised in Sleswig shall be disbanded, the Men and officers being sent to their Homes; and any regular Sleswig Troops which may have been serving either with the Danish or with the German Troops shall either retire out of the Duchy with the Troops with which they have been serving, or be sent to their Homes on furlough.

5. It being necessary to provide

5. L'autorité établie de fait de-

5. L'administration civile du duc-



Projet du Cabinet de Copenhague.

ché de Holstein sera confiée à des fonctionnaires, désignés par la Confédération Germanique, et agissant au nom de S. M. le Roi de Danemark; celle du duché de Slesvig à des fonctionnaires, nommés par ce Souverain, qui s'engage à choisir à cet effet des personnes, qui jouissent dans les localités respectives de la confiance publique sous la seule réserve, qu'elles n'aient pas pris une part active aux événemens politiques des derniers temps.

puis le commencement des hostilités dans les deux duchés continuera à diriger les affaires du Slesvig et du Holstein au nom du Roi pendant les quinze premiers jours qui suivront la conclusion de l'armistice. Ces 15 jours écoulés, cette autorité sera remplacée:

Alt. 1. par six personnes désignées par le Roi de Danemark entre douze candidats élus par les États provinciaux du Slesvig et du Holstein réunis pour cette occasion, et qui procèderont à cette élection, pendant les premiers huit jours qui suivront la conclusion de l'armistice.

Alt. 2. par six personnes choisies parmi les notables des deux duchés, et dont trois seraient à la nomination du Roi de Danemark et trois à celle de la cité Germannique.

Projet du Cabinet de Berlin.

Projet du Cabinet de St. James.

for the temporary administration of the Duchies of Sleswig and Holstein during the interval which may elapse before a final settlement of all matters in dispute shall be so completely adjusted as to allow of the entire re-establishment of the regular order of Administration in both Duchies; it is agreed that a temporary administrative Commission shall be appointed to conduct the Affairs of the Two Duchies in the name and on behalf of the King-Duke. This Commission shall consist of seven Members, three whereof to be named by the King-Duke; three by the Diet; and the seventh (who is to act as President) in a manner hereafter to be agreed upon.

This Council is simply to carry on the usual administration of the Duchies, and is not to be invested with any legislative Power.

As the Appointment of this Commission is intended to be a step towards conciliation and Peace, and is meant for the purpose of allaying those Party Animosities to which re-

les habitants des deux Duchés, et si l'entente sur ce choix était impossible, la Grande Bretagne, en qualité de Puissance médiatrice, serait appelée à le désigner d'office, toujours dans les limites ci-dessus indiquées.

6. La Prusse ayant offert au nom de la confédération Germanique d'amener l'évacuation du Holstein par les Troupes allemandes, aussitôt que les 4 premiers points ci-dessus mentionnés auraient été exécutés et que la garantie voulue par le 5^e point aurait été donnée, le Danemark accepte cette condition avec les modifications ci-dessus indiquées.

Le duché de Lauenbourg sera également évacué.

6. Pendant la durée de l'armistice, les troupes suivantes pourront seules rester dans les Duchés pour y être à la disposition de l'autorité établie conformément à l'article précédent, à savoir:

dans le duché de Holstein le contingent fédéral de cette province (de 3,600 h. d'après les données statistiques),

et dans le duché de Sleswig

Alt. 1. les troupes Slesvicoises restreintes au nombre qui existait dans le duché avant le commencement des hostilités.

Alt. 2. Des cadres sur la formation desquels on s'entendra lors de la conclusion de l'armistice.

Les corps francs évacueront de même les Duchés, à l'exception de

in the two Duchies.

6. The future condition of the Duchy of Sleswig shall be settled upon one or other of the two following Plans; according to the choice of the King-Duke.

First: The Duchy of Sleswig might be divided into two parts with reference to the German or Danish Nationality of its inhabitants: the southern and German Part being to be called the Southern Duchy; the Northern and Danish Part being to be called the Northern Duchy. The King would then become a Member of the German Confederation in his capacity of Duke of Southern Sleswig as well as in his capacity of Duke of Holstein; and Southern Sleswig would, like Holstein, form part of the Territory of the German Confederation, and the

Projet du Cabinet de Copenhague.

Projet du Cabinet de Berlin.

Projet du Cabinet de St. James.

Ceux d'entre eux qui sont natis des deux Duchés et qui seront licenciés.

Sovereignty of Southern Sleswig would follow the same line of Succession as the Sovereignty of Holstein.

On the other hand, Northern Sleswig would be attached by its law of Succession to the Crown of Denmark and the Sovereignty of that Duchy would be inseparably united with the Danish Crown.

Secondly: If this arrangement should not be thought expedient, the Duchy of Sleswig might remain entire and individual such as it now is; it might continue to be administered, as it has been, by an administration established for Sleswig and Holstein jointly; and there should also be Provincial States in which the Representatives of the two Duchies would be assembled together in their proper respective proportions. In this case the King of Denmark would remain, as he now is, a Member of the Germanic Confederation in his capacity of Duke of Holstein; but he would not become a Member of the Confederation in his capacity of Duke of

7. Les négociations pour la conclusion de la paix s'ouvriront incessamment, après que cet armistice aura été effectué, mais au cas que dans l'espace d'un mois les préliminaires de la paix n'eussent point été convenus, les troupes Allemandes auront le droit de reprendre les positions qu'elles occupaient avant l'armistice dans le Holstein, mais le territoire du Slesvig continuera à être évacué par les deux parties pendant le temps qui, d'après l'avis des Puissances amies et médiairices, sera jugé indispensable au Souverain de ce Pays pour en réorganiser les institutions sur des bases libérales et avec les égards dus aux nationalités respectives de ses habitants.

7. Le Roi de Danemark et la diète Germanique nommeraient chacun de leur côté un Commissaire pour résider dans les Duchés pendant la durée de l'armistice, pour veiller officieusement à l'exécution des stipulations précédentes ainsi qu'à l'application impartiale des lois en faveur des habitants tant "Danois qu'Allemanis". La Grande Bretagne serait invitée, comme Puissance médiairice, à envoyer de même un Commissaire pour contribuer par sa présence et ses conseils à apaiser les divergences d'opinion qui pourraient s'élever entre les susdits Commissaires.

8. L'exécution fidèle des conditions susmentionnées sera soumise à la garantie des Puissances médiairices et amies.

8. Les Parties contractantes réclameront la garantie de la Grande Bretagne pour la stricte exécution des articles de la présente convention d'armistice.

Introduction

du Projet prussien, dont les articles sont ci-dessus énumérés.

L'armistice à conclure entre la Confédération Germanique et le Danemark devra durer pendant 3 mois au moins, à partir du jour de la signature, avec un dédit d'un mois pour chacune des parties contractantes. Après que le dédit aura été notifié, chacune des armées pourra reprendre les positions qu'elle occupait au moment de la signature de l'armistice. Ces positions seront marquées sur une carte lors de la conclusion. S'il n'y a pas de dédit de part ou d'autre, la prolongation de l'armistice sera censée consentie par les deux Parties. Il est entendu que les articles suivans ne préjugent nullement les conditions d'une paix définitive éventuelle, et que ni la Confédération ni le Danemark n'abandonnent les prétentions et les droits qu'ils ont fait valoir respectivement.

Nº. 26.

Vaabenstilstands-Convention

af 2den Juli 1848.

(3 Manuscript.)

Vundertegnede ere, efterat have udværet de Fuldmagter, hvormed de, i det Niemed ved en Vaabenstilstand at ende Fjendtlighederne mellem de under deres Overbefaling staaende twende Armeer, ere blevne forsynede af deres respektive Souverainer, Hans Majestæt Kongen af Danmark og Hans Majestæt Kongen af Preussen, som handlende i Eget Navn og

Les Soussignés, après avoir échangé les pleins-pouvoirs, dont ils ont été munis par leurs Souverains respectifs, Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant en Son nom ainsi qu'au nom et de la part de la Confédération Germanique, dans le but de mettre fin par un Armistice aux hostilités entre les armées pla-

for det tydste Forbund, — komme overeens om følgende Punkter:

1.

Fra den Dag idag af skal der indtræde en fuldstændig Standsning af Fjendtlighederne til Lands og til Søes, i tre Maaneder med en Opsigelsesfrist af een Maaned for hver af de tvende contraherende Parter. Naar ingen Opsigelse finder Sted fra den ene eller den anden Side, skal en Forlængelse af Vaabenstilstanden blive anseet som vedtaget paa begge Sider.

2.

Naar Vaabenstilstanden bliver op sagt af den ene af de tvende Contrahenter, skal det staae begge Armeer frit for, atter at intage de Stillinger, som de havde inde d. 27de Juni, og som ere betegnede paa det nærværende Overenskomst vedspioede Kaart.

3.

De ved Hans Majestæt Kon gen af Danmarks Marine iværksatte Blocader skulle ophøre, og Besaling i saa Henseende skal ufortvivlet gives de Commanderende paa de Kongelige Danske Krigsfiske.

4.

Alle Krigsfanger og politiske Fanger skulle uden Ophold og uden Forbehold sættes i Frihed.

5.

Alle siden Krigens Begyndelse

cées sous leurs ordres respectifs, sont convenus des Articles suivans :

1.

A dater de ce jour, il y aura une suspension complète des hostilités par terre et par mer pendant trois mois, avec un dédit d'un mois pour chacune des deux parties contractantes. S'il n'y a pas de dédit de part ou d'autre, la prolongation de l'armistice est regardée comme consentie par les deux parties.

2.

Si l'armistice était dédit par l'une des parties, les armées respectives pourront reprendre les positions qu'elles occupaient le 27 Juin dernier et qui sont marquées sur la carte, jointe à la présente Convention.

3.

Les blocus établis par les forces navales de Sa Majesté Danoise cesseront, et des ordres à cet effet seront immédiatement expédiés aux Commandans des bâtimens de guerre Danois.

4.

Tous les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté sans délai ni restriction.

5.

Tous les navires, qui ont été

opbragte og beslaglagte Skibe og Ladninger skulle gives tilbage i et Tidsrum af 10 Dage, efterat Vaabenstilstanden er undertegnet, hvilket Tidsrum ansees for nødvendigt, paa den ene Side for at sætte Skibene ifstand til at løbe ud og paa den anden Side for at fuldføre Rømningen af Hertugdømmene.

Preussen samtykker saavel i eget som i Forbundets Navn i, at Danmark holdes stadeslost for de Requisitioner i Natura, som ere blevne hævede i Jylland for de preussiske og Forbundstropperne Regning, og Danmark forpligter sig til at erstatte Værdien af de Ladninger, som ere blevne folgte eller ikke kunne tilbagegives i Natura.

6.

De tvende Hertugdommer og de til famine hørende Øer skulle i deres hele Udstrekning uopholdelig rommes af de Danske Tropper og Forbundstropperne. Imidlertid indremmes det Kongen af Danmark at lade de Hospitaler, Depoter og militaire Etablissementer, som befinde sig paa Den Als, bevogte ved 400 Mand. Paa den anden Side indremmes det, at et lignende Antal Forbundstropper i samme Diermed besætte Staden Altona og andre Punkter, hvor der findes Hospitaler og militaire Etablissementer.

amenés et sur lesquels on a mis l'embargo depuis le commencement de la guerre, seront rendus avec leurs cargaisons, dans l'espace de dix-huit jours, après la signature de l'armistice, espace de temps jugé nécessaire d'une part pour mettre ces bâtiments en état de prendre la mer, et de l'autre pour opérer l'évacuation des Duchés. La Prusse consent, tant en son nom qu'en celui de la Confédération Germanique, à indemniser le Danemark des réquisitions prélevées en nature en Jutland pour le compte des troupes Prussiennes et fédérales, et le Danemark s'engage à restituer la valeur des cargaisons qui ont été vendues et qui ne pourraient être restituées en nature.

6.

Les deux Duchés, ainsi que les îles qui en dépendent, seront incessamment évacués dans toute leur étendue par les troupes Danoises et par celles de la Confédération Germanique. Toutefois le Roi de Danemark pourra continuer à faire garder par 400 hommes les hôpitaux et autres dépôts et établissements militaires qui se trouvent dans l'île d'Alsen. D'autre part, un nombre égal des troupes de la Confédération pourra, dans un but semblable, rester dans la ville d'Altona, ainsi que sur les autres points où se trouvent des hôpitaux et établissements militaires.

7.

Da begge de contraherende Parter ønske snarest muligt at bringe Rø og Orden tilbage i Hertugdommene, saa ere De komne overeens om, at Administrationsmaaden, saaledes som den bestod for end Begivenhederne af Marts Maaned, skal gjenoprettes, saalænge Maabenstilstanden varer. Den selles Regjering for begge Hertugdommene skal sammensettes af 5 Medlemmer, der vælges blandt begge Hertugdommernes Notabler, og som nyde almindelig Agtelse og Tillid, hvilke skulle administrere Hertugdommene efter de bestaaende Love og Forordninger i Kongen af Danmarks Navn, i Hans Egenstab som Hertug af Slesvig og Holsten, og med samme Myndighed, med Undtagelse af den lovgivende Magt. To af disse Medlemmer skulle vælges af Kongen af Danmark for Slesvig og to af Kongen af Preussen, i det tydste Forbunds Navn, for Hertugdommet Holsten. Disse 4 Medlemmer skulle vælge et femte, som indtager en Presidents Stilling, og skulle man ikke funne komme overeens om dette Valg, saa vil Storbritannien, som mæglende Magt, blive opfordret til at betegne det 5te Medlem, som ligeledes vil være at vælge blandt Hertugdommernes Beboere. Man er kommen overeens om, at hverken de Medlemmer af Administrationen, der vare i Function for end den 17de Marts, eller de, der siden denne Epoche have dannet

7.

Les deux parties contractantes désirant, aussi promptement que possible, ramener l'ordre et la tranquillité dans les Duchés, sont convenues que le mode d'administration en vigueur avant les évènemens du mois de Mars sera rétabli pour la durée de l'armistice. L'administration collective des deux Duchés sera composée de cinq Membres à prendre parmi les notables de ces Duchés, qui jouissent de l'estime et de la considération générales, et qui administreront les Duchés d'après les lois et ordonnances existantes, au nom du Roi de Danemark, en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein, et avec la même autorité à l'exception du pouvoir législatif. Deux de ces membres seront choisis par le Roi de Danemark pour le Duché de Slesvig, et deux par le Roi de Prusse, au nom de la Confédération Germanique pour le Duché de Holstein. Ces quatre Membres en choisiront un cinquième, qui remplira les fonctions de Président de l'administration collective des deux Duchés, et si l'entente sur ce choix était impossible, la Grande Bretagne, en qualité de Puissance médiatrice, sera invitée à désigner ce cinquième membre, toujours parmi les habitants d'un des Duchés. Il est convenu que ni les membres de l'administration en fonctions avant le 17

Regjeringen, funne face Deel i den nye Regjering, hvilken sidste stal træde i Function, saa snart som muligt, og senest 14 Dage efterat nærværende Oveenskomst er underskrevet.

Mars, ni ceux qui ont composé le Gouvernement depuis cette époque ne pourront faire partie de cette nouvelle administration, (Regierung) laquelle entrera en fonctions aussitôt que possible, et au plus tard quinze jours après la signature de la présente Convention.

8.

Medens Vaabenstilstanden varer, skulle fun de nedenfor betegnede Tropper funne forblive i Hertugdommene, for at stilles til den, efter den foregaaende Artikel fastsatte Autoritets Raadighed:

- a. i Hertugdommet Holsten, denne Provindses Forbunds-Contingent, reduceret til Fredsfod.
- b. i Hertugdommet Slesvig, Cadrene af de i Slesvig udstrevne Tropper. Disse Tropper skulle ikke overskride det i Fredstider sædvanlige Antal, og skulle have deres Cantonements saa nær som muligt ved deres Hjemsted.

De øvrige slesvigiske og holsteniske Tropper, saavel som de Fricorps, der ere dannede af Indsædte fra begge Hertugdommene, skulle afsættes, og de andre danske og tydiske Fricops skulle aldeles romme Slesvig og Holsten.

Fuldbrydelsen af denne Artikel vil blive anbetroet militaire Com-

8.

Pendant la durée de l'armistice pourront seules rester dans les Duchés pour être à la disposition de l'autorité établie conformément à l'article précédent, les troupes suivantes:

- a. dans le Duché de Holstein, le Contingent fédéral de cette province réduit au nombre ordinaire en temps de paix.
- b. dans le Duché de Slesvig, les cadres des troupes dont la conscription se fait dans le Slesvig. Ces troupes n'excéderont pas le nombre ordinaire en temps de paix et auront leurs cantonnemens aussi près de leurs domiciles que possible.

Le reste des troupes Slesviçoises et Holsteinoises, ainsi que les corps francs formés par les natifs des deux Duchés, seront licenciés, et les autres corps francs Danois ou Allemands évacueront entièrement le Slesvig et le Holstein.

L'exécution de cet Article est confiée à des commissaires mi-

missarier, som skulle vælges ad hoc af de contraherende Parter, og som indbyrdes ville have at komme overeens i denne Henseende.

9.

Kongen af Danmark og Kongen af Preussen i det tydste Forbunds Navn, skulle have Ret til hver at udnytne en Commissair, som skal residere i Hertugdommene under Baabenstilstanden og paa en officieus Maade vaage over Opsyldelsen af forestaaende Stipulationer, saavel som over Lovens upartiske Anvendelse baade for de danske og for de tydste Indvaarernes Vedkommende.

10.

Hertugdømmet Lauenborg bliver bragt tilbage i samme Stilling, hvori det befandt sig, før Forbundstropperne rykkede ind.

11.

De contraherende Parter vilde sørge Storbritanniens Garanti for den noigtige Opsyldelse af Artiklerne i nærværende Overenskomst om Baabenstilstanden.

12.

Det er udtrykkeligen vedtaget, at nærværende Overenskomsts Artikler i ingen Henseende skulle præjudicere Betingelserne ved den endelige Fred, og at hverken Danmark eller Tykland opgive de Fordringer og Rettigheder, som

litaires nommés ad hoc par les parties contractantes, et qui s'entendent à cet égard.

9.

Le Roi de Danemark et le Roi de Prusse, au nom de la Confédération Germanique, auront la faculté de désigner, chacun de leur côté, un commissaire pour résider dans les Duchés pendant la durée de l'armistice, afin de veiller officieusement à l'exécution des stipulations précédentes, ainsi qu'à l'application impartiale des lois en faveur des habitans tant Danois qu'Allemands.

10.

Le duché de Lauenbourg sera rétabli dans la même situation, où il se trouvait avant l'entrée des troupes de la Confédération.

11.

Les parties contractantes réclameront la garantie de la Grande Bretagne pour la stricte exécution des Articles de la présente Convention d'armistice.

12.

Il est expressément entendu que les Articles de cette Convention ne préjugeront nullement les conditions de la paix définitive, et que ni le Danemark ni la Confédération n'abandonnent les prétentions et les

de hver for sit Vedkommende have gjort gjældende.

Dette till Bekræftelse have de Besuldmægtigede undertegnet nærværende Overenskomst og påtrykt samme deres Segl.

Sæaledes stæet og udfærdiget
in duplo i

droits, qu'ils ont fait valoir respectivement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à

N°. 27.

**Copie d'une lettre de M. le Général de Hedemann à
M. le Général de Wrangel,
Commandant en Chef des troupes de S. M.
le Roi de Prusse etc.**

À Veile le 24 Juillet 1848.

Monsieur le Général,

J'ai eu l'honneur de prévenir V. E. e. d. du 12 d. c. que j'avais reçu du Roi, mon auguste maître, l'autorisation de signer avec Elle un armistice sur les bases convenues réciproquement à Malmö, sous les auspices de la Suède. Ces bases avaient été acceptées et confirmées, d'une part par S. M. Danoise et d'autre part par S. M. le Roi de Prusse, ainsi que la cour de Berlin en a fait parvenir l'assurance expresse à S. M. le Roi de Suède et de Norvège. V. E. a bien voulu m'informer e. d. du 13 d. c. qu'Elle avait de même reçu de S. M. le Roi de Prusse les pleins-pouvoirs nécessaires, pour négocier et signer un armistice. J'étois donc bien en droit de supposer que l'armistice serait signé sur les bases convenues.

Mais lors des conférences préparatoires qui ont eu lieu à Bellevue près de Kolding, Vous avez jugé à propos, M. le Général, de faire mettre en avant des conditions bien peu en harmonie avec les bases arrêtées à Malmö, et de substituer aux conditions qui pouvaient avoir quelque prix pour le Danemark,

d'autres d'une nature infiniment moins favorable. Je n'ai cependant point cru devoir prendre sur moi de rompre cette négociation, quoiqu'elle changeât de face d'une manière si étrange, et j'en ai réservé à mon gouvernement. Celui-ci m'a autorisé de proposer à V. E., par l'organe de M. de Reedtz, plusieurs modifications*), dans l'espoir d'amener un accommodement; mais dans les conférences du 19 d. c. Messieurs le Comte de Portaletz, le Comte d'Oriola et le Comte de Munster, agissant au nom de V. E., ont formulé, en présence de Messieurs les Ministres de la Grande-Bretagne et de la Suède et de Norvège près le Roi, à peu près les mêmes demandes que dans les conférences précédentes, avec quelques changemens qui ne les rendaient pas plus acceptables aux yeux du Gouvernement Danois. D'ailleurs V. E. prétend encore soumettre cet arrangement à une nouvelle ratification dont le défaut suffirait pour détruire tout ce dont on était convenu.

Le Gouvernement du Roi a fait tout ce qui dépend de lui, pour mettre fin d'une manière honorable aux hostilités, mais il ne saurait se résoudre à regarder comme sans valeur l'engagement que S. M. le Roi de Prusse a pris vis-à-vis de la Suède, et à penser que ce Souverain, qui a commencé la lutte actuelle en devançant les décrets de la diète Germanique, ne serait plus le maître de la faire cesser, et cela malgré les pouvoirs dont il a été investi à cet effet.

Si V. E. en juge autrement, c'est bien Elle qui en prend la responsabilité, et qui en appelle de nouveau au sort des armes; mais de mon côté je dois La prévenir, que je suis encore prêt à signer, sur-le-champ, dans le courant de la journée, (avant l'expiration de la cessation des hostilités) l'armistice sur les bases convenues à Malmö.

J'ai l'honneur d'être etc. etc.

(signé) Hedemann.

* Ces modifications avaient trait à la garde des hôpitaux, lesquels avaient été déplacés depuis la conclusion primitive de l'armistice; au temps à accorder pour l'évacuation des territoires occupés, — concession ultérieure motivée par la dernière dislocation des troupes fédérales qu'on avait fait avancer jusqu'à la frontière du Jutland; et à d'autres stipulations d'un ordre secondaire.

**Copie d'une lettre de M. le Général Wrangel, à
M. le Général Heddemann,
Commandant en chef des troupes de S. M.
le Roi de Danemark.**

Hadersleben le 24 Juillet 1848.

Monsieur le Général,

Comme, d'après la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser ce matin, je vois que Son intention est de rompre les négociations entamées, en rejetant non seulement toutes les modifications, que j'ai cru devoir proposer au projet primitif de Malmö, mais encore la clause par laquelle la ratification de l'armistice est réservée à S. A. Impériale le lieutenant-général de l'Empire, j'ai l'honneur de La prévenir que M. le Comte de Pourtalès quitte mon quartier général aujourd'hui, et que les hostilités recommenceront dès ce soir à 10 heures.

Agréez, M. le Général, etc. etc.

(signé) Wrangel,
Général de Cavalerie.

N° 28.

Modifications

proposées par les négociateurs Prussiens aux conditions d'armistice arrêtées à Malmö dans la conférence, qui a eu lieu à Bellevue près de Kolding en date du 19 Juillet 1848.

Présents.

Sir Henry Wynn E. E. et M. P. de S. M. Britannique;
Baron Lagerheim, E. E. et M. P. de S. M. le Roi de Suède et de Norvège.

Pour le Danemarc:

M. le Général d'Oxholm;

M. le Chambellan de Reedtz.

Pour la Prusse:

M. le Comte de Pourtalès;

M. le Comte, Major Oriola;

M. le Capitaine, Comte Münster.

Dans l'introduction: résérer la ratification de l'archiduc Jean, lieutenant-général (Reichsverweser) de l'empire et celle de S. M. le Roi de Danemarc.

Art. 2.

À mettre le 30 Juin du soir au lieu du 27.

Art. 5.

Au lieu de 10 jours: 12 jours après l'échange des ratifications.

Art. 6.

Les 2 Duchés ainsi que les îles qui en dépendent seront évacués dans toute leur étendue par les troupes danoises et celles de la Confédération Germanique (sauf les stipulations de l'Art. 8).

Dans Art. 7.

Les deux parties contractantes sont convenues d'établir, pour la durée de l'armistice, une administration collective pour les deux Duchés. Cette administration sera composée de cinq membres, à prendre parmi les notables de ces Duchés, qui jouissent de l'estime et de la considération générales et qui administreront les Duchés d'après les lois et ordonnances existantes, au nom du Roi de Danemarc, Due de Slesvig et de Holstein, avec la même autorité à l'exception du pouvoir législatif. Deux de ces membres seront choisis par le Roi de Danemarc, en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein, pour le Duché de Slesvig et deux par le Roi de Prusse, en sa qualité de membre de la Confédération Germanique, pour le Duché de Holstein &c. (Ligesom i den tidligere Malmö-Convention).

Art. 8.

Les forces militaires à garder dans les Duchés pendant l'armistice pour y être à la disposition de l'autorité établie conformément à l'article précédent, seront composées comme il suit:

- a) dans le duché de Slesvig 3,000 hommes des troupes de la Confédération Germanique (à l'exclusion des troupes Slesvicoises ou Holsteinoises) et sur l'île d'Alsen le même nombre (3,000 hommes) des troupes danoises, que S. M.

le Roi de Dannemark s'engage à composer de préférence des troupes Slesvicoises en Son service.

- b) Dans le Duché de Holstein (y compris Rendsbourg) les troupes régulières Slesvig-Holsteinoises qui sont partie de l'armée du Général Wrangel; et en outre, une compagnie des troupes de la Confédération pourra rester dans la ville d'Altona pour la garde de l'hôpital militaire de cette ville.

Les corps francs qui jusqu'à présent ont fait partie de l'armée du Général Wrangel seront licenciés.

Art. 9.

Reste comme dans la convention de Malmö.

Retrancher cet article, ou le remplacer par une convention verbale, ou tout au moins en dehors des stipulations de l'armistice.

Art. 10.

Le Roi de Prusse s'engage à employer ses bons offices auprès de la Confédération Germanique pour que le duché de Lauenbourg soit rétabli dans la même situation où il se trouvait avant le commencement des hostilités.

Enfin réserver dans le préambule la ratification de l'archiduc Jean, lieutenant-général (Reichsverweser) de l'Empire, ainsi que celle de S. M. Danoise.

Nº. 29.

Circulair-Depeche

til

de Kongl. Gesandtskaber om Danmarks politiske
Stilling,

dat. Kjøbenhavn 22 Juli 1848.

Monsieur,

En nous opposant à la révolte qui, grâce aux intrigues ourdies par quelques Princes malveillants, éclata au mois de Mars dernier

dans les duchés de Slesvig et de Holstein, et en acceptant le défi de la Prusse et d'autres puissances allemandes soutenant cette révolte, ce n'est pas dans les forces militaires ni dans les ressources matérielles de notre patrie que nous avions espéré trouver des moyens de résistance suffisants pour faire avorter les plans subversifs de l'Allemagne nouvelle et radicale. Bien que décidés à combattre jusqu'à l'outrance l'ennemi qui venait, les armes à la main, nous imposer des conditions incompatibles avec l'honneur de la patrie et la dignité de notre Souverain, et bien que convaincus que, dans la justice de notre cause, nous puîssemions toujours une force que nos adversaires ne possédaient pas, nous n'étions pas assez présomptueux pour croire que nous résisterions à la longue aux armées réunies de la Prusse et de la Confédération. Si donc nous nous sommes constamment refusés à reconnaître le droit du plus fort et à nous soumettre à ses lois iniques, c'est que nous mettions une confiance illimitée dans nos alliances contractées avec les autres puissances de l'Europe, gardiennes de la légitimité et de l'ordre. En attendant, nous ne nous sommes pas dissimulé l'improbabilité d'obtenir dès le commencement de la guerre, l'assistance effective d'une autre Puissance quelconque. Nous savions que, dans des circonstances ordinaires et aux yeux des autres cabinets, une telle coopération n'était pas nécessaire pour nous assurer définitivement une paix honorable. Nous savions que c'était d'abord à la diplomatie de mettre en jeu toutes ces différentes ressources pour amener un arrangement sans effusion de sang. Aussi nous nous sommes franchement associés aux efforts des Puissances amies pour parvenir à ce but, et depuis longtemps déjà, je n'ai pas eu d'autre objet en vue que celui de conclure un armistice, seule et indispensable condition pour négocier la paix.

Mais les circonstances, dans lesquelles se trouve actuellement l'Europe entière, sont tellement exceptionnelles, que toute négociation pour obtenir un accommodement avec nos adversaires est devenue absolument impossible.

Après avoir été informé par le Cabinet de S. M. Suédoise, résidant actuellement à Malmö, que le Comte de Pourtalès avait été envoyé à cette ville par le Cabinet de Berlin, pour entamer des négociations avec le Gouvernement du Roi, et ayant appris que le Comte de Pourtalès était porteur des propositions acceptables, je me rendis aussitôt, sur l'invitation du Gouvernement Suédois, à Malmö, et le lendemain de mon arrivée, le 1 d. c., je suis tombé d'accord avec le négociateur Prussien, sous les au-

spices du Gouvernement de S. M. le Roi de Suède et de Norvège, sur le projet d'une convention d'armistice à sanctionner par S. M., notre auguste maître, et par S. M. le Roi de Prusse en son nom et au nom et de la part de la Confédération Allemande. A peu de modifications près, ce projet était absolument identique avec celui dont le Gouvernement prussien avait chargé le Comte de Pourtalès, et comme j'étais convenu avec ce dernier que, la sanction accordée respectivement par les deux Souverains, l'instrument de la convention serait tout simplement signé et échangé par les Généraux commandant l'armée Danoise et celle de la confédération, j'avais tout lieu de croire que la conclusion définitive de l'armistice ne rencontrerait plus de difficultés. Par conséquent, en chargeant M. de Reedtz de se rendre au quartier général du Commandant en chef des troupes Danoises dans le Jutland, pour délivrer à ce Général les pleins-pouvoirs par lesquels le Roi l'autorisait à signer l'armistice, je n'avais voulu qu' observer la réciprocité à l'égard de la Prusse qui avait envoyé le Comte de Pourtalès au quartier général de l'armée fédérale, et bien que je prévisse que la présence de M. de Reedtz et du Comte de Pourtalès pouvait être utile aux deux Généraux, il n'entrant nullement dans mes vues que des pourparlers ultérieurs pussent avoir lieu entre ces derniers, relativement aux stipulations de la convention négociée entre moi et M. de Pourtalès et approuvée par le Roi, notre auguste Souverain, et par S. M. le Roi de Prusse. Grâce au bons offices du Gouvernement Suédois, qui avait envoyé le Baron de Manderström, 1^{er} secrétaire au Cabinet de S. M. le Roi Oscar, à Berlin pour appuyer les articles convenus à Malmö, le Gouvernement Prussien avait accepté ces articles à l'exception de quelques modifications très-peu essentielles, auxquelles nous avons adhéré plus tard. Vous trouverez ci-près, Monsieur, copie de cette convention telle qu'elle fut approuvée par le Gouvernement du Roi et par celui de S. M. le Roi de Prusse.

Cependant toutes mes espérances échouèrent sur l'opiniâtreté du Général Wrangel, qui non seulement refusa de signer, sans l'aveu du Lieutenant de l'Empire nouvellement élu, mais prétendit un remaniement complet des stipulations convenues avec son Gouvernement. Les pourparlers entamés, par suite de ce refus, en premier lieu entre M. de Reedtz et le Comte de Pourtalès et plus tard entre des officiers délégués dans ce but de part et d'autre, n'ayant pu conduire à aucun résultat, M. de Reedtz re-

vint à Copenhague et me fit part des obstacles invincibles qui s'opposaient à la conclusion de l'armistice.

A peine sortis de la stupéfaction que nous causa l'étrange conduite d'un Général refusant d'obéir à son Gouvernement, et la faiblesse inexplicable d'un Gouvernement impuissant au point de ne pouvoir faire respecter ses ordres par son propre Officier, nous concûmes de nouveau un peu d'espoir par la nouvelle parvenue à la fois au Cabinet Suédois à Malmø et au Ministre de S. M. Britannique près le Roi, et portant que la Cour de Berlin avait pris la résolution de mettre de la fermeté à vaincre l'opiniâtreté du Général Wrangel. Afin de ne rien négliger pour parvenir au but qui était l'objet de nos propres voeux et conforme au désir des Puissances amies et médiatrices, j'engageai M. de Reedtz à se rendre de nouveau au quartier général accompagné du Général d'Oxholm. Les Ministres de la Grande Bretagne et de Suède ayant offert de s'associer à ces Messieurs pour appuyer leurs efforts, au nom de leurs Gouvernemens respectifs, j'étais fondé à croire que les difficultés que la conclusion de l'armistice avait essuyées jusqu'ici de la part du Général ennemi, seraient enfin levées. Mais mon espoir vient de nouveau d'être déçu. Malgré les instances des deux Ministres qui s'étaient rendus sur les lieux, le Général Wrangel, prétextant toujours la nécessité de l'aveu du Lieutenant de l'Empire et son indépendance complète de la Prusse refusa encore de signer et nous fit les contre-propositions contenues dans la pièce ci-annexée. En comparant ces contre-propositions avec le projet d'armistice dont nous étions solennellement convenus avec le Gouvernement Prussien, Vous voudrez bien voir, Monsieur, qu'elles diffèrent tellement des stipulations sanctionnées par le Gouvernement du Roi et par celui de S. M. le Roi de Prusse, qu'elles renversent toute la base de l'armistice et rendent infructueuse et vaine toute tentative ultérieure de parvenir à nous entendre avec nos adversaires. La modification de l'article 7 du projet primitif, en éliminant le préambule et en stipulant que la nouvelle administration gouvernerait d'après les lois existantes, c.-à.-d. les lois qui existaient lors de l'installation de cette administration consacrerait nommément la légalité de tous les actes du Gouvernement révolutionnaire. Le général Wrangel ne s'est donc pas borné à vouloir de modifications dans les stipulations purement militaires, mais il a même mis en avant la prétention de changer complètement le principe et la base de l'ancien projet de convention. La conduite observée à cette occasion par le Gé-

néral et par son Gouvernement est d'autant plus incompréhensible que, durant toute la guerre, la Prusse s'est annoncée elle-même comme Puissance mandataire de la Confédération Germanique. C'est au nom de la Confédération que la Prusse a constamment agi et dans le cours des négociations précédent la conclusion de la convention, elle a insisté à ce qu'il fut clairement exprimé dans les stipulations respectives que nous étions tombés d'accord non pas avec la Prusse seule, mais avec elle, en son nom ainsi qu'au nom et de la part de la Confédération Germanique.

Nous étions par conséquent parfaitement et à juste raison convaincus que la convention, négociée entre moi et le Comte de Pourtalès et approuvée plus tard, avec quelques modifications, par le Roi, mon auguste Souverain et par S. M. le Roi de Prusse, devait, suivant les principes du droit des gens coutumier, être regardée comme un fait accompli. Aussi, comme il est notoire que la Confédération a délégué à la Prusse la conduite des affaires relatives aux négociations avec nous, nous n'en reconnaissions à cet égard pas de rapports entre nous et les autres états Allemands qui nous ont fait la guerre, mais nous nous en tiendrons à la Prusse seule et nous réclamerons l'accomplissement de sa part, des obligations qu'elle a contractées solennellement envers nous.

En Vous priant, Monsieur, de vouloir bien porter le contenu de la présente dépêche à la connaissance du Gouvernement près lequel Vous êtes accrédité, j'ajoute qu'il ne nous reste plus qu'à nous préparer à une résistance plus énergique et à continuer la guerre afin de laisser à ceux qui ne voudraient pas notre perte absolue, la possibilité de nous porter secours.

Le Ministre de la guerre partira ce soir pour l'armée.

Nº. 30.

**Den Franske Republik's Horneyelse af Garantien for
Slesvig af 1720,**
udtalt i en Note fra den franske Udenrigsminister til
den kongl. Gesandt i Paris,
dat. Paris d. 7de August 1848.

Monsieur le Comte,

J'ai eu l'honneur de recevoir Votre lettre en date d'hier par laquelle Vous me rappelez Votre note du 24 Juillet dernier, lettre et note, ayant pour objet d'invoquer la garantie de la France contre l'invasion du duché de Sleswig pas les armes de la Confédération Germanique.

Je n'ai pas répondu immédiatement à la note du 24 Juillet parce que mon intention était de le faire en même temps que la Grande Bretagne répondrait à une note semblable qui devait lui être adressée en la même qualité et au même titre qu'à la France. La Grande Bretagne n'ayant pas encore répondu, parce qu'elle se trouve dans une question de médiation et d'armistice qu'elle ne juge pas complètement vidée, je m'emprise aujourd'hui de Vous déclarer que l'intention ferme du Gouvernement de la République est, en ce qui touche le duché de Sleswig, de s'en tenir aux termes du traité du 14 Juin 1720, traité par lequel la France c'est portée garante de l'intégrité du Royaume de Danemark. Dans cet acte également garanti par la Grande Bretagne, le duché de Sleswig est nominativement désigné comme faisant partie du Danemark, il n'y a point été dérogé par les traités de 1815.

La France, fidèle à ses engagements, prendra les actes surnommés pour base de sa conduite et des représentations qu'Elle se propose d'adresser immédiatement tant à Berlin qu'à Francfort.

Je saisiss cette occasion, Monsieur le Comte, pour Vous exprimer de nouveau les sentimens de haute estime avec lesquels je suis

Votre très-dévoué serviteur
Le Ministre des affaires étrangères
(signé) Jules Bastide.

À S. E. Monsieur le Comte de Moltke,
Ministre de S. M. le Roi de Danemark à Paris.

Nº. 31.

Tvende Noter

- a) Fra den franske Republik's Udenrigsminister til
Hr. Arago, fransk Gesandt i Berlin, d. Paris
8de August 1848.
- b) Fra den franske Chargé d'Affaires i Frankfurt
til Rigsudenrigsministeriet d. Frankfurt 10de
August 1848.

a.

Monsieur,

J'ai appris avec un vif déplaisir que la Convention d'armistice entre les troupes de L. L. M. M. les Rois de Prusse et de Danemarc, proposée et déjà signée par L. L. M. M. n'avait point été suivie d'effet et que les hostilités avaient recommencé dans le duché de Slesvig.

Le Général Prussien de Wrangel et le Ministre de la guerre de Frankfort prétendent employer la force des armes pour séparer le Slesvig de la monarchie Danoise et l'incorporer à la Confédération Germanique.

Or, la France, par un acte spécial annexé au traité de Stockholm du 1^{er} Juin 1720 entre le Danemarc et la Suède, a donné sa garantie au dit traité afin d'assurer au Danemarc la souveraineté du Slesvig. On y lit ces paroles textuelles :

„Ayant été informé, en même temps, des difficultés insurmontables qui se rencontraient pour la restitution à la couronne de Suède de l'île et principauté de Rugen, de la forteresse de Stralsund et du reste de la Poméranie jusqu'à la rivière de Pehne occupée par la couronne de Danemarc, si elle n'était assurée de la possession du Slesvig, laquelle S. M. Britt. lui a déjà garantie; le Roi très chrétien a bien voulu, par toutes ces considérations et sur les instances des Rois de la Grande Bretagne et du Danemarc, accorder à cette dernière couronne, comme il lui donne par ces présentes, la garantie du Duché de Slesvig promettant, en considération des susdites restitutions stipulées dans le traité signé cejourd'hui à Stockholm par M. M. les plenipotentiaires de Suède, de main-

tenir le roi de Danemarc dans la possession paisible de la partie ducale du dit Duché.“

Veuillez, Monsieur, remettre sous les yeux du Gouvernement de S. M. Prussienne le texte que je viens de Vous rappeler, en faisant connaître à Sa Majesté que la France a la ferme intention de rester fidèle à Ses engagements, et qu'en conséquence le Gouvernement de la République proteste hautement contre l'agression dont le Royaume de Danemarc est en ce moment l'objet, et contre la violence qui a été faite aux sentiments de justice de S. M. Prussienne.

J'ai l'honneur etc.

Le Ministre des affaires étrangères
(signé) Jules Bastide.

b.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir une dépêche de Paris, par laquelle le Ministre des affaires étrangères de la République me fait savoir qu'il a appris, avec grand regret, que la convention d'armistice entre les troupes de L. L. M. M. le Roi de Prusse et de Danemarc, proposée et déjà signée par L. L. M. M., n'avait point été suivie d'effet, que les hostilités avaient recommencé dans le duché de Slesvig, et que le général Prussien Wrangel ainsi que le Ministre de la guerre du pouvoir central provisoire à Francfort prétendaient employer la force des armes pour séparer le Slesvig de la monarchie Danoise et l'incorporer à la Confédération Germanique. Or, la France, par un acte spécial, annexé au traité de Stockholm du ~~14~~ Juin 1720 entre le Danemarc et la Suède, ayant donné sa garantie au dit traité, afin d'assurer au Danemarc la souveraineté du Slesvig, le Ministre des affaires étrangères, au nom du gouvernement de la République, m'a chargé de remettre sous les yeux de M. M. les ministres de S. A. I. l'archiduc-vicaire-général le texte d'un extrait du dit acte dont voici la teneur :

„Ayant été informé, en même temps, des difficultés insurmontables qui se rencontraient pour la restitution à la couronne de Suède de l'île et principauté de Rugen, de la forteresse de Stralsund et du reste de la Poméranie jusqu'à la rivière de Pehne occupée par la couronne de Danemarc, si elle n'était assurée de la possession du Slesvig, laquelle S. M. B. lui a déjà garantie; le Roi très chrétien a bien voulu, par toutes ces considérations et sur les instances des Rois

de la Grande Bretagne et du Danemarc, accorder à cette dernière couronne, comme il lui donne par ces présentes, la garantie du duché de Slesvig, promettant, en considération des susdites restitutions stipulées dans le traité signé cejord'hui à Stockholm par M. M. les plénipotentiaires de Suède, de maintenir le roi de Danemarc dans la possession paisible de la partie ducale du dit Duché;“ en ajoutant que la France, fidèle à ses engagements, proteste contre la violence faite à S. M. le Roi de Danemarc et contre un esprit de conquête auquel elle a d'autant plus de droit de s'opposer qu'elle est bien résolue, pour sa part, à ne jamais l'admettre dans ses conseils.

En me conformant aux instructions du gouvernement de la République, je saisis etc.

le chargé d'affaires de la
République française
(signé) Savoye.

Nº. 32.

Fu Idmagt fra Reichsverweser til Preussen
for at slutte Vaabenstiltand med Danmark,
dat. Frankfurt d. 7de August 1848.

Nachdem der Königlich Preussische Bevollmächtigte Staatsminister Camphausen den Stand der Verhandlungen über einen Waffenstillstand zwischen den deutschen und dänischen Streitkräften, insbesondere aber die Gründe auseinandergesetzt hat, welche es wünschenswerth machen daß die von der Königlich Preussischen Regierung bisher im Namen Deutschlands geführten Unterhandlungen von derselben nunmehr auch zu einem Abschluß gebracht werden, so habe ich auf den Vortrag meines Reichsministeriums beschlossen die Königlich Preussische Regierung andurch zur Abschließung eines Waffenstillstandes mit Dänemark im Namen der provisorischen Centralgewalt in der Weise u ermächtigen, daß dabei der Entwurf, wie er in der Besprechung auf Bellevue am 19ten Juli aufgestellt worden ist, unter den nach-

stehenden Modificationen angenommen werde, welche als Erläuterungen innerhalb der Bestimmungen gedachten Entwurfs fallen, jedoch ausdrücklich zur Anerkennung Dänischer Seits gebracht werden müsten:

- 1) Das die zur Bildung einer neuen gemeinsamen Regierung für die Herzogthümer Holstein und Schlesvig zu wählenden Personen noch vor dem Abschluß des Waffenstillstandes ausdrücklich und namentlich unter den contrahirenden Theilen in solcher Art vereinbart werden, daß hierdurch der Bestand und die gedeihliche Wirksamkeit der neuen Regierung verbürgt erscheinen.
- 2) Das unter den in Art. VII erwähnten, in den Herzogthümern „bestehenden Gesetzen und Verordnungen“ ausdrücklich alle bis zum Abschluß des Waffenstillstandes daselbst erlassenden mit einbegriffen sein.
- 3) Das die nach Art. VIII in den Herzogthümern Holstein und Schlesvig zurückbleibenden Truppen sämmtlich unter den Befehlen des deutschen Oberbefehlshabers bleiben.

Unter den vorstehenden Bedingungen habe ich gegenwärtige Vollmacht für die Königlich Preußische Regierung ausstellen und urkundlich dessen mit meinem Insiegel bestätigen lassen.

Frankfurt, den 7ten August 1848.

Der deutsche Reichsverweser
(gez.) Johann.

Fürst Leiningen.

N. 33.

Preussens Fuldmagt for General Below

af 11. August 1848.

**NOUS FRÉDÉRIC GUILLAUME IV. Par la Grace de Dieu,
Roi de Prusse &c.**

N'ayant rien de plus à coeur que de contribuer de tout Notre pouvoir à rétablir la bonne harmonie entre la Confédération Germanique et le Danemark, et à faire cesser par la conclusion d'un armistice les hostilités qui se sont malheureusement élevées entre

ces deux pays, Nous avons nommé à cet effet pour Notre plénipotentiaire :

Notre Général à la suite, le Général-Major de Below, Chevalier de Nos ordres de l'aigle rouge seconde classe avec la plaque, et de la croix de fer première et seconde classes, Commandeur de l'ordre de l'épée de Suède etc. — Nous lui donnons, par les présentes, pleins-pouvoirs d'entrer en pourparlers avec celui ou ceux qui y seront suffisamment autorisés de la part du Gouvernement Danois et de conclure et signer avec eux un acte ou convention d'armistice sur des bases propres à faire cesser les hostilités entre la Confédération Germanique et le Danemark, et à préparer par ce moyen la solution définitive du différend existant.

Nous promettons d'approuver et de ratifier tout ce que Notre plénipotentiaire aura concerté et arrêté en vertu des présents pleins-pouvoirs et conformément aux instructions qu'il aura reçues.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes et y avons fait apposer Notre sceau Royal.

Fait à Sans-souci le onze Août de l'an de Grâce Mil huit cent quarante-huit.

Frédéric Guillaume

R.

Auerswald.

L. S.

R.

Pleins-pouvoirs
pour le Général à la suite, Général-Major
de Below.

Nº. 34.

General Below's første meddeelte Forslag til en
Vaabenstilstand.

Les Soussignés, après avoir échangé les pleins-pouvoirs dont ils ont été munis par leurs Souverains respectifs, Sa Majesté le Roi de Danemarc, Duc de Slesvie et de Holstein, et Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant en Son nom ainsi qu'au nom et de la

part de la Confédération Germanique, dans le but de mettre fin par un Armistice aux hostilités entre les armées, placées sous leurs ordres respectifs, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1.

À dater de ce jour, il y aura une suspension complète des hostilités par terre et par mer pendant trois mois, avec un dédit d'un mois pour chacune des deux parties contractantes. Si'il n'y a pas de dédit de part ou d'autre, la prolongation de l'armistice est regardée comme consentie par les deux parties.

Art. 2.

Si l'armistice était dédit par l'une des parties, les armées respectives pourront reprendre les positions qu'elles occupent au moment de la conclusion de la présente Convention, et qui seront marquées sur une carte.

Art. 3.

Les blocus établis par les forces navales de Sa Majesté Danoise cesseront immédiatement, et des ordres à cet effet seront expédiés sans délai aux commandants des bâtiments de guerre Danois.

Art. 4.

Tous les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté sans délai ni restriction.

Art. 5.

Tous les navires qui ont été amenés, et sur lesquels on a mis l'embargo depuis le commencement de la guerre, seront rendus avec leurs cargaisons pendant l'espace de douze jours après la signature de la présente Convention, ou plus tôt si faire se peut.

La Prusse consent, tant en son nom qu'en celui de la Confédération Germanique, à indemniser le Danemark des réquisitions prélevées en nature en Jutland, pour le compte des troupes Prussiennes et fédérales, et le Danemark s'engage à restituer la valeur des cargaisons ou bâtiments qui ont été vendus et qui ne pourraient être restitués en nature.

Art. 6.

Les deux Duchés ainsi que les îles qui en dépendent seront évacués dans toute leur étendue par les troupes Danoises et par celles de la Confédération Germanique, sauf les stipulations de l'Art. 8.

Art. 7.

Les deux parties contractantes sont convenues d'établir, pour la durée de l'armistice, une administration collective pour les deux Duchés, lesquels seront administrés au nom de Sa Majesté le Roi de Danemarc, en sa qualité de Duc de Slesvic et de Holstein, d'après les lois et ordonnances existantes, et avec la même autorité, à l'exception du pouvoir législatif, dont l'exercice restera suspendu pendant la durée de l'armistice. Cette administration sera composée de cinq membres à prendre parmi les notables des deux Duchés, qui jouissent de l'estime et de la considération générales. Deux de ces membres seront choisis par le Roi de Danemarc, en Sa qualité de Duc de Slesvic et de Holstein, pour le duché de Slesvic, et deux par le roi de Prusse, en Sa qualité de membre de la Confédération Germanique, pour le duché de Holstein. Ces quatre membres en choisiront un cinquième, qui remplira les fonctions de président de l'administration collective des deux Duchés, et si l'entente sur ce choix était impossible, la Grande Bretagne, en qualité de Puissance médiatrice, sera invitée à désigner ce cinquième membre, toujours parmi les habitants d'un des Duchés. Il est convenu que ni les membres de l'administration en fonctions avant le 17 mars, ni ceux qui ont composé le Gouvernement depuis cette époque, ne pourront faire partie de cette nouvelle administration (Regierung), laquelle entrera en fonctions aussitôt que possible et au plus tard quinze jours après la signature de la présente Convention.

Art. 8.

Les forces militaires à garder dans les Duchés, pendant l'armistice, pour y être à la disposition de l'autorité établie conformément à l'article précédent, seront composées comme il suit:

- a. dans le duché de Slesvic: 3,000 de troupes de la Confédération Germanique (à l'exclusion des troupes Slesvico-Hollsteinoises) et sur l'île d'Alsen le même nombre (3,000 hommes) de troupes Danoises, que Sa Majesté le Roi de Danemarc s'engage à composer de préférence de troupes Slesvicoises à Son service.
- b. dans le duché de Holstein, y compris Rendsbourg: les troupes régulières Slesvico-Hollsteinoises qui font partie de l'armée du Général de Wrangel. En outre une compagnie des troupes de la Confédération pourra rester dans la ville d'Altona pour la garde de l'hôpital militaire de cette ville.

Les corps francs qui jusqu'à présent ont fait partie de l'armée du Général de Wrangel seront licenciés.

Art. 9.

Le Roi de Danemark et le Roi de Prusse, au nom de la Confédération Germanique, auront la faculté de désigner, chacun de leur côté, un Commissaire pour résider dans les Duchés pendant la durée de l'armistice, afin de veiller officieusement à l'exécution des stipulations précédentes ainsi qu'à l'application impartiale des lois en faveur des habitans tant Danois qu'Allemands.

Art. 10.

Le Roi de Prusse S'engage à employer Ses bons offices pour que le duché de Lauenbourg soit rétabli dans la même situation où il se trouvait avant l'entrée des troupes de la Confédération.

Art. 11.

Les parties contractantes réclameront la garantie de la Grande Bretagne pour la stricte exécution des articles de la présente Convention d'armistice.

Art. 12.

Il est expressément entendu que les articles de cette Convention ne préjugeront nullement les conditions de la paix définitive, et que ni le Danemark, ni la Confédération n'abandonnent les prétentions et les droits qu'ils ont fait valoir respectivement.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à

le

Nº. 35.

General Below's andet Forlag til en Vaabensstilstand.

S. M. le Roi de Danmark, Duc de Slesvig et de Holstein, d'une part, et S. M. le Roi de Prusse, agissant en Son nom, ainsi qu'au nom et de la part de la Confédération Germanique, de l'autre part, désirant, aussi promptement que possible, mettre fin aux hostilités entre leurs armées respectives, et ayant, dans le but de conclure un armistice, muni les Soussignés de leurs pleins-pouvoirs, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, et les Soussignés s'étant réunis à Malmö, sont convenus au nom et de la part de leurs Souverains respectifs des articles suivans :

Art. 1.

A dater de ce jour, il y aura une suspension complète des hostilités par terre et par mer pendant 3 mois avec un dédit d'un mois pour chacune des deux parties contractantes. S'il n'y a pas de dédit de part et d'autre, la prolongation de l'armistice est regardée comme consentie par les deux parties.

Art. 2.

Si l'armistice était dédit par l'une des parties, les armées respectives pourront reprendre les positions qu'elles occupent au moment de la conclusion de la présente Convention, et qui seront marquées sur une carte, par deux officiers délégués ad hoc par les généraux commandans.

Art. 3.

Les blocus établis par les forces navales de S. M. Danoise cesseront, et des ordres à cet effet seront immédiatement expédiés aux commandans des bâtimens de guerre Danois.

Art. 4.

Tous les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté sans délai ni restriction.

Art. 5.

Tous les navires qui ont été amenés et sur lesquels on a

mis l'embargo depuis le commencement de la guerre, seront rendus avec leurs cargaisons pendant l'espace de 12 jours après la signature de la présente Convention, ou plutôt si faire se peut.

La Prusse consent, tant en Son nom, qu'en celui de la Confédération Germanique, à indemniser le Danemark des réquisitions prélevées en nature en Jutlande pour le compte des troupes prussiennes et fédérales, et le Danemark s'engage à restituer la valeur des bâtimens ou cargaisons qui auraient été vendus et qui ne pourraient être restitués en nature.

Art. 6.

Les deux Duchés, ainsi que les îles qui en dépendent, seront évacués dans toute leur étendue par les troupes Danoises et celles de la Confédération Germanique dans l'espace de 12 jours après que l'ordre en sera parvenu aux Généraux en chef. Toutefois le Roi de Danemark, ainsi que la Confédération Germanique pourront continuer à faire garder les hôpitaux et dépôts militaires par des détachemens, de manière qu'il ne restera de troupes dans l'île d'Als que les troupes Danoises désignées pour cet effet; et dans le Slesvig d'autres troupes que celles que la Confédération Germanique y laissera dans le même but. Ces troupes ne pourront de chaque côté excéder le nombre de 2,500 h.

Dans le duché de Holstein resteront les troupes régulières des deux Duchés faisant partie de l'armée fédérale, et dont un licenciement quelconque ne pourra avoir lieu que par suite d'une entente entre l'administration des Duchés et le général commandant de l'armée fédérale. En outre, une compagnie des troupes de la Confédération pourra rester dans la ville d'Altona pour la garde de l'hôpital militaire de cette ville.

Les forces militaires dans les Duchés seront à la disposition de l'autorité établie, pour ce qui concerne le maintien de l'ordre dans les Duchés.

Art. 7.

Les deux parties contractantes, désirant assurer l'ordre et la tranquillité dans les Duchés, sont convenues d'établir pour la durée de l'armistice une Administration collective pour les deux Duchés, lesquels seront administrés au nom de S. M. le Roi de Danemark, en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein. Cette administration sera composée de 5 membres, à prendre parmi les notables des deux Duchés qui jouissent de l'estime et de la considération générales. Deux de ces membres seront choisis par le

Roi de Danemark, en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein, pour le duché de Slesvig, et deux par le Roi de Prusse en Sa qualité de membre de la Confédération Germanique, pour le duché de Holstein. Le cinquième de ces membres, qui remplira les fonctions de président de l'administration collective des deux Duchés, sera nommé d'un commun accord par leurs dites Majestés. Il est convenu que ni les membres de l'administration en fonctions avant le 17 mars, ni ceux qui ont composé le Gouvernement depuis cette époque ne pourront faire partie de cette nouvelle administration (Regierung), laquelle entrera en fonctions aussitôt que possible, et au plus tard 15 jours après la signature de la présente Convention.

Il est entendu que l'administration collective des deux Duchés continuera, pendant la durée de l'armistice, à appliquer les lois actuellement en vigueur, mais les deux parties contractantes sont expressément convenues que toutes les ordonnances qui impliqueraient une non-reconnaissance de S. M. le Roi de Danemark comme Souverain des deux Duchés, qui seraient attentatoires à Sa dignité, ou qui décideraient d'avance des questions politiques dont la solution doit être réservée à la paix définitive, devront être de suite abrogées.

Art. 8.

Le Roi de Danemark et le Roi de Prusse, au nom de la Confédération Germanique, auront la faculté de désigner, chacun de leur côté, un commissaire, pour résider dans les Duchés pendant la durée de l'armistice, afin de veiller officieusement à l'exécution des stipulations précédentes, ainsi qu'à l'application impartiale des lois en faveur des habitans tant Danois qu'Allemands.

Art. 9.

Le Roi de Prusse s'engage à employer toute Son influence pour que le duché de Lauenbourg soit rétabli dans la même situation où il se trouvait avant l'entrée des troupes de la Confédération.

Art. 10.

Les parties contractantes réclameront la garantie de la Grande Bretagne pour la stricte exécution des articles de la présente Convention d'armistice.

Art. 11.

Il est expressément entendu que les articles de cette Convention ne préjugeront nullement les conditions de la paix définitive.

tive, pour laquelle les négociations s'ouvriront immédiatement, et que ni le Danemark, ni la Confédération n'abandonnent les prétentions et les droits qu'ils ont fait valoir respectivement.

En soi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à le

Nº. 36.

Instruction

til den Kongelige Gesandt i Stockholm Kammerherre
Bille,

dat. Kjøbenhavn 19 August 1848.

Herr Kammerherre!

Det paaligger mig at anmode Dem om at udtrykke for den kongelige Svensk-Norske Regierung, at Hans Majestæt Kongen, tro i Øf持elsen af sit give Ord, endnu stedse er beredt til at meddele Fuldmagt til Undertegnelse af den i Malmö affsluttede Convention med de af Højet i Berlin forlangte Modificationer, men iovrigt uden allermindste Forandring. Det vilde i saa Fald fra vor Side ansees som en retlig begrundet Fordring, at denne Vaabenstilstand i Henseende til Varigheden ansees at være tegnet enten 2den Juli, som den Dag, da den vedtages i Malmö, eller en senere Dag inden 24de Juli, som den Dag, paa hvilken Forsøget paa at faae den undertegnet i Kolding mislykkedes.

Ikke mindre er man fra vor Side beredt til uden mindste Standsning at stride til Underhandlingerne om en definitiv Fred, samt uforstøvet at aabne disse paa ethvert neutralt Punkt, som dertil maatte ansees passende, dog helst i London, for at disse Underhandlinger kunne føres under den engelske Regierings Auspicier og Ledelse. Herved vilde Danmark ickun forbeholde sig at indbyde — foruden som sagt Storbritannien — Rusland, de forenede Kongeriger og den Franske Republik til som garanterende og allierede Magter at deelteage i disse Underhandlinger. Endvidere vilde man fra vor Side

være aldeles beredt til at forberede og lette saadanne Fredsundershandlinger ved Afslutningen af en reen militair Vaabenstilstand, der foruden Standsning af Fjendtlighederne, Ulevering af Fangerne, vilde gaae ud paa, at begge Armeer burde retirere bag betegnede Linier i en vis Tid. Desuden har jeg at anmode Dem om at gjøre den Svensk-Norske Regjering opmærksom paa, at vi ligeledes i ethvert Tilfælde ere beredte til strax at strafe til Udverling af alle Fanger en masse — politiske og Krigsfanger indbefattede, samt tillige med-indbefattede de Personer, som den provisoriske Regjering har anholdt af politiske Grunde, eller til at lade saadan Udverling skee Mand for Mand efter de af Krigsministeren i vedlagte Copi fremsatte Regler.

Skulde de Kongelige Preussiske Befuldmagtigede derimod afflaae saavel Afslutningen af den Malmoe Vaabenstilstand i usorandret Stand, som Vedtagelsen af en Convention sigtende til at aabne definitive Fredsunderhandlinger og til en Standsning af Fjendtlighederne i dette Dniemed; da har jeg at anmode Dem om at udtrykke for hans Svensk-Norske Majestæt, at den danske Regjering med al Anerkjendelse af de højhertede Bestrebelsel, hvorpaa den Svensk-Norske Regjering atter ved denne Leilighed har givet usfatteerlige Prover, og med Indrommelse af den Betydning, som maa tillægges de herved bevirkeede Modificationer i det Preussiske Contraproject, dog efter den modneste Overveielse endnu stedse finder, at dette i sin hele Aland og Tendents i den Grad afviger fra den Malmoeske Convention, at det i sin nærværende Skikkelse ikke kan motivere nogen Negociation, der kunde give Udsigt til et heldigt Udsald. De vil ved denne Leilighed især gjøre opmærksom paa følgende væsentlige Afsigelser fra huun Convention:

Bed Art. 1 findet man det, da Marstiden nu er saa langt fremrykket, uden at dette kan bebreides os, usordealagtigt, at indgaae paa saa kort Frist som 3 Maaneder.

Bed Art. 2 var det i den ældre Vaabenstilstand betinget, at Armeerne skulde være berettigede til, ved fornyede Fjendtligheders Udbrud, at gjenindtage de Stillinger, som de havde inde den 27de Juni. Sverrig insisterede i sin Tid paa denne Forandring paa Grund af, at det sandtes ubilligt, at Preussen skulde sætte sig i Besiddelse af en militair Fordeel paa en Tid, da det paa Grund af de stedfindende Underhandlinger var den Danske Armee formeent at foranledige noget Slag, og da vort Tilbagetog altsaa ikke var en Folge af nogen Seier fra Modpartens Side. Hertil kommer, at Artiklen i sin nærværende Redaction end ikke udelukker Muligheden af, at den Preussiske Armee ved en endnu yderligere Fremrykning kunde opnaae en militair Fordeel paa aldeles lignende Maade.

Ved Art. 6 er man i den nye Redaction aldeles afveget fra de Principer, der saae til Grund saavel for Lord Palmerston's op-rindelige Forslag, som for den Malmøeske Convention. Efter haint Forslag skulde begge Hertugdommer fuldstændigen befries for Tropper alene med Undtagelse af det ubetydelige Antal Tropper, som i Politiviemed kunde ansees passende, hvilket ikke meget kunde overstride Antallet af Tropper, der maatte bruges til Hospitalernes Bevogtning. Efter den Malmøeske Convention var en for den Danske Regierung yderst vigtig og magtpaalgiggende militair Afdællelse mellem Slesvig og Holsteen gjennemført, og denne Afdællelse var ligefrem anerkjendt i selve det Forslag, som Grey Pourtales fremsatte. Dertil kommer, at Slesvig efter den ældre Convention kun vilde blive besat af fødte Slesvigere, som for den største Deel kunne ansees som deres lovlige Herre hengivne.

I Modsætning hertil fordrer man nu en Besætning af Slesvig med Forbundstropper i et aabenbart langt større Antal, end der til de militaire Depots kunde behoves, samt at der i Holsteen skulde bibeholdes en temmelig betydelig Styrke, commanderet af fremmede tydse Officierer, der have ført Krig mod Hs. Majestæt, og som i Henseende til militair Organisation, Avancement etc. skulde vedblive at staae under Forbundet. Endelig fordres det paa en indirekte Maade, at Danmark skulde anerkjende, at fødte Slesvigere paa lovlig Maade ere indrangerede i en Forbundshær. De mangfoldige Betænkigheder og virkelige Vanfæligheder for Gjenoprettelsen af en god Forstaaelse, som ligge i alle disse Bestemmelser, vore i en uendelig hoi Grad ved den lange Tid, hvortil Danmark nu nødes til at forlange Vaabenstilstanden udstrakt, fordi man ikke fra tydsk Side har villet afslutte den paa en bedre Marstid, men har spildt en saa lang Tid med Overveielser.

Mod Art. 7 i sin nærværende Skifkelse lader den samme Indvending sig fremsætte med fuld Styrke. Alter her vore Indvendingerne ved den lange Periode, hvorpaa den mislige Tilstand, som Vaabenstilstanden vilde begrunde, skulde udstrækkes. Disse Indvendinger ere imidlertid allerede i øg for sig af den største Vægt. Princippet i det nye Project er nemlig aldeles forskelligt fra det, der ligger til Grund for den tidlige Vaabenstilstand. I denne var Princippet, at status quo ante saavidt muligt under Vaabenstilstanden skulde gjenoprettes. Den gamle Tingenes Orden førend Begivenhederne i Marts indeholder en sikker Nettetnor, der skulde folges. Hvor der tales om de gjældende Love kan derved kun forstaaes dem, som Kongen eller hans Forfædre have givet, ikke de, som ere forsat-

tede af en factisk Magt i hans eget Land, oprettet imod ham. I det nye Project er Reglen derimod, at Alt, hvad den provisoriske Regierung har fastsat, skal erkendes som gyldigt, med enkelte Undtagelser, hvilke dog ville give Anledning til saa mange omtvistede Fortolninger, at det næsten bliver umuligt at afgjøre, hvad der skal gjælde, hvad ikke.

Dette er af den allersterste Betydning med Hensyn til Stemningen i Hertugdømmerne, der naturligvis vil rette sig ikke efter den Artikel i Baabenstilstanden, som fastsætter, at det endelige Spørsgaamal ikke skal ansees som præjudiceret, men efter hvad der virkelig gør sig gjeldende i Livet. Troer Befolkningen, at dens Skæbne er afgjort paa den Maade, som den provisoriske Regierung har tilsigtet, da vil selv den trofastee Deel af Folket begynde at mistvivle om Muligheden af at kunne forblive i nogen sand Forbindelse med Danmark, og det Maal af Forsoning og Forståelse, som Danmark for sin Tilværelsес Skyld maa arbede paa, vil da voere at ansee som uopnæaeligt. Denne Tanke maa nødvendigvis opaae hos Befolkningen, naar Besyrelsen i sin hele Fremgangsmæde ikke skal rette sig efter hvad der var forend Urolighedernes Udbud, men efter hvad der under disse har gjort sig gjeldende. I denne Henseende indeholder dersor det nye Project de allersterste Vansteligheder for de kommende Fredsunderhandlinger.

Dertil kommer, at det heller ikke practisk lader sig udføre. Det er nemlig ikke blot den provisoriske Regierung, der har givet, hvad den falder Love og Forordninger, men ogsaa Kongen har i denne Periode givet saadanne, og de sidste gaae navnlig ud paa at opnæve og tilintetgjøre alle de første. Nu er det umuligt, at Hs. Maj. i et Document, hvori han er Part, skulde betragte de lovlige givne Bestemmelser som ikke givne, og derimod de mod ham rettede som gyldige, medens dog ikke begge paa engang kunne anerkendes.

Derfor gives der ikke nogen practisk eller værdig Maade, hvoraae Tingene kunne ordnes, undtagen ved at vende tilbage til en tidligere Tilstand fra begge Sider, i alt Fald med enkelte bestemte Undtagelser udenfor det politiske Gebeet.

Bed Art. 9 er en Forandring indført med Hensyn til Lauenborg, som man herfra ikke vil kunne gaae ind paa, da der ikke kan tønkes nogen Grund, hvorför Lauenborg ikke skulde gjenoprettes i det tidligere Forhold, og da Preussen, som engang har samtykket heri, fandt al Anledning til at støtte sig fornøden Fuldmagt til paany at kunne vedtage denne Bestemmelse.

I Allmindelighed vilde Deres Hoivæbarenhed gjøre den Svensk-

Norske Regjering opmærksom paa, hvor vanskelig Hs. Majestæts Stilling vilde blive, dersom han nu gif ind paa en Baabenstilstand, som var ulige ufordeelagtigere end den, som han tidligere efter sine Allieredes Raad har afsluttet, uagtet dog allerede denne indeholdt tunge og smertelige Øffere for ham selv og medførte en i mange Henseender hoist piinlig og uvis Tilstand. Denne Stilling bliver dobbelt vanskelig, da det nu overalt er bekjendt, at den tidligere Baabenstilstand var vedtaget af Preussen, og da Nationen altsaa efter saamange Øpoffrelser maa kunne vente, at man ikke nu gaaer ind paa endnu slettere Vilkaar, da dog Intet er foregaaet, som kunde medfare Nødvendigheden heraf.

Af disse Grunde er det, at Hs. Majestæts Regjering ikke tor tilraade Allerhoiſtsamme at ladeaabne nogen Negotiation paa Basis af det nu forelagte Project, idet man heller ikke har noget Haab om, at Hs. Majestæt deri vilde samtykke.

Vi tor haabe, at disse Grunde ville blive anerkendte af Hs. Maj. Kongen af Sværrig og Norge, der paa en saa utrættelig og højhjertet Maade har understøttet vor Konge i denne tunge Strid. Vi tor haabe det i dobbelt Grad, naar vi føge paa enhver Maade at lægge for Dagen, at Alt, hvad vi med noget Haab om et hel-digt Udfald kunne forsege til Oprettelsen af en ærefuld, selv med Øfre hjælp, Fred, ville vi beredvilligen række Haanden til.

Jeg beder Deres Hoivelbaarenhed at give den Svensk-Norske Regjering de bestemteste Forsikringer herom. Dersom det var muligt at faae et modificeret Project af den øldre Baabenstilstand antaget, hvori de ovenfor nævnte Grundsætninger være respecterede, nemlig at Slesvig ikke holdtes besat af Forbundstropper, at Slesvigere ikke dannede nogen Deel af Forbundshæren, at den provisoriske Regierings Love ikke fordrades anerkendte, da vilde de vigtigste Banskeligheder være fjernede, og vi skulle ikke være utilbzielige til at komme en saadan Tilnærmelse imede fra vor Side; eller dersom dette ikke kan skee, da ere vi viæseligen heller ikke utilbzielige til at flaae ind paa anden Bei, navnlig Fredsunderhandlinger, for at komme til Maalet. Vi ere meget tilbzielige til at troe, at Preussen nu nærer et virkelig Ønske om Fjendtlighedernes Øphør. Vi føge, saayd vi formaae det, at forklare os den i en saa mærklig Grad forvirrede Tilstand i Sydsland. Kun maa man ikke ville, at vi ene skulle lide under en Tingenes Orden, som vi ikke have fremkaldt; men Preussen maa bære nogen Deel af de Banskeligheder, som ikke kunne adskilles derfra. Seer Preussen sig derfor ikke i stand til at gjennemføre Baabenstilstanden indenfor de tilvisse ikke snevre Grænser, som vi kunne til-

hyde, da synes der dobbelt Anledning til at betraede en Vei, paa hvilken de Magter, der have en bestemt Billie til Fredens Bevarelse, kunne udøve en mere directe Indflydelse til Opnaelsen af dette for Alle vigtige Gode.

Modtag etc.

Nº. 37.

Bemærkninger

til de Kongelige Commissairer i Malmøe over de nye
preussiske Baabenstilstands-Conventioner den
25de August 1848.

Til

Herr Kammerherre Wille, Commandeur af flere Ordener,
overordentlig Gesandt og befalidmægtiget Minister ved det
Kongl. Svensk-Norske Hof, og
Herr Kammerherre Reedz, Com. af flere Ordener.

Skjondt det nye Baabenstilstandsforslag, efterat det, ved den Svensk-Norske-Rierings Bestrebelser har modtaget en forandret Redaction, i det Basentlige frembyder langt farre Banskeligheder for Antagelsen end før, give dets enkelte Punkter dog endnu Anledning til følgende Bemærkninger:

ad Art. 1. Tiden for Baabenstilstandens Varighed kan ikke bestemmes til mindre end 7 Maaneder fra Afslutningen.

ad Art. 6 a. Det var onskeligt, om der funde træffes en Bestemmelse, hvorved man sikredes imod, at det ved Alsfund i det Sundevedske opforte Brohoved blev demoleret under Baabenstilstanden. En saadan Bestemmelse vilde vel rettest have sin Plads i 2den Art.; men optoges den paa dette Sted funde den fremkalde Paastand paa en lignende Bestemmelse med Hensyn til Fjendens fortificatoriske Arbeider, hvoraf dog nogle, saasom de der ere lagte tværs over Chausseer og andre Veie, ere af den

Bekkaffenhed, at de nødvendigvis maae bortryddes. Det var dersor meget at foretrække, om Brohovedet kunde blive nævnt i Art. 6. Maaske der kunde anføres Noget for, at det i militair Henseende var nødvendigt, at Brohovedet holdtes besat for de militaire Depoters Skyld.

— — — b. Et Antal af 1500 Mand synes endnu temmelig stort; der vilde dersor være at virke hertil, at dette Antal faa meget som muligt formindskedes.

Førrigt er det for Antagelsen af denne Artikel en absolut Be tingelse, at hverken Brindsen af Noer eller Krohn bliver Com manderende i Holsteen.

Enhver anden, endog en preussisk General vilde være at fore trække.

a) Art 7. a. Ordene „desirant etc.“ synes ligesom at tilskjende give, at Orden og Ro ikke kunde finde Sted i Hertugdommerne uden under en Fællesregierung. Disse Ord indtil „Duchés“ maatte dersor helst udgaae; i alle Fald maatte assurer forandres til ramener; thi i assurer ligger der, at der nu eksisterer Orden i Hertugdommerne, og det kan Kongen ikke indromme, saalænge den oprørre Regierung er ved Magten; og efter ramener maatte der da tilfoies aussi promptement que possible; hvilket Tillæg dog vilde formilde Betydningen af Fællesregieringens Indsættelse.

— — — b. Istedetfor „Roi de Danemark, en sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein“ maatte man helst ønske, at Udtrykket „Roi de Danemark“ alene bruges. Skulde dette ikke funne tilstedes, maatte i alt Fald „en sa qualité de“ udgaae og „etc.“ tilspies efter Holstein. Det var da fun Kongens Titel, der ansørtes.

— — — c. Senere hen i Artiklen maatte ogsaa Tillægget „en sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein“ udgaae. Medens dette Tillæg er mere berettiget ovenfor, da Fælles regieringen for Holsteens Vedkommende kan siges ikke at regiere i Kongen af Danmarks Navn uden ifolge hans Egenstab som Hertug af Holsteen, er Forholdet her et ganske andet. Kongen af Danmark vælger ingen Medlemmer af Regieringen som Hertug af Holsteen, han vælger to Medlemmer for Slesvig medens Kongen af Preussen, i hans Egenstab af Medlem af Forbundet, vælger ligesaa mange for Holsteen. Skulde Kongen vælge i sin dobbelte Egenstab af Hertug af Holsteen og Hertug af Sles vig (Konge af Danmark), saa maatte han vælge flere Medlemmer af Regieringen end Kongen af Preussen, hvis enkelte Egen



stab af Medlem af Forbundet ikke kan neutralisere hin døbelte. Men nu hedder det, at Kongen kun vælger to Medlemmer og at disse vælges for Slesvig, derfor bliver hans Benævnelse som Hertug af Holsten ikke alene aldeles betydningslos og vag, men endog mindre passende. Dersom man derfor ikke kan faae antaget ordret den samme Redaction som i Conventionen af 2den Juli, maatte helst „et de Holstein“ udelades.

Man kunde maaſſee indromme, at der bruges samme Redaction som ovenfor foreſlaet, faa at det kom til at hedde „par le Roi de Danemark, Duc de Slesvig et de Holstein etc.“ — eller at Tilsægget „en qualité de“ baade for Kongen af Danmarks og Kongen af Preußens Vedkommende udgik, mod at da senere hen i samme Sætning de tvende Betegnelser „pour le Slesvie“ og „pour le Holstein“ ligeledes udgik.

— — — d. Efter Udtrykket „Administration“ i Artiklens næftſidste Passus vil det være rigtigt at faae Ordet „Regierung“ indført som nærmere Forklaring. Paa dette Sted har dette Tilleg større Betydning end nedenfor. Det vilde iovrigt være hensigtsmæssigt, om man kunde finde et andet Udtryk end Administration, navnlig et saadant, hvoraf det tydeligt fremgik, at den forhenværende locale „Schleswig-Holsteinische Regierung“ udelukkende var meent. Naar „Landesregierung“ kunde hensæties i Parenthes ved „administration“ var formeentlig Hensigten opnaaet.

— — — e. Slutningen af Artiklen om Lovenes Ophævelſe maatte helst modtage en saadan Forandring, at Kongen af Danmarks Beslutning at hæve hine Lovbestemmelser blev stillet i Spidsen, og vilde der da være at virke hentil efter „lois et ordonnances“ at faae Udtrykket „mesures administratives“ med. Artiklen vilde da komme til at lyde faaledes: Kongen af Danmark vil ophæve hine efter den 17de Marts givne „lois, ordonnances et mesures administratives“ og de contraherende Parter ere komme overens om, at de af den prorsiforiske Regering siden hiint Tidspunkt givne Lovbestemmelser ogsaa alle skulle træde ud af Kraft.

I ethvert Tilsælde er det vigtigt, at Udtrykket „mesures administratives“ optages i Terten. Som en anden Redaction, der ogsaa var at foreträkke for den nærværende henstilles følgende:

Toutes les lois, ordonnances et mesures administratives quelconques emanées pour les Duchés depuis le 17 Mars dernier etc.

— — — f. Hvor det endelig i Slutningen af samme Passus fastsættes, at den nye Regering atter kan gienindføre nogle

af de efter den 17^e Mars givne Bestemmelser, „dont le maintien lui paraîtrait indispensable ou utile“, maatte der enten efter utile tilføies „pour la marche régulière des affaires courantes“, eller Udgryffet „utile“ maatte ganske udgaae.

Art. 9. Dersom den preussiske kæmpe Redaktion vælges, da maa den første Deel deraf fra „la question“ til „definitive“ udgaae. Dog vil den senere Redaktion være at foreträkke, dersom man med Preussen separat kan komme overeens om, at de respective Valg skulle træffes saaledes, at det nye Regjeringspersonale blev det samme som tidligere.

Det henstilles sluttelig, at Lauenborg gaaer ind under den for Holsteen og Slesvig eventuel indsættede Regjering.

Til Gjengæld for Danmarks Beredvillighed til at gaae ind paa en fra den oprindelige med Hensyn til Lauenborg vedtagen Artikel forfættiget Bestemmelse, vilde der endelig være at virke hen til, at begge Øerne Als og Aero, i Henseende til Civiladmindistrionen, kunde blive holdte adskilte fra den for Hertugdommerne vedtagne interimistiske Regjering.

Art. 6.

Les deux Duchés, ainsi que les îles qui en dépendent, seront évacués par les troupes Danoises et par celles de la Confédération Germanique dans l'espace de douze jours, après que l'ordre en sera parvenu aux Généraux en Chef. Toutefois le Roi de Danemarc, ainsi que la Confédération Germanique, pourront faire garder les hôpitaux et dépôts militaires qui se trouvent, pour le Roi de Danemarc, dans l'île d'Als, et pour la Confédération, dans la ville d'Altona ainsi que sur d'autres points des deux Duchés, par des détachemens de troupes Danoises et Confédérées, qui pour l'une ou l'autre des deux Parties ne pourront excéder le nombre de 1500 hommes.

Les soldats, natis du Slesvig, qui se trouvent maintenant au service militaire dans les Duchés, seront formés en corps séparés, stationnés dans le Duché de Slesvig. Ces corps seront placés, pour le maintien de la tranquillité, sous les ordres de l'administration, instituée en conformité de l'article suivant, laquelle, pour le soulagement du pays, pourra renvoyer dans leurs foyers les officiers et les soldats, qui ne seront point jugés nécessaires pour

le service. La force militaire, stationnée dans le Holstein, sera composée des troupes régulières de ce Duché, faisant partie de l'armée fédérale. Ces troupes Holsteinoises seront à la disposition de l'administration des deux Duchés, mais ne pourront être diminuées que par suite d'une entente entre l'administration des Duchés et le Général supérieur de l'armée de la Confédération.

Art. 7.

Bem. a. Ordene fra „désirant“ til „Duchés“ øfses udeladte.

Bem. b. Ifstedetsfor „Roi de Danemarc en sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein“, andrages paa at Nedactionen forandres saaledes: „Roi de Danemarc, Duc de Slesvig et de Holstein etc.“

Bem. c. Ordene „en sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein“ ville ogsaa her være at forlange udeladte.

Les deux parties contractantes, désirant assurer l'ordre et la tranquillité dans les deux Duchés, sont convenues d'établir, pour la durée de l'armistice, une administration collective pour ces deux Duchés, laquelle exercera ses fonctions au nom de S. M. de Roi de Danemarc, en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein, et avec la même autorité, à l'exception du pouvoir législatif, dont l'exercice restera suspendu pendant la durée de l'armistice. Cette administration sera composée de cinq membres, à prendre parmi les notables des deux Duchés, qui jouissent de l'estime et de la considération générales.

Deux de ces membres seront choisis par le Roi de Danemarc en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein pour le Duché de Slesvig, et deux par le Roi de Prusse, en sa qualité de membre de la Confédération Germanique pour le Duché de Holstein. Le cinquième de ces membres, qui remplira les fonctions de Président de l'administration collective des deux Duchés, sera nommé d'un commun accord par Leurs dites Majestés. Il est convenu que ni les membres de l'administration en fonctions avant le 17 Mars, ni ceux qui ont composé le Gouver-

nement depuis cette époque, ne pourront faire partie de cette nouvelle administration (Regierung) laquelle entrera en fonctions aussitôt que possible, et au plus tard quinze jours après la signature de la présente convention.

Les deux parties contractantes sont également convenues que les lois et ordonnances émanées depuis le 17 Mars dernier, tant au nom et de la part de S. M. le Roi de Danemark que du Gouvernement provisoire, seront immédiatement abrogées, mais l'administration collective des Duchés aura le droit de faire revivre les ordonnances ou mesures administratives promulguées à une époque postérieure dont le maintien lui paraîtrait indispensable ou utile, mais qui ne doivent toutefois rien contenir qui soit contraire aux stipulations de l'article 11.

Art. 9.

Le Duché de Lauenbourg sera administré durant l'armistice par une Commission choisie des Notables du pays, dont S. M. le Roi de Prusse nommera un membre au nom de la Confédération Germanique, un autre sera nommé par S. M. le Roi de Danemark en Sa qualité de Duc de Lauenbourg, et le troisième comme Président de l'administration collective du Duché, sera nommé d'un commun accord des deux Souverains. Cette commission administrera le Duché de Lauenbourg au nom de S. M. le Roi de Danemark, Duc de Lauenbourg, de la même manière que cela est stipulé dans l'Art. 7, concernant les deux autres Duchés. Il restera dans le Duché de Lauenbourg, outre le Contingent de ce Duché, un détachement des troupes de la Confédération Germanique à la disposition de l'autorité jusqu'à ce que la paix sera contractée.

Nº. 38.

Vaabenstilsstands-Convention

sluttet

mellem Danmark og Preussen i Malmö
den 26de August 1848.

Sa Majesté le Roi de Danemark, Duc de Slesvig et de Holstein, d'un côté, et Sa Majesté le Roi de Prusse agissant en Son nom ainsi qu'au nom et de la part de la Consédération Germanique, de l'autre, désirant aussi promptement que possible mettre fin aux hostilités entre leurs armées respectives, ont, dans le but de conclure un armistice sous la médiation de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir : Sa Majesté le Roi de Danemark, le Sieur Christian Hoyer Bille, Son Chambellan, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, Commandeur de Son ordre du Danebrog avec la croix d'argent du même ordre, Commandeur de l'ordre Royal des Guelphes de Hanovre, 1re Classe, Chevalier de l'ordre Royal du Sauveur de Grèce, et le Sieur Holger Christian de Reedtz, Son Chambellan, Commandeur de Son ordre du Danebrog avec la croix d'argent du même ordre, Commandeur de l'ordre Royal

Hans Majestæt Kongen af Danmark, Hertug af Slesvig og Holsteen, paa den ene Side, og Hans Majestæt Kongen af Preussen, handlende saavel i sit eget Navn, som i det tydske Forbunds Navn og paa Sammes Begne, paa den anden Side, ledede af det Ønske snarest muligt at giøre Ende paa Fjendtlighederne mellem deres resp. Krigsmagt, have, i Diemed at slutte en Vaabenstilsstand under Hans Majestæt Kongen af Sverrig og Norges Mediation, udnevnt til Deres Besuldmægtigede, Hans Majestæt Kongen af Danmark Herr Christian Hsier Bille, hans Kammerherre, hans overordentlige Gesandt og besuldmægtigede Minister hos Hans Majestæt Kongen af Sverrig og Norge, Commandeur af Hans Danebrogssorden, Danebrogssmand, Commandeur af 1ste Klasse af den kongelig Hannoveriske Guelphe-orden, Ridder af den kongelig Græske Frelserens Orden, og Herr Holger Christian Reedz, Hans Kammerherre, Commandeur af Hans Danebrogssorden, Danebrogssmand, Commandeur af den kongelig Svenske Nord-

de l'Étoile Polaire de Suède, de celui de la Légion d'Honneur de France et de celui de Léopold de Belgique, et Sa Majesté le Roi de Prusse le Sieur Gustave de Below, Son Général Major à la suite, Chevalier de son ordre de l'Aigle Rouge, 2de Classe avec la plaque, de Son ordre pour le mérite militaire, de celui de St. Jean et de celui de la croix de fer, 1re et 2de Classe, Commandeur de l'ordre Royal de l'Épée de Suède, de l'ordre Royal des Guelphes de Hanovre, 1re Classe, et de l'ordre de St. Michel de Bavière, Chevalier des ordres Impériaux de Russie de Ste Anne de 2de Classe en diamans, et de St. Wladimir, 4me Classe, ainsi que de l'ordre Royal du Lion Néerlandais; lesquels se sont réunis dans la ville de Malmö, et après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

A dater du jour de la signature de la présente Convention, il y aura une suspension complète des hostilités par terre et par mer, pendant sept mois, avec un dédit d'un mois pour chacune des deux Parties contractantes. S'il n'y a pas de dédit de part ou d'autre, la prolongation de l'armistice est regardée comme consentie par les deux Parties.

stjerneorden, af den Franske Cres-legion og af den Belgiske Leopolds Orden; og Hans Majestæt Kongen af Preussen Herr Gustav v. Belw, Hans Generalmajor à la suite, Ridder af Hans røde Ordens Ordens 2den Klassé med Stjerner, af Hans Militair-Forsøjenste Orden, af Johannitter Ordenen og af Jernkorsets 1ste og 2den Klassé, Commandeur af den kongelig Svenske Sværdorden, af den kongelig Hannoveriske Guelphe-Ordens 1ste Klassé, af den Baierske St. Michaels Orden, Ridder af de Keiserlig Russiske Ordener af St. Anna, 2den Klassé med Diamanter, af St. Wladimir, 4de Klassé og af den kongelig Nederlandiske Lee-Orden, hvilke ere traadte sammen i Staden Malmö, og efter at have udverlet deres i god og behørig Form befundne Fuldmagter, ere komne overeens om følgende Artikler:

Art. 1.

At regne fra nærværende Conventions Underskrifts Datum, skal der være et fuldkomment Ophør af Fjendtlighederne tillands og tilsoes i 7 Maaneder, med een Maaneds Opsigelse for enhver af de contraherende Parter. Finder ingen Opsigelse Sted fra den ene eller den anden Side, ansees Vaabenstilstandens Forlængelse som indrymmet af begge Parter.

Art. 2.

Si l'armistice était dédit par l'une des Parties, les armées respectives pourront reprendre les positions qu'elles occupent au moment de la conclusion de la présente Convention, lesquelles seront marquées sur une carte par deux Officiers délégués ad hoc par les Généraux Commandans.

Art. 3.

Les blocus établis par les forces navales de Sa Majesté Danoise cesseront immédiatement après l'échange des ratifications, et des ordres à cet effet seront expédiés le même jour, si faire se peut, aux Commandans des bâtiments de guerre Danois.

Art. 4.

Tous les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté de part et d'autre sans délai ni restriction.

Art. 5.

Tous les navires qui ont été amenés et sur lesquels on a mis l'embargo depuis le commencement de la guerre, seront rendus avec leurs cargaisons avant l'expiration de douze jours après la signature de la présente Convention, ou plutôt si faire se peut. La Prusse consent, tant en Son nom qu'en celui de la Confédération Germanique, à indemniser le Danemarc des réquisitions prélevées

Art. 2.

Opstiges Vaabenstilstanden fra een af Siderne, funne de respec- tive Armeer atter intage de Po- sitioner, som de have inde i det Dieblif, da nærværende Conven- tion affluttet, og som skulle be- tegnes paa et Kort af tvende til dette Niemed af de commanderende Generaler bestikkede Officerer.

Art. 3.

De af Hans Danske Majestæts Seværn iværksatte Blokader skulle ophøre umiddelbart efter Ratifi- cationernes Udtværling, og de i saa Henseende fornødne Ordre skulle, om muligt, afgaae samme Dag til Cheferne for de danske Krigsskibe.

Art. 4.

Alle Krigs- og politiske Fanger skulle fra begge Sider frigives uden Øphør eller Forbehold.

Art. 5.

Alle siden Krigens Begyndelse opbragte eller under Beslag lagte Skibe og Ladninger skulle frigives inden Forlobet af 12 Dage, fra nærværende Conventions Under- skrift at regne, eller for, om ske- fan. Preussen samtykker, saavel i sit eget som i det tydste For- bunds Navn, i at holde Dan- mark stadesles for de i Jylland in natura for de preussiske Trop- pers og Forbundstropperne Reg- ning, opførvede Requisitioner; og

en nature en Jutland pour le compte des troupes Prussiennes et fédérales , et le Danemarc s'engage , de Son côté , à restituer la valeur des bâtimens ou cargaisons qui auraient été vendus , et qui ne pourraient être restitués en nature.

Art. 6.

Les deux Duchés , ainsi que les îles qui en dépendent , seront évacués par les troupes Danoises et par celles de la Confédération Germanique dans l'espace de douze jours , après que l'ordre en sera parvenu aux Généraux en Chef . Toutefois le Roi de Danemarc , ainsi que la Confédération Germanique , pourront faire garder les hôpitaux et dépôts militaires qui se trouvent , pour le Roi de Danemarc , dans l'île d'Als , et pour la Confédération , dans la ville d'Altona ainsi que sur d'autres points des deux Duchés , par des détachemens de troupes Danoises et Confédérées , qui pour l'une ou l'autre des deux Parties ne pourront excéder le nombre de 2000 hommes .

Les soldats , natis du Slesvig , qui se trouvent maintenant au service militaire dans les Duchés , seront formés en corps séparés , stationnés dans le Duché de Slesvig . Ces corps seront placés , pour le maintien de la tranquillité publique , sous les ordres de l'administration , instituée en conformité de l'article

Danmark , paa sin Side , forbinder sig til at tilbagegive Verdien af de Skibe eller Ladninger , som maatte være blevne folgte og ikke funne tilbagegives in natura .

Art. 6.

Begge Hertugdommerne , og der til hørende Øer , skulle romnes af de Danske og det tydste Forbunds Tropper i Løbet af 12 Dage , efter at Besalingen desangaaende er kommen de overstcommanderende Generaler tilhørende . Ikke desto mindre kunne Kongen af Danmark og det tydste Forbund lade Hospitalerne og de militaire Despoter , som forefindes for Kongen af Danmarks Bedkommende paa Den Als , og for Forbundets i Staden Altona , saavel som paa andre Punkter i begge Hertugdommerne , bevogte af Detachementer af danske Tropper og Forbundstropper , hvis Antal for ingen af begge Parterne kan overstige 2000 Mand .

De fodte Slesvigere , der som Soldater for Tiden befinde sig i militair Tjeneste i Hertugdommerne , skulle ordnes i særskilte Corps og stationeres i Hertugdommet Slesvig . Disse Corps skulle , til den offentlige Rolsigheds Opretholdelse , stilles under Besaling af den , i Overeensstemmelse med den følgende Artikel , indsatte Bestyrelse , hvilken , til Lettelse for Landet , kan hæmpermittere til

suivant, laquelle, pour le soulagement du pays, pourra renvoyer dans leurs foyers les officiers et les soldats, qui ne seront point jugés nécessaires pour le service. La force militaire, stationnée dans le Holstein, sera composée du nombre actuel des troupes régulières de ce Duché, faisant partie de l'armée fédérale. Ces troupes Holsteinoises seront à la disposition de l'administration des deux Duchés, mais ne pourront être diminuées, que par suite d'une entente entre l'administration des Duchés et le Général supérieur de l'armée de la Confédération.

Art. 7.

Les deux Parties Contractantes sont convenues d'établir, pour la durée de l'armistice, une administration collective pour les deux Duchés, laquelle exercera ses fonctions au nom de S. M. le Roi de Danemark, en Sa qualité de Duc de Slesvig et de Holstein, et avec la même autorité, à l'exception du pouvoir législatif, dont l'exercice restera suspendu pendant la durée de l'armistice. Cette administration sera composée de cinq membres, à choisir parmi les notables des deux Duchés, qui jouissent de l'estime et de la considération générales. Deux de ces membres seront désignés par Sa Majesté le Roi de Danemark, Duc de Slesvig et de Holstein, pour le Duché de

dères Hovedstavn de Officerer og Soldater, som ikke ansees nødvendige til Tjenesten. Den i Holstein stationerede Militairmagt skal bestaae af det nuværende Aantal af dette Hertugdommes, til Forbunds-Armeen henhørende, regulære Tropper. Disse holsteinske Tropper skulle staae til Raadighed for Bestyrelsen af begge Hertugdommer, men deres Aantal kan kun nedfæsttes efter Overenskomst mellem denne Bestyrelse og Forbundsarmeens Overgeneral.

Art. 7.

De twende contraherende Parter ere komne overeens om at oprette for begge Hertugdømmerne under Vaabenstilstanden en collectiv Bestyrelse, som skal udøve sine Funktioner i Hans Majestat Kongen af Danmarks Navn, i hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holstein, og med samme Myndighed, med Undtagelse af den lovgivende Magt, hvilicke udøvelse skal hvile saalænge Vaabenstilstanden varer. Denne Bestyrelse skal bestaae af 5 Medlemmer, at udvælge mellem Notabiliteterne i begge Hertugdømmer, som nyde almindelig Agtelse og Anseelse. To af disse Medlemmer skulle udnævnes af Hans Majestat Kongen af Danmark, Hertug af Slesvig og Holstein, for Hertugdømmet Slesvig, og to af Hans Majestat Kongen

Slesvig, et deux par Sa Majesté le Roi de Prusse, de la part de la Confédération Allemande, pour le Duché de Holstein. Le cinquième de ces membres, qui remplira les fonctions de Président de l'administration collective des deux Duchés, sera nommé d'un commun accord par Leurs dites Majestés. Il est convenu, que ni les Membres de la régence en fonctions avant le 17 Mars, (Schleswig-Holsteinische Regierung,) ni ceux, qui ont composé le Gouvernement depuis cette époque, ne pourront faire partie de cette nouvelle commission administrative, laquelle entrera en fonctions aussitôt que possible, et au plus tard quinze jours après la signature de la présente Convention.

Il est également entendu que toutes les lois, ordonnances et mesures administratives quelconques, émanées pour les Duchés depuis le 17 Mars dernier, seront abrogées au moment de l'entrée en fonctions de la nouvelle administration, qui cependant aura la faculté de remettre en vigueur telles lois, ordonnances et mesures administratives, postérieures à la dite époque, dont le maintien lui paraîtrait indispensable ou utile pour la marche régulière des affaires courantes, mais lesquelles ne doivent toutefois rien contenir, qui soit contraire aux stipulations de l'art. 11.

af Preussen, paa det tydste Forbunds Begne, for Hertugdommet Holsteen.

Det femte Medlem, der skal udøve Præsident-Functionerne i Collectiv-Bestyrelsen for begge Hertugdommerne, skal udnævnes efter fælles Øvereenskomst mellem ovennævnte Deres Majestæter. Det er vedtaget, at hverken Medlemmerne af den før den 17de Mars fungerende slesvigholsteinske Regjering, ei heller de, der have dannet Regjeringen efter denne Tid, kunne have Sæde i denne nye Bestyrelsescommission, som skal træde i Virksomhed snarest muligt, og senest 14 Dage efter nærværende Conventions Underskrift. Det er ligeledes vedtaget, at alle Love, Anordninger og administrative Forholdsregler, hvilkesomhelst, som ere udgaaede for Hertugdommerne siden den 17de Marts sidstleden, ophæves fra det Dieblif den nye Bestyrelse træder i Virksomhed, hvilken dog er besat til atter at sætte saadanne senere end hiint Tidspunkt udgaaede Love, Anordninger og administrative Forholdsregler i Kraft, hvis Vibeholdelse forekommer den uundværlig eller nyttig for de løbende Sagers regelmæssige Gang, men som dog ikke skulle indeholde Noget, som strider imod Bestemmelserne i Art. 11.

Art. 8.

Sa Majesté le Roi de Danemarc et Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération Germanique, auront la faculté de désigner, chacun de leur côté, un Commissaire, pour résider dans les Duchés pendant la durée de l'armistice, afin de veiller officieusement à l'exécution des stipulations de la présente Convention, ainsi qu'à l'application impartiale des lois, en faveur de la population tant Danoise qu'Allemande.

Art. 9.

Le Duché de Lauenbourg sera administré, durant l'armistice, par une Commission, dont S. M. le Roi de Danemarc, en Sa qualité de Duc de Lauenbourg, nommera un membre, un autre sera nommé par S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération Germanique, et le troisième, qui présidera l'administration du Duché, sera nommé d'un commun accord entre les deux Souverains. Cette Commission administrera le duché de Lauenbourg au nom de S. M. le Roi de Danemarc, Duc de Lauenbourg, de la manière stipulée dans l'art. 7, à l'égard des Duchés de Slesvig et de Holstein.

Il dépendra d'une entente entre cette administration et le Général des troupes fédérales, s'il y a lieu de faire entrer dans le Duché un détachement des troupes de la Confédération, pour

Art. 8.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Hans Majestæt Kongen af Preussen i det tydse Forbunds Navn ere beføjede til, hver paa sin Side, at besitte en Commis-sair, for at opholde sig i Hertug-dommerne under Baabenstilstanden og for, paa en mæglende Maade (officieusement), at vaage over Udførelsen af nærværende Conven-tions Bestemmelser, saavelsom over den upartiske Anvendelse af de til Kunst for den danske eller den tydse Befolknig existerende Love.

Art. 9.

Hertugdommet Lauenborg skal under Baabenstilstanden bestyres af en Commission, af hvilken Hans Majestæt Kongen af Danmark, i sin Egenstab af Hertug af Lauenborg, udnevner eet Medlem, Hans Majestæt Kongen af Preussen i det tydse Forbunds Navn et andet Medlem, og det 3die Medlem, som skal præsidere i Hertugdommets Bestyrelsse, skal udnevnes efter fælles Overeens-komst mellem begge Souverainer. Denne Commission skal bestyre Hertugdommet Lauenborg i Hans Majestæt Kongen af Danmarks Navn, som Hertug af Lauenborg, paa samme Maade som er fastsat i Art. 7 med Hensyn til Hertug-dommerne Slesvig og Holsten.

Det vil beroe paa en Over-eenskomst mellem denne Bestyrelse og den commanderende General for Forbundstropperne, om des-matte være Anledning ill at lade

rester à la disposition de l'administration.

Art. 10.

Les deux Parties Contractantes réclameront la garantie de la Grande Bretagne pour la stricte exécution des articles de la présente Convention d'armistice.

Art. 11.

Il est expressément entendu, que les stipulations de cette Convention ne préjugeront nullement les conditions de la paix définitive, pour laquelle les négociations s'ouvriront immédiatement, et que ni le Danemark ni la Confédération n'abandonnent les prétentions et les droits qu'ils ont fait valoir respectivement.

Art. 12.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications échangées à Lubeck, dans l'espace de huit jours, à dater du jour de la signature.

La présente Convention, expédiée en double exemplaire, a été dressée en langue Française, Danoise et Allemande. Il est convenu, que les doutes qui pourraient s'élever sur l'interprétation de la Convention, seront décidés d'après la teneur du texte Français.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont signé

et Detachement af Forbundstrop-
perne rykke ind i Hertugdommet,
for at blive der til Administra-
tionens Disposition.

Art. 10.

Begge contraherende Parter ville
anhølde om Storbritanniens Ga-
ranti med Hensyn til den noviag-
tige Overholdelse af nærværende
Baabenstilstands Artikler.

Art. 11.

Det er udtrykkeligt vedtaget, at
denne Conventions Bestemmelser
paa ingen Maade skulle indeholde
noget til Præjudice for Betingel-
serne for den endelige Fred, til
hvis Øpnaaelse Underhandlinger
ufortøvet skulle aabnes, og at
hverken Danmark eller Forbundet
opgiver de Prætentioner og Krav,
som de gjensidigt have gjort gjæl-
dende.

Art. 12.

Nærværende Convention skal
ratificeres og Ratificationerne ud-
verles i Lübeck i Løbet af 8 Dage,
at regne fra Underskriftens Datum.

Nærværende Convention, som
udfærdiges in duplo, er affattet i
det franske, danske og tydste Sprog.
Det er vedtaget at Tivoli, der
maatte opstaae med Hensyn til
Conventionens Fortolkning, skulle
afgjøres efter den franske Text.

Til Stadsfæstelse heraf have de
undertegnede Befuldmægtigede un-
derskrevet nærværende Convention
og påtrykt samme deres Baaben-
segl.

la présente Convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Malmö le Vingt-Six Août, l'an de Grâce Mil Huit Cent Quarante-Huit.

(signé)

(L. S.) Bille. G. Below.

(L. S.) Reedtz. (L. S.)

Les ratifications ont été échangées à Lubeck le 1er Septembre 1848 par les plénipotentiaires respectifs.

Givet i Malmö, den 26de Au-gust, Åar efter Guds Byrd Attent-hundrede Otte og Fyrgetyve.

(Undertegnet)

(L. S.) Bille. G. Below.

(L. S.) Reedtz. (L. S.)

Ratificationerne ere udverlede i Lybeck den 1ste September 1848 af de gjenfødige Beauftrugte.

Nº. 39.

Separat-Artikel til Vaabenstilsstands-Conventionen,

dat. Malmö d. 26 August 1848.

Pour servir de complément et d'explication aux Articles de la Convention, conclue en date de ce jour, les Plénipotentiaires sous-signés sont convenus des points suivans:

1^o Se rapportant à l'Article 2. Les ouvrages de fortification construits pendant les hostilités, de part et d'autre, resteront pendant la durée de l'Armistice, dans l'état où ils se trouvent aujourd'hui.

2^o. Se rapportant à l'Article 3. Aussitôt après l'échange des ratifications, des bâtimens à vapeur seront expédiés pour porter, par des Officiers Danois, aux Commandants des forces navales Danoises l'ordre de lever les blocus. Ces expéditions seront soignées pour les ports de la Baltique par le Danemarc, et pour les ports de la Mer du Nord par la Prusse.

3^e. Se rapportant à l'Article 4. Les prisonniers et détenus seront conduits à Eckernförde aussitôt après l'échange des ratifications, et remis entre les mains des Officiers dûment autorisés à les recevoir.

4^e. Se rapportant à l'Article 6. Les forces militaires dans le Duché de Holstein seront soumis, pour ce qui regarde la discipline militaire, aux ordres d'un Général des Armées fédérales, nommé pour cet effet par Sa Majesté le Roi de Prusse.

5^e. Se rapportant à l'Article 7. En statuant que toutes les lois, ordonnances et mesures administratives quelconques émanées pour les Duchés depuis le 17 Mars dernier, seront abrogées, la Convention comprend tant celles promulguées à Copenhague, que celles publiées pendant la même époque dans les Duchés. L'administration collective des Duchés publiera, aussitôt que faire se peut, la spécification des lois, ordonnances et mesures administratives qui devront être remises en vigueur.

6^e. Se rapportant au même Article. Dans les attributions de l'Administration collective entre la faculté de faire cesser les procès pour causes politiques.

7^e. Se rapportant au même Article. Les postes et autres communications intérieures reprendront leur cours régulier, et l'établissement postal à Hambourg sera rétabli.

Les stipulations ci-dessus convenues auront la même force et valeur que si elles étaient insérées dans la Convention conclue en date de ce jour, et seront ratifiées en même temps.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Article séparé et y ont apposé le Sceau de leurs armes.

Fait à Malmö le Vingt-Six Août l'An de Grace, Mil Huit Cent Quarante-Huit.

Nº. 40.

Første Additionel Artikel til Vaabenstilstands-Conventionen,

dat. Malmøe 26. August 1848.

Article Additionnel Premier.

En exécution de la stipulation de l'Article Sept de la Convention conclue en date de ce jour, et en conformité du mode qu'établit cet Article, les Plénipotentiaires soussignés, de la part de Leurs Souverains respectifs, Sa Majesté le Roi de Danemarc et Sa Majesté le Roi de Prusse, ont désigné pour former l'Administration collective des deux duchés de Slesvie et de Holstein les personnes suivantes, savoir.

Pour la place de Président:

Son Excellence le Comte Charles Moltke-Nütschau.

Pour Suppléant:

Le Baron Adolphe Blome.

Pour Membres:

Le Chambellan Baron Josias Frédéric Ernest Heintze, à Bordesholm.

L'Etats-Rath Thomas Prehn, à Ploen.

Land-Vogt Paul Jean Frédéric Boysen à Heyde.

Ober-Appellations-Gerichts-Rath Alexander Frédéric Guillaume Preusser, à Kiel.

Pour Suppléans:

Le Gentilhomme de la Chambre Adolphe de Warnstedt.

Le Comte Theodor Reventlow-Jersbäck.

Le Chambellan Adolphe Bernhard Guillaume Erdmann Moltke.

Le Justizrath Christian Frédéric Callisen, Bourgmestre de Flensbourg.

Ces choix seront soumis à la ratification des Souverains respectifs, et les personnes désignées entreront en fonctions aussitôt que faire se peut après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Soussignés ont signé cet Article additionnel et l'ont muni du sceau de leurs armes.

Fait à Malmø le Vingt-Six Août, l'an de grâce, Mil Huit Cent Quarante-Huit.

Nº. 41.

**Anden Additionel Artikel
til Vaabenstilstands Conventionen
dat. Malmoe den 26 August 1848.**

En exécuton de la Stipulation de l'Article neuf de la Convention conclue en date de ce jour, et en conformité du mode qu'établit cet Article, les Plénipotentiaires soussignés, de la part de leurs Souverains respectifs, Sa Majesté le Roi de Danemarc et Sa Majesté le Roi de Prusse, ont désigné pour former l'Administration du Duché de Lauenbourg, les personnes suivantes, savoir:

**Pour la place de Président:
S. E. Le Comte Christian Andreas Frédéric de Rantzau.**

**Pour Membres:
Le Chambellan Comte Gottfried de Reventlow.
L'Etatsrath Gustave Susemihl.**

**Pour Suppléants:
Le Vice-Land-Marschall de Bülov Mussen.
L'Assesseur Hartwig de Linstow.**

Ces choix seront soumis à la ratification des Souverains respectifs, et les personnes désignées entreront en fonctions aussitôt que faire se peut après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Soussignés ont signé le présent Article additionnel, et l'ont muni du sceau de leurs armes.

Fait à Malmoe le Vingt-Six Août Mil Huit Cent Quarante-Huit.

Oversættelse

af

de i fremmede Sprog assattede,

til

„Brevstaber om de Slesvigste Forhold“

hørende

Aftstykker.

Kjøbenhavn.

Trykt hos Kgl. Høsbogtrykker Bianco Uno.

1848.

Q. *Thesaurus*

Digitized by Google

“*Slovo vescovinę znać*”

pol. 16

Digitized by Google

No. 1.

Beretning

om et Mode imellem Hs. M. Kongen af Danmarks Udenrigsminister og de ved bemeldte Hans Majestæts Hof akkrediterede befudmægtigede Minister fra — og fra —.

København den 28de Marts 1848.

Efter Indbydelse af Undertegnede, Hs. M. Kongen af Danmarks Udenrigsminister, have de ved bemeldte Hans Majestæts Hof akkrediterede Herrer befudmægtigede Minister fra Rusland og Storbritannien i Aften indfundet sig hos ham for at modtage nogle uforbeholdne og oprigtige Oplysninger, som Kongen, hans Herre, har paalagt ham at meddele dem samtidigen saa hurtigt som muligt, i Betragtning af, at man under Dieblifikets vanskelige Forhold ikke seer sig i stand til at benytte de sædvanlige Meddelelsesmidler.

Udenrigsministeren begyndte først med at give dem en sammentrængt Oversigt over den Stilling, hvori det danske Monarki for Tiden befinder sig paa Grund af de Begivenheder, som nyligt have forstyrret Noligheden i Tydsland, og henledede derpaa deres Opmærksomhed særligen paa følgende Punkter:

1. At Kongen, hans Herre, i sin Egenstab af Medlem af det tydste Forbund befinder sig i den ubetingede Nødvendighed at tiltræde de Anfuerser, som de fleste af dette Forbunds Fyrster have lagt for Dagen, og med dem at bidrage til Oprettelsen af et tydskt Parlament, hvori hans Hertugdomme Holsten da vil faae Deel,

2. At det af denne Kongens Beslutning folger, at Slesvig for Fremtiden bestyres særsift for at bevare dette Hertugdomme den Stilling, hvori det baade de facto og de jure befinder sig ligeoverfor Kronen Danmark,
- og 3. At Kongen af Danmark allerede har utalt sig offentligt i denne Aand.

Efter disse Bemærkninger troede Udenrigsministeren at burde henlede de hos ham forsamlede Ministres Opmærksomhed paa følgende Kjendsgjerninger:

- a. At Torsdag Aften den 23de Marts udbrod som Folge af Kongen af Preussens Proklamation til det tydse Folk en Opstand i Slesvig og Dagen efter dannede der sig en provisorisk Regjering uden at opbebie Kongen af Danmarks Svar, som gaves samme Dag i Kjøbenhavn til den Deputation, som havde indfundet sig for at forelægge ham Insurgenternes Begjeringer;
- og b. At den preussiske Regjering i dette Anliggende har indtaget en Stilling, som kun stemmer lidet overens med det gode Forstaelses-Forhold, hvori den ellers befinner sig til Hans Danske Majestæts Regjering.

Som Folge af de saaledes gjorte Meddelelser har Hs. M. Kongen af Danmarks Udenrigsminister utalt Kongens, sin Herres Ønske:

at Ruslands og Storbritanniens Regjeringer ville opstille Ifke-Indblanding i Danmarks indre Anliggender som Princip og at der i Betragtning af det Vaatrængende ved Sagen snarest muligt afgives en kollektiv Erklæring i saa Henseende (kun i en kollektiv Erklæring fra disse to Magter kan Kongen af Danmark se den moralste Stotte, som hans retmæssige Magt behøver under dette piinlige Forhold; — kun ved dette Middel kan det lykkes ham at gjenoprette sin kongelige Myndighed der, hvor den er truet);

at med det samme den væsentlige Forskjel, som bestaaer imellem Holsten som en Deel af det tydse Forbund og Slesvig (der er et af dette Forbund uafhængigt Hertugdomme) udtrykkeligen erkendes deri, uden at dog Spørgsmaalet om Arvesøgen berores;

at de tvende Høffers i Kjøbenhavn værende Ministre erhølde udstrakt Fuldmagt til at indlade sig i Forhandlinger

og Underhandlinger med Kongens Regierung om de Foranstaltninger, som efter fælleds Overenskomst blive at træffe for at understøtte en saadan Erklæring.

Nagtet Ruslands og Storbritanniens Minstre ikke vare forsynede med Forholdsordre for et saa overordentligt Tilfælde og ikke kunde eller turde paa nogen Maade foregrive deres Kabinetters Bestemmelser ved at seje sig efter det ovenfor udtalte Ønske, blevé de dog enige om det snarest muligt at forelägge deres respektive Regeringer Sagen til Afgjørelse.

No. 2 med Bilag.

Den Kongelige Gesandt i Berlin Grev Plessens Skrivelse til den Preussiske Udenrigsminister v. Arnim,

dat. Berlin d. 3die April 1848

med

Sammes Svar til Grev Plessen,

dat. Berlin d. 5te April 1848.

Undertegnede, Hans Majestæt Kongen af Danmarks overordentlige Undertegnede fuldmægtigede Minister, har i Forgaars ifolge sin Regerings Befaling havt den Ære at tilkjendegive hans Excellence Baron v. Arnim, Hans Majestæt Kongen af Preussens Udenrigsminister, at den Fordeling af de danske Tropper, som foregaaer i dette Sieblif, ligesom samme militaire Foranstaltninger, ikke har og aldrig har havt noget andet Æniemed, end at bevare Ordenen og Sikkerheden i det Indre af Kongens, hans Herres Stater, og at Hans Majestæt, der er fast bestemt paa at bevise Sandheden af sine fredelige Hensigter, gjerne troer, at hans ophiede Allierede, Kongen af Preussen, vil soare derpaa med samme Oprigtighed, saa at der ikke vil være nogen Anledning til Mistanke eller Mistillid mellem de twende Souverainer og deres respektive Stater.

Undertegnede har ikke desto mindre til sin store Overraskelse erfaret i den Samtale, som han i Gaar havde med hans Excellence Baron v. Arnim, at Hans Preussiske Majestæts Regierung har givet et Armeeforps Befaling til at overstride Hans Danske Majestæts Staters

Grændser og besætte Fæstningen Rendsborg, som ligger paa Grænsen mellem Hertugdommerne Holsten og Slesvig.

Kongen af Danmark, der seer sig i stand til selv at gjenoprette den lovlige Orden i sine Stater, har ikke fundet det overensstemmende med sin Værdighed at bemytte sig af den Ret, der tilkommer ham som Medlem af det tydse Forbund, for at begjere Preussens Medvirkning.

Kongen af Danmark kan ikke erkjende nogen fremmed Magts Ret til, uden hans Samtykke, at indblande sig med Vaabenmagt i hans indre Anliggender.

Undertegnede vil gjerne troe, at det ikke er Hans Majestæt Kongen af Preussens Regjerings Hensigt at understøtte Undersætter, der befnde sig i aabenbart Oprør mod deres retmæssige Fyrste, som ganske nyligt har betegnet sin Thronbestigelse med det fuldkomment frie og frivillige Lovte om konstitutionelle Institutioner og som nys har givet sit kongelige Ord paa at ville understøtte sit Hertugdomme Holstens Ønsker om at erholsde den det tilkommende Andeel i Udviklingen af den tydse Enhed og Frihed.

Ikke desto mindre er den Stilling, som Preussen har intaget lige overfor Danmark, og den Meddelelse, som hans Excellence Baron v. Arnim har havt den Godhed at gjøre Undertegnede, af den Bestaffenhed, at de lade formode, at Preussen kunde være fristet til at ville ved Magt løse et Retsspørgsmaal, som viesseligen kun er af en aldeles indre, eller i alt Fald europæisk Natur, og endog afgjøre det, for end det forud er blevet droftet.

Et saadant Skridt vilde være i den Grad stridende mod Folkeretten og de internationale Vedtægter, at Undertegnede ikke kan troe, at den preussiske Regierung vil paatage sig Ansvarret deraf.

Bestemmer den preussiske Regierung nū ikke desto mindre deraf, trods Undertegnedes alvorlige Forestillinger, bliver der ikke Andet tilbage for ham, end, som han herved gør, i sin Regjerings Navn og paa den højtideligste Maade at protestere imod en saa aabenbar Krænkelse af hans ophiede Herres Souverainitetsrettigheder.

Undertegnede har den Øre at tilkendegive hans Excellence Baron v. Arnim, Hans Majestæt Kongen af Preussens Udenrigsminister, den gjentagne Forsikring om sin høieste Agtelse.

Berlin den 3die April 1848.

(Undertegnet)

W. Plessen.

Til

Hans Excellence Baron v. Arnim,
Hans Majestæt Kongen af Preus-
sens Udenrigsminister.

(Svar.)

Undertegnede har haft den Ære at modtage den Note, som Hr. Grev v. Plessen, Hs. Maj. Kongen af Danmarks overordentlige Gesandt og befaldbægtigede Minister har haft den Godhed at tilstille ham i Førgaars i Anledning af preussiske Troppers Afsendelse til Hertugdommet Holsten.

Til Svar herpaa kan Undertegnede kun gjentage det, han allerede har bestrebt sig for at tilkendegive Hr. Grev v. Plessen mundtligt, idet han gav ham den bestemte Forsikring, at den militaire Forholdsregel, hvorom her er Tale, langtfra at have et mod Danmark fiendtligt eller angribende Præg, kun er blevet besluttet i det dobbelte Øiemed at beskytte det tydse Forbunds Territorium imod en Krænkelse, hvormed det synes truet, og til Fordeel for en tydse Forbundsstat at vørne om erhvervede Rettigheder, i hvilke et af den danske Regjering nyligt foretaget Skridt har gjort et alvorligt Indgreb. Bevæget af Felelsen af de Pligter, som Forbundspagtens Aand og Bogstav paalægge ham, og stærk ved den nationale Billies Understøttelse, har Kongen, ligeoverfor en Fare, som synes at være meget stor, ikke funnet tage i Betenkning efter Overenskomst med flere af sine tydse Allierede at tage Initiativet til en Stilling, som sikkert om ikke lang Tid vil erholde Stadfestelse af det tydse Forbund og for hvilket dette vil, gjennem Forbundsdagens Organ, lade sig det være magtpaaliggende at paataage sig det solidariske Ansvar.

Idet Preussen indtog denne Stilling, oversaae det ingenlunde de Souverainitetsrettigheder, som Hs. M. Kongen af Danmark har i sin Egenstab af Hertug af Slesvig-Holsten. I den preussiske Regjerings Øine ere disse Rettigheder ikke mindre hellige, end Hertugdommernes egne, den har fast besluttet at øre og oprettholde baade hine og disse og den eventuelle Protest, som Hr. Grev v. Plessens Note indeholder i saa Henseende, forekommer den derfor at være overslodig.

Kongens Regjering har desuden for at give et afgjort Beviis paa sine fredelige Ansuelser og sit oprigtige Ønske om ved en venstabelig Overenskomst at fjerne enhver Mulighed af et aabenbart Brud nyligt paalagt Major v. Wildenbruch ufortovet at begive sig til Kongen af Danmark for at tilbyde Hans Danske Majestat alle de Oplysninger om den preussiske Regjerings Bevægrunde og politiske Øiemed, som synes at være bedst stikkede til at berolige Hoffet i København med Hensyn til vores Hensigter og tilveiebringe en Tilnærmelse imellem Ansuelser, hvis Uoverensstemmelse Kongens Kabinet levende beklager.

Uttrende det Haab, at dette Skridt vil blive paassionuet efter Fortjeneste af Hans Danse Majestæts Regjering og ikke undlade at frembringe et tilfredsstillende Resultat, giber Undertegnede o. s. v. o. s. v.

Berlin den 5te April 1848.

Undertegnet Arnim.

No. 3.

Fortrolig Meddelelse
fra Udenrigsministeriet til den Preussiske Regjering,

dat. København den 1ste April 1848.)

Di Hans Majestæt Kongen, min allernaadigste Herre, har paa mig:

at forsøge alle blot mulige Midler for at forebygge enhver Misforstaelse, som kunde ytre en stadelig Indflydelse paa de imellem Danmark og Preussen i saa mange Aar heldigt bestaaende venstabelige Forhold, troer jeg at turde betegne nedenstaende Forholdsregler som de eneste, der vilde kunne holde Udsigten aaben til en heldbringende, under Preussisk Medvirkning indledet Overenskomst til Gjenoprettelse af den i Holsten truede lovlige Orden og Undertrykelse af den stedindendende oprørskse Opsætighed mod Hans Majestæt Kongens retmæssige Regjering:

- 1) Den Kongelige Preussiske Regjering forpligter sig for sit Bedkommende til at give de Preussiske, paa Grænsen kan-tonnerende Tropper Befaling til ikke at overstride den Preussiske Landsgrænse.
- 2) At anmode den Kongelige Hannoveranske Regjering om at lade en lignende Fremgangsmaade indtræde med Hensyn til Sammes Forbundskontingent og heller ikke med dette at overstride de Hannoveranske Grænser.
- 3) Vilde man finde det fordeles nødvendigt, at den Kongelige Preussiske Regjering vilde hehage at opfordre Hansestæderne Hamborg og Ly bef til kraftigen at opretholde de mellem

Danmark og den bestaaende venstabelige Naboforhold og selvigen negte den i Holsten ulovsigen indsatte provisoriske Regjering enhver Understøttelse og Anerkjendelse.

- 4) Det maatte fremdeles ansees meget uufsigtigt, om det maatte behage den Kongelige Preussiske Regjering at henvende sig virksomt i det samme Dåmed til begge de Storhertugelige Mecklenborgske Regjeringer.
- 5) At det endvidere paalægges samtlige sammentrukne Forbundstræpper at mod sætte sig Indtrængningen af de fra Tydfland muligen kommende Friskarer, idet Holstens fredelige Indbyggernes Rolighed, Ejendom og Sikkerhed vilde blive truede paa den farligste Maade ved saadanne Skarers Ankomst.
- 6) At for det Tilselde, at Preussiske Officerer have stillet sig til den saakaldte provisoriske Regjerings Raadighed i Holsten, det da ufortøvet gjøres dem til Pligt atter at begive sig til deres Hjem.
- 7) At den saakaldte provisoriske Regjering i Holsten opfordres til ikke at tillade de i Rendsborg forsamlede Tropper med deres længst mod Nord fremrykkede Forposter at overstride den paa højsværende Kort med blaa Farve betegnede Linie, som begynder Vesten for Mundingen af Eideren og derpaa, idet den følger Eiderstrommen til Syderstapel og fra dette Sted østlig over Meggerdorf og Bünze berorer Wettensee, løber videre fra denne Indsy til Østersøen imellem Noer og Eckernförde.

Derimod vil man herfra ufortøvet træffe følgende Foranstaltninger:

Hans Majestat Kongen, min allernaadigste Herre, der af mange af Hertugdømmet Slesvigs Indbyggere er blevet indstandigen opfordret til at beskytte dem mod de i Øvrør varende Tropper, ligesom mod de muligen indrykkede Friskarer (hvilket er saa meget mere paatængende, som netop de Indbyggere, som bevare en uroførlig og pligtmæssig Trostab mod deres Landsherre, ere mest udsatte for de uretsfærdigste Forsøgelse), har besluttet at lade en Deel af dette Hertugdomme rense for alle Rebeller og Friskarer.

Men saasnart dette er skeet, vil Hans Majestæt lade Troppernes Marsch standse ved den paa Kortet med rød Farve betegnede Linie imellem Eckernförde og Friederichstadt og ikke overstride denne Linie, førend efterat have modtaget og dernæst modent overvejet de Forslag,

som maaite blive Allerhøiestsamme gjorte fra Kongelig Preussisk Side til Rolsighedens og Ordenens Gjenoprettelse i Hertugdommerne.

Kjøbenhavn, den 1ste April 1848.

No. 4.

Den Kongelige Forbunds-Gesandt Baron v. Pechlin's definitive Erklæring og Reservation mod det forhenværende thyske Forbund,

dat. Frankfurt a. M. d. 28de April 1848.

Undertegnede skal i Anledning af Forbundsbeslutningen i det 28de Forbundsdagsmøde af 4de d. M. angaaende Hertugdommerne Slesvig og Holstens Sag efter sin allerheieste Regjerings Paalæg afgive den samme eventuelt forbeholdte Erklæring saaledes, at den aldeles ikke kan indrenne Forbundet nogen Bevnydigung til at tage Bestemmelser af noget som helst Slags angaaende Hertugdømmet Slesvig og endnu mindre til at udtales Slesvigis Tilslutning til det thyske Forbund imod den retmæssige Landsherres Willie og Protest. En saadan Beslutning vilde desuden være ugyldig i Kraft af Art. VI o g XIII. 3 i Wiener Schlusfacie, da Optagelsen af et nyt Medlem i Forbundet, hvilket Kongen ogsaa vilde være som Hertug af Slesvig, skal afgjores, ikke ved Stemmeslerhed, men ved Enstemmighed, men Hans Majestæt som Hertug af Holsten og Lauenborg paa det Bestemteste negter sit Samtykke.

Da Meningen af det, som Undertegnede yttrete i det 27de Forbundsmøde af 2den d. M. om den mod Slesvigis Indlemmelse i Forbundet for Dagen lagte danske Nationalstemning til Beviis paa, i hvilken Grad hin Indlemmelse vilde savne Danmarks Samtykke, er i offentlige Bladé blevet fortolket feilagtiligen saaledes, som om Hans Majestæts Stemning nok turde være en anden, skal han kun gjentage hvad han samtidigen forelagde den høje Forbundsforsamling paa authentisk Maade i den kongelige Erklæring af 24de f. M.: at nemlig Hans Majestæt lige saa lidet havde Ret som Magt og Willie

til at indlemme Slesvig i det tydste Forbund. Ligesom Kong Frederik den 6te ved Forbundets Oprettelse ikke tiltraadte det for Slesvig, fordi Han ikke vilde og ikke funde det, saaledes have Kongerne Christian den 8de og Frederik den 7de heller aldrig haft nogen anden Anstuelse. Undertegnede har derfor været saa langt fra at ville antyde noget Andet, at han ellers vilde have antydet hvad der vilde have været stridende baade mod hans Instrux og mod Sandheden.

Om end Bedblivelsen af Forbindelsen med Slesvig var blevet Holsten lovet, kan den Kongelige Regering dog derfor saa meget mindre indromme Forbundet en Indblanding i Slesvigs indre Anliggender, som Forbundet ellers, paa Grund af Slesvigs garantimæssige Forbindelse med Danmark, som en yderligere Folge kunde med samme Skål gjøre Kray paa en Indflydelse paa de indre Forhold i Danmark og paa dets Indlemmelse i Forbundsgebetet.

Derimod er det akmæssigt godt gjort, at der ikke alene aldrig er blevet indrommet Forbundet nogen Myndighed for Slesvigs Bedkomende, men at det heller aldrig lige til nu har gjort Fordring paa en saadan. Dette viser netop den derfor anførte Forbundsbeslutning af 17de September 1848, idet Kongen, med Udelukkelse af sin Egenstab som Hertug af Slesvig, derved fun er kommen i Betragtning som Hertug af Holsten og Lauenborg, og dernæst, men nærmere, paa det Formeligste og Udtrykkeligste hele Forbundsdagsforhandlingen fra Aaret 1823 i Anledning af Hertugdommet Holstens Prælaters og Ridderstabs Andragende om Tilveiebringelsen af Gjenoprettelsen af deres landstænderiske Forfatning, idet Hertugdommet Slesvig herved udelukkedes fra al Deelagtighed, hvorhos det navnligen af Preussen i det 20de Mode af 10de Juli 1823 ordlydende erklæredes:

„At den af Reklamanterne ønskede Opretholdelse af Hertugdommet Holstens Forbindelse med Hertugdommet Slesvig i een og samme Staenderforsamling, hvilken Forbindelse foregives at skulle være blevet stadsfæstet i Aaret 1816 som en væsentlig Bestanddeel af Holsteens Rettigheder, affeet fra enhver anden Betenkelselighed, som kunde reises derimod, alslerede af den Grund ikke er nogen Gjenstand, hvortil en tænklig Indvirkning af Forbundsdagen kunde udstrække sig, fordi Hertugdommet Slesvig ikke hører til de tydste Forbundslande og derfor ligger aldeles udenfor Forbundets Indflydelse.“

For den Kongelige Regering, som finder, at en administrativ Forbindelse imellem Holsten og Slesvig væsentligen beroer derpaa, at begge Hertugdommer forblive forenede under det Kongelige Scen-

ter, skal Undertegnede endvidere endnu yttre Følgende med Hensyn til denne Forbindelses nuværende Stilling:

- a) At Slesvig, som aldrig har udgjort nogen Deel af Tydskland eller Forbundet, befinder sig i uadstillelig Forbindelse med Danmark, og at denne Forbindelse er garanteret af Stormagterne, navnligen af Storbritannien, Frankrig, Rusland og Østrig. Kongen er dersor fuldkomment besyret til at opretholde denne Forbindelse og sikre den mod Oprør, hvorhos Hans Majestæt dog agter at beskytte Slesvigs Selvstændighed saa meget som muligt.
- b) Ved Udvillingen af den fuldkomne Omdannelses Enhed bestyrkedes, de enkelte Forbundsstater, med Opgivelse af en væsentlig Deel af deres Selvstændighed, mere antage Forholdet af Forbundsprovinsier. Imidlertid er Kongen fuldkomment villig til ogsaa for sit Bedkommende at træde denne Omdannelse for Holsten og Lauenborg. Men jo inderligere disse tvende Hertugdommers Tilslutning til Forbundet derved træder i Live, desto svagere maatte de Baand, som knytte Holsten til Slesvig, blive i samme Forhold.
- c) At der vistnok herskede Twyl om Arvesøgen i Holsten, hvilke engang i Tiden kunde medføre dette Hertugdommes Adstillelse fra Slesvig.

Om Kongen nu end inderligen ønsker ved alle til hans Raadighed staaende loyale Midler, navnligen ved Underhandlinger med de Bedkommende, at fjerne denne Uvished og sikre den bestandige Bedvaren af Personal-Unionen med Holsten, saa ligger det dog Hans Majestæt fremfor Alt paa Hjertet at undgaae endog blot Skillet af i mindste Maade at frænke de i Opretholdelsen af denne Enhed Interesseredes Rettigheder, hvilket derimod vilde ske, dersom man ved et Magtsprog vilde uttale begge Hertugdommers evige Uadstillelighed.

Før saavigt Gjenoprettelsen af Status quo ante er blevet forlangt af Forbundet og Forbundsmæglingen i saa Hald lovet, kan en saadan Gjenoprettelse selvfolgeligen kun forstaes saaledes, at en saadan først indtræder, naar Kongen som Hertug af Holsten efter befinder sig i den fuldstændige Besiddelse af sine souveraine Rettigheder. Gjenoprettelsen af den retmæssige Orden og indre Rolighed er den første Betingelse for den politiske Fasthættelse af gjenstående Forhold. Det er Forbundets forbundsmæssige Kald at medvirke til Undervryffelsen af Opstanden i Holsten og til Kongens Gjenindsættelse i den fuldstændige Rydelse af hans Rettigheder som Hertug af Holsten, hvorefter status quo ante først kan betragtes som tilveiebragt

og mæglende Forhandlinger, hvortil den kongelige Regjering beredvilligt vilde byde Haanden, indtræde med Hæld.

Fra denne Side har man Intet forsømt for at bevirke en mindelig Overenskomst; men alle Bestræbelser og Forslag ere forblevne upaaagtede og ubesvarede fra kongelig Preussiske Side. Skulde Preussen og Forbundet, tværtimod den retfærdigste Forventning, fortsætte deres hidtil brugte Fremgangsmaade, beholder den kongelige Regjering intet andet Valg tilbage, end at forsvare sin gode Ret med alle de Midler, der staae til dens Raadighed. Vilde Forbundet nu endog udtales Slesvigis Indlemmelse, eller blot lade Forbundstropper rykke ind i dette Hertugdomme, maatte den kongelige Regjering betragte dette som en aabenbart fjendtlig Indskriden.

Frankfurt a. M. den 28de April 1848.

(Undertegnet)

J. v. Pechlin.

No. 5.

Verbal-Note

til Preussen om Danmarks politiske Tilstand og om Hertugdommernes Forhold.

I Anledning af en fra den Kongelige Preussiske Minister for de udenlandste Anliggender til den Kongelige Preussiske overordentlige Gesandt og besuldmægtigede Minister ved det Kongelige Danske Hof Friherre Schouls von Ascheraden stilet Depesche, som af denne Sidste ifølge en allerhoiestede Regjerings Befaling oplæstes for den Kongelige Danske Minister for de udenlandste Anliggender, Grev Knuth, fandt en Konference Sted, ved hvilken der fra den Kongelige Danske Regjerings Side gjordes den Kongelige Preussiske Gesandt følgende fortrolige Meddelelser:

- Den Kongelige Danske Regjering har strax efter Udførelsen af Hs. Majestæt Kongens allerhoiestede Svar paa de bekjendte, af det „S. H.“ Parti i en Forsamling i Rendsborg stillede Andragender, sat sin hos Hs. Preussiske Majes-

stet afferditerede Grev v. Plessen ved en noagtig og aaben Oplysning om de Bevæggrunde, som have været de ledende for Hs. M. Kongen ved Afgivelsen af højt Svar, i stand til at underrette den Kongelige Preussiske Regjering om det sande faktiske Forhold.

2. For at opnåac dette Diemed endnu fuldstændigere har den Kongelige Danske Regjering sendt et Medlem af Hs. Majestæts nuværende Kabinet, Minister Lehmann, til Berlin for at gjøre den Kongelige Gesandt og om muligt ved hans Hjælp ogsaa den Kongelige Preussiske Minister for de udenlandiske Anliggender en fuldstændigere Meddeelse om det i de sidste Dage her Forefaldne.
3. Af den af Hr. Friherre Schoultz v. Ascheraden meddeelte Depesche fremgik, at den Kongelige Preussiske Regjering paa den Tid, da Depeschen afgik fra Berlin, endnu ikke havde modtaget nogen Esterretning om de omfattende Koncessioner, som vare blevne det Holstenske Folk sikkrede med saa megen Beredvillighed ved det Kongelige Svar. Ved disse Koncessioner bleve de i mange Aar deels i den Holstenske Provindstalstænderforsamling, deels gjennem Pressen yttrede Ønsker, navnligen med Hensyn til førstilte Finansier, Pressefrihed, den militaire Kommando o. s. v., fuldkomment opfyldte, og man var folgeligt vistnok berettiget til det Haab, at disse Koncessioner vilde blive modtagne med stor Tilfredshed. Dette vilde ogsaa sikkert være blevet Tilfældet, dersom det insurrektionelle Parti ikke havde opplantet Oprørssfanen forend Koncessionerne kom til det Holstenske Folks Kundskab, hvorhos højt Parti lod det være sig magtpaalliggende at skjule det Kongelige Svar saa meget som muligt for Folket.
4. Det lod sig desaarsag med den største Sandsynlighed forudsætte, at naar den Kongelige Preussiske Regjering blev gjort bekjendt med Hs. Majestæt Kongens saa uforbeholdent udtalte, aldeles foderative Hensigter, vilde den forandre sine under andre Forudsætninger yttre Anstuelser, og det syntes derfor unødvendigt at indlade sig udførligt paa en yderligere Gjendrivelse af de af den provisoriske Regjering falsf fremstillede Begivenheder.

Ikke desto mindre troer man ikke at burde tage i Betenkning især at fremhæve følgende Kjendsgjerninger:

- a) Den insurrektionelle Bevægelse traadte allerede Fredagen den 24de Marts frem uden Sky og man blev i Kiel enig om at oprette en provisorisk Regjering, og det endog forinden den

til Kjøbenhavn assendte Deputation var vendt tilbage og den Kongelige Regjerings Svar bragt til offentlig Kundskab.

- b) For at give sig et Stin af Legitimitet bekendtgjorde den provisoriske Regjering, at den vilde regiere i Hs. Majestæt Kongens Navn af den Grund, at Hs. Majestæt var beryvet sin Frihed ved en oprørsk Bevægelse af Folket.

Det er imidlertid tilstrækkeligt bekendt, at denne saa underfundige Paastand var aldeles ugrundet, og at man i saa Henseende kunde paaberaabe sig den Kongelige Preussiske Gesandts Vidnesbyrd, da han paa den Tid havde Lejlighed til at nærme sig Hs. Majestæts Person. Kongen befandt sig dengang i den meest uindskrænklede Nydelse af sin Magtfuldkommenhed og modtog utallige Beviser af sit tro Folk paa den oprigtigste Hengivenhed og Taknemlighed.

Følgende Bemærkninger turde endnu passende finde deres Blads her:

Bed de af tydse Fyrster i den sidste Tid for Dagen lagte Bestræbelser for at falde en hidtil ukjendt Enhed af Tydskland tillive, droges Hertugdømmet Holsten med en af Hs. Majestæt Kongen, der ikke vil modsette sig hine Bestræbelser, anerkjendt Nødvendighed ind i hin Kombination.

Men som en logisk Folge heraf synes det nødvendigt at lade en Modifikation indtræde i den nuværende mellem Slesvig og Holsten bestaaende rent administrative Forbindelse, og vil Hs. Majestæt Kongen med al Freje kunne gjøre Krav paa Retten til at foretage administrative Reformer.

At Hertugdømmet Slesvig aldrig har hørt til det tydse Rige, er vitterligt og stedse blevet anerkjendt af alle europæiske Stater, ligesom det er en Kjendsgjerning, at Kong Frederik den 6te i Året 1815 paa Wiener Congressen kun tiltraadte det tydse Forbund med Hensyn til Hertugdømmet Holsten.

Fra Forbundets Side er dette ogsaa stedse blevet anerkjendt samvittighedsfuldt og i Overensstemmelse med Forbundets Grundlove og er der navnligen i Forbundsbeslutningen af 17de September 1846 selvfolgeligt udelukkende kun Tale om Hertugdømmet Holsten som Forbundsstat, ligesom Forbundsforsamlingen i paakommende Tilfælde kun har forbeholdt sig Gyldiggjorelsen af sin forfatningsmæssige Konsequents.

Det er derfor iwinefaldende, at den af den saakaldte provvisoriske Regjering opstillede Fortolkning af bemeldte Forbundsbeslutning er aldeles falsk og blottet for ethvert retligt Beviis.

Kjøbenhavn den 1ste April 1848.

No. 6.

Forelsbig Instruk

for Hr. Grev v. Reventlow, Kongens Minister i London,
udskridiget den 25de Mars 1848.

De er uden Tvivl allerede underrettet om de store Begivenheder, som ere foregaaede hos os. De vil ligeledes have erfaret, Hr. Greve, at en længe næret, betenklig Gjæring bryder ud og udbreder sig i Hertugdømmerne.

Det er af Vigtighed, at de Aftuer, som lede Kongens Regjerings Politik under dette Forhold, blive Dem noie bekjendte, og jeg opfylder kun en bydende Pligt, idet jeg ufortevet ved nærværende Depesche tilstiller Dem nogle almindelige Data, der kunne veilede Dem i Deres Stilling og sætte Dem i stand til at føre det Sprog, der stemmer overens med Danmarks Interesser, med saameget desto større Sifferhed og Bestemthed.

Jeg opfylder fremdeles en Pligt og det en saare behagelig ved at tilkjendegive Dem, Hr. Greve, hvor meget jeg er overbevist om den oplyste Iver og loiale Grimodighed, hvormed De vil yde mig Deres saa nødvendige Bistand. Jeg nærer en fuldkommen og uindskrænket Tillid til Dem og det vil glæde mig at fortjene Deres. Det er en af de første Betingelser for vor heldige Samvirken. Hans Excellence Hr. Grev v. Reventlow-Criminils Depesche af 29de Januar sidstleden, som meddelede Dem en Skildring af Danmarks indre politiske Stilling for Dieblifiket, havde det særlige Niemed at udvikle Motiverne til og Grundlagene for den Dagen forud udstedte kongelige Anordning. Kongen, som ved denne Aft indfriede det Lovte, han havde givet ved sit aabne Brev af 28de f. M., har, uden at være blind for de Hindringer, han vilde have at overvinde, værdigen forsøgt det fremadstridende Værk af regelmæssige og viseligen afmaale Reformer, som hans ophøede Fader og forgænger havde esterladt ham i Arv.

De vil mindes, Hr. Greve, at ifølge Bestemmelserne i den saaledes lovede Forsamling skulde der indføres følleds Stender for det egentlige Kongerige Danmark og for Hertugdømmerne Slesvig, Holsten og Lauenborg; disse Stender skulde forsamle sig regelmæssigt til bestemte Tider og afsverlende i Kongeriget og i Hertugdømmerne;

den nye Forfatning skulde overdrage Stattebevillingsretten til de fælleds Stænder og gjøre dem deltagtige i den lorgivende Magt; den skulde Intet forandre i Holstens og Lauenborgs Forhold til det tydse Forbund; den skulde bevare den frie Brug af det tydse og det danske Sprog i de blandede Districter i Hertugdommet Slesvig. Forfatningen skulde underkastes en Undersøgelse af Deputerede, hvoraf Fleertallet skulde vælges af Provinsialstænderne. Uagtet Kongerigets Folkemængde er langt større, end Hertugdommernes, skulde Antallet af de Deputerede være lige, ikke blot i den Kommission, som skulde foretage de foreløbige Arbeider, men ogsaa i den endelige Repræsentation. To Maaneder efter Valgene skulde denne Forsamling møde i Kjøbenhavn og fortsætte sine Arbeider, indtil Kongen paabød dens Slutning; — Endeligt skulde Brugen af de twende Sprog ligeledes være fri i den.

Disse Hovedpunkter, som jeg her paa ny har fremstillet, Hr. Greve, vidne om Kongens Regierings store Upartisshed, levende Omhu og oprigtige gode Willie for at tilfredsstille de to Nationaliteters, den danske og den tydskes, retsmæssige Ønsker; dette heimodige Foretagende misfjendtes ei heller af de oplyste og besindige Mænd i Hertugdommerne, indtil de i Frankrig foregaaede Begivenheder og den umaadelige og hurtige Tilbagevirkning, som de have udøvet paa hele Europa og især paa det tydse Element, pludseligt skuffede vore retsfærdige Forventninger.

Midt under de Kuldkastelser og Omvæltninger, som træde alle Regeringer i Tydskland, have de tydse Fyrster billigt Forholdsregler, som staae i aabenbar Modsigelse til Grundlagene for det tydse Forbund. Efter vor Formening vil Forbundsdagen ved at forene en national Repræsentation med Forbundet og faaledes forbinde den nuværende Bevægelse med det monarkiske Princip udsætte dette Princip og de mindre Staters Uafhængighed for de alvorligste Farer.

Men hvor alvorlige Ulemperne af denne Tingenes Gang end kunne blive for de under Hs. Majestæts Scepter forenede Stater, har han dog aldrig tankt paa at lægge nogen Hindring i Veien for Oprettelsen af et tydse Parlament for Holstiens Vedkommende. Han har tværtimod, som De vil see længere nede, erklæret, at han oprigtigen vil tiltræde sine Forbundsfællers Anstuelser.

Efter modent at have overvejet de skadelige Folger af en næsten aldeles affondret Stilling ligeoversor Tydskland samt sine holstenske Undersætters udtalte Ønsker, har Hs. Majestæt taget den nysnævnte Beslutning.

Men denne Indrommelse er den sidste, som kan forenes med den danske Krone's Pligter mod Slesvig og Kongeriget. Den betegner

paa den meest bydende Maade den Bane, som Regjeringen bør folge med Hensyn til det sidstnævnte Land.

Som det var at forudsee, have Begivenhederne i Tydskland fremkaldt en meget stor Bevægelse i Hertugdommerne. De fiender, min Herre, den, som allerede var tilstede der og som fremgik af det slesvigholstenske Parties chimeriske Planer og Fordringer. Det var ligeledes at forudsee, at dets Forlangender ikke vilde tove med at træde aabenlyst frem. Vor Fremsynethed stadsfæstede sig kun alt-for vel.

De Efterretninger, som Dampskibet medbragte den 20de d. M. fra Kiel, Bestaffenheten af Forhandlingerne i Rendsborger-Forsamlingen, som viste, at der forestod os en oprorst Bevægelse og Udraabselsen af en uafhængig Stat, bestaaende af Hertugdommerne Slesvig og Holsten og i en rent nominal Forbindelse med Kongeriget, maatte her fremkalde en ligesaa alvorlig som almindelig Bevægelse i Gemytterne.

Kongen, som gav efter for Kjøbenhavns og Provindsernes Befolknings Ønske om i dette kritiske Lieblk at omgive sig med Mand, der nøde Folkets hele Tillid, har modtaget sit Ministeriums Ansægning om Entledigelse. Et nyt Ministerium er blevet dannet under Hans Excellence Hr. Grev Moltie-Bregentveds Auspicer og Forfædre og sammensat af Hr. Bardenfleth, Justitsminister, Hr. Bluhme, Handelsminister, Hr. Monrad, Kultus- og Undervisningsminister, Hr. Tscherning, Krigsminister, og d'Hrr. Hvadt og Lehmann, der ere udnævnte til Medlemmer af Statsraadet uden Portefeuille.

Det nye Ministerium blev ufortvetydigt opfordret til at udtales sig ligeoverfor den Reputation, som man i Rendsborger-Forsamlingen var blevet enig om at sende til Kjøbenhavn og som ankom hertil den 22de d. M.

Besjalet af det Ønske at forsøge og udtomme enhver Mulighed til en Forsoning, vugrede Kongens Regjering sig ikke ved at lade sig disse Delegeredes Forslag forelægge, uagtet deres Sendelse var blevet indledet ved og vedtaget under lidet regelmæssige Former. Deres Forlangende bestode i følgende Punkter:

1. At der ufortvørt sammenkaldes en for Slesvig og Holsten fælles Forsamling.
2. At der forelægges denne Forsamling et Udkast til en Forfatning for disse to Hertugdommer.
3. At en Nationalgarde ufortvørt oprettes i Hertugdommerne.
4. At Slesvig ufortvørt træder ind i det tydse Forbund.
5. Fuldkommen Pressefrihed.
6. Uindstrækket Forsamlings- og Foreningsfrihed.

7. At den nærværende Regeringspræsident i Hertugdommerne Hr. Scheel, ufortovet affkediges.

Efter moden Overveielse har H. Majestæt ladet Deputationen give følgende Svar:

„Vi have besluttet at tilstaae Vort Hertugdomme Holsten, som en selvstændig tydsk Forbundsstat, en paa en udstrakt Valgrets Grundlag bygget, i Sandhed fri Forfatning, hvori navnlig ogsaa Folkevæbning, Trykkesfrihed og Foreningsret ville finde deres Hyldestigjørelse.

„Som Folge deraf vil Vort Hertugdomme Holsten ved Siden af en egen Regering og Militairforfatning ogsaa erholde særskilte Finansier, saasnart som den gjensidige Opgjørelse, ved Siden af de øvrige Betingelser for en Union med Danmark og Slesvig, er fastsat.

„Vi love tillige aabent at slutte Os til Bestræbelserne for Oprettelsen af et kraftigt og folkeligt tydsk Parlament.

„Vi have hverken Ret eller Magt eller Villie til at indlemme Vort Hertugdomme Slesvig i det tydste Forbund, hvorimod Vi ville styrke Slesvigs uoploselige Forbindelse med Danmark ved en fælleds fri Forfatning.

„Bud Siden deraf ville Vi kraftigen beskyrme Slesvigs Selvstændighed ved udstrakte provindsielle Institutioner, navnlig ved en egen Landdag og særskilt Forvaltning,

„Tillige ville Vi betyde Dem:

„At det er Vort alvorlige Ønske, i oprigtig Samvirken med Bore hjære og troe Undersætter, at grundlægge Fred og Frihed i Bore Lande;

„At Vi tillige erkende det som den legitime Fyrstes helligste Pligt, med al Magt at beskytte Lovens Herredomme og Landesfreuds Opretholdelse."

Dette Svar tilkendegiver tydeligt vor Politik. Vi ville kun hvad der er retsfærdigt. Det er ingenlunde vor Plan eller vort Ønske, faaledes som det modsatte Parti paastaar, at inforporere Slesvig. Vi ville bevare vor inderlige Forbindelse med dette Hertugdomme urort — en Forbindelse, der støtter sig paa den historiske Udvikling og de højtideligste Traktater — uden dog at beroeve Hertugdommet det mindste af dets retmæssige Uafhængighed og dets lokale Friheder. Men vi hverken ville eller kunne indromme, at de konstitutionelle Former, som skulle indføres i alle Hans Majestæts Stater, ordnes faaledes, at Hertugdommet Slesvig uundgaaeligen kommer ind i det tydste Forbund, hvilket vilde kranke både den Danske Krones uafhængige Rettigheder og Nationaløren paa den alvorligste

Maade. Ministeriet har valgt den eneste Fremgangsmaade, som kan afværge denne fordarvelige Mulighed, idet det har raadet Hans Majestat til bestemt at forkaste det Alternativ, som det Parti, der nu hersker i de twende Hertugdømmer, har opstillet.

Vi gjøre Krav paa den Ret at ordne vore indre Anliggender under den fuldkomne Upartissheds og Retfærdigheds Skjold. Det er Grundlaget for Folkeretten, det er Garantien for de svage Staters Tilværelse og for Ligevægten og Freden imellem de store Magter.

Vi glæde os ved det Haab, at England vil lade denne frimodige og aabne Politik vederfares fuldkommen Retfærdighed. Det er ikke alene i de for os helligste Interessers, men i Europas fælleds Interesses Navn, at vi i dette kritiske Sieblit appellere til Storbri- tanniens hele ophoede og fremsynede Politik.

Dersom, og vi ville være de Første, som beklage det, Begivenhederne udvikle sig saaledes, at de paalægge os den sorgelige Nødvendighed at gjøre Brug af Magten for at frelse Nationalaren og opfylde vore helligste Pligter, hengive vi os til det Haab, at Storbritannien ikke vil taale, at nogensom helst bevæbnet Magis Mellemkomst lammer Kongens Regjerings retfærdige og retmæssige Bestræbelser for at gjenoprette Fred og Orden i Hertugdømmerne.

Vi ville ikke støtte dette Haab paa de hoitelige Garantier, som Storbritannien har givet os for den fredelige Besiddelse af Hertugdommet Slesvig. Det sidste Sieblit til at tye til disse Garanter er endnu ikke kommet og vil med Guds Hjælp heller ikke komme.

Idet vi forbeholder os dette yderste Middel, hvorpaa vi sætte den højest Priis, er det os for Tiden væsentligen magtpaalliggende at hjælde Hendes Storbritanniske Majestats Regjerings Aanstuelser og Stemning med Hensyn til os.

Jeg beder Dem, Hr. Greve, at indhente alle i saa Henseende fornødne Oplysninger.

De er bemhyndiget til at lade Hans Excellence Lord Palmerston læse nærværende Depesche. Jeg behøver ikke at sige Dem, at jeg med Utalmodighed venter Svar fra Dem, ligesom jeg ei heller behøver at tilføje, hvor magtpaalliggende det er os at erholde bestemt Kundstab om Hendes Storbritanniske Majestats Regjerings Aanstuelser, Billigelse og mulige Bistand.

Nº. 7.

Verbal-Note

(afgivet til den Preussiske Regjering i Anledning af den Preussiske Armées Indmarsch i Holsten),
 dat. Kjøbenhavn d. 6te April 1848.

Med den smerteligste Forundring har Hs. Maj. Kongen af Danmarks Regjering erfaret, at et Preussisk Armeekorps er rykket ind i Hertugdømmet Holsten, der for Tiden befunder sig i aabenbart Oprør mod sin retmæssige Fyrste. Dette Skridt har gjort et saa meget desto dybere Indtryk paa bemedte Regjering, som den, paa Grund af det venstabelige Forhold og den fuldkomment gode Forstaelsse, der forenede den med Hs. Maj. Kongen af Preussens Regjering, aldeles ikke funde vente, at denne, uden dens Samtykke, vilde indblande sig i Hertugdømmet Holstens Anliggender paa en Maade, som kun funde være til Fordel for Oprørerne. Den danske Regjering kan saameget mindre forklare sig denne store Hast af Kabinetet i Berlin i denne Sag, som den har gjort Skridt hos det for at sikre Hs. Maj. Kongen af Preussen Lid og Leilighed til at udøve en stor og hederlig Indflydelse paa Gjenoprettelsen af den regelmæssige Tilstand i Hertugdømmerne. Idet den danske Regjering forbeholder sig formeligen at protestere mod den Kjendsgjerning, der er foregaaet, haaber den dog, at Hs. Maj. Kongen af Preussens Regjering ikke vil tillade sine Tropper at rykke ind i Hertugdømmet Slesvig, da Hs. Maj. Kongen af Danmark kun funde betragte et saadant Skridt som en ligefrem fiendtlig Handling, der i hoi Grad vilde sætte Europas Fred i Fare.

Kjøbenhavn den 6te April 1848.

Nº. 8.

Sir Henry Wynn's Note

af 16de April,

hvori Storbritannien tilbyder sin venstabelige Intervention i
det slesvigiske Spørgsmaal.

Undertegnede, Hendes Britiske Majestæts overordentlige Gesandt og
befuldmægtigede Minister, har den Ære at underrette Grev Knuth
om, at det er blevet ham pålagt at bevidne den Beklagelse, hvormed
Hds. Majestæts Regjering har erfaret de Uenigheder, der ere opstaaede
imellem Kongen af Danmark og nogle af de tydste Stater med Hensyn til
Hertugdømmerne Slesvig og Holsten. Hds. Majestæts Regjering
nærer det varme Haab, at der ikke paa nogen af Siderne vil blive
gjort Skridt, som kunde føre til et Sammenstød og foranledige Fjendt-
ligheder imellem de respektive Parters Tropper.

I det Viemed at tilveiebringe en venstabelig Udjevning af disse
uheldige Tristigheder vil Hds. Majestæts Regjering berevilligen
anvende sine bona officia, dersom Parterne maatte være enige om at
modtage Hds. Majestæts Regjerings venstabelige Intervention.

Undertegnede har den Ære at bevidne Grev Knuth Forsikringen
om sin høje Agtelse.

H. W. William Wynn.

Til

Grev Knuth,
Udenrigsminister.

No. 9.

Sir Henry Wynn's Note

af 19de April,

hvori alt muligt Hensyn bedes taget til britisk Eiendom ved
den forestaende Blokade.

Kjøbenhavn den 19de April 1848.

Hr Greve! .

Da Hds. Majestæts Regierung har modtaget adskillige Andragender fra Kjøbmænd, som anmeldte den om, at giøre den Danske Regierung Forestillinger om Beskyttelse for britiske Undersaatters Eiendom ombord i thyske Skibe i Tilfælde af Fjendtligheder, er det blevet mig paalagt at forelægge Sagen for den Danske Regierung og ytre det Haab, at den omhandlede Eiendom maa blive fortrediget saa lidet som muligt.

Jeg benytter denne Lejlighed til paany at bevidne dem, Hr. Greve,
Forsikringen om min høje Agtelse.

H. W. William Wynn.

Til
Hr. Grev Knuth.

No. 10.

D e p e s c h e

til Kongens Minister i London,

dat. den 15de April 1848.

Hr. Greve!

Da Hr. Grev Knuth igaar Aftes for anden Gang er kaldt til Hans Majestæts Hovedqvarteer, har denne Minister paa nyt paalagt mig at meddele dem nogle yderligere Efterretninger om Tingenes nærværende Stilling. Førend sin Afreise modtog Grev Knuth af Hr. Sic, der

kom hertil i Førgaars, Deres sidste Beretninger af 19de d. M., og han har paalagt mig at tilkjendegive Dem hans levende Tilfredshed med den Iver og Kraft, som De har anvendt for at formaae Kabinetet i St. James til snart at udtale sig til Fordeel for os. Vi erfare, at den første Virkning, Deres Forestillinger have gjort, er en Skrivelse fra Viscount Palmerston til Lord Westmoreland, Hr. Bligh og Hr. Hodges, hvorved han paalægger dem alvorligen at fraraade de Hoffer, ved hvilke de ere a�krediterede, at indblænde sig i Slesvigs og Holstens Anliggender paa en Maade, som funde medføre en Krig, som det er magtpaaliggende at undgaae, især under Europas nærværende Tilstand. Hvor hei Priis vi end sætte paa dette første Skridt, maa vi dog inderligen ønske, at det snart maa blive efterfulgt af mere afgjorende Forholdsregler, som, idet de berolige det Berlinske Kabinetts og den tydse Forbundsdags Overspændthed, ville tillade Storbritannien i Forening med Rusland at udøve deres formaaende Mægling i denne Sag, og det er i denne Retning at De opfordres til at anvende Deres Bestræbelser hos Lord Palmerston og Hr. v. Brunnow.

Følgerne af Trafningen ved Flensborg ere blevne endnu vigtigere, end de først syntes at være. Kongens Tropper staae ikke alene nu paa den anden Side af Slesvig, saa at sige ligeover for Rendsborg, men efter hvad vi høre, kan Insurgenternes Hær betragtes som aldeles tilintetgjort. Deres Oplosning var saa fuldstændig, at Flyttingene fastede Vaabnene fra sig og adspredte sig til alle Sider. Den Heighed, hvormed de Prindser, der havde sat sig i Spidsen for Oprøret, have forladt deres Fortropper, der for en stor Deel bestod, af Sonner af de bedste Familier, for alene at tanke paa deres personlige Sikkerhed, maa vække følsomme Tanker i Holsten og Berlin om de Personer, som man har ladet det være sig saa magtpaaliggende at understøtte. General Bonin, som kommanderer de preussiske Tropper i Rendsborg, har under 12te d. M. begjert en Vaabenstilstand paa 3 Dage af Generalen for Kongens Tropper. Ved denne Begjering sotter han sig paa en Beslutning af den tydse Forbundsdag, der overdrager Kongen af Preussen en Mæglers Herv i Slesvigs og Holstens Anliggender og fremfor Alt gør Hordring paa Oprettelsen af status quo ante. Han tilfeier, at ethvert Angreb, som efter denne Begjering gjøres paa de preussiske Tropper eller dem, som virke i Forening med disse, vil blive betragtet som en Krigs-erklæring, ikke alene mod Preussen, men mod hele Tydkland. General Hedemann har under 13de d. M. svaret, at da Hertugdommet Slesvig ikke hører til det tydse Forbund og Kongen hverken har forlangt eller modtaget Forbundsdagens Mægling for dets Vedkom-

mende, kan dette Hertugdomme ikke være Gjenstand for en Underhandling, men at han (Hr. v. Hedemann) var villig til paa de overnærvnte militaire Betingelser, at aflatte en Vaabenstilstand paa 14 Dage for imidlertid at indlede yderligere Underhandlinger om Ordenens Gjenoprettelse i Holsten og dette Hertugdommes Forhold ligeoverfor det tydse Forbund. Vi vide endnu ikke, om dette sidste Forlag er blevet modtaget, og Hr. Grev Knuth har kun begivet sig til Hovedqvarteret for ikke sildigere at skulle bebreide sig at have forsømt noget Middel til en Udsomning.

Jeg har den Ære at være
(Undertegnet)
Reedz.

No. 11.

Note fra Kammerherre Reedz
til
den herværende Engelske Gesandt Sir Henry Wynn,
dat. den 18de April 1848.

Undertegnede, Depeschesekretær ad interim i Hans Danske Majestæts Departement for de udenlandiske Anliggender har den Ære at tilkendegive Sir Henry W. W. Wynn, Hendes Britiske Majestæts overordentlige Gesandt og befalidmægtigede Minister, Modtagelsen af den Skrivelse, som han under 10de d. M. har havt den Godhed at tilstille Hr. Grev Knuth for at bevidne Hendes Britiske Majestæts Regjerings Beklagelse af de Tristigheder, som ere opståaede imellem Hans Majestæt Kongen af Danmark og adskillige tydse Forbundsstater angaaende Hertugdommerne Slesvig og Holsten, og for at tilbyde denne Regjerings bona officia og venstabelige Intervention for at forebygge et fjendtlig Sammenstød mellem de respektive Parters Tropper og tilveiebringe en mindelig Udjevning af disse Tristigheder.

I Hr. Grev Knuths Fraværelse er det paalagt Undertegnede foreløbigen at bevidne Sir Henry W. W. Wynn den levende Talsmænthed, hvormed Hans Danske Majestæts Regjering har modtaget Hendes Majestæts velvillige Tilbud.

Kongens Regjering haaber imidlertid, at dersom dens forsonlige Stemning og maadeholdne Anstuelser paa den ene, og Hendes Britiske Majestats Regjerings Tilbud paa den anden Side ikke skulde være tilstrækkelige til at opnaae det angivne Niemed, vil Kabinetet i St. James ikke betanke sig paa ufortøvet at tage de alvorligste Forholdsregler, som maatte blive nødvendige for at sikre Kroken Danmark Hertugdommet Slesvig, hvis Besiddelse er blevet den garaanteret af Storbritannien i Aaret 1720.

Undertegnede giber med Begierighed denne Leilighed for at bede Sir Henry W. W. Wynn at ville modtage Forsikringen om hans høieste Agtelse.

(Undertegnet) Reedz.

Nº. 12.

Officiel Note til den hervørende Preussiske Gesandt om Preussens Optreden som Mægler,

dat. Kjøbenhavn den 22de April 1849.

*Til Hr. Baron Schoultz von Ascheraden, Kongl.
Undertegnede overordentlig Gesandt og befalidmægtiget Minister.*

Undertegnede, Kongelig Dansk Minister for de udenlandste Anliggender, giver sig herved den Ære at bevidne den Kongl. Preussiske overordentlige Gesandt og befalidmægtigede Minister, Hr. Baron Schoultz von Ascheraden, Modtagelsen af den Note af 19de d. M., hvorved Hr. Gesandten i sin Allerhøieste Regjerings Navn erklærer, at denne kun er freden ind, for at værne om Hertugdommerne Slesvigs og Holstens Rettigheder og give det den af Forbundsdagen overdragne Hverv som Mægler det Eftertryk, som ved Krænkelsen af Status quo fra Danmarks Side er blevet nødvendigt.

I den samme Aand har Kommandeuren for de Preussiske Tropper i Hertugdommet Holsten, Oberst Bonin, under 16de d. M. udfærdiget en Skrivelse til Kommandeuren for de danske Tropper i Hertugdommet Slesvig og ved samme i det tydste Forbunds Navn forlangt Gjenoprettelsen af status quo ante saaledes:

at de kongelige Tropper skulle trækkes ud af Hertugdommet Slesvig, de kongelige Krigsskibe fjernes fra begge Hertugdommers Farvande og alle paa dansk Side gjorte militaire og civile Fanger strax sættes paa fri fod.

Dersom disse tre Fordringer ikke bevilgedes fra dansk Side inden den 18de om Aftenen, erklærede Hr. Oberst v. Bonin at maatte følge sin Instrur.

Da man, affeet fra, at en ikke alene uden Landsherreens Samtykke, men endog imod hans udtrykkelige Indsigelse foretagen bevæbnede Indskriden i Holsten og Amerikahjelten af en insurrektionel Regierung derafledt allerede strider ganske og aldeles imod Forbundets Grundlov og i og for sig kunde betragtes som en aabenbart fiendtlig Forholdsregel; da endvidere Hertugdommet Slesvig, der er forenet med Kongeriget Danmark ved de Europæiske Stormagters høitidelige Garantier, ikke er nogen Deel af det Thyske Forbund og hverken dette eller Preussen kan have noget som helst Krav paa, eller nogen som helst Bemyndigelse til at paataage sig en Mægling med Hensyn til dette Hertugdomme, har Hs. Majestat Kongen af Danmark intet Andet tilbage, end at bekæmpe en Indskriden, som ikke paa nogen Maade lader sig forsvare, ved alle de Midler, der staae til Allerhøjst sammes Raadighed. Saa meget den Kongl. Danske Regierung end inderligen beklager, at Samme kun har det, forevigt intet Dieblit twivlsomme, Valg mellem feig Samtykken i nedværdigende Betingelser og hjek Modstand, har den dog paa den anden Side den tilsredsstilende Bevidsthed, ikke at have forsømt noget Middel for at tilveiebringe en fredelig Overenskomst. Paa Grund af sit forsonlige Sindelag har den troet at burde undgaae at ansee Hertugdommet Holstens Besættelse af Preussiske Tropper for en i og for sig aldeles fiendtlig Handling. Paa hint Stadium af Begivenhedernes Udvilting har den gjentagne Gange tilbuddt den Kongl. Preussiske Regierung Aflutning af militaire Konventioner, hvorved en afgivrende og ørefuld Indflydelse paa Ordningen af Hertugdommet Holstens Anliggender vilde være blevet den Kongl. Preussiske Regierung sikret; men den Kongl. Preussiske Regierung har ikke givet noget Svar paa eller taget noget Hensyn til et eneste af dens Andragender i saa Henseende. Heller ikke sees noget Spor til, at de venstabelige Opfordringer fra en tredie Magts Side om Undladelse af Fiendtlighederne og Tilbuddet om dens Mægling, uagtet sligt er blevet onsket fra Preussisk og med Glæde modtaget fra Dansk Side, har haft selv den allermindste Indflydelse paa den Kongl. Preussiske Regierings Fremgangsmaade.

Under saadanne Omstændigheder og som Folge af den af Oberst v. Bonin selv afgivne Erklæring, har den Kongl. Danske Regierung,

uagtet den hidtil ikke har modtaget nogen officiel Efterretning om Fjendtlighedernes faktiske Udbrud, ikke funnet Andet, end betragte den 18de April om Aftenen som Dieblifiket for Indtrædelsen af Krigstilstanden. Skulde den Kongl. Preussiske Regjering imidlertid afgaae fra en sjældelig Indtrængen i Hertugdommet Slesvig og være villig til at indlede Underhandlinger, som maatte egne sig til en fredelig og cærefuld Losning af de bestaaende Twistigheder, vilde de foreløbigt anholdte Preussiske Stibes Frigivelse selvfolgeligen strax blive foranstaltet.

Undertegnede gjentager ved denne Lejlighed for Hr. Baron Schoultz v. Ascheraden Forfællringen o. s. v.

undert. Knuth.

Nº. 14.

**Preussens officielle Meddelelse
af den thyske Forbundsforsamlings Beslutning af 12te April,
dat. 19de April 1848.**

Undertegnede Kongelig preussisk overordentlig Gesandt og besuldmægtiget Minister, er under 15de d. M. af sit Allerhøjeste Hof blevet meddelelt den Beslutning, som den thyske Forbundsforsamling under 12te f. M. har taget i det slesvig-holsteniske Anliggende, med det Paalæg at bringe samme officielt til hans Excellence, den Kongelige Danske Geheime-Statsminister og Chef for Departementet for de udenlandiske Anliggender, Hr. Grev v. Knuths Kundskab. Undertegnede har den Ære at foie følgende Bemærkninger til denne her arbødigst vedlagte Tilsendelse.

Der paahviler Preussen og dets Forbundsfæller den Pligt at fuldbyrde denne Beslutning. Bore hidtil gjorte Forseg paa at formaae den Kongelige Danske Regjering til at standse med Fjendtlighederne imod Slesvig og gaae ind paa en Udjevning ad Maglingens Bei ere forblevne frugtesløse.

Den Kongelige Danske Regjering har foretrukket at gaae frem i Slesvig med Vaabenmagt, for faktisk at afgjøre Striden til Fordeel

for den danske Anstuelse. Forbundsbeslutningen optræder imod denne faktiske Afgjørelse.

Hans Majestat Kongens Regering kan, efterat have udtomt Forsvarsmidlerne, først etter indlade sig paa mæglende Forhandlinger, naar det maatte behage den Kongelige Danse Regering som snarest at standse Hjendtlighederne og lade sine Tropper ramme Slesvig. Gaaer samme ikke ind herpaa, seer Hans Majestat Kongens Regierung sig sat i den Nødwendighed at handle overensstemmende med det den af det tydse Forbund girne Hverv.

Til hvilke Stridt Hans Majestat Kongens Regering end paa Grund heraf maatte blive nødsaget, vilde den dog stede holde fast paa hvad den her endnu engang høitideligen udtaler:

at den kun strider ind for at varne om Hertugdommenes Retigheder og give det den af Forbundsdagen overdragne Hverv som Magler d'et Eftertryk, som er blevet nødvendigt ved Krænkelser af status quo fra Danmarks Side; at den paa ingen Maade agter at gjøre Indgreb i Hans Majestat Konge-Hertugens Souverainitetsrettigheder, og at den allermindst tanker paa at fremme eller understøtte tredie Personers mulige argjerrige Hemminger.

Bed de Forholdsregler, som Preussen vil blive nødt til at tage for at fuldbyrde Forbundsbeslutningen, vil det holde sig strengt indenfor de Grænder, som Beslutningen foreskriver det. Den vil kun overskride dem i det Tilfælde, at det skulde blive twunget dertil fra dansk Side.

Idet Undertegnede har den Gre at opfylde det ham allerhøjt girne Paalæg, beder han hans Excellence den Kongelige Danse Geheime-Statsminister og Chef for Departementet for de udenlandstke Anliggender, Hr. Greve v. Knuth, at modtage Forsikringen om hans mest udmarkede Høiagtelse.

Kjøbenhavn den 19de April 1848.

Schouls von Ascheraden.

Til

Hans Excellence

Den Kongelig Danske Geheime-Statsminister
og Chef for Departementet for de udenlandstke

Anliggender

Hr. Greve v. Knuth.

Frankfurth a. M., den 12te April 1848.

Som Folge af sin Beslutning af 4de April, betræffende det slesvig-holstenske Anliggende, seer Forbundsforsamlingen sig foranlediget til at erklære:

- 1) at i Tilfælde af, at Standsningen af Hjendtlighederne og Hertugdømmet Slesvigs Romning af de der indrykkede danske Tropper ikke have fundet Sted fra Kongelig Dansk Side, skal dette fremitvinges for at forsvare Holstens under Forbundets Beskyttelse staaende Ret til Unionen med Slesvig, og
 - 2) da efter dens Overbevisning den sikreste Garanti for hin Union vilde kunne opnæaes ved Slesvigs Indtrædelse i det thyske Forbund, skal Preussen anmodes om under Maglingen at arbeide saa meget som muligt paa denne Indtrædelse; samtid endeligt
 - 3) at udtales, at Forbundet anerkjender den provisoriske Regering for Slesvig-Holsten, som har konstitueret sig under Forbehold af dens Hertugs Rettigheder og i hans Navn til Landets nødtvungne Forsvar, som saadan og i dette Omfang, og venter af den mæglende Kongelig Preussiske Regering, at den tager denne provvisoriske Regerings Medlemmer og Tilhængere i Beskyttelse.
-

Nº. 15.

B r e v

fra Englands og Ruslands Gesandter til General af Kavaleriet Wrangel, Høistkommanderende over de thyske Tropper i Hertugdømmerne Holsten og Slesvig. Kjøbenhavn den 30te April 1848.

Gefterat England og Rusland have erklæret sig villige til at anvende deres bona officia i de Twistigheder, som ere udbrudte mellem Danmark og Tydkiland, er dette Tilbud blevet modtaget af den ene af de stridende Parter og vil uden Twivl ogsaa blive det af den anden.

I midlertid have blodige Sammenstød fundet Sted og den under Deres Excellences Befaling staaende Hær har besat Hertugdømmerne Holsten og Slesvig, der ere Gjenstanden for de Twistigheder, hvorom her er Tale.

Under denne Tingenes Tilstand vilde Englands og Ruslands Repræsentanter ved Høfset i Kjøbenhavn, efterat være blevne officielt underrettede om deres Regjeringers forsønende Anstuelser, troe at svigte Menuestelighedens Pligter, dersom de ikke bestræbte sig for at standse Udgrydelse af Blod, som desværre har flydt altfor meget paa begge Sider, og derved bane Bei for en Overenskomst, som kunde bevare Europa for den almindelige Krigslue, hvormed det trues ved nærværende Kamp.

Vi have paa Grund heraf den Are, Hr. General, at henvende os til Dem, idet vi appellere til Deres Excellences velbekjendte loyale Hølelser og, efter Aftale med den danske Regjering, foreslæg Dem følgende Punkter:

1) Hrh. Højskommunderende over de ligeoverfor hinanden staaende Hære affluite en Vaabenstilstand paa tre Uger.

2) Tropperne under Deres Excellences Besaling beholde ligesom de danske Tropper deres nærværende Stillinger saalange Vaabenstilstanden vedvarer.

3) I Tilsalde af, at tydste Forbundstropper ere rykkede ind i Jylland, faldes de ufortevet tilbage.

4) Under Vaabenstilstanden vil den danske Regjering ikke lade noget Koffardi- eller andet Skib, der tilhører Preussen eller de Stater og frie Stæder, med hvilke den har Krig, opbringe. De Kartoyer, som af Mangl paa behørig Underretning maatte være blevne opbragte fra den Dag Vaabenstilstanden afflutes og indtil den løber ud, skulle frigives saafnart dette bliver beviist.

Vi nære det Haab, Hr. General, at De vil finde disse Betingelser grundede i Billighed og at Deres Excellence vil være saa meget desto villigere til at samtykke i dem, som, da Hertugdommet Slesvig, alene med Undtagelse af Den Als, der befinder sig i andre Forhold, end de evrige Dele af dette Hertugdomme, er rommet af de danske Tropper, den Betingelse, som den Preussiske Regjering havde fordret forend den vilde inblade sig paa Underhandlinger, er fuldstændigen opfyldt og Forbundstroppernes Krigerere forøvrigt har fundet sin Tilsfredsstillelse.

Den første Sekretær ved det russiske Gesandtskab i Kjøbenhavn, Hr. Kollegieraad v. Ewers, har det Hverv at overgive nærværende Skrivelse i Deres Excellences Hænder. Beør, Hr. General, denne Embedsmann med en Samtale og tilkjendegiv ham Deres Beslutninger, for at han uden Tidsspilde kan underrette General v. Hedemann om dem.

Vi benytte o. s. v.

Nº. 16.

Depesche

til den Kongelige Gesandt i London om Tilstanden i Hertugdommerne,

dat. Kjøbenhavn den 22de April 1848.

(En mutatis mutandis ligelydende Depesche afgif til den kongelige Chargé d'Affaires i St. Petersborg.)

Hr Greve.

Teg tilstiller Dem en Depesche, som indeholder en kort Skildring af Kongens Regierings Politik ligeoversor de store og alvorlige Begivenheder, som foregaae i Hertugdommerne.

Uden at have til Hensigt at forsyue Dem med nogen særlig Instrur, indeholder den nogle almindelige Oplysninger, som De ville behage at benytte, Hr. Greve, naar Lejlighed dertil gives, for at den Politik, som vi følge, kan blive rigtigt kendt og bedømt.

De er bemhyndiget til at meddele Lord Palmerston og Hr. Baron v. Brunnow en Gjenpart af denne min Depesche, dersom De maatte finde det passende. De kan endog i Samtale med Deres Kolleger Dhrr. Ministre uopfordret opfæse nogle Brudstykker af den for at oplyse dem om de sande Bevæggrunde til vor Handlemaade. Omfanget og Valget af disse Brudstykker overlader jeg til Deres Klogstab.

Den Frygt, jeg har yttret for Dem, Hr. Greve, har kun stadsfastet sig altfor meget. Efter hinanden modsigende Betænkelsigheder har det Berlinske Kabinets Politik omsider viist sig med aabent Visir og i dette Diebltk er Krigen mellem Danmark og Preussen blevens uundgaaelig.

Kongens Regierung indseer hele Vigtigheden af en saa alvorlig Begivenhed, som nødvendigiis maa seie en af de skadeligste Forvilklinger til Diebliftets Krisis. Men sine Pligter og Grundfætninger tro, har Kongens Regierung fast besluttet ikke at afgive fra den nærværende Bane. Den har, som De ved, Hr. Greve, ikke betraadt den, uden at have forsøgt og udtomt alle de Midler til en Forsoning, som lode sig forene med Kronens Bardighed og den nationale Gre.

Kabinetet i Berlin har paataget sig et strækkeligt Ansvar ved at forstyrre Verdens Fred. Dets Politik truer Europa med en almindelig Krigslue.

De Forandringer, hvorom de tydse Befolkninger drømme for Tydskland, kunne kun fuldbyrdes ved Europas territoriale Omdannelse og ved Kuldkastelsen af dets Samfundsorden.

Stedte tilbage i Italien, modende en stærk Modstand i det slaviske Element og Kulde ved de Sammenstød, som allerede havde fundet Sted i Luxemburg, kaste Tydsterne, istedetfor at besejre sig alvorligt med deres store Viemed, Oprettelsen af et stærkt og virkelig nationalt Forbund, Handkæn til alle Nabolandene, idet de fordrer, at ethvert Land, hvor det tydse Sprog er det herkende, skal tilhøre dem. Det er det samme som at forlange de tydse Kantoner af Schweits, Essas og Lothringen af Frankrig, de tydse Provindser ved Østersøen af Rusland og endeligen den sydlige Deel af Slesvig af Danmark.

Preussen, som beherskes af den folkelige Bevægelse, har ikke nylet med at begunstige dens Lyst til at gjøre Grobringer, og Tydskland styrter sig først over Danmark, da denne Magt er den svageste. Alle de Paaskud, Udslugter og Slagrunde, hvormed man har villet besmykke dette uhort voldsomme og uretsfærdige Skridt, ere Dem tilstrækkeligt befjendte, Hr. Greve. Den danske Nation, som ikke med holdt Blod funde see paa sit Fædrelands Sonderlemmelse, skildres som tragtende efter Undertrykkelse og Ulovdelse, istedetfor, at det tværtimod er det tydse Forbund, som nærer den nu tydeligt udtalte Henigt at indlemme Slesvig. Det hemmelige Formaal for disse Grobringsplaner er at forstaffe sig en større Kyststrækning, Havn og Flodmundinger. Vi twile ikke paa, at de store Magters Fremsynethed vil see Knuden til mange og alvorlige Forvilklinger deri. Thi med Slesvig, naar dette er blevet forenet med Holsten og danner den nordlige Grændse for „Zollverein“ (Toldforeningen), vil Tydskland beherske Havnene ved Østersøen, forefriske den fremmede Industri, som der frger Aflobskilder eller raae Stoffer, Love og dets Flaade vil snart med Held kunne maale sig med de store Magters.

Det bor heller ikke oversees, at de frie Hansestæder da ville blive twungne til at træde indenfor Tydsklands Toldlinie.

Man fjender den haardnakede Modstand, hvormed Stæderne Hamborg og Lybek hidtil have modsat sig Berlinerfabinettets Handelspolitiks Undlingsplan.

Men fra det Dieblifk vore Hertugdommer ere blevne optagne i denne Forening, vil disse Stæders Handelsuashængighed have ophort at være til.

Vi see allerede nu, hvorledes disse Stæder nedsages til at opgive deres Neutralitet og heiligen mod deres Billie og med Tilsid-

sættelse af deres egen Fordeel følge Bevægelsen i de tilgrænsende Stater.

Det er især af denne Grund, at Tydskland — vi sige Tydskland, da Preussen har revet Hannover, Brunsvig, Meklenborg og Oldenborg med sig — vil beroeve Danmark en Deel af dets ældgamle og ensartede Kjerner. Og det tydsk Forbund, som de tydsk Fyrster have oprettet for at bevare Forbundsstaternes gjensidige Uafhængighed og Garanti, tillader, at man angriber et af dets Medlemmer med væbnet Haand, uden at Kongen af Danmark nogensinde i sin Egenstab af Hertug af Holsten har fræket een eneste af sine Forbundsplichter! — Det er saa langt hersra, at denne Fyrste saa at sige er den eneste af alle de Fyrster, som besidde tydsk Provindser, der med den fuldkomneste Frivillighed har indrommet sine tydsk Hertugdommer en Udvilling og Uafhængighed, der stemme overens med den tydsk Nations Ønsker.

Forbundet, hvem det paaligger at opretholde og forsvare den i 1815 indførte Tingenes Tilstand og bevare Tydsklands Grænser urvorte, har, ifølgesfor at opfyldte dette Hverv, trædt sin Grundlov og de Traktater, der tjente den til Grundlag, under Fodder. Udsat for et Angreb af toileslose Kjendskaber og esterat have fornødret sig i den Grad, at den har billigt et aabenbart Oprør mod en retmæssig Fyrste og tilstaaet Oprørere sin Beskyttelse, kan Forbundsdagen i Frankfurt i Virkeligheden ikke mere betragtes som det tydsk Forbunds lovlige Organ.

I de fra en saadan Forsamling udgaaede Dekreteer søger Preussen sin moraliske Støtte, i Dekreteer, som det forevigt i den sidste Tid har vidst at fremkalde og foregribe.

Benyttende et Dieblif, hvori alle europæiske Kabinetter ere mere eller mindre bestjeftigede med deres indre Anliggender, har Preussen troet sig i stand til ustraffet at tillade og udøve de fornærmeligste Uretfærdigheder mod Danmark.

Bedagt vil De finde en Gjenpart af et Brev, som indeholder den Højkommenderende over de Preussiske Tropper, Oberst Bonins Ultimatum:

Hertugdommet Slesvigs Romning;

Bor Somagts samtidige Fjernelse fra Hertugdommernes Havn og Farvande,

Ufortovet Frigivelse af vore Krigsfanger.

Diese ere de Betingelser, som Preussen har voyet at tilbyde os som Grundlaget for enhver yderligere Underhandling.

Det er ikke nok at man vil forhindre Kongen fra at undertrykke og dæmpe Oprøret og Anarkiet i Holsten — et Hertugdomme, som i

lang Tid og uden at Forbundet har gjort den mindste Indvending derimod, har været forenet ved administrative Baand ikke alene med Slesvig, men ogsaa med det egentlige Kongerige, — men man vil endog forbyde Kongen at gjenoprette Orden og Rolighed i en integrerende Deel af hans Monarki, som er forbleven aldeles udenfor Forbundet og som Hans Majestæt besidder med fuldkommen og udeelt Souverainitet.

Man forlanger ikke alene, at Kongen ikke maa overstride Forbundsgrænsen for Holsten, hvor Forbundets Tropper ere rykkede ind for at begunstige og understøtte et aabenbart Oprør mod hans Magt og retmæssige Myndighed, men man vil endog paa-lægge ham at trække sine Tropper tilbage fra en af sine Provindser, som staaer aldeles udenfor enhversomhelst Indflydelse af Forbundet, — man vil forbyde ham at gjenoprette den lovlige Orden i hans Her-tugdommer, — man vil forbyde ham at lade hans Krigsskibe vise sig i Farvande, der staae under hans Herredomme!

Man kan umuligen tænke sig mere vdnnygende, mere fornærme-lige Vilkaar; de ere ogsaa blevne modtagne med et Ubrud af almin-delig Forkastelse. — Saadanne Betingelser medføre nødvendigiis Krig.

Uden at frygte den, sjule vi paa ingen Maade for os selv, hvor ulige den forestaaende Kamp vil blive. Vi skabe os ingen Blændværker med Hensyn til vore Hjælpesildre; vi vide meget vel, at vi i Længden ikke kunne fortsætte Kampen med en saa overvættet stor Overmagt.

Men vi sætte tillidsfuldt vort Haab til venstabelige og allierede Magters Bistand. Deres Sympathier for Danmark ville, som vi haabe, blive mere levende, de ville yttre sig lydeligere og blive kraf-tigere i deres Virkninger i samme Forhold som de Farer, der true vor Tilværelse, blive mere overhængende og naar de Danske med varm Hengivenhed for deres Fædreland og deres retfærdige og hellige Sag modigen afvise Angrebet og stedse ere rede til at fortsætte Kampen til det Sidste.

Jeg twivler ikke paa, Hr. Greve, at De, ledet af Deres Fædre-landskjærlighed, oplyste Iver og fuldkomne Kjendstab til vor Politik, jo har tillempt Deres Sprog efter Gangen og Udviklingen af de Be-givenheder, som med hver Dag, med hvert Dieblit gjøre Forholdene vanskeligere og Trangen til hurtig Hjælp og kraftig Bistand mere paatrængende nødvendig.

Det er derfor af den største Vigtighed for os at lære Hendes Britiske Majestæts Regjerings Politik, dens Anskuelser og Hensigter med Hensyn til os tilfulde at kjende, fort sagt, bestemt at vide hvad den vil gjøre for os. — De veed, med hvilken Tillid vi have

henvendt vort Blik paa Storbritannien, De vil satte, hvilken Bekymring Uvisheden om dets Planer og Omsangen af dets Bistand avler blandt Folket; jeg beder Dem, Hr. Greve, ikke at spare nogen Forestilling, noget Middel, nogen Anmodning for saa smart som muligt af Lord Palmerston at udvirke et tydeligt Svar, der egner sig til at opfylde vore grundede Forventninger, egner sig til at styrke os mod den forgelige Udsigt, der udviller sig for os.

Det vil ikke være undgaet denne berømte Statsmands høje Biisdom og Skarpsindighed, at det ikke alene er Storbritanniens Gre — denne Gre, som Lord Palmerston saa godt forstaer at forsøre overalt og mod Alle — hvorpaas det her kommer an, men at Englands konservative Grundsetninger, dets kommercielle og industrielle Interesser ere truede, at dets store og gavnlige moralske Indsydelse føleligen angribes ved Preussens Handlemaade. Denne Magt er, efter selv at have begjert Storbritanniens Mægling, den Første, som forlaster den!

De veed, Hr. Greve, at det har været Sir Henry Wynn paalagt at tilbyde Kongens Regering Storbritanniens bona officia og venstabelige Intervention for at forebygge et Sammenstød mellem de respektive Parters Tropper. Jeg sender Dem under dette Omslag Gjenparter af de i den Anledning verlede Noter.

Jeg behøver ikke at sige Dem med hvilken Takt nemmelighed vi have modtaget denne den første Virkning af den gode Stemning, hvorfaf England er besjælet imod os, og hvormeget vi paassjonne den sande Verdi af det Tilbud, det har gjort os gjennem dets Repræsentant ved Kongens Hof.

Vi see deri et nyt Beviis paa de samme loyale og maadeholdne Beskræbber, hvorved det er lykket denne store Magt at bevare den almindelige Fred i saa mange Aar.

Jeg kan imidlertid ikke dølge for Dem, Hr. Greve, at jeg nærer den personlige og inderlige Overbeviisning, at en saadan venstabelig Intervention under de nærværende Forhold ingenlunde langere vil være tilstrækkelig til alene at opnaae det af Storbritannien saa ødelt foreslaaede Maal, at bevare Freden, støttet paa Agtelse for Andres Rettigheder.

Preussens Fremgangsmaade imod os, de Betingelser, det har stillet os, og som jeg nyligt meddelede Dem, viser det kun altfor meget.

Alt, hvad Kabinetet i St. James hidtil har gjort for at standse Preussens og de andre nordtyske Magters fjendtlige Skridt og ulovlige og uretmæssige Handlinger, har hidtil aldeles ingen Virkning gjort paa Kabinetterne i Berlin og Hannover og navnlig paa det førstnævntes onde Billie. Jeg maa erkjende,

og jeg gjør det med Fornuelse, at Hds. Britiske Majestæts Regerings af den Biisdom, som stedse udmærker dem, ledede Skridt, ere blevne understøttede af en loyal Bistand fra dens diplomatiske Agenter, som endog ofte havde maattet handle efter deres Indskydelse, naar Begivenhedernes hurtige Gang gjorde det umuligt for dem at begjere særegne Forholdsordrer for de givne Tilsælte.

Men ved den store Sag, som bestjæltiger os, er der ikke længere Tale om en blot Meningsforskjellighed mellem de tydste Negieringer og vor egen. En saadan Afvigelse i Anskuelser vilde unegteligt funnet være blevne Gjenstand for en venskabelig Mellemkomst og fremtidige Underhandlinger, i hvilke vi vilde være lykkelige og stolte af at kunne tildele Storbritannien en meget betydelig Rolle.

Men Tingenes Tilsænde har forandret sig pludseligt og betydeligt.

Efter Oprørshærens fuldkomne Nederlag og Besættelsen af Slesvig, vilde Oproret være blevet fuldkomment undertrykt, og Ordenen og Freden, disse Menneschedens store Goder, være blevne Hertugdommernes Befolkninger tilbagegivne i rigt Omfang og med største Redebonhed, dersom Preussen ikke havde holdt sit Skold over Oprørerne.

Derfor skulle Hjælptighederne nu atter begynde og Blodet flyde paa nyt.

Det er ikke længere for at dæmpe en Opstand at vi kæmpe, men for at forsvare vort Fædreland mod et fremmed Angreb.

Alvorlig truede, som vi ere i Besiddelsen af Slesvig, henvende vi os nok engang ved Deres Mellemkomst, min Herre, til Storbritannien, for at begjere Opfyldelsen af dets Garanti af det.

Vi twivle ikke paa, at De, Hr. Greve, vil understøtte denne retfærdige og retmæssige Begiering med de indstændigste Forestillinger, og De maa ikke alene forlange Opfyldelsen af denne heitidelige Forpligtelse, men endvidere en virksom og kraftig Samvirken til Fordeel for os imellem Kabinetet i St. James og det i St. Petersborg.

De ved, Hr. Greve, hvor meget vi maae ønske denne Samvirken og hvor megen Grund vi have til at betragte den som uundgaaeligt nødvendig for at sikre det heldige Udfald af enhver Intervention, for at føre enhver Underhandling lykkelig til Ende.

Jeg billiger dersor ganste det Sprog, De har fort i Deres Samtaler med Hr. v. Brunnov, og jeg seer med Fornuelse, at De hyppigt kommer sammen med denne formaaende Minister. Den loiale Frimodighed, hvormed De har meddeelt ham Alt, hvad der vedkommer vort store Spørgsmaal, stemmer overens baade med vor Politik og med Deres Charakteer. Den russiske Ministers kloge Bemærkninser fortjene vor hele Opmærksomhed, idet de paa samme Tid vidne

om den Interesse, som De har vidst at bibringe ham for vor Sag. De behage at sige ham, at vi skulle vise os standhaftige til det Sidste.

Af vedlagte Gjenpart af en Depesche, som Hs. Maj. Kongen af Sverrigs og Norges Udenrigsminister har tilstillet Hr. Baron v. Rehausen og som Hr. v. Lagerheim har havt den Godhed at meddele os, vil De see, Hr. Greve, at den svenske Regierung ikke for Dieblifiket ønsker at gaae udenfor Grandserne for en streng Neutralitet.

Det er imidlertid muligt, at denne venstabelige Nabomagt opgiver denne passive Rolle, saasnart Rusland og Storbritannien, saaledes som vi i det mindste haabe det, have utalt sig paa en Maade, som ikke kan esterlade nogen Twyl om deres Willie at komme os til Hjælp, og saasnart dens Representant i London saaledes er blevet sat i stand til at give sit Hof de bestemteste Forstikninger om, at Kabinetet i St. James er vel stæmt for os, samt om den gode og op richtige Forstaelse imellem dette og Kabinetet i St. Petersborg.

Det er os folgeligt magtpaalliggende noie at kjende den Aand, hvori Baron v. Rehausens Beretninger ere skrevne.

Jeg har troet det nyttigt at sende Dem en noiagtig og behorigen bekræftet Gjenpart af den Akt af 28 Juli 1720, hvorved Storbri tannien garanterer Kong Frederik den 4de af Danmark, hans Arvinger og Efterfølgere Besiddelsen af Hertugdømmet Slesvig.

Læsningen af en Note af Dags Dato til Hr. Baron Schoultz v. Ascheraden vil satte Dem i stand til at danne Dem en bestemt Mening om vor Stilling ligeoverfor Kabinetet i Berlin.

Siden den 19de d. M. har det været de preussiske Koffardistike forbudt at lobe ud af vore Hayne; denne Embargo rammer ligeledes de preussiske Skibe, som passere Sundet og Vesterne. De blive ikke erklærede for gode Priser, forend Preussen har begyndt aabenbare Fjendtligheder ved at angribe os i Slesvig. Under Krigen ville Kaperbreve efter al Sandsynlighed ikke blive udfærdigede til private Rhedere. Hvilke Forholdsregler Kongens Regierung, nedsaget som den er til at tage Repressalier, end forøvrigt vil bruge, vil den aldrig glemme de Hensyn, som skyldes allierede, venstabelige eller neutrale Magters Flag, og den vil vaage over deres Interesser med uafbrudt Omhu.

Læsningen af en Note, som jeg i denne Anledning har tilstillet Sir Henry Wynn, og hvorfaf jeg ligeledes herved sender Dem en Gjenpart, vil meddele Dem udførligere Oplysninger om Kongens Regierings Anskuelser og Grundsætninger og de Forholdsregler, den har taget angaaende dette vigtige Spørgsmaal.

Nº. 17.

**Den Svenske Udenrigs-Minister Baron Stjerneld's
Svarstrikelse angaaende Sverrigs Stemning for den
Danske Sag,**

d. Malmøe 11te Juni 1848.

Hr. Greve.

Sæg har ikke undladt at forelægge Kongen, min ophoede Herre, den Note, som Deres Excellence har havt den Godhed at tilstille mig, dateret Malmøe den 9de d. M., og det er efter Hans Majestæts Befaling, at jeg sender Dem, Hr. Greve, nærværende Svar. Den venstabelige Interesse, som Kongen nærer for Danmarks Sag, kan ikke synes trivsom og jeg tillader mig at troe, at Deres Excellence vil finde et nyt Bevittis derpaa i den Meddelelse, jeg her giver Dem og hvorved De vil overtyde Dem om, at Hans Majestæts Ønske om at høde en venstabelig Nabomagt sin Bistand stedse er det samme og kun indskrænkes af de Hensyn, som indgydes ham af hans Omhu for hans egne Undersaatters Interesser, samt af de Uttryk, hvori han fra Begyndelsen har uttalt sig om denne Sag.

Den ovenmeldte Note fra Deres Excellence indebefatter to Punkter, hvoraf det første angaaer den Begjering, som den Danske Regjering ønsker, at Kongen skal stille til det Preussiske Hof for af dette at erholde en Garanti for, at Indfaldet i Jylland ikke i noget Tilfælde skal blive gjentaget, og at et saadant Indfald, dersom det finder Sted, skal betragtes som en Aarsag til Brud mellem de forenede Kongeriger og Preussen. Det andet Punkt angaaer det af Hs. M. Kongen af Danmark nærede Ønske om at erfare Kongens Regjerings Anstuelser med Hensyn til Indholdet af de Storbritannien som mæglenude Magt gjorte Forslag i det Niemed at bevirke Fjendtlighedernes Ophør; Forslag, som Deres Excellence har gjort mig den Ære at meddele mig og hvorom Hoffet i St. Petersborg ligesledes er blevet underrettet.

Med Hensyn til det første Punkt gjer Kongen sig en Fornsielse af at opfylde det af Hans Danske Majestæts Regjering yttrede Ønske, og Kongen sender i Morgen en af sine Abjudanter til Berlin med Instruktioner til Hans Majestæts Minister i denne Hovedstad om at gjøre Hs. M. Kongen af Preussens Ministerium en Meddelelse af det Indhold, at dersom den Preussiske Regjering vil give Kongens

den formelige og bestemte Forsikring, at de Preussiske eller Forbundets Tropper i intet Tilfælde og uden Hensyn til Udfaldet af de Hegtninger, som desværre endnu finde Sted i Slesvig, ikke skulle overstride Jyllands Grænse eller foretage Landgang paa nogen af de Danske Øer, vil Hans Majestæt paa sin Side forpligte sig til at standse enhver yderligere Bevægelse af sine Tropper i det Haab, at Twistigheden, naar den holdes indenfor Hertugdommernes Grænser, vil kunne blive jevnet uden hans virksomme Intervention. Der vil blive forlangt et bestemt Svar inden den kortest mulige Frist, for at vi kunne blive satte i stand til at indrette vores yderligere Operationer efter Indholdet af denne Meddelelse og i Overensstemmelse med de Forpligtelser, som vi have indgaact med den Danske Regjering.

Med Hensyn til det andet Punkt veed Deres Excellence allerede af vores mundtlige Meddelelser, at Kongen i Henhold til Udtrykkene i den Erklæring, som Hans Majestæt har tilfældet det Preussiske Hof, ikke troer sig kaldet til at tage Initiativet med Hensyn til det, som angaaer Slesvig, eftersom et saadant Initiativ rettigen tilkommer de Magter, der have garanteret Danmark Besiddelsen af dette Land, men at Kongen i det Tilfælde, at de garanterende Magter maatte samtykke i at understøtte de Forslag, som den Danske Regjering nu har gjort til Aflutningen af en Vaabenstilstand, og i det mindste den ene af dem ved en kraftig Understøttelse tillands og tilsejs, ikke vil tage i Betænkning at handle i Overensstemmelse med denne Magt, ikke alene ved sin moraliske Bistand, men ogsaa ved de Midler, som Hans Majestæt paa den Tid maatte have til sin Raadighed, for at faae sine Forslag antagne af Preussen og det tydste Forbund.

Jeg har meddelest Kongens Minstre i London og St. Petersborg disse Forslag og paalagt dem at anbefale dem til de respektive Ministeres alvorlige Opmærksomhed.

Jeg smigrer mig med, Hr. Greve, at dette Svar paa Deres Note af 9de d. M. vil være tilfredsstillende for Hans Danske Majestæts Regjering, og jeg benytter Leiligheden til at bede Deres Excellence modtage Forsikringen om min højeste Agtelse.

Malmö den 11t Juni 1848.

Stjerneld.

Til
Hr. Grev Knuth,
Hans Majestæt Kongen af Danmarks
Stats- og Udenrigsminister o.s.v. o.s.v.
København.

Nº. 18.

De af den danske Regjering foreslaade Vaabenstilstands-Betingelser, meddelte som Grundlag til Konventionen.

- 1) Samtige Tropper paa begge Sider skulle trække sig ud af Hertugdommerne Slesvig og Holsten, som saaledes blive aldeles frie for Tropper, hvorfaf følger, at de Soldater og Frisører, som staae under Insurgenternes umiddelbare Befaling, afgøres og oploses. Forbundstropperne rymme Jylland.
- 2) Alle Fjendtligheder tilses, Blokader og Opbringelse af Kof-fardissebåde ophøre strax og ethvert Skib, som opbringes efterat Vaabenstilstanden er understreven, frigives.
- 3) De sædvanlige Handelsforhold o. s. v. tage atter deres Begyndelse.
- 4) Saalænge Vaabenstilstanden vedvarer, udgaaer den civile Forvaltning af Hertugdommet Slesvig i ethvert Tilfælde fra Kongens Myndighed; men vi ere tilbøjelige til at finde os i, dersom det maa være saaledes, at den civile Forvaltning af Hertugdommet Holsten indrettes af Forbundsdagen i Frankfurt for den Tid Vaabenstilstanden vedvarer.
- 5) For at opretholde den indre Fred og Orden under Vaabenstilstanden bliver man enig om et for hvert Hertugdommelige stort Troppeantal Gendarmeri, hvilke Tropper skulle staae under Kongens Befaling i Slesvig og under Forbundsdagens Befaling i Holsten. Gendarmeritropperne skulle være de eneste, som bære Vaaben.
- 6) De forend Vaabenstilstanden opbragte Skibe skulle udleveres, naar Grundlaget for en endelig Overenskomst er blevet vedtaget, men man kan saa meget mindre udlevere dem i det Dieblik, da en simpel Vaabenstilstand, som ikke indeholder nogen ubetinget Garanti for den eventuelle Fred, er blevet understrevet, som Forbundstropperne have opkrævet uhyre Krigscontributioner i Kongens Stater.
- 7) Kongens Regjering er villig til at antage denne Vaabenstilstand under Storbritanniens Auspicer alene, eftersom Tiden ikke tillader den at raadsføre sig med Rusland; men den for-

beholder sig fuldkommen Frihed til at fordre, at Rusland erholder Adgang til de Underhandlinger, som skulle finde Sted, efterat Vaabenstilstanden er understreven.

Jeg har den Ære at være

Nø. 19.

**Det af Lord Palmerston billigede og med denne dis-
cutterede Vaabenstilstandsforslag af 18de Mai.**

- 1) Standsning af Fjendtligheder tilsoes og tillands.
 - 2) Begge Hertugdommer rommes af Tropperne fra begge Sider saafnart skee kan.
 - 3) Alle de Slesvigste og Holsteniske Tropper af eithvert Slags, som nu tjene sammen med Forbundstropperne, hjemper-mitteres.
 - 4) I hvert af de to Hertugdommer oprettes en provisorisk Re-gjering; den for Slesvig udnaevnes af Kongen; den for Holsten af Forbundet.
 - 5) Et lige stort og indfrænket Antal Gendarmeritropper til Politibrug oprettes provisorisk og for den Tid, Vaabenstil-standen vedvarer, i hvert Hertugdomme.
Gendarmeriet for Slesvig ansettes af Kongen, det for Holsten af Forbundsdagen eller Forbundet.
 - 6) Alle Fanger og Skibe, som ere anholdte paa nogen af Si-derne, losgives, og alle Kontributioner i Penge eller Natu-ralier, som ere blevne oppebaarne, tilbagebetales eller til-bageleveres.
-

Nº. 20.

Chevalier Bunsens Bemærkninger, af 18de Mai, til det af Grev Neventlow og Lord Palmerston, samme Dag, antagne Vaabenstilstands-Forslag.

Undertegnede Hans Preussiske Majestæts overordentlige Gesandt og Minister ved Hoffet i St. James, har allerede under Forhandlingerne angaaende det Slesvig-Holsteniske Spørgsmaal oftere havt den Ære at tilkjendegive Viscount Palmerston, at Hans Majestæts Regjering modtager Tilbudet om Storbritaniens bona officia som et nyt Bevis paa Hds. Britiske Majestæts Regjerings venstabelige Stemning mod Preussen og Tydfland og paa sammes oprigtige Interesse for Bevarelsen af Europas almindelige Fred. Den Preussiske Regjering gjor dette i det hele tydste Forbunds Navn, idet den hoie tydste Forbundsdag har overdraget den de Underhandlinger, der maatte blive en Folge af hønt Tilbud om Mægling. Hans Majestæts Regjering troer, at det bedste og i Sandhed eneste Middel til strax at gjøre Ende paa Krigens Ulykker og dæmpe de ophidsede nationale Følelser paa begge Sider, vilde være det samme som Viscount Palmerston foreslog i Fjor som Grundlag for Mæglingen imellem de twende twistende Parter i Schweiz.

Fjendtlighedernes Ophør ansortes ligeledes i hønt Tilfælde som det første Skridt til Opnæelsen af det attraaede Maal. Men dette Forslag ledssagedes af Betingelser, der foresloges som Grundlag for Mægling.

En Standsning af Fjendtligheder kan i Sandhed kun betragtes som en Forholdsregel, der kan stifte sand Nutte og derfor er velkommen for dem, som oprigtigen ønske Fred, naar der er grundet Udsigt til Fred som Folge af den gjenstidige Antagelse af visse foreløbige Forsoningsbetingelser. Den Preussiske Regjering antager derfor den Engelske Regjerings Forslag under den Forudsætning, at Viscount Palmerston ved denne Mægling vil bruge den samme Fremgangsmaade, som han fulgte med Hensyn til Schweits. De twende Hertugdømmers og det tydse Forbunds Klager ere ofte blevne fremsatte og nyligt Viscount Palmerston forelagte i en Memoire, som Undertegnede har havt den Ære at overrække hans Herlighed og hvis Indhold er blevne fuldkomment billigt af Hans Majestæts Regjering.

Den Danske Regierings Anstuelse af Sagen er upaaativlesligt ligeledes Lord Palmerston bekjendt. Det er klart, at Slesvigs In-forporation i Danmark, som erklæredes officielt af den Danske Regierung ved Dekretet af 24de Marts (Chevalier Bunsens Memoire, Tillæg Pag. 154) (som følge af Folkebevegelserne den 21de og 22de, hvortil bemeldte Dekret hentyder) og føgtes iværksat (saaledes som i Dekretet forklyndt) ved den Danske Hær Marsch ind i Hertugdommet, baade af Hertugdommerne og det tydse Forbund betragtes som Krigens Aarsag.

Det tydse Forbund har besluttet ikke at tilstede en saadan In-forporation og det af følgende Grunde.

Før det Første fordi det (ligesom Hertugdommernes Befolknings og Stander) betragter den som en ligefrem Krænkelse af den ene af Hertugdommet Holstens tre Grundlove, ifølge hvilken Slesvig aldrig maa adskilles fra dette Lem af det tydse Forbund.

Før det Andet fordi en saadan In-forporation aabenbart truer de twende andre Grundlove, som Hertugdommet Holsten har tilfældes med Hertugdommet Slesvig.

Den ene af disse Love siger, at disse to uadskilleligt forenede Hertugdommer ere uafhængige Stater, der kun ere forbundne med Danmark ved en Personal-Union gennem det regerende Dynasti; den anden, at de have den samme Arvefølgelov, som udelukker den quindelige Linie. Der kan derfor aldrig være Fred, saalænge dette Punkt ikke er indremmet.

Men da Danmark har anført, at der i de nordlige Distrikter af Slesvig gives en dansk Majoritet, som, uagtet den er forenet med det øvrige Slesvig ved den samme Arvefølgelov, underligent ønsker at blive forenet med Kongeriget Danmark og indlemmet i dette, er den Preussiske Regierung villig til at samtykke i enhver Beslutning af Befolkningen angaaende dette Punkt, naar den fremgaar af en upartisk Opsordring til den.

Maar saadanne Distrikter da blive en Deel af det Danske Monarki, forudsættes det, at Hs. M. Kongen af Danmark vil samtykke i den eneste tilfredsstillende Overenskomst, den nemlig, at Hertugdommet Slesvig (Fastlandet saavel som Øerne, dog med Undtagelse af Distrikter, som tilkjendegive deres Ønske i den ovenmeldte Retning) indlemmes i det tydse Forbund i Overensstemmelse med Folkets formeligen yttrede, for Forbunds-dagen udtalte Ønske og Beslutning. Kun saaledes kunne fremtidige Sammenstød og uophorlige Stridigheder undgaaes. En saadan Overenskomst vilde den Preussiske Regierung betragte som et tilstrækkeligt Grundlag for en bona side Baabenstænd paa de af Viscount Palmerston forestaaede Betingelser.

Naar man er bleven enig om disse Præliminarier, vil den Preussiske Regjering eblekligt tiltræde den af Viscount Palmerston foreslaade Vaabenstilstand og de Thyske Tropper skulle da strax forlade begge Hertugdommerne.

Undertegnede har den Acre at tilstille Viscount Palmerston to forte Memoirer.

Den ene (I) indeholder nogle oplysende Bemærkninger til Anfusserne for den af Viscount Palmerston foreslaade Vaabenstilstand. De deri ved det fjerde Punkt ansorte Indvendinger maa naturligvis betragtes som tilbagekaldte, saasnart man er blevet enig om Fredspræliminarerne.

Den anden (II) indeholder en udsyrlig Forklaring af den Anfusse, som den Preussiske Regjering i Kraft af den høie Thyske Forbundsforsamlings Beslutning nærer om det Slesvig-Holstenfe Spørgsmaal og Grundlaget for dets Afgjørelse.

Bilag I.

Vord Palmerstons Forslag til Afslutningen af en Vaabenstilstand imellem det Thyske Forbund og Danmark.

1. Ejendtlighederne ophøre strax tillands og tilsves.
2. Alle Krigsfanger og de erobrede eller anholste Skibe udleveres fra begge Sider.

Den Preussiske Regjerings Bemærkninger herved.

Det forudsættes, at Alle de, som efterat de Danske Tropper ere rykkede ind paa Slesvigst Grund, ere blevne fængslede formedst deres politiske Meninger eller Anfusser og forte over til Øerne, indbefattes under Krigsfangerne, og at alle offentlige eller private Ejendomsgjenstande, som i dette Tidsrum ere blevne bortforte fra Slesvigst Grund, skulle tilbageleveres af de Danske.

Med Hensyn til Skibene forudsættes det, at deres Ladninger udleveres i den Stand, hvori de befandt sig førend Embargoen.

3. De Danske Tropper skulle rømme Slesvig. Denne Rømning har fundet Sted som Folge af de senere foregaaende Træfninger og militaire Operationer, med Undtagelse af Den Als og nogle flere Smaaser.

Da Als og Ærø høre til Slesvig, maa de betragtes som bona side indbefattede under Artiklens Bestemmelser; men det er bedst udtrykkeligt at fremsætte denne Bemærkning, da de Danske have sammentrængt hele deres Styrke paa Als (som kun er adskilt fra Fastlandet ved en smal Rende, der kan passeres med en Færge) og allerede benyttet det som Udgangspunktet for trætende Angreb paa den ligeoverfor liggende Kyst.

4. De tydste Tropper romme Jylland og Hertugdommernes Territorium.

Den Preussiske Regjering kan ikke samtykke i Romningen af Holsten, men maa foreslæae den forend Krigens besatte Linie paa den Tydse Side af Eideren. Forbundsdagen har erklæret Holsten i Fare og denne Erklæring er endnu ikke tilbagefaldt.

Forbundsdagen har besluttet, at Gjenoprettelsen af status quo ante skal være Betingelsen for enhver som helst Underhandling om Sagen. Denne Beslutning fundgjordes, da de Tydste Tropper allerede havde indtaget Eider-Linien og besat hele Holsten.

Forbundsdagen har nyiligen bemyndiget Preussen til at samtykke i Romningen af Slesvig med (i det mindste for den sydlige Deels Bedkommende) den provisoriske Regjerings Samtykke. Det vilde i ethvert Tilfælde medtage sjorten Dage at skrive til Berlin og derfra til Rendsborg og Frankfurt for at erholde og i London modtage en ny Beslutning, som ophævede hine tre Bestemmelser, og den provisoriske Regjerings Samtykke. Forbundsforesamlingen kan ikke ventes at ville gjøre et mod den aabenlyst og almindeligt udtalte tydste Stemning saa stridende Skridt uden at inhente Samtykke fra det nationale Parlament (som forsamlar sig i Dag), eller i det mindste gjøre samme en Meddelelse, hvorved alle Forventninger om et hurtigt og tilsredsstillende Udfald af Mæglingen let kunde blive frugtesløse.

I ethvert Tilfælde kan Afgørelsen ikke blive tvivlsom.

Den eneste mulige Udvei til at opnæae og sikre en hurtig Tilendebringelse af Handelens nærværende Afbrydelse og af de med hver Dag tiltagende Fjendtligheder og Rusninger vilde være denne.

Den Preussiske Regjering ere ikke engang bemyndiget til at sammentrænge de Tydste Tropper paa den modsatte Side ved at trække dem bort fra Stillingen ved Eideren ned mod den sydlige og vestlige Deel af Holsten. Men for at lette Hertugdommet og slaane alle dets Hjælpelilder saa meget som muligt, funde de 15000 Mand af det 10de Forbundsarmeekorps,

som paa Grund af Streiftogene fra Als og Svenskernes Trudsler allerede have faaet Befaling til at marschere fra deres Kantonementer i Nærheden af Elben og ind i Hertugdømmerne, blive kontramanderede og de, som alle rede ere rykkede ind, sendte tilbage over Elben.

Alt dette naturligvis under Forudsætning af, at de Svenske Tropper forlade Øyen, dersom de maatte have besat det.

Endeligen maa det forudsættes, at dersom Underhandlingerne ikke inden en Maaneds Forløb lede i det mindste til Fredspræmisinerer, kunne begge Hære atter intage deres respektive Stillinger, hvortil der gives en Frist af fjorten Dage.

Et bona side Samtykke fra den Danske Regjerings Side i den provisoriske Regjerings Vedbliven forudsættes naturligvis, ligesom ogsaa den Grundsætning, at en Delegeret eller Delegerede fra samme gives Adgang til de Forhandlinger, som skulle finde Sted i London.

London den 18de Mai 1848.

Bilag II.

Preussisk Memoire angaaende Afgjørelsen af det Slesvigsk-Danske Spørgsmaal.

Den Preussiske Regjering anseer følgende to Omstændigheder for causa belli:

Før det Første Danmarks Angreb paa Hertugdømmernes forfatningsmæssige Rettigheder.

Før det Andet Striden mellem de to Nationaliteter i Slesvig: den Tyske og den Danske. En oprigtig og varig Fred bør støtte sig paa en klar Opfattelse af og et tilbørligt Hensyn til gjensidige Rettigheder og paa Befolningens gode Willie. Allene af denne Grund vilde det, selv om de paa begge Sider herskende nationale Følelser maatte tillade det, være umuligt at vende tilbage til den ubestemte og utilfredsstillende Tingenes Tilstand, som fandt Sted umiddelbart først det aabne Brev af 1846. Dette Brev bragte vistnok Sagen til en Krisis, men der var blevet fort Klage baade fra Tysk og Dans Side strax efter Wienertraktaten og Hertugdømmernes Klager bragtes

ingenlunde til at forstumme ligesaa lidt som Aarsagerne til dem ferneredes ved Slesvigs og Holstens førstilte Forfatninger i 1831 og 1834.

Efter saadanne Begivenheder behøves der Garantier for Fremtiden og naar en ørlig, endelig Afgjorelse ikke kan opnaaes, hvilken Garanti kan der da gives for, at de samme eller lignende Angreb ikke ville blive gjentagne fra den Danske Regjerings Side og frembringe lignende førgelige Folger?

De samme Slutninger ere anvendelige paa Striden imellem Nationaliteterne. Klagerne ere gjensidige. De bør gjensidigen agtes og deres Stilling sikres saa meget som muligt til fældeds Tilsfredshed.

Derfor er en endelig og billig Afgjorelse med Hensyn til de to ovennævnte Punkter i dette Dieblik ubetinget nødvendig.

Men paa den anden Side er det langts fra den Preussiske Regjerings Hensigt at foreslaae en Forandring i den Personal-Union, som finder Sted mellem det i Danmark regierende Dynasti og Hertugdommerne. Regjeringen er tværtimod af den Formening, at denne Union ligesaa vel bør bevares som de tre forfatningsmæssige Bestemmelser, som gjøre Hertugdommerne til selvstændige Stater, forene dem udstilleligt og udelukke den quindelige Arvefolge.

Den Preussiske Regjering troer, at det kun behøves at udføre denne Personal-Union i alle dens Folger med tilborligt Hensyn for alle de Rettigheder, hvorpaa den støtter sig, for at opfylde alle retsædige Forlangender og Forventninger paa begge Sider.

Endeligen er den Preussiske Regjering af den Formening, at den Danske Nationalitets Princip kan fuldestgøres, uden at der skeer noget Brud paa den Ret til udstillelig Forening med hele Slesvig, som den tydse Forbundsdag anerkender og paastaar for Holsten.

Gaaende ud fra disse Grundsætninger foreslaae den Preussiske Regjering en Overenskomst paa følgende Grundlag:

- 1) Kongen af Danmark tilbagekalder Dekretet om Slesvigs Incorporation i Danmark og anerkjender Holstens Ret til at forblive forenet med Slesvig og omvendt. Denne Anerkjendelse medfører den Indrommelser, at de to forenede Hertugdommer som Følge af denne Ret kun ere forbundne med Danmark ved Souverainens Person saa længe som den mandlige Linie af det Oldenborgske Huus regerer i Danmark.
- 2) Ved en venstabelig Overenskomst fastsættes Betingelserne for en fuldstændig Adstillelse med Hensyn til Forvaltningen, Finanserne, Hæren, Flaaden og Danmarks Statsgeld.

3) Kongen samtykker i det forenede Hertugdomme Slesvig-Holstens Indlemmelse i det Tydste Forbund.

Den Preusjske Regjering indrommer som Erstatning, at den Deel af det nordlige Slesvig, som, efterat Spørgsmaalet er blevet det ærligt og aabent forelagt, erklærer sig til Fordeel for en Forening med Danmark, udelukkes fra det forenede Hertugdomme Slesvig-Holsten og indlemmes i Danmark, efterat være blevet oprettet til et Hertugdomme med en saadan provisorisk Forfaming, som i Overensstemmelse med Kongen af Danmarks Lovte til Slesvig kan sikre den Tydste Minoritet et tilbørligt Hensyn for dens Nationalitet og Brugen af dens Sprog i Skolerne og Provindzialrepræsentationen.

Nº. 21.

Lord Palmerstons Svar til Chevalier Bunsen

af 19de Mai.

Hr. Chevalier!

Jeg skal i Aften sende Deres foreslaade Note til Sir Henry Wynn tilligemed dens trende Bilag, men jeg tillader mig at gjøre nogle Bemærkninger ved disse Bilag. Og med Hensyn til de foreslaade Beitingelser for Vaabenstilstanden vilde jeg for det Første tilraade nogle ubetydelige Forandringer, der ere lige billige for begge Parter og som stemme saa fuldkomment overens med de almindelige Grundsætninger, hvorpaa en Vaabenstilstand kunde bygges, at jeg neppe twivler paa, at De vil samtykke i dem paa Forbundets Begne.

Med Hensyn til Deres Bemærkning ved Art. 2 vilde det vistnok være rigtigt, at alle Fanger af ethvert Slags frigives, hvad enten de ere blevne deres Frihed beroede som Krigsfanger eller som politiske Forbrydere; med Hensyn derimod til de Giendele, som de danske Troppe har bortført fra Slesvig, bestredd Hds. Majestæts Regjering ingen tilstrækkelige Oplysninger om de Omstændigheder, denne Beitingelse angaaer, og det synes snarere at være en Gjenstand for Overveielse ved en endelig Afgjørelse, end at være en Deel af en præcis minar Vaabenstilstand. Hvad angaaer de anholdte Skibes Ladnin-

ger, da ville disse naturligvis blive udleverede tilligemed Skibene uden nogen anden Beskadigelse, end den, som kan være den uundgaaelige Folge af Skibenes Anholdelse. Med Hensyn til Deres Beværkning ved Art. 3 og 4 har Hds. Majestæts Regjering foreslaaet, at Hertugdommerne Slesvig og Holsten skulle fritages for at besettes saavel af danske som af tydste Tropper, og denne Ordning synes efter moden Overveielse af alle Sagens forvinklede Omstændigheder at være den, som bedst vilde fremme de fredelige Hensigter, som Hds. Majestæts Regjering har for Die, og da det er godt gjort, at Den Als er en Deel af Hertugdommet Slesvig, vilde denne De som Folge af en saadan Ordning ikke blive besat af nogen dansk Styrke.

Det er klart, at naar den store tydste Troppesyrke, som nu staer i Jylland og Slesvig, fantonneredes i Holsten, vilde det blive en tung Byrde for Indbyggerne der, hvortil der ikke synes at være nogen tilstrækkelig Grund tilstede, og Hds. Majestæts Regjering vil derfor indstændigen tilraade, at begge Hertugdommer fritages for militær Besættelse.

Dersom det ikke staer i Deres Magt at tage nogen Beslutning angaaende disse Punkter, forend De har raadført Dem med Forbundsdagen i Frankfurt, Kabinetet i Berlin og den provvisoriske Regjering i Rendsborg, maa jeg befrygte, at disse Spørgsmaal ville blive afgjorte paa Valpladsen istedetfor ved Underhandling.

Med Hensyn til de Svenske Tropper, som maatte have betraadt danske Grund, er det at formode, at de naturligvis vende hjem faa snart Vaabenstilstanden er blevsen afsluttet.

Med Hensyn til det andet Bilag skal det blive Sir H. Wynn paalagt at tilraade den danske Regjering at tage en paa det i dette Bilag foreslaaede Princip støttet Overenskomst under Overveielse, nemlig at Hertugdommet Slesvig deles i to Dele efter dets Indbyggernes nationale Natur og at den sydlige eller tydste Deel ligesom Holsten bliver Medlem af det tydste Forbund og den nordlige eller danske Deel da forfatningsmæssigt indlemmes i Kongeriget Danmark, idet det naturligvis forudsættes, at de tydste Indbyggere i den danske Deel erholde fuldkommen Frihed til at opdrage deres Born i det tydste Sprog, dersom de ville, ligesom det maatte staae de danske Indbyggere i den tydste Deel frit for at opdrage deres Born i det danske Sprog, naar de ønske det. Det er jo bekjendt, at i Slesvig ligesom i de fleste andre Lande, hvor to forskjellige Folkestammer ere bosatte og to forskjellige Sprog blive talte, ere de to Folkestammer ikke siedviis adskilte ved nogenomhelst Linie, der adskiller Alt, som hører til den ene Stamme, fra Alt, som hører til den anden, og at, uagtet den ene Stamme er den fremherstende i een Deel af Landet og den anden

Stamme er den talrigste i en anden Deel af Landet, gives der dog mange Egne af Landet, hvor den ene Stamme tilsides er blandet med den anden. Dersor kan Skjellinien, hvor den saa end trækkes, kun adfille Fleertal fra Fleertal, men det kan ikke ventes, at den skulde lade alle Thyderne blive paa den ene og alle de Danse paa den anden Side.

Med Hensyn til Maaden, hvorpaa en saadan Linie trækkes, vilde jeg for det Ulfelde, at man maatte blive enig om at gjøre det, foreslægge Parterne til Overveielse, om det ikke maatte være muligt for den danske Regierung og Forbundet at træffe en Overenskomst om dette Punkt ved at henholde sig til bekjendte eller opnaaelige statistiske Data uden at bruge den vanskelige Fremgangsmaade at appellere først til samtlige Indbyggere i ethvert Distrik. En saadan Appel maatte ledes af en eller anden udevende Autoritet og det turde neppe blive let for de paagjældende Parter at enes om Indsættelsen af en saadan Autoritet.

Jeg har o. s. v.

(Undertegnet) Palmerston.

No. 22.

I.

Den Preussiske Regjerings (Baron v. Arnims) Vaabenstilstands Forslag.

1. **V**ejndtlighederne tillands og tilses standses strax og fuldstændigt;
2. Alle Fanger friges;
3. Alle beslagte eller opbragte Skibe friges strax, og enhver Blokade opheves;
4. Hertugdommet Slesvig rommes i hele sit Omfang saavel af Forbundets som af Danmarks Tropper;
5. Den provisoriske Regierung forestaaer indtil en definitiv Overenskomst Landets Forvaltning i Hans Majestæt Kongen af Danmarks Navn. Landet sikres ved Englands Garanti mod alle Indgreb fra Dansk Side.

6. Preussen forpligter sig til ved det tydße Forbund at virke for, at Forbundstropperne ligeledes trækkes ud af Holsten, saasnart Punkterne ad 1—4 ere opfylde og begge Hertugdommer have erholdt den ad 5 ommeldte Sikkerhed.
7. Der bestemmes et passende Tidsrum til Antagelse af Præliminærerne til en definitiv Overenskomst, efter hvilc frugtesløse Udløb begge Parter ere berettigede til atter at indtage de Stillinger, som de havde inde forend Vaabenstilsstandens Afslutning.

II.

Den preussiske Negjerings Vaabenstilsstandsforlag,

saaledes som de blevre redigerede af dens Besuldmægtigede i London, Chevalier Bunsen, og indsendte til Lord Palmerston i Note af 12te Juni, som Kontrapositioner imod det Danske Forlag.

1. Ejendtlighederne tillands og tilsoes ophøre viebliffligt fuldstændigt.
2. Alle Krigs- og politiske Fanger sættes i Frihed.
3. Alle Skibe, som ere blevne tagne og lagte under Embargo siden Krigens Begyndelse, udleveres viebliffligt tilligemed deres Ladninger; alle Blokader ophæves.
4. Hertugdommet Slesvig, Derne derunder indbefattede, rommes i hele sit Omfang baade af det tydße Forbunds og af Danmarks Tropper.
5. Den provisoriske Regjering vedbliver at forestaae Landets Forvaltning i Hans Majestæt Kongen af Danmarks Navn, indtil Stridsspørgsmalet er blevet endeligt afsjort. Landet sikres ved Englands Garanti mod ethvert Angreb fra Danmarks Side.
6. Preussen opfordrer det tydße Forbund til at trække Forbundstropperne tilbage fra Holsten, saasnart Artillerne 1 og 4 ere udførte og den i Artikel 5 fastsatte Sikkerhed for begge Hertugdommer er garanteret.
7. Der fastsættes et Tidsrum af fire Maaneder til Antagelse af Præliminærerne til en endelig Overenskomst. Skulde de første tre Maaneder løbe ud, uden at dette Resultat er opnåaet, have begge Parter Ret til i Lovet af den fjerde Maaned atter at indtage de Stillinger, som de havde inde forend Vaabenstilsstandens Afslutning.

Nº. 23.

Verbalnote

til den Svenske Udenrigsminister, Baron Stierneld,
om

Modifikationer i Vaabenstilstands-Betingelserne,

dat. Malmö, den 10de Juni 1848.

Før bestemtere at fastsætte en af Hovedgjenstandene for den Samtale, som nyligt har fundet Sted mellem Hans Excellence Hr. Baron v. Stierneld, Hans Majestæt Kongen af Sverrigs og Norges Udenrigsminister, og Hr. Baron v. Manderstrom, bemeldte Hans Majestæts Kabinettssekretær, paa den ene Side og Hr. General Oxholm, Hans Danske Majestæts Adjudant, og Undertegnede paa den anden, har Sidstnævnte opsat nærværende Verbalnote.

Da den Danske Regjering er enig med Hendes Britiske Majestæts Regjering om den ubetingede Nedvendighed af en Standsning af Fjendtlighederne mellem Danmark og det Tyske Forbund forend Underhandlingerne om en fremtidig Fred kunne frembyde Udsigter til et heldigt Udfald, har den til den Ende gjort Forslag, som ere det Svenske Kabinet bekjendte. Siden den Tid er en Maaned forleben, uden at noget officielt Svar er kommet til den Danske Regjerings Kundstab, men gjennem en venstabelig Magt er denne Regjering blevet underrettet om, at Baron v. Arnum har opstillet Kontrapositioner, hvis Indhold findes i vedlagte Bilag.

Disse Forslag ere saaledes bestyrke den Danske Regjering i dens Overbevisning om Umuligheden af med Preussen at kunne afdække en Vaabenstilstand, hvis Betingelser ikke understøttes kraftigt og gives vægt af de to Magter, som have erklaaret sig til Fordeel for Danmark, nemlig Sverrig og Rusland. Men paa den anden Side have vi, besjælede af det oprigtigste Ønske om, saavdi det staar til os, at bidrage til Fredens Gjenoprettelse, taget Preussens Kontraforslag under den modneste Overveielse og ere villige til at antage dem som Grundlag for Fjendtlighedernes Ophør, der som Preussen vil tiltræde de Modifikationer, vi have gjort i dem, og antage dem i følgende Form:

1. Fjendtlighederne tillands og tilsoes ophøre strax efter Underskrivten;
2. Alle Fanger sættes i Frihed;

3. Alle de opbragte Skibe friges, saasnart den Danske Regjering anvises en Skadeslosholdelse for alle de af de Tydste Tropper i Penge eller Naturalier opkrævede Kontributioner; alle Blokader ophøre.
4. Hertugdommet Slesvig rommes i hele dets Omfang baade af det Tydste Forbunds og af de Danske Tropper. Tropperne i den provisoriske Regjerings Tjeneste og Friskarerne afgørbnes.
5. Hertugdommet Holstens civile Forvaltning overdrages til Embedsmænd, som ansættes af det Tydste Forbund i Kongen af Danmarks Navn, og Slesvigs til Embedsmænd, som udnævnes af denne Fyrste, der forpligter sig til i dette Niemed at vælge Personer, som paa de respektive Steder nyde offentlig Tillid, dog alene med Forbehold af, at de ikke have taget noget virksom Deel i den sidste Tids politiske Begivenheder.
6. Da Preussen har tilbudt og forpligtet sig til i Forbundets Navn at bevirke Holstens Nømning af Tydste Tropper saasnart de 4 ovennævnte Punkter ere blevne udførte og den i det 8de Punkt ommeldte Garanti er blevet givet, antager Danmark denne Betingelse med de ovenanførte Modifikationer. Hertugdommet Lauenborg rommes ligeledes af Forbundets Tropper.
7. Underhandlingerne om Fredens Aflutning aabnes strax efterat denne Vaabenstilstand er blevet afluttet, men i det Ulfælde, at man ikke i løbet af en Maaned er blevet enig om Fredspræliminærerne, ere de Tydste Tropper berettigede til at intage de Stillinger, som de havde inde i Holsten forend Vaabenstilstanden, hvorimod Slesvigs Territorium vedbliver at være remmet saa længe som det efter de venstrelige og mæglende Magters Formening ansees undgaaeligt nødvendigt for dette Lands Souverain for at reorganisere dets Institutioner paa et liberalt Grundlag og med tilbørligt Hensyn til dets Indbyggeres respektive Nationaliteter.
8. Den troe Opfyldestelse af de ovennævnte Betingelser underkastes de mæglende venstrelige Magters Garanti.

Undertegnede skal benytte den første Lejlighed til at anmode H. M. Keiseren af Ruslands Regjering om godhedsfuldt med alle de Midler, der staae til dens Raadighed, at understøtte de ovenanførte Forslag, som Regjeringen forpligter sig til at vedstaae i fjorten Dage fra den 10de d. M. at regne. Den haaber, at Rusland ligesom Sværig vil modsette sig ethvert nyt Indfald i Slesvig, hvilket vilde

staae i aabenbar Strid med de Betingelser, hvorom vi ere blevne enige, og at Kongen erholder tilstrækkelig Tid til at reorganisere dette Hertugdommes Forvaltning. Endeligen ytrer Undertegnede det tillidsfulde Haab, at dersom Rusland opfylder Danmarks Ønske og beslutter sig til i Tilsælde af, at de ovennævnte Betingelser forkastes, at tage Evangelsforholdsregler for at tilveiebringe en saadan Standsning af Fjendtlighederne, vil Hs. M. Kongen af Sverrigs og Norges Regjering ikke paa sin Side töve med at gibe til lignende Forholdsregler og navnligen anbringe det Armeekorps, som befinder sig i Skaane og Fyen, paa de Steder, hvor dette Armeekorps kunde tjene som Reserve for den Danske Hær, medens den opererer i Slesvig.

Undertegnede skal det snarest muligt underrette Hds. Britiske Majestats Regjering om de Skridt, hvorom Talen her er og som ikke have noget andet Niemed, end at gjøre et heldigt Udfald af den Mægling, som denne Magt har haft den Godhed at paataage sig, mulig.

Malmö den 10de Juni 1848.

Knut h.

Nø. 24.

Lord Palmerstons Forslag

til

en Vaabenstilstand og senere Afgjorelse af Stridighederne mellem Danmark paa den ene, og Preussen samt det ihøjske Forbund, paa den anden Side,

dat. London 23. Juni 1848.

Hr. Greve,

Hendes Majestats Regjering har hoiligen paaflynnet den Tillid, der er blevne viist den Britiske Krone ved Danmarks Samtykke paa den ene og Preussens og det Thyske Forbunds paa den anden Side i, at modtage Storbritanniens bona officia som Mægler ved en Underhandling om Afgjorelsen af de Stridigheder, der ere opstaade i Anledning af Hertugdømmet Slesvig, og Hendes Majestats Regies

ring har tilfulde erkjendt den store Vigtighed af de mulige Begivenheder, som kunde blive en Folge af disse Stridigheder, dersom de Underhandlinger, som ere blevne indledede for at faae dem jeynede paa en fredelig Maade, uheldigvis skulde mislykkes.

Hendes Majestats Regjering har derfor baade ved skriftlige og mundtlige Meddelelser bestrabt sig uafbrudt for at formaae de tvende Parter til at blive enige om Betingelser, hvori de Begge kunde være villige til at samtykke.

Hendes Majestats Regjerings første Tanke var, at en Vaabenstilstand kunde assluttet strax og at Betingelserne for en endelig Afgjorelse lettere kunde droftes og ordnes medens Fjendtlighederne vare ophorte.

Men den Preussiske Regjering viste sig som Forbundets Organ utilvoerlig til at indlade sig paa en saadan Fremgangsmaade og fremhævede stærkt Hensigtsmæssigheden af, i Forbindelse med Vaabenstilstanden at medtage i det mindste det almindelige Princip for en endelig Afgjorelse. Man bestrabte sig folgeligt for at opnaae dette Dine med, men denne Bestræbelse lykkedes ikke, og imidlertid begyndte Fjendtlighederne at udbrede sig over et større Omraade, og antage et alvorligere Brag.

Hendes Majestats Regjering drev derfor atten paa Asslutningen af en Vaabenstilstand strax, og mente, at Betingelserne for den endelige Afgjorelse kunde droftes og vedtages senere.

Men efterat de Tydste Tropper havde trukket sig tilbage fra Jylland og den danske Somagt havet nogle af de Blokader, den havde iværksat, syntes der atten at frembyde sig en Anledning til en gjen-tagen Bestræbelse for at forene en Overenskomst om det almindelige Princip, hvorefter en endelig Afgjorelse kunde assluttet, med Betingelserne for en Vaabenstilstand.

Hendes Majestats Regjering anmodede derfor de tvende Parter om at meddele deres respektive Anstuelser om denne Sag, for at en Afgjorelse strax kunde assluttet, dersom hine Anstuelser maatte stemme overens.

De Meddelelser, som Hendes Majestats Regjering har modtaget til Svar fra de tvende Parter, indeholde vistnok ikke Midlerne til en oieblifkelig Afgjørelse, men have dog ydet Materialier, hvoraf Hendes Majestats Regjering haaber at have været i stand til at danne For-slag, der for saavidt stemme med hver Parts Anstuelser, at de kunne være antagelige for Begge.

Jeg tillader mig paa Grund heraf at forelægge Dem og den Danse Regjering følgende Artikler til Overveielse, hvilke Hds. Ma-jestats Regjering vilde foreslaae begge Parter til en Vaabenstilstand,

tilligemed en Overenskomst om det almindelige Princip, hvorefter det Slesvigiske Spørgsmål kunde afgjøres.

Foreslaede Artikler.

- 1) Hjendtsigheder mellem de Danske og Thyske Tropper skulle opføre tilsees og tillsands faasnart de fornødne Besalinger kunne gives derom, efterat disse Artikler ere underskrevne. — Alle Blokader hæves paa samme Tid.
- 2) Alle baade civile og militære Fanger sættes i Frihed paa begge Sider og Ingen kan paa nogen af Siderne sagseges eller paa nogen Maade fortrediges for nogensomhelst Deelstagelse i de politiske Begivenheder i den sidste Tid i Slesvig eller Holsten.
- 3) Da de Danske have benyttet deres Ret som krigsførende Magt til at opbringe og anholde Thyske Koffardistiske og de Thyske Tropper, saaledes som det undertiden står i Krigen, have i Jylland opkrævet Kontributioner i Penge og Requisitioner in natura, skulle disse genseidige Udvælser af Krigens Ret opstilles imod hinanden, og dersom det ved at sammenligne Beregningerne viser sig, at den ene Part saaledes har opkrævet eller opbragt et større Beløb af Værdi, end den anden har opkrævet eller opbragt, skal Overfluddet af den saaledes opkrævede eller opbragte Værdi tilbageleveres den anden Part.
- 4) Strax efter denne Vaabenstilstands Afslutning skulle begge Parters Tropper ramme hele Hertugdommet Slesvig, af hvilket Hertugdomme Den Als betragtes og regnes som en Deel, saaledes at de Danske Tropper trække sig tilbage mod Nord og de Thyske Tropper trække sig tilbage mod Syd.

De Friskarer, som maatte være blevne oprettede i Slesvig, oploses og de Menige og Officiererne sendes hjem og de Slesvigiske Tropper, som enten have tjent med de Danske eller med de Thyske Tropper, skulle enten begive sig ud af Hertugdommet med de Tropper, med hvilke de have tjent, eller hempermitteres.

- 5) Da det er nødvendigt at sørge for Hertugdommerne Slesvigs og Holstens midlertidige Forvaltning i det Mellemrum, som maatte forløbe forend en endelig Afgjørelse af samtlige omstridte Punkter kan blive faa fuldkomment ordnet, at den regelmæssige Forvaltningsorden kan blive fuldkomment gjennoprettet i begge Hertugdømmer, er man kommen overens om, at der indsættes en midlertidig Forvaltningskommision,

som styrer de to Hertugdommers Anliggender i Konge-Hertugens Navn og paa hans Begne. Denne Kommission skal bestaae af syv Medlemmer, hvoraf tre udnaevnes af Konge-Hertugen, tre af Forbundsdagen og den Syvende (som fungerer som Præsident) saaledes, som det nedenfor bestemmes.

Dette Raad skal alene forestaae Hertugdommernes sædvanlige Forvaltning, men ikke beklædes med nogensomhelst lovgivende Myndighed.

Da denne Kommissions Indsættelse maa betragtes som et Stridt til Forsoning og Fred og har til Hensigt at dæmpe den Partisorbitsrelse, som uyligt foregaaede Begivenheder nødvendigen have maattet avle, skulle de Personer, som skulle udnaevnes til Medlemmer af denne Kommission, være saadanne, som ikke have taget nogen virksom Deel enten paa den ene eller den anden Maade i den sidste Tids politiske Tildragelser i de to Hertugdommer.

- 6) Hertugdommet Slesvig's fremtidige Stilling afgjøres overensstemmende med den ene eller den anden af følgende to Planer efter Konge-Hertugens Valg:

For det Förste. Hertugdommet Slesvig kunde deles i to Dele efter dets Indbyggeres Thyske eller Danske Nationalitet; den sydlige og Thyske Deel under Navn af det Sydlige Hertugdømme og den nordlige og Danske Deel under Navn af det Nordlige Hertugdømme. Kongen vilde da blive Medlem af det Thyske Forbund i sin Egenstab af Hertug af Sydslesvig, ligesaa vel som i sin Egenstab af Hertug af Holsten, og Sydslesvig vilde, ligesom Holsten, udgøre en Deel af det Thyske Forbunds Territorium, og Souverainiteten over Sydslesvig folge den samme Arvelinie som Souverainiteten over Holsten.

Paa den anden Side vil Nordslesvig ved sin Arvefolgelov blive knyttet til den Danske Krone og Souverainiteten over dette Hertugdømme nadstilleligt forbunden med bemeldte Krone.

For det Andet. Skulde denne Afgjørelse ikke findes passende, kunde Hertugdommet Slesvig forblive heelt og udeelt, saaledes som det nu er; det kunde vedblive, lige som hidtil, at forvaltes af en for Slesvig og Holsten i Forening indsat Forvaltning, og der skulde ligeledes være Provinsialstænder, hvori de to Hertugdommers Repræsentanter skulle mede i deres rigtige respektive Forhold. I dette tilfælde vilde Kongen forblive, hvad han nu er,

et Medlem af det tydiske Forbund i sin Egenstab af Hertug af Holsten; men han vilde ikke blive Medlem af Forbundet i sin Egenstab af Hertug af Slesvig. I dette Tilfælde vilde ingen Forandring blive gjort i Arvesolges-loven for Slesvig.

Disse ere Betingelserne for den Overenskomst, som den Britiske Regjering foreslaaer den Danske og de Tydiske Regjeringer til Overveielse. Disse Betingelser ville maafee hverken ganske opfylde nogen af Parternes Ønsker, eller indeholde netop de Vilkaar, som hver Part især kunde troe sig berettiget til at fordre. Men i et Tilfælde som nærværende kan en mæglende Magt, hvem Fredens Gjenoprettelse er magtpaalgigende, og som ikke selv har nogen særlig Interesse i den omtyvistede Sag, gjerne appellere til begge Parters Hoimodighed og oplyste Forstand — gjerne opfordre hver Part til at slaae Noget af de Betingelser, som den maafee ansee sig fuldkomment berettiget til at drive igennem med Sværdet, dersom Sagen skulde endeligen afgjeres ved Sværdet, og kan anbefale Indremmelser i Forsonlighedens Aand og for Fredens Skyld.

Hvor grundede hver Part end kan ansee sine Fordringer for at være og hvor fast en Tillid den end har til Omfanget og Styrken af de Hjælpefilder, hvorpaa den troer at kunne stole for at haandhæve og gjenneinsøre disse Fordringer, bor hver Part ifst desto mindre huske paa, at dens Modstanders Overbevisning kan være ligesaa stærk og oprigtig som dens egen, og at skjondt det er simpelt og let at begynde en Krig, er Krigens Udsald dog indhyllet i Fremtidens twivlsomme Morke og sjult for Menneskets Fremsynethed.

Jeg maa dersor anmode Dem om at forelegge Deres Regjering disse Forslag til Overveielse, og jeg haaber, at De tillader mig indstændigen at opfordre Dem til ligeledes at understøtte dem ved Deres egen Anbefaling.

Jeg har den Øre at være med udmærket Høiagtelse

Hr. Greve

Deres hydigste og ydmyngeste Tjener

(Undertegnet)

Palmerston.

Cammenstilling af det danske, præussiske og engelske Udar til en Rachenskand.

Udskrift fra Kabinettet i København af 1ode Junii.
1. Fjendtlighederne tillands og til-
søes skulle strax opøre naar Rachen-
skanden er underfrevne.

2. Alle Krigsfanger sættes i Friheds-
fæstet i Friheds uden Dphold eller Ind-
kramning.

Udskrift fra Kabinettet i Berlin af 24de Junii.
1. Fjendtlighederne tillands og til-
søes opøre strax og usædes.

2. Alle Krigs- og politiske Fanger
sættes i Friheds uden Dphold eller Ind-
kramning.

3. Alle de opbragte Etiske frigives,
faaehart en Stadeslosholdelse for de af
af de Zypfle Tropper enten i Benge
eller i natura optravede Kontributio-
ner anvises den Danske Regierung; alle
Blaofaderne opovere.

1. Fjendtlighederne mellem de Danske
og Zypfle Tropper opære tilføes og til-
lands faaehart som de fornedne Besæ-
finger funne blive givne dertil, efterat
disse Blaofader ere underfrevne.

Blaofaderne skal til samme Sid haves,

2. Alle, både civile og militaire
Fanger skal sættes i Frihed paa begge
Sider og ingen skal paa nogen af Siderne
fængsles eller paa nogen Maade
fortrædiges for hvilkenomhelt Deelte-
gelse i de mygt foregaarde politiske
Begivenheder i Slesvig eller Holsten.

3. Da de Daniske have benyttet des-
res Ret som frigørende Magt til at
opbringe og anholde Zypfle Roffardis-
ske og da Zypfle Tropper, saaledes
som det underiden stær i Krigten, i
i Zypfland have optravet Kontributioner
i Penge og Requisitioner in natura,
skulle disse gjenlægige Udvælser af Kris-
gens Ret opstilles imod hinanden, og

Stibe og Ladninger fordrer Erfatning
sulle underligges og reguleres under de
Underhandlinger, som aabnes under
England's Regnskif til Udfatning af en
endelig Fred.

naar det ved Sammenligning af Berg-
ningerne viser sig, at den ene Part saa-
ledes har optryket eller opbrugt et
større Beløb af Bard, end den anden,
saaledes Overfloden af Bardien af det saa-
ledes Opbravde eller Opbragte tilbage
leveres den anden Part.

4. Hertugdommet Slesvig rommes
i hele dets Dinfang saavel af det Lydfe
Forbunds, som af de danske Tropper.
Tropperne i den provisoriske Regerings
Sjælest og Griffæste afvænnes.

4. De twende Hertugdommer med de
til samme hørende Der rommes i hele
deres Uldstrækning saavel af det Lydfe
Forbunds som af Dammars Tropper.
Men da Hertugdommet Holstiens fulde
ständige Romning ikke kan finde Sted
uden det Lydfe Forbunds Samtidsfe,
sulle de Lydfe Tropper træffe sig same-
men i Hertugdommens sydligste Del ved
Bredderne af Elben. Romningen af
Den Als under Sted samtidigen med
Forbundetroppernes endelige Tilbage-
marsch over paa den anden Side af
Elben.

5. Den syden Ejendtlighedernes civile
Gorvaltning overdrages til Embeds-
mand, der udnevnes af det Lydfe For-
bund og handle i H. M. Kongen af
Dammars Navn; Hertugdommet Sles-
vigs Ravn i de første florste Dage

4. Saagnart denne Baabenitstand
er afflyttet, sullen begge Burters Tropper
romme Hertugdommet Slesvig, hvorf
Den Als betragtes og ansees som en
Deel, idet de Danse Tropper trætte
sig tilbage mod Nord og de Lydfe mod
Syd.

4. Alle Griffarer, som maatte være
blevne oprettede i Slesvig, skulle op-
loses og de Mennige og Officerne
sendes hjem; og de regulære Slesvigiske
Tropper, som maatte have tjent enten
med de Danse eller de Lydfe Tropper,
sulle enten træffe sig ud af Hering-
dommet med de Tropper, med hvilke de
have tjent, eller hjempermitteres.

5. Da det er nødvendigt at førge
for Hertugdommerne Slesvigs og Hol-
stiens undierlige Gorvaltning i den
Mellemtid, som maatte forløbe, førend
en endelig Højorede af samme om-

Udskrift fra Kabinettet i København.

Vigs til Embedsmænd, der udnevnes af denne Søværain, som forpligter sig til i dette Ziemed at vælge Personer, der ikke offentlig Zivil i de vedkommende Distrikter, alene under Forbehold af, at de ikke have taget nogen virksom Delt i den sidste Tids politiske Begivenheder.

Udskrift fra Kabinettet i Berlin.

efter Bæderstiftslands Aflutning. Efter disse 14 Dages Fortid afloses denne Autoritet Enten 1, af fer Personer, som Konsangen af Danmark indenover blandt folv Riddater, som vælges af Stesvigs og Holstiens til den Ende sammenfaldte Provindstifter, hvilke fridte til dette Balg i de første otte Dage efter Raabenstifts standens Aflutning.

Eller 2, af fer Personer, som vælges blandt begge Hertugdommers Rosatiliteter og hvoraf tre udnevnes af Kongen af Danmark og tre af det Sydste Forbund.

Disse fer Personer skulle blive enige om at vælge en hvende, der fungerer som Præsident og som ligesledes skal vælges blandt Indbyggerne i begge Hertugdommer; og derom det er umuligt at blive enig om dette Balg, skal Storbritannien i sin Egenbaf af muligende Magt opfordres til at vælge ham, dog stede indenfor de ovenfor angivne Grænser.

Udskrift fra Kabinettet i St. James.

twistede Øjenstande kan blive saa fuldsændt tilvejebragt, at den tillader en fulsommen Øjenrettsel af den regelmæssige Forvaltningsorden i begge Hertugdommer, er man blevet enig om, at der skal indfattes en midlerdig Forvaltningskommission for at forestaar de twende Hertugdommers Anliggender i Konge-Hertugens Raavn og paa hans Begne.

Denne Kommission skal bestaae af syv Medlemmer, hvoraf tre udnevnes af Konge-Hertugen, tre af Forbundet dagen og den hvende (om stal fungere som Præsident) paa den Maade, hvorom man senere vil blive enig. Dette Raad skal afene forestaar Hertugdommeres sædvanlige Forvaltning, men ikke befærdes med nogen lovgivende Mændighed.

Da Indkærtelsen af denne Kommission er at betragte som et Stridt til Forsoning og Fred og har til Henligt at bæmpe den Partiførhæftelæs, som de nogle foregaarde Begivenheder nødvendigt vil have næaret arre, skulle de Beretninger, som udnevnes til Medlemmer af

denne Kommission, være fadanne, som
i paa nogen omstændighed have
taget nogen vistom Deel i den indre
Tids politiske Forhandlinger i de to
Hertugdommer.

6. Da Preussen i det Sydste For-
bunds Ravn har tilbuddt at berette Hol-
stens Rømming af de Sydste Tropper,
jaasnart de 4 forst af de overenkomne
Ravnster ere blevne opfyldte og den ved
det 5te Punkt forsangte Garanti er ble-
ven givet, antager Danmark denne Be-
tingelse med de ovenanførte Modifi-
kationer.

6. Saalange Batabenststanden ved-
værer, kunne kun følgende Tropper for-
blive i Hertugdommerne før der at
være til den i Overenskommelse med
den foregaaende Aftalel indsatte Auto-
ritets Raadighed, nemlig:
i Hertugdommet Holsten denne Pro-
vincess Forbundsforsamling (3,600
Mænd efter de statistiske Døgveselser)
og i Hertugdommet Slesvig:

Genten 1. de Slesvigiske Tropper, inde-
frenede til det Rytal, som
fandtes i Hertugdommet for-
end Hændelighederne be-
gnyde,

Eller 2. Radiess, om hvilc Danskese
man vil blive enig paa den
Tid Batabenststanden af-
slutes.

Fritsætterne romme sigledest Hertuge-
dommerne med Undtagelse af dem, der
have hjemme i disse og som stulle op-
lebes.

6. Hertugdommet Slesvig fremis-
tige Stilling ordnes efter een af de to
følgende Planer efter Konge-Hertugens
Valg.

Før det Forste. Hertugdommet
Slesvig funde deles i to Dele efter
detz Andbyggers Sydste eller Danse
Nationalister, saa at den sydige eller
Sydste Deel faaer Navn af det sydige
Hertugdomme, og den nordlige eller
Danse Deel Navn af det nordlige Hertug-
domme. Kongen vilde da blive Ruds-
som af det Sydste Forbund i sin Egen-
stab af Hertug af Sydsslesvig, ligesom
han er det i sin Egenstab af Hertug
af Holsten, og Sydsslesvig vilde, liges-
som Holsten, udgjøre en Deel af det
Sydste Forbunds Territorium og Sou-
veræiniteten over Sydsslesvig rette sig efter
den samme Krydsfolge som Souverai-
tetten over Holsten.

Derimod vilde Nordsslesvig ved sin
Krydsfolget blive knyttet til Danmarks

Inskrift fra Kabinetet i København.

Inskrift fra Kabinetet i Berlin.

Inskrift fra Kabinetet i St. James's.

Krone og Souveræniteten over dette Hertugdømme være uadstillet forenet med den Danske Krone.

Før det Undset. Ffulde denne Kjovelse ikke blive funden hensigtsmæssig, funde Hertugdømmet Slesvig blive heftet og undelt som det nu er; det funde vedslive ligesom for at forvaltes af en for Slesvig og Holsten i Forening indsat Forvalting og der fulde ligedes være Provinsialstænder, hvori de trende Hertugdommers Representanter fulde forsamles i deres rette gennidige Forhold. S dette Tilfælde vilde Kongen af Danmark forblive, hvad han nu er, Medlem af det hidtil Forbund t sin Egenfæv af Hertug af Holsten, men ikke blive Medlem af Forbundet i sin Egenfæv af Hertug af Slesvig. S dette Tilfælde vilde der ikke ikke inogen Forandring i Urvejelge Loven for Slesvig.

7. Kongen af Danmark og det Hertugdømme udtrevne hver paa sin Side en Kommissair, som skal opholde sig i Hertugdømmene under Bactens tilstande i det Tilfælde, at man i Lebet af en Maaned ikke er blevet enig om Freds-
7. Kongen af Danmark og det Hertugdømme udtrevne hver paa sin Side en Kommissair, som skal opholde sig i Hertugdømmene under Bactens tilstande i det Tilfælde, at man i Lebet af en Maaned ikke er blevet enig om Freds-

præliminærerne, ere de tydße Betingelser samt berettigede til atter at indtage de Stiller, som de havde inde i Holsten forend Baabenstiftstanden, hvorimod Eleswigs Territorium vedhiver at være rommet af begge Parter i den Tid, som efter de venstfarelige og mæglinger Magters Formening måtte være nødvendig for dette Landes Souverain for at anordne detz Institutioner paa liberale Grundlag og med de tilhørlige Hensyn for detz Indbyggernes respektive Rationaliteter.

8. Den troe Øpfyldelse af ovenanførte Betingelser underfaaes de mæglinger og venstfarelige Magters Garanti.

8. De kontraherende Parter ville begjøre Storbritanniens Garanti for den næagtige Øpfyldelse af nærværende Baabenstiftsb-Conventionens Kriterier.

Indledning

til det Preussiske Udfast, hvilz Kriterier ere anførte ovenfor.

Baabenstiftstanden, som afflutes mellem det Tydste Forbund og Danmark, skal i det mindste være i 3 Maaneder fra Undertribvens Dato at regne med een Maaned Øpfyldelse for hver af de kontraherende Parter. Efterat Øpfyldelsen er blevet forhundt, kan enhver af Hærene indtage de Stiller, som den hunde inde i det Dilexit, Baabenstiftstanden blev understrevet. Diese Stiller skulle ved Afslutningen betegnes paa et Sort. Finden Øpfyldelsen ikke Eied fra nogen af Siderne, ansees begge Parter at have samtykhet i Baabenstiftstandens Forlængelse. Det forudsætes, at nedensættende Kriterier paa ingen Maade foregrise Betingelserne for en endelig eventuel Fred og at hverken Forbundet eller Danmark opgiver de Forringer og Rettigheder, som de gienføgen have gjort gjeldende.

Nº. 27.

Gjenpart af en Skrivelse fra Hr. General v. Hedemann
til Hr. General v. Wrangel,
Høisitkommanderende over Hs. M. Kongen af Preussens Tropper v. s. v.

Beile den 24de Juli 1848.

Hr. General,

Under 12te d. Maaned har jeg hørt den Aare at underrette Deres Excellence om, at jeg af Kongen, min ophoede Herre, var blevet be-myndiget til med Dem at underskrive en Vaabenstilstand paa de i Malmo under Sverrigs Auspicier gjensidigen vedtagne Grundlag. Disse Grundlag vare blevne antagne og stadsfæste af Hans Danse Majestæt paa den ene og Hans Majestæt Kongen af Preussen paa den anden Side, ligesom Hoffet i Berlin havde meddeelt Hans Majestæt Kongen af Sverrig og Norge sin udtrykkelige Forsikring derom. Deres Excellence har under 13de d. M. hørt den Godhed at underrette mig om, at De ligeledes havde modtaget de fornødne Fuldmagter fra Hans Majestæt Kongen af Preussen til at affslutte og underskrive en Vaabenstilstand. Jeg var derfor fuldkomment berettiget til at antage, at Vaabenstilstanden vilde blive underskreven paa de vedtagne Grundlag.

Men under de forberedende Forhandlinger, som have fundet Sted paa Bellevue ved Kolding, har det behaget Dem, Hr. General, at opstille Betingelser, som kun stemme lidet overens med de i Malmø vedtagne Grundlag, og istedetfor de Betingelser, som kunde være af nogen Vigtighed for Danmark, at sætte andre af en langt mindre fordeelagtig Beskaffenhed. Jeg har imidlertid ikke troet at turde paa-tage mig at bryde denne Underhandling, uagtet den forandrede sit Udsen de paa en saa paafaldende Maade, og jeg har henvendt mig til min Regjering desangaaende. Denne har bemyndiget mig til gjennem Hr. v. Reedz at foreslæge Deres Excellence adskillige Modifikationer*) i det Haab at tilveiebringe en Overenskomst; men under Forhandlingerne af 19de d. M. have D.Hrr. Grev v. Portales, Grev

*) Disse Modifikationer angif Bevogningen af Hospitalerne, som vare blevne flyttede efter Vaabenstilstandens oprindelige Afflutning; Tiden, der skulde indrømmes til de besatte Territoriers Remning, — en yderligere Indrømmelse, som havde sin Grund i den sidste Omslytning af Forbundstropperne, som man havde ladet rykke frem til Syllands Grænse; og nogle andre Betingelser af underordnet Betydning.

d'Oriola og Grev v. Münster, der handlede i Deres Excellences Navn, i Overværelse af Storbritanniens og Sverrigs og Norges Hr. Minstre hos Kongen omrent fremsat de samme Fordringer som under de tidligere Forhandlinger med nogle Forandringer, som ikke gjorde dem antageligere i den Danske Regerings Øine. Desuden fordrer Deres Excellence, at denne Overenskomst skal erholde en ny Ratifikation, hvis Mangel vilde være tilstrækkelig til at tilintetgjøre Alt, hvorom man var kommen overens.

Kongens Regjering har gjort Alt, hvad der stod til den, for paa en hæderlig Maade at gøre Ende paa Fjendtlighederne, men den kan ikke beslutte sig til at betragte den Forpligtelse, som Hs. M. Kongen af Preussen har paataget sig ligeoverfor Sverrig, som ugyldig, og at troe, at denne Fyrste, som har begyndt nerværende Kamp ved at foregrive det Tydiske Forbunds Beslutninger, ikke langere skulde have Raadighed til at lade den ophøre, og det uagtet de Fuldmagter, hvormed han til den Ende er blevet forsynet.

Dersom Deres Excellence maatte være af en anden Mening, er det Dem, som paatager Dem Ansvaret derfor og som paany appellerer til Vaabenenes Afgjørelse; men jeg maa for mit Bedkommende underrette Dem om, at jeg endnu er rede til strax i Løbet af Dagen (forend Vaabenhvilens Udløb) at underskrive Vaabenstilstanden paa de i Malms vedtagne Grundlag.

Jeg har den Ære at være o. s. v.

(Undertegnet) Hedemann.

**Gjenpart af en Skrivelse fra Hr. General Wrangel
til Hr. General Hedemann,**

Heitskommanderende over Hs. M. Kongen af Danmarks Tropper.

Haderslev den 24 Juli 1848.

Hr. General,

Da jeg af det Brev, som Deres Excellence har gjort mig den Ære at tilstille mig i Morges, seer, at det er Deres Hensigt at bryde de indledeede Underhandlinger, idet De ikke alene forkaster alle de Modifikationer, som jeg har troet at burde foreslaae i det oprindelige Udfast fra Malme, men ogsaa den Klausul, hvorved Vaabenstilstandens

endelige Ratifikation forbeholdes Hs. Keiserlige Hvihed Rigsforstænderen, har jeg den Gere at underrette Dem om, at Hr. Grev v. Pourtalès forlader mit Hovedpvarter i Dag og at Fjendtlighederne efter begynde i Aften kl. 10.

Modtag, Hr. General, o. s. v. o. s. v.

(understegnet) Wrangel,
General af Kavalleriet.

No. 28.

Modificationer,

som foreslges af de Preussiske Underhandlere, i de i Malmö vedtagne Vaabenstilstands-Betingelser ved det Mode, som fandt Sted paa Bellevue ved Kolding den 19de Juli 1848.

S

Tilstede værende:

Sir Henry Wynn, Hds. Britiske Majestæts overordentlige Gesandt og befudmægtigede Minister.
Baron Lagerheim, Hs. M. Kongen af Sverrigs og Norges overordentlige Gesandt og befudmægtigede Minister.

Før Danmark:

Hr. General Oxholm.
Hr. Kammerherre v. Reedz.

Før Preussen:

Hr. Grev v. Pourtalès.
Hr. Greve, Major Oriola.
Hr. Kapitain, Grev Münster.

I Indledningen: under Forbehold af Rigsforstander Erkehertug Johans og Hs. M. Kongen af Danmarks Ratifikation.

Art. 2.

Istedetfor den 27de sættes den 30te Juni om Aftenen.

Art. 5.

Istedetfor 10 Dage: 12 Dage efter Ratifikationernes Udverling.

Art. 6.

Begge Hertugdommer og de til samme hørende Øer rommes i hele deres Udstrekning af de Danske og det Tyske Forbunds Tropper (under Forbehold af Betingelserne i Art. 8).

Art. 7.

De kontraherende Parter ere komne overens om at indsætte en fælleds Bestyrelse for begge Hertugdommer for den Tid, Vaabenstilstanden vedvarer. Denne Bestyrelse skal bestaae af fem Medlemmer, som vælges blandt begge Hertugdommernes Notabler, som nyde almindelig Agtelse og Tillid og som skulle administrere Hertugdommerne efter de bestaaende Love og Forordninger i Kongen af Danmarks, Hertugen af Slesvigs og Holstens Navn, med samme Myndighed med Undtagelse af den lovgivende Magt. To af disse Medlemmer vælges af Kongen af Danmark, i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten, for Hertugdommet Slesvig og to af Kongen af Preussen, i Hans Egenstab af Medlem af det Tyske Forbund, for Hertugdommet Holsten o. s. v. (ligesom i den tidligere Malmo-Konvention.)

Art. 8.

Den Troppestyrke, som beholdes i Hertugdommerne under Vaabenstilstanden for der at være til den i Overensstemmelse med den foregaaende Artikel indsatte Autoritets Raadighed, sammensættes saaledes:

- i Hertugdommet Slesvig 3000 Mand af det Tyske Forbunds Tropper (med Udelukkelse af Slesvigiske eller Holstenske Tropper) og paa Den Als det samme Antal (3000 Mand) Danske Tropper, som Hs. M. Kongen af Danmark forpligter sig til fortrinsviis at sammensætte af Slesvigiske Tropper i Hans Tjeneste;
- i Hertugdommet Holsten (Rendsborg derunder indbefattet) de regulære Slesvig-Holstenske Tropper, som udgjøre en Deel af General Wrangels Armee, og desuden kan et Kompagni Forbundstropper forblive i Byen Altona til Bevogting af det i denne By værende Militærhospital.

De Frikorpser, som hidtil have udgjort en Deel af General Wrangels Armee, oploses.

Art. 9.

Førbliver som i Malmo-Konventionen.

Denne Artikel udgaaer eller afloses af en Verbal-Konvention, eller en Konvention, som i det mindste er udenfor Vaabenstilstands-Betingelserne.

Art. 10.

Kongen af Preussen forpligter sig til at anvende sine hona officia hos det Tydse Forbund, for at Hertugdommet Lauenborg bringes tilbage i den samme Stilling, hvori det befandt sig førend Fjendtlighedernes Begyndelse.

Endeligen forbeholdes i Indledningen Rigsforstanderens, Erkehertug Johans, ligesom Hans Danne Majestæts Ratifikation.

No. 29.

Cirkulair-Depesche
til

de Kongl. Gesandtskaber om Danmarks politiske Stilling,

dat. Kjøbenhavn d. 22de Juli 1848.

Min Herre,

Da vi modsatte os det Oprør, der paa Grund af nogle ildefindede Prindsers Rænkespil udbredt i afgigte Marts Maaned i Hertugdomerne Slesvig og Holsten, og modtoge Udfordringen fra Preussen og andre tydse Magter, som understøttede dette Oprør, var det hverken i vort Fædrelands Krigsmagt eller materielle Hjælpesilder, at vi haabede at finde tilstrækkelige Modstandsmedler for at bringe det nye og radikale Tydsklands kulfastende Planer til at strande. Uagtet vi vare fast bestemte paa til det Yderste at bekæmpe den Fjende, som kom for med væbnet Haand at foreskrive os Vilkaar, der vare uforenelige med Nationens Øre og vor Souverains Værdighed, og uagtet vi vare overbeviste om at kunne fra vor Sags Retfærdighed hente en Styrke, som vore Fjender ikke besad, vare vi dog ikke hovmodige nok til at troe, at vi i Længden kunde modstaae Preussens og Forbundets forenede Hære. Naar vi da altsaa stadien have vægret os ved at anerkjende den Stærkeres Ret og underkaste os hans uretfærdige Love, er det fordi vi have næret en ubegrænset Tillid til vores Traktater med Europas andre Magter, der ere Retmæssighedens og Ordenens Beskyrmere. Imidlertid have vi ikke forfulgt os Usandsynligheden af strax fra Krigens Begyndelse at kunne erholde nogensomhelst Magts virksomme Bistand. Vi vidste, at under sædvanlige Forhold og i andre Kabinetters Dine var en saadan Samvirken ikke nødven-

dig for til Slutningen at sikre os en hæderlig Fred. Vi vidste, at Diplomatién først maatte anvende alle de forskjellige Hjælpemidler for at tilveiebringe en Overenskomst uden Blodsudghdelse. Vi have ogsaa forenet os oprigtigt med de venstrelige Magters Bestræbelser for at opnæe dette Niemed, og jeg har alt for længe siden ikke haft noget andet Maal for Die, end det at afslutte en Vaabenstilstand, den eneste og uundgaaelige Betingelse for at underhandle om Fred.

Men de Forhold, hvori hele Europa nu befinder sig, ere saa aldeles udenfor Regelen, at enhver Underhandling for at komme til Forlig med vore Modstandere er blevet ubetinget umulig.

Efter af Hans Svenske Majestæts Kabinet, der for Tiden befinder sig Malmö, at være blevet underrettet om, at Grev v. Pourtalés var blevet sendt til denne By af Kabinettet i Berlin for at indlede Underhandlinger med Kongens Regjering, og efterat have erfaret, at Grev v. Pourtalés var Overbringer af antagelige Forslag, begav jeg mig ufortovet, efter den Svenske Regjerings Indbydelse, til Malmö og blev Dagen efter min Ankomst, den 1ste d. M., under Hs. Maj. Kongen af Sverrigs og Norges Regjerings Aufspicier, enig med den Preussiske Underhandler om Udkastet til en Vaabenstilstands-Konvention, som skulde stødfestes af Hs. Majestæt, vor ophoede Herre, og Hs. Maj. Kongen af Preussen i hans eget og det tydiske Forbunds Navn og paa dets Begne. Paa nogle saae Modifikationer næ, stemmede dette Udkast fuldkommen overens med det, som den Preussiske Regjering havde anbetroet Grev v. Pourtalés, og da jeg var blevet enig med Sidstnævnte om, at naar de to Souverainer hver for sit Vedkommende havde meddeelt deres Stødfestelse, skulde Konventions-Docummentet uden videre underskrives og udverles af de Generaler, som kommanderede den Danske og Forbundets Armee, havde jeg al Grund til at troe, at Vaabenstilstandens endelige Afslutning ikke vilde møde flere Vanskæligheder. Som Følge heraf havde jeg, idet jeg paalagde Hr. v. Reeds at begive sig til den over de danske Tropper høifkommanderende Generals Hovedqvarteer i Jylland for at tilstille denne General den Huldmagt, hvorved Kongen bemyndigede ham til at underskrive Vaabenstilstanden, fun villet iagttagte en Gjen-sidighed med Hensyn til Preussen, som havde sendt Grev Pourtalés til Forbundsarmeens Hovedqvarteer, og uagtet jeg vel forudsaae, at Hr. v. Reeds og Grev v. Pourtalé's Nærvarelse funde være de to Generaler til Nutte, faldt det mig dog paa ingen Maade ind, at yderligere Forhandlinger kunde opståe imellem de to Sidstnævnte i Anledning af Betingelserne for den Konvention, der var blevet afsluttet imellem mig og Hr. v. Pourtalés og billiget af Kongen, vor ophoede Souverain, og Hs. Maj. Kongen af Preussen. Den Svenske

Regjering, som havde sendt Baron v. Manderström, Hs. Maj. Kong Oscars første Kabinettssekretær, til Berlin for at understøtte de i Malmö vedtagne Artikler, havde ved sine bona officia formaaet den Preussiske Regjering til at antage disse Artikler med Undtagelse af nogle meget lidet væsentlige Modifikationer, som vi senere have tiltraadt. Vedlagt vil De, m. H., finde en Gjenpart af denne Konvention faaledes som den var bleven billigt af Kongens og Hs. Maj. Kongen af Preussens Regjering.

I midlertid strandede alle mine Forhaabninger paa General Wrangels Haardnakethed, idet han ikke alene vægrede sig ved at underskrive uden den nylig valgte Rigsforstanders Samtykke, men tillige fordroede en fuldkommen Omdannelse af de med hans Regjering vedtagne Betingelser. Da de paa Grund af denne Bagring først imellem Hr. v. Reedz og Grev v. Pourtales og senere imellem nogle i dette Viemed fra begge Sider delegerede Officerer indledede Underhandlinger ikke havde funnet lede til noget Resultat, vendte Hr. v. Reedz tilbage til København og underrettede mig om de uovervindelige Hindringer, som stillede sig i Veien for Baabenstilstandens Afslutning.

Neppe var vi komne til os selv igjen efter vor Forbaufelse over denne sælsomme Adfærd af en General, som negtede at adlyde sin Regjering, og den uforklärige Svaghed hos en Regjering, som var i den Grad afsmagtig, at den ikke funde forskaffe sine Befalinger Agtelse hos en af dens egne Officerer, fattede vi atter lidt Haab ved en Efterretning, som baade det Svenske Kabinet i Malmö og Hds. Brittiske Majestats Gesandt hos Kongen havde faaet om, at Høfet i Berlin havde besluttet at anvende Fasthed for at overvinde General Wrangels Haardnakethed. For ikke at forsømme Noget for at naae det Maal, som var Gjenstanden for vore egne Ønsker og stemmede overens med de venstabelige og mæglende Magters Altraa, paalagde jeg Hr. v. Reedz at begive sig til Hovedqvarteret, ledsgaget af General v. Orholm. Da Storbritanniens og Sverrigs Minstre havde tilbuddt at folge med disse Herrer for i deres respektive Regjingers Navn at understøtte deres Bestræbelser, havde jeg Grund til at troe, at de Banskeligheder, som Afslutningen af Baabenstilstanden hidtil havde mødt fra den fiendtlige Generals Side, nu omstider vilde blive hævede. Men mit Haab er atter blevet skuffet. Uagtet alle Forestillinger af de to Minstre, som havde begivet sig til selve Stedet, vægrede General Wrangel, bestandigt under Baastud af Nodvendigheden af Rigsforstanderens Samtykke og hans fuldkomne Uafhængighed af Preussen, sig endnu ved at underskrive og gjorde os de Kontraforslag, som indeholdes i vedlagte Gjenpart. Ved at sammen-

ligne disse Kontraforslag med det Vaabenstilsstands-Udkast, som vi hoitideligen havde vedtaget med den Preussiske Regjering, vil De let see, m. H., at de afvige i den Grad fra de af Kongens og Hs. Maj. Kongen af Preussens Regjering stadsfastede Betingelser, at de fuldkaste ethvert Grundlag for Vaabenstilstanden og giore ethvert yderligere Forsøg paa at opnaae en Overenskomst med vore Modstandere tomt og frugteslest. Modifikationen i Artikel 7 af det oprindelige Udkast vilde, idet den udstrygger Indledningen og fastsætter, at den ny Administration skal regjere efter de bestaaende Love, d. e. efter de Love, som bestoede paa den Tid denne Administration indsattes, udtrykkeligen anerkjende Lovligheden af alle den revolutio-nære Regjerings Handlinger. General Wrangel har altsaa ikke indstrænket sig til at forlange Modifikationer i de rent militære Betin-gelser, men har endog fordrivet sig til at fordre Principet og Grund-laget for det øldre Konventions-Udkast fuldstændigt forandrede. Den af Generalen og hans Regjering ved denne Lejlighed brugte Fremgangsmaade er saa meget mere uforståelig, som Preussen under hele Krigen selv har erklæret sig at være det tydste Forbunds besuld-mægtigede Magt. Preussen har bestandigt handlet i Forbundets Navn og under de Underhandlinger, som gif forud for Konventionens Aflutning, har det forlangt, at det tydeligen fulde udtrykkes i de respektive Betingelser, at vi varne blevne enige, ikke med Preussen, men med dette i dets eget og det tydste Forbunds Navn og paa dettes Begne.

Vi varne folgeligen fuldkomment og med god Grund overbeviste om, at den mellem mig og Grev v. Bourtalés afluttede og senere med nogle Modifikationer af Kongen, min opheide Herre, og Hs. M. Kongen af Preussen billigede Konvention maatte ifolge alle den sædvansmæssige Folkerets Grundsætninger betragtes som en Kjends-gjerning, og da det er notoris, at Forbundet har overdraget Preussen Ledningen af Unliggenderne angaaende Underhandlingerne med os, erkjende vi heller ikke i denne Henseende noget Forhold imellem os og de andre Tydse Stater, som have ført Krig mod os, men ville holde os alene til Preussen og fordre af dette Opfyldelsen af de Forpligtelser, som det hoitideligen har indgaaet med os.

Idet jeg anmelder Dem, m. H., om at have den Godhed at un-derrette den Regjering, hos hvem De er affrediteret, om Indholdet af denne Depesche, tilfoier jeg, at vi ikke have andet Valg, end at forberede os paa en kraftigere Modstand og fortsætte Krigen for at overlade dem, som ikke ville vor ubetingede Undergang, Muligheden af at yde os Bistand.

Krigsministeren begiver sig i Aften til Armeen.

Nº. 30.

**Den Franske Republik's Fornyelse af Garantien for
Slesvig af 1720,**
udtalt i en Note fra den franske Udenrigsminister til
den kongl. Gesandt i Paris,
dat. Paris d. 7de August 1848.

Hr. Greve,

Jeg har havt den Øre at modtage Deres Skrivelse af Gaars Dato, hvorved De erindrer mig om Deres Note af 24de Juli sidstleden, hvilken Skrivelse og Note gaae ud paa at begjere Frankrigs Garanti imod Angrebet paa Hertugdommet Slesvig ved det Tyske Forbunds Vaaben.

Jeg har ikke strax besvaret Noten af 24de Juli, fordi det var min Hensigt at besvare den paa samme Tid, som Storbritannien besvarede en lignende Note, som var blevet det tilstillet i samme Egenstaa og af samme Grund som Frankrig. Da Storbritannien endnu ikke har svaret, fordi det befinner sig indvirket i et Spørgsmaal om Mægling og Vaabenstilstand, som det endnu ikke troer fuldstændigt udtomt, iler jeg med i Dag at erklære Dem, at det er Republikens Regerings faste Hensigt for Hertugdommet Slesvigs Vedkommende at holde sig til Traktaten af 14de Juni 1720, ved hvilken Traktat Frankrig har stillet sig som Garant for Kongeriget Danmarks Integritet. I denne ligeledes af Storbritannien garanterede Akt er Hertugdommet Slesvig navnligen betegnet som udgjorende en Deel af Danmark, hvori Traktaterne af 1815 ikke have gjort nogen Forandring.

Frankrig vil, sine Forpligtelser tro, lægge de ovennævnte Aktioner til Grund for sin Fremgangsmaade og de Forestillinger, som det agter ufortvbet at gjøre baade i Berlin og i Frankfurt.

Jeg benytter denne Lejlighed, Hr. Greve, for paa ny at bidden Dem de Følelser af Hviagelse, hvormed jeg er

Deres meget hengivne Cjener
Ministeren for de udenlandiske Anliggender
(undertegnet) Jules Bastide.

Til

Hans Excellence Hr. Grev v. Moltke,
H. M. Kongen af Danmarks Minister i Paris.

Nº. 31.

Tvende Noter

- a) Fra den franske Republik's Udenrigsminister til
Hr. Arago, fransk Gesandt i Berlin, d. Paris
8de August 1848.
- b) Fra den franske Chargé d'Affaires i Frankfurt
til Rigsudenrigsministeriet d. Frankfurt 10de
August 1848.

a.

Min Herre,

Jeg har med levende Utilfredshed erfaret, at den foreslaede og af
D. D. M. M. Kongerne af Preussen og af Danmark allerede uns-
dertegnede Konvention om en Vaabenstilstand mellem Deres Majestæters
Tropper ikke er blevet sat i Kraft og at Hjendtlighederne efter ere
begyndte i Hertugdommet Slesvig.

Den Preussiske General v. Wrangel og Krigsministeren i Frank-
furt ville anvende Vaabenmagt for at adskille Slesvig fra det
Danske Monarki og indlemme det i det Thyske Forbund.

Men ved en førstilt Aft, der er sujet til Stockholmer-Traktaten
af 14 Juni 1720 imellem Danmark og Sverrig, har Frankrig givet
bemeldte Traktat sin Garanti for at sikre Danmark dets Souverain-
itet over Slesvig. Textens Ord lyde saaledes:

„Efter paa samme Tid at være blevet underrettet om de
uoverstigelige Vanskeligheder, som vilde stille sig i Veien for Til-
bagegivelsen til Kronen Sverrig af Den og Hertugdommet Rügen,
Fæstningen Stralsund og Resten af Pommern til Pehne
Floden, som er besat af Kronen Danmark, dersom denne ikke
sikredes Besiddelsen af Slesvig, hvilken Hs. Britiske Majestæt
allerede har garanteret den; har den Allerkristeligste Konge af
alle hine Hensyn og efter Kongerne af Storbritanniens og
Danmarks Anmodninger villet tilstaae sidstnævnte Krone, ligesom
han herved giver samme den, Garantien for Hertugdommet
Slesvig, idet han, i Betragtning af de ovennævnte Tilbagegis-
velser, der ere blevne betingede ved den i Dag i Stockholm af
Sverrigs Hrr. Befuldmaægtigede underskrevne Traktat, lover at

haandhæve Kongen af Danmark i den fredelige Besiddelse af den hertugelige Andeel af bemeldte Hertugdømme."

De behage, m. H., at forelægge Hs. Preussiske Majestæts Regjering den Text, som jeg her har bragt Dem i Grindring, idet De tilkendegiver Hs. Majestæt, at Frankrig nærer den faste Beslutning at forblive sine Forpligtelser tro og at Republikens Regjering som Folge heraf lydeligen protesterer mod dette Angreb, hvorfor Kongeriget Danmark i dette Sieblik er Gjenstand, og mod den Bold, som er blevet gjort paa Hs. Preussiske Majestæts Retfærdighedsfolelse.

Jeg har den Gre o. s. v.

Ministeren for de udenlandsk Anliggender
(undertegnet) Jules Bastide.

b.

Hr. Minister,

Jeg har nylig modtaget en Depesche fra Paris, hvorved Republikens Udenrigsminister underretter mig om, at han med megen Beflagelse har erfaret, at den foreslaede, af D. D. M. M. Kongen af Preussen og Kongen af Danmark allerede underskrevne Konvention om en Vaabenstilstand mellem Deres Majestaters Tropper ikke er blevet sat i Kraft, at Fjendtlighederne atten ere begyndte i Hertugdømmet Slesvig og at den Preussiske General Wrangel og den provvisoriske Centralmagts Krigsminister i Frankfurt ville anvende Vaabenmagt for at adskille Slesvig fra det Danske Monarki og indlemme det i det Thysse Forbund. Men da Frankrig ved en førstilt Akt, som er soiet til Stockholmer-Traktaten af 14. Juni 1720 imellem Danmark og Sverrig, har givet bemeldte Traktat sin Garanti for at sikre Danmark Souverainiteten over Slesvig, har Udenrigsministeren i Republikens Navn paalagt mig at forelægge Hs. Keiserlige Heihed Erkehertug-Rigsforstanderens Hrr. Ministre Texten af et Udtog af bemeldte Akt, der lyder saaledes:

„Efter paa samme Tid at være blevet underrettet om de uoverstigelige Vanskeligheder, som vilde stille sig i Beien for Tilbaggivelsen til Kronen Sverrig af Den og Fyrstendømmet Rügen, Fæstningen Stralsund og Resten af Pommern til Pehne Floden, som er besat af Kronen Danmark, dersom denne ikke sikres Besiddelsen af Slesvig, hvilken Hs. Britiske Majestæt allerede har garanteret den; har den Allerkristeligste Konge af alle hine Hensyn og efter Kongerne af Storbritanniens og Danmarks

Almødninger villet tilstaae sidstnævnte Kroon, ligesom han herved giver samme den, Garantien for Hertugdommet Slesvig, idet han, i Betragtning af de ovennævnte Tilbagegivelser, der ere blevne betingede ved den i Dag i Stockholm af Sverrigs Hrr. Besludmægtige understrevne Traktat, lover at haandhæve Kongen af Danmark i den fredelige Besiddelse af den hertuge-lige Andeel af bemeldte Hertugdomme;”
 hvorhos han tilfoier, at Frankrig, sine Forpligtelser tro, protesterer imod den Hs. M. Kongen af Danmark tilfoiede Vold og mod en Grobringesaand, som det er saa meget mere berettiget til at modsætte sig, som det for sit Bedkommende er fast bestemt paa aldrig at give den Adgang til sine Raad.

Idet jeg opfylder Republikens Regerings Instrux, benytter jeg o. s. v.

den franse Republiks
 Chargé d'Affaires
 (undertegnet) Savoye.

Nº. 32.

Fuldmagt fra Reichsverweser til Preussen
for at slutte Vaabenstilstand med Danmark,
 dat. Frankfurt den 7. August 1848.

Efterat den Kongelig Preussiske Besludmægtigede, Statsminister Camphausen, har udviklet Standpunktet for Forhandlingerne om en Vaabenstilstand mellem de tydske og danske Statskraæster og navnligen de Grunde, som gjøre det ønskeligt, at de af den Kongelig Preussiske Regering hidtil i Tydsklands Navn ledede Underhandlinger nu ogsaa bringes til Afslutning af samme, har jeg efter mit Rigsmisteriums Indstilling besluttet herved at bemyndige den Kongelig Preussiske Regering til at afslutte en Vaabenstilstand med Danmark i den provisoriske Centralmagts Navn saaledes, at Udkastet, som det opstilledes under Forhandlingerne paa Bellevue den 19. Juli, derved antages med følgende Modifikationer, der som Forklaringer falde indenfor bemeldte Udkasts Bestemmelser, men dog udtrykkeligt maae bringes til Anerkjen-delse fra dansk Side.

- 1) At de Personer, der skulle vælges for at danne en ny fælleds Regierung for Hertugdømmerne Holsten og Slesvig, endnu førend Baabenstilstandens Aflutning vedtages udtrykkeligen og nævnligen imellem de kontraherende Parter, paa det at den ny Regierings Bestaaen og gavnlige Virksomhed kunne synes sikrede.
- 2) At der under de i Art. VII. nævnte i Hertugdømmerne bestaaende Love og Anordninger udtrykkeligen indbefattes alle de, som udstedes samme steds indtil Baabenstilstandens Aflutning.
- 3) At de Tropper, som ifolge Art. VIII. skulle blive tilbage i Hertugdømmerne Holsten og Slesvig, samtligen forblive under den tydste Hært kommanderendes Befaling.

Paa foranstaende Betingelser har jeg ladet nærværende Fuldmagt til den Kongelig Preussiske Regierung udfærdige og til Bekræftelse forsyne med mit Segl.

Frankfurt den 7de August 1848.

den tydste Rigsförstander

(undert.) Johann.

Fyrst Leiningen.

Nº. 33.

Preussens Fuldmagt for General Below af 11. August 1848.

Vi Frederik Vilhelm IV., Af Guds Naade, Konge af Preussen o. s. v.

Da Intet er Os mere magtpaalliggende, end at bidrage Alt, hvad der staer i Vor Magt, til at gjenoprette den gode Forstaelse imellem det Tydste Forbund og Danmark og ved Aflutningen af en Baabenstilstand bringe de Fjendtligheder til at standse, som desværre ere opstaede mellem disse to Lande, have Vi til den Ende som Vor Besludmægtigede udnævnt:

Vor General à la Suite, Generalmajor v. Below, Ridder af Vor røde Drns Orden med Stjerne og af Jernkorsets 1ste og 2den

Klasse, Commandeur af den Svenske Sverdorden o. s. v. — Vi give ham herved Fuldmagt til at indlade sig i Underhandlinger med den eller dem, som maatte være tilstrækkeligt bemyndigede dertil fra den Danske Regierings Side, og til med dem at afslutte og underskrive en Vaabenstilstands-Akt eller Konvention paa saadanne Grundlag, som egne sig til at bringe Fjendtlighederne mellem det Tyske Forbund og Danmark til at standse og til ved dette Middel at forberede den endelige Løsning af den bestaaende Twist.

Vi love at billige og ratificere Alt, hvad Vor Besuldmægtigede aftaler og vedtager i Kraft af nærværende Fuldmagt og i Overensstemmelse med de Instruktioner, han maatte modtage.

Dette til Bekræftelse have Vi underskrevet Nærværende og ladet det forsyne med Vort Kongelige Segl.

Givet i Sanssouci den elleve August, Aar efter Guds Byrd Attenhundrede Otte og Fyrgetyve.

Frederik Vilhelm
R.

L. S.
R.

Auerswald.

Fuldmagt for General à la Suite
Generalmajor v. Below.

Nº. 34.

General Belows første Forslag til en Vaabenstilstand.

Undertegnede ere, efterat have udverlet de Fuldmagter, hvormed de ere blevne forsynede af deres respektive Souverainer, Hans Majestät Kongen af Danmark, Hertug af Slesvig og af Holsten, og Hans Majestät Kongen af Preussen i Hans eget og det Tyske Forbunds Navn og paa dets Begne, i det Viemed ved en Vaabenstilstand at gjøre Ende paa Fjendtlighederne imellem de Armeer, som staae under deres respektive Besalinger, komme overens om følgende Artikler:

Art. 1.

Fra i Dag at regne skulle Fjendtlighederne standse aldeles tillands og tilfoes i tre Maaneder med een Maaneds Opsigelse for hver af de kontraherende Parter. Skeer ingen Opsigelse fra nogen af Siderne, betragtes Forlængelsen af Vaabenstilstanden som vedtagen af begge Parter.

Art. 2.

Opsiges Vaabenstilstanden af den ene Part, funne de respektive Armeer etter intage de Stillinger, som de have inde i det Sieblik, da nærværende Konvention affluttet, og som skulle betegnes paa et Kort.

Art. 3.

De af Hans Danske Majestæts Somagt iværksatte Blokader ophøre strax, til hvilken Ende der ufortøvet assendes Befalinger til Cheferne for de Danske Krigsskibe.

Art. 4.

Alle Krigs- og politiske Fanger sættes uden Ophold eller Indskrænkning i Frihed.

Art. 5.

Alle de Skibe, som ere blevne anholdte og hvilke man har lagt under Embargo siden Krigens Begyndelse, skulle tilligemed deres Ladninger udleveres i Löbet af tolv Dage efterat nærværende Konvention er blevne underskrevet, eller saasnart skee kan.

Preussen samlykker saavel i sit eget som i det Thyske Forbunds Navn i at holde Danmark stadeslost for de i Jylland for de Preussiske og Forbundstroppernes Regning in natura opkrævede Requisitioner, og Danmark forpligter sig till at tilbagebetale Værdien af de Ladninger eller Skibe, som ere blevne folgte og som ikke maatte kunne tilbageleveres in natura.

Art. 6.

De to Hertugdømmer og de dertil hørende Øer rommes i hele deres Udstrekning baade af de Danske og det Thyske Forbunds Troppe, dog under Forbehold af Betingelserne i Art. 8.

Art. 7.

De twende kontraherende Parter ere komne overeens om at oprette under Vaabenstilstanden en kollektiv Bestyrelse for begge Hertug-

dommerne, som skulle bestyres i Hs. M. Kongen af Danmarks Navn i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten efter de bestaaende Love og Anordninger og med samme Myndighed, med Undtagelse af den lovgivende Magt, hvis Udvørelse hviler saa længe Vaabenstilstanden varer. Denne Bestyrelse skal bestaae af fem Medlemmer, som tages blandt Notabiliteterne i begge Hertugdommer, der nyde almündelig Agtelse og Anseelse. To af disse Medlemmer skulle vælges af Kongen af Danmark i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten for Hertugdommet Slesvig, og to af Kongen af Preussen i Hans Egenstab af Medlem af det Tydste Forbund for Hertugdommet Holsten. Disse fire Medlemmer skulle vælge et femte, der fungerer som President for de to Hertugdommers kollektive Bestyrelse, og kan man ikke blive enig om dette Valg, skal Storbritannien anmodes om som maeglende Magt at udnavne dette femte Medlem, dog stedse blandt et af Hertugdommernes Indbyggere. Det er vedtaget, at hverken Medlemmerne af den Bestyrelse, som var i Virksomhed for end den 17de Marts, eller de, som have dannet Regjeringen efter den Tid, kunne tage Deel i denne nye Bestyrelse (Regjering), hvilken træder i Virksomhed saasnat som muligt og senest fjoften Dage efterat nærværende Konvention er understreven.

Art. 8.

Den Troppestyrke, som beholdes i Hertugdommerne under Vaabenstilstanden for der at være til den i Overensstemmelse med den foregaaende Artikelf oprettede Autoritets Raadighed, sammensættes som følger:

- i Hertugdommet Slesvig 3000 Mand af det Tydste Forbunds Tropper (med Udelukkelse af Slesvig-Holsteniske Tropper) og paa Den Als det samme Antal (3000 Mand) Danske Tropper, som Hs. M. Kongen af Danmark forpligter sig til fortrinsvis at sammensætte af Slesvigiske Tropper i Hans Tjeneste.
- i Hertugdommet Holsten, Rendsborg derunder indbesattet: de regulære Slesvig-Holsteniske Tropper, som udgjøre en Deel af General v. Wrangels Armee. Desuden kan et Kompani Forbundstropper forblive i Staden Altona til Bevogtning af det derværende Militærhospital.

De Friskorper, som hidtil have udgjort en Deel af General v. Wrangels Armee, oploses.

Art. 9.

Kongen af Danmark og Kongen af Preussen i det Tydste For-

bunds Navn ere besviede til, hver paa sin Side, at bestikke en Kommissær for at opholde sig i Hertugdømmerne under Vaabenstilstanden og for paa en maglende Maade at vaage over Udsprelsen af foranstaende Bestemmelser, saavel som over den upartisie Anvendelse af de til Gunst for den Daniske eller den Tyskse Befolkning eksisterende Love.

Art. 10.

Kongen af Preussen forpligter sig til at anvende sine bona officia, for at Hertugdommet Lauenborg bliver bragt tilbage i den samme Stilling, hvori det befandt sig fremd Forbundstroppernes Indrykken.

Art. 11.

De kontraherende Parter ville begjøre Storbritaniens Garanti for den neiagtige Fuldbyrdelse af nærværende Vaabenstilstandes-Konventions Artikler.

Art. 12.

Det er udtrykkeligt vedtaget, at denne Konventions Artikler paa ingen Maade skulle indeholde noget til Präjudice for Betingelserne for den endelige Fred, og at hverken Danmark eller Forbundet opgiver de Fordringer eller Nettigheder, som de gjensidigen have gjorte gjældende.

Til Stadfæstelse heraf have de Besuldmægtigede underskrevet nærværende Konvention og paatrykt samme deres Vaabensegls.

Ufsærdiget in duplo i — — —
den — — — — —

Nø. 35.

General Welows andet Forslag til en Vaabenstilstand.

Hans Majestæt Kongen af Danmark, Hertug af Slesvig og Holsten, paa den ene Side, og Hans Majestæt Kongen af Preussen i Sit eget og det Tyskse Forbunds Navn og paa dets Begne paa den anden Side, have, ledede af det Ønske, saasnart som muligt at gøre Ende paa Fjendtlighederne imellem deres respektive Armeer og i det Niemed at affslutte en Vaabenstilstand, forsynet Undertegnede med deres

Guldmagter, som ere blevne befundne i god og beherrig Orden, og efterat Undertegnede ere traadte sammen i Malmo, ere de i deres respektive Sonverainers Navn og paa deres Begne komne overens om følgende Artikler:

Art. 1.

Fra i Dag at regne ophore Fjendtlighederne ganske tillands og tilsoes i 3 Maaneder med een Maaneds Opsigelse for enhver af de kontraherende Parter. Finder Opsigelsen ikke Sted fra nogen af Siderne, betragtes Forlængelsen af Vaabenstilstanden som vedtagen af begge Parter.

Art. 2.

Opsiges Vaabenstilstanden af een af Parterne, kunne de respektive Armeer etter intage de Stillinger, som de have inde i det Dileblik, nærværende Konvention aflatthes, og som skulle betegnes paa et Kort af to Officerer, som udnævnes hertil af de kommanderende Generaler.

Art. 3.

De af Hans Danske Majestæts Semagt iværksatte Blokader opøre, til hvilken Ende der ufortøvet afferedes Besalinger til Cheferne for de Danske Krigsskibe.

Art. 4.

Alle Krigs- og politiske Ganger sættes uden Ophold eller Indstrækning i Frihed.

Art. 5.

Alle de Skibe, som ere blevne enholdte og paa hvilke man har lagt Emborgo sidens Krigens Begyndelse, skulle tilligemed deres Ladninger gives tilbage i Löbet af 12 Dage efterat nærværende Konvention er underscreven, eller saasnart ikke kan.

Preussen samlykker saavel i Sit eget som i det Tydse Forbunds Navn i at holde Danmark stadeslost for de i Jylland for de Preussiske og Forbundstroppernes Regning oprævdede Requisitioner in natura, og Danmark forpligter sig til at tilbagebetale Værdien af de Skibe eller Ladninger, som maatte være blevne folgte og ikke kunne tilbageleveres in natura.

Art. 6.

Begge Hertugdømmerne og de til samme hørende Øer rommes i i hele deres Udstrekning af de Danske og Forbundets Tropper i Löbet

af 12 Dage, efterat Befalingen herom er kommen de højt kommanderende Generaler tilhænde. Imidlertid kan saavel Kongen af Danmark som det tydse Forbund vedblive at lade de militære Hospitaler og Depoter bevogte af Detasjementer, saaledes at der ikke forbliver andre Tropper paa Den Als, end de til dette Niemed bestemte Danske Tropper, og i Slesvig ingen andre Tropper, end de, som det Tydse Forbund lader blive tilbage der i samme Niemed. Disse Tropper funne ikke paa hver Side overstige et Antal af 2500 Mand.

I Hertugdommet Holsten forblive de to Hertugdommers regulære Tropper, som udgjøre en Deel af Forbundsarmeen og som ikke paa nogen Maade kunne affledges, undtagen efter en Overenskomst mellem Hertugdommernes Bestyrelse og den højt kommanderende General over Forbundsarmeen. Desuden kan et Kompagni Forbundstropper forblive i Staden Altona til Bevogtning af det derværende Militærhospital.

Troppestyrken i Hertugdommerne skal staae til den oprettede Autoritets Raadighed med Hensyn til hvad der vedkommer Ordenens Bedligeholdelse i Hertugdommerne.

Art. 7.

De to kontraherende Parter ere, ledede af det Danske at sikre Orden og Rolighed i Hertugdommerne, komne overens om under Baabenstilstanden at oprette en follektiv Bestyrelse for de to Hertugdommer, hvilke skulle bestyres i Hs. Maj. Kongen af Danmarks Navn i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten. Denne Bestyrelse skal sammensettes af 5 Medlemmer, der tages blandt begge Hertugdommers Notabiliteter og nyde almindelig Agtelse og Anseelse. To af disse Medlemmer vælges af Kongen i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten for Hertugdommet Slesvig og to af Kongen af Preussen i Hans Egenstab af Medlem af det Tydse Forbund for Hertugdommet Holsten. Det femte af disse Medlemmer, der fungerer som Præsident for begge Hertugdommers follektive Bestyrelse, udnævnes ved en fælleds Overenskomst mellem bemeldte Deres Majestæter. Det vedtages, at hverken Medlemmerne af den Bestyrelse, som var i Virksomhed førend den 17de Mars, eller de, som have udgjort Regeringen efter den Tid, kunne tage Deel i denne nye Bestyrelse (Regierung), der tiltræder sin Virksomhed snarest muligt og senest 14 Dage efterat nærværende Konvention er underskrevet.

Det vedtages, at de twende Hertugdommers follektive Bestyrelse vedbliver under Baabenstilstanden at anvende de for Tiden i Kraft værende Love; men de to kontraherende Parter ere udtrykkeligen komne overens om, at alle de Anordninger, som indeholde en Ille-

Erljendelse af Hs. Maj. Kongen af Danmark som de to Hertugdommers Souverain, som maatte angribe hans Verdighed, eller forud afgjøre politiske Spørgsmaal, hvis Lösning forbeholdes den endelige Fred, strax skulle være ophævede.

Art. 8.

Kongen af Danmark og Kongen af Preussen i det Tyske Forbunds Navn ere besviede til, hver paa sin Side, at bestikke en Kommissær for at op holde sig i Hertugdommerne under Vaabenstilstanden og for paa en mæglende Maade at vaage over Udfyrelsen af foranstaende Bestemmelser, saavel som over den upartiske Anvendelse af de til Gunst for den Danske eller Tyske Befolning existerende Love.

Art. 9.

Kongen af Preussen forpligter sig til at anvende hele Sin Indflydelse, for at Hertugdammet Lauenborg kan blive bragt tilbage i den samme Stilling, hvori det befandt sig forend Forbundstroppernes Indrykken.

Art. 10.

De kontraherende Parter ville begjere Storbritanniens Garanti for den noigtige Hyldebrydelse af nærværende Vaabenstilstands-Konventions Artikler.

Art. 11.

Det er udtrykkeligt vedtaget, at denne Conventions Artikler paa ingen Maade skulle indeholde noget til Prajudice for Betingelserne for den endelige Fred, om hvilken der strax skal aabnes Underhandlinger, og at hverken Danmark eller Forbundet opgiver de Fordringer og Rettigheder, som de gjenstdigen have gjort gjældende.

Til Stadfæstelse heraf have de Befuldmaægtigede understrevet nærværende Convention og paatrykt samme deres Vaabensegl,

Udsædiget in duplo i den

Nº. 37.

Bemærkninger

til de Kongelige Kommissairer i Malmo over de ny preussiske
Baabenstilstands-Konventioner den 25de August 1848.

Art. 6.

De to Hertugdommer og de til samme hørende Parter rommes af de Danske og det Tyske Forbunds Tropper i løbet af tolv Dage efterat Befalingen derom er kommen de høistkommanderende Generaler tilhænde. Imidlertid kan både Kongen af Danmark og det Tyske Forbund lade de militære Hospitaler og Depoter, der for Kongen af Danmarks Bedkommende befinde sig paa Den Als og for Forbundets i Staden Altona samt paa andre Punkter i de to Hertugdommer, bevogte af Detaschementer af Danske og Forbundstropper, hvilke ikke for nogen af Parterne skulle overstige et Antal af 1500 Mand.

De indfødte Slesvigiske Soldater, som nu befinde sig i Hertugdommernes Militærtjeneste, skulle danne særskilte Korpser, som stationeres i Hertugdommet Slesvig. Disse Korpser skulle til Rolighedens Bedlige holdelse stilles under Befaling af den i Overensstemmelse med den følgende Artikel oprettede Bestyrelse, der for at lette Landet kan sende de Officerer og Soldater hjem, som ikke anses nødvendige til Tjenesten. Den i Holsten stationerede Troppestyrke skal bestaae af dette Hertugdommes regulære Tropper, som udgjøre en Deel af Forbundsarmeen. Disse Holsteniske Tropper skulle staae til de to Hertugdommers Bestyrelsес Raadighed, men kunne ikke formindskes i Antal, undtagen efter en Overenskomst mellem Hertugdommernes Bestyrelse og den høistkommanderende General over Forbundsarmeen.

Art. 7.

Bem. a. Ordene fra „ledede af det Ønske“ til „Hertugdømmerne“ ønskes udeladt.

De to kontraherende Parter ere, ledede af det Ønske at fåsre Orden og Rolighed i to Hertugdommer, komne overens om under Baabenstilstanden at oprette en follektiv Bestyrelse for begge Hertugdommer, hvilken skal ud-

Bem. b. Istedetfor „Kongen af Danmarks Navn i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Høsten“ andrages paa, at Redaktionen forandres saaledes: „Kongen af Danmarks, Hertugen af Slesvigs og Holstens Navn“ etc.

Bem. c. Ordene „i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten,“ ville ogsaa her være at forlange udeladte.

alle de Love, Anordninger og administrative Foranstaltninger, som ere udkomne for de to Hertugdømmer efter den 17de Marts.

øve sine Funktioner i Hans Majestæt Kongen af Danmarks Navn i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten og med samme Myndighed, med Undtagelse af den lovgivende Magt, hvis Udeøvelse hviler saa længe Baabenstilstanden varer. Denne Bestyrelse skal bestaae af fem Medlemmer, som tages blandt begge Hertugdømmers Notabiliteter, der nyde almindelig Agtelse og Anseelse.

To af disse Medlemmer vælges af Kongen af Danmark i Hans Egenstab af Hertug af Slesvig og Holsten for Hertugdommet Slesvig, og to af Kongen af Preussen i Hans Egenstab af Medlem af det Tyske Forbund for Hertugdommet Holsten. Det femte af disse Medlemmer, der fungerer som Præsident for de to Hertugdømmers kollektive Bestyrelse, udnævnes ved en sælleds Overenskomst mellem bemeldte Deres Majestater. Det vedtages, at hverken Medlemmerne af den Bestyrelse, som var i Virksomhed for den 17de Marts, eller de, som have udgjort Regeringen efter den Tid, kunne tage Deel i denne nye Bestyrelse (Regierung), der træder i Virksomhed snarest muligt, eller senest 14 Dage efterat nærværende Konvention er understreven.

De to kontraherende Parter ere ligeledes komne overens om, at de Love og Anordninger, der ere udstedte efter den 17de Marts sidstleden, enten i Hans Majestæt Kongen af Danmarks Navn og paa Hans Begne, eller af den provisoriske Regierung, strax skulle ophæves; men Hertugdømmernes kollektive Bestyrelse skal være berettiget til at sætte sagdanne, i en sildigere

gavnlig for de løbende Forretningers regelmæssige Gang.

Tid udstedte Anordninger eller administrative Foranstaltninger i Kraft igjen, hvis Bibeholdelse maatte synes den nødvendig eller gavnlig, men som dog ikke tor indeholde noget, som strider imod Bestemmelserne i Artikel 11.

Art. 9.

Hertugdommet Lauenborg bestyres under Vaabenstilstanden af en Kommission, som vælges blandt Landets Notabiliteter, hvorf Hs. Majestat Kongen af Preussen udnævner et Medlem i det Thyske Forbunds Navn, et andet udnævnes af Hs. M. Kongen af Danmark i Hans Egenstab af Hertug af Lauenborg og det tredie som Præsident for Hertugdommets kollektive Bestyrelse udnævnes ved en fælleds Overenskomst mellem de to Souverainer. Denne Kommission bestyrer Hertugdommet Lauenborg i Hs. M. Kongen af Danmarks, Hertugen af Lauenborgs Navn paa samme Maade som dette er bestemt i Art. 7 om de to andre Hertugdommer. I Hertugdommet Lauenborg forbliver, foruden dette Hertugdommes Kontingent, et Detaschement af det Thyske Forbunds Tropper til Autoritetens Raadighed, indtil Freden bliver sluttet.

No. 39.

Separat-Artikel til Vaabenstilstands-Konventionen,

dat. Malmo d. 26 August 1848.

For at tjene til Fuldstændiggjørelse og Forklaring af den i Dag afsluttede Konventions Artikel ere undertegnede Befuldmægtigede komme overens om følgende Punkter:

1. Angaaer Artikel 2. De under Fjendtlighederne paa begge Sider anlagte Befæstningsværker forblive under Vaabenstilstanden i den Tilstand, hvori de nu befinde sig.
2. Angaaer Artikel 3. Saasnart Ratifikationerne ere udverlede, affsendes Dampstibe for ved Danske Officierer at overbringe Kommandeurerne for den Danske Sømagt Befaling til at hæve Blo-

kaden. Disse Affendelser besorges for de østerrøiske Havnे af Danmark og for Havnene ved Nordsoen af Preussen.

3. Angaaer Artikel 4. Krigsfangerne og de anholdte Personer føres til Eternforde, saasnart Ratifikationerne ere udverlede, og udleveres til Officerer, der ere tilbørligt bemyndigede til at modtage dem.

4. Angaaer Artikel 6. Troppehæren i Hertugdømmet Holsten stilles hvad den militære Disciplin angaaer under Besaling af en General af Forbundsarmeen, som til den Ende udnævnes af Hs. M. Kongen af Preussen.

5. Angaaer Artikel 7. Idet Konventionen opstiller, at alle Love, Anordninger og administrative Foranstaltninger, der ere udkomne for Hertugdommerne efter den 17de Marts sidstleden, skulde ophæves, indbefatter den saavel dem, der ere udstedte i København, som dem, der i samme Tidsrum ere fundgjorte i Hertugdommerne. Hertugdommernes kollektive Bestyrelse bekendtgjor, saasnart skee kan, Fortegnelsen over de Love, Anordninger og administrative Foranstaltninger, der skulle forblive i Kraft.

6. Angaaer samme Artikel. Til den kollektive Bestyrelsес Bemyndigelse hører den at funne ophæve Retsforsølgninger af politiske Grunde.

7. Angaaer samme Artikel. Posterne og andre Forbindelser antage etter deres regelmæssige Gang og Postkontoret i Hamborg gjenoprettes.

Ovenanførte vedtagne Bestemmelser skulle have samme Kraft og Gyldighed, som om de vare indførte i den under Dags Dato afsluttede Konvention og skulle ratificeres paa samme Tid.

Til Stadsfastelse heraf have de Besuldmægtigede underskrevet denne Separat-Artikel og påtrykt den deres Baabensegls.

Givet i Malmö den 26de August efter Guds Byrd Attenhundrede Otte og Hyrgetype.

Nº. 40.

Første Additionel Artikel til Vaabenstilstands-Konventionen,

dat. Malmö d. 26de August 1848.

Første Additionel Artikel.

Til Fuldbrydelse af Bestemmelserne i Artikel Syv i den under Dags Dato afsluttede Konvention og i Overensstemmelse med den Maade, som denne Artikel opstiller, have undertegnede Befuldmægtigede paa deres respektive Souverainer, Hs. M. Kongen af Danmarks og Hs. M. Kongen af Preussens Begne udnevnt følgende Personer til at danne den kollektive Bestyrelse af de to Hertugdommer Slesvig og Holsten, nemlig.

Til President:

Hans Excellence Grev Karl Moltke-Nütschau.

Til Suppleant:

Baron Adolph Blome.

Til Medlemmer:

Kammerherre Baron Josias Frederik Ernst Heinze, i Bordeholm.
Etatsraad Thomas Prehn, i Ploen.

Landsfoged Paul Johan Frederik Boysen, i Heide.

Overappellationsretts-Raad Alexander Frederik Wilhelm Preusser,
i Kiel.

Til Suppleanter:

Kammerjunker Adolph v. Warnstedt.

Grev Theodor Reventlow-Jersbæk.

Kammerherre Adolph Bernhard Wilhelm Erdman Moltke.

Justitsraad Christian Frederik Callisen, Borgemester i Flensborg.

Disse Valg skulle ratificeres af de respektive Souverainer
og de udnevnte Personer tiltræde deres Bestilling saasnart skee kan
efter Ratifikationernes Udtverling.

Til Stadfestelse heraf have Undertegnede understrevet denne
Additionel Artikel og forsynet den med deres Vaabensegl.

Givet i Malmö den 26de August Aar efter Guds Byrd Ottet
hundrede Otte og Fyrgetyve.

No. 41.

Anden Additionel Artikel til Vaabenstilstands-Konventionen,

dat. Malmö den 26de August 1848.

Til Fuldbrydelse af Bestemmelserne af Artikel Ni i den under Dags Dato affluttede Konvention og i Overensstemmelse med den Maade, som denne Artikel opstiller, have undertegnede Besuldmagtigede paa deres respektive Souverainer, Hs. M. Kongen af Danmarks og Hs. M. Kongen af Preussens Begne udnævnt følgende Personer til at danne Bestyrelsen af Hertugdømmet Lauenborg, nemlig:

Til Præsident:

Hans Excellence Grev Christian Andreas Frederik v. Ranzau.

Til Medlemmer:

Kammerherre Grev Gottfried v. Reventlow.

Etatsraad Gustav Susemihl.

Til Suppleanter:

Vice-Landmarskalk v. Bülow Mussen.

Assessor Hartwig v. Linstow.

Disse Valg skulle ratificeres af de respektive Souverainer og de udnævnte Personer tiltræde deres Bestilling saasnart See kan efter Ratifikationernes Udtværling.

Til Stadsfæstelse heraf have Undertegnede underskrevet nærværende Additionel Artikel og forsynet den med deres Vaabensegl.

Givet i Malmö den 26de August, Åar efter Guds Byrd Aften-hundrede Otte og Fyrgethve.

1-52.

Historisk bogsamling

08.964

Brevskaber om de Slesvigiske Forhold

19950207

4 398 090 4



S044660938

Eduard Skalitzky

Die Geschichte des

Slesvierschen

Fürtholz

1860